

REVENIR AUX LUTTES

AGONE • n° 26/27, 2002
Philosophie, Politique & Sociologie

Éléments pour une critique de la **CONTESTATION**, FRANCK POUPEAU

LICENCIEMENT, reclassement, déclassement, FANNY DOUMAYROU

Libéralisme & nouveau mode de **CONTRÔLE** des salariés dans l'entreprise,

JEAN-PHILIPPE MELCHIOR / « **REFONDATION**

SOCIALE » & pacification syndicale. Les fonctions de la notion

de « société civile », PAUL LAGNEAU-YMONET / **QUEL**

CORPORATISME ? Notes sur la disqualification des mouvements

syndicaux, PIERRE CONTESENNE / **CHRONIQUE DES**

LUTTES. Premier volet. Un métier dans les luttes. Entretien

avec JACQUES TOUBLET, correcteur CGT / **PERSPECTIVES**

MILITANTES : Les multiples visages de la révolte globale & la face

assassine de Big Brother, par SERGE QUADRUPANI / Un air de carnaval & de

révolution, par JOHN JORDAN & JENNIFER WHITNEY / Critique des « Mc Protests »,

par NAOMI KLEIN / De nouvelles cibles, par MICHAEL ALBERT / **LA**

GUERRE DE L'EAU. Cochabamba, Bolivie, 1999-2001, FRANCK

REVUE AGONE

NUMÉRO COORDONNÉ PAR
Franck Poupeau

RÉDACTEUR EN CHEF
Thierry Discepolo

RUBRIQUE « HISTOIRE RADICALE »
Charles Jacquier

COMITÉ DE RÉDACTION
Hélène Autexier, Michel Caïetti, Frédéric Cotton,
Isabelle Kalinowski, Sébastien Mengin, Béatrice Vincent.

Les auteurs qui publient dans **AGONE** développent
librement une opinion qui n'engage qu'eux-mêmes.

© **AGONE**, BP 2326, F-13213 Marseille cedex 02

© 1987 Gius. Laterza & Figli, Roma-Bari. Pubblicazione effettuata con
l'intermediazione dell'Agenzia letteraria Eulama, pour le texte d'Aldo G.
Gargani, « Le courage d'être »

© 2002 Aden, Bruxelles pour le texte de Jean Bricmont, « Questions aux
"défenseurs" des droits de l'homme »

Coédition COMEAU & NADEAU ÉDITEURS,
c.p. 129, succ. de Lorimier, H2H 1V0, Montréal Québec

email <agone@atheles.org>
<http://www.atheles.org/agone>

Remerciements à Thomas Kruse & Meyer pour leurs photographies
Couverture Panta • Maquette Faber & Petiskarabé

AGONÉ

Philosophie, Politique & Sociologie

numéro 26/27, 2002

9. Revenir aux luttes. Éléments pour une critique de la contestation, *Franck Poupeau*

Parce qu'ils ont pour effet de rendre le mouvement social dépendant de l'opinion publique, les discours triomphalistes constituent un obstacle à toute critique interne de la contestation. Ce qui est en jeu alors réside moins dans les moyens d'action directe utilisés que dans les conséquences éventuelles sur le débat public et sur l'image du mouvement dans les médias. En outre, cette critique se heurte à la tendance à l'institutionnalisation des organisations, qui reproduit, dans le champ militant, la coupure entre les profanes et les professionnels de la politique.

21. Licenciement, reclassement, déclassement, *Fanny Doumayrou*

Dans l'avalanche de dégraissages et de fermetures d'usines qui marque l'actualité sociale, on voit émerger un large consensus des politiques et des dirigeants d'entreprises pour présenter le « reclassement » comme solution miracle au problème des licenciements. On explique aux salariés menacés de perdre leur emploi : « La logique économique est implacable, vos licenciements, inéluctables, votre résistance, inutile. Votre avenir n'est pas si sombre, puisque l'on s'engage à vous reclasser. Mieux vaut vous résigner... » Mais la puissance financière des grands groupes ne règle que la paix sociale, pas l'avenir professionnel des salariés licenciés.

35. Libéralisme & nouveau mode de contrôle des salariés dans l'entreprise, *Jean-Philippe Melchior*

Renault-Le Mans peut être présenté comme un type idéal en matière de conditions de travail et de relations entre la direction et les salariés dans ce secteur industriel. Au nom de la productivité et de la « qualité », la direction cherche à supprimer toute forme de résistance et à écarter tous ceux qui ne s'inscrivent pas pleinement dans la poursuite de ces objectifs. Les moyens mis en œuvre pour éradiquer les obstacles à ce management ramènent les relations sociales à ce qu'elles étaient avant l'émergence du syndicalisme, quand chaque salarié, privé de toute possibilité de réaction collective, ne pouvait lutter contre l'exploitation sans subir personnellement la répression patronale.

47. « Refondation sociale » & pacification syndicale. Les fonctions de la notion de « société civile », *Paul Lagneau-Ymonet*

L'entreprise de « refondation sociale » menée par le patronat français depuis 1999 s'appuie sur la redéfinition de termes politiques propres à promouvoir certains rapports sociaux et à disqualifier toute tentative de contester aussi bien la légitimité que les effets des politiques économiques néolibérales. La mobilisation de la notion de « société civile », qui appartient à des traditions politiques très diverses, constitue un exemple privilégié de ce travail d'imposition d'une vision du monde social conforme aux intérêts des décideurs économiques, sous l'impulsion conjointe du MEDEF et de la CFDT.

67. Quel corporatisme ? Notes sur la disqualification des mouvements syndicaux, *Pierre Contesenne*

L'actualité sociale génère régulièrement des néologismes, inventés par des personnalités politiques ou des journalistes pour désigner des faits ou des acteurs sociaux afin de les disqualifier. La disqualification du « corporatisme », terme détourné de sa véritable signification au profit d'une vision libérale du monde social, constitue un lieu commun par lequel la pensée dominante entreprend la délégitimation des forces collectives de contestation.

73. Chronique des luttes. Premier volet.

Un métier dans les luttes. Entretien avec *Jacques Toublet*

Propos présentés par Franck Poupeau

Cette série d'entretiens réalisés avec des militants veut tout à la fois restituer la mémoire des luttes et comprendre comment se constitue le capital militant, ce mélange d'autorité et de savoir-faire qui s'investit dans les activités revendicatives. Ces « chroniques des luttes » seront consacrées à des formes minoritaires d'engagement qui caractérisent des militants, responsables ou anonymes, pour lesquels les luttes ne constituent pas une voie détournée de promotion – sociale ou politique – mais l'accomplissement d'une résistance enracinée dans le « refus de parvenir ».

104. PERSPECTIVES MILITANTES

Les multiples visages de la révolte globale & la face assassine de Big Brother, par *Serge Quadrupani*

Un air de carnaval & de révolution, par *John Jordan & Jennifer Whitney*

Critique des « Mc Protests », par *Naomi Klein*

De nouvelles cibles, par *Michael Albert*

133. La guerre de l'eau (Bolivie, 1999-2001), *Franck Poupeau*

Il arrive que les mouvements de contestation les plus implantés dans une population restent les plus ignorés des médias et des réseaux militants. C'est le cas de la « *guerra del agua* », qui a eu lieu à Cochabamba de janvier à septembre 2000. Moins romantique et médiatisée que les guérillas centraméricaines, elle incarne pourtant une forme de contestation dont pourraient s'inspirer bien des mouvements de résistance au libéralisme : elle est, à ce jour, la seule lutte qui ait fait reculer, sur le terrain, les forces néolibérales ; et elle s'est accompagnée de pratiques radicalement démocratiques dans la mise en place d'une gestion participative de l'eau.

141. La récupération de la contestation par les médias

Serge Halimi & Pierre Rimbert

Les groupes contestataires (partis, associations, collectifs ou syndicats) agissent le plus souvent comme si leur rapport aux médias allait de soi : ils pensent se servir des grands moyens de communication sans s'y asservir. Le danger que les « médias dominants », c'est-à-dire les « faiseurs d'opinion », font peser sur les mouvements contestataires est analysé au travers de l'exemple de ce que les journalistes appellent le « mouvement anti-mondialisation », et plus précisément de l'association ATTAC.

151. L'espace public comme construction journalistique. Les auteurs de « tribunes » dans la presse écrite, *Louis Pinto*

Parmi les transformations récentes qui ont contribué à modifier la physionomie de la presse, que ce soit dans son contenu, son style ou encore ses fonctions, une des plus remarquables est l'essor de la « tribune ». Intermédiaire entre courrier des lecteurs, articles d'information élaborés par les journalistes de métier et écrits d'expert, ce genre est censé favoriser des traits qui manquent habituellement à la simple relation des faits. Son statut d'exception est propre à rassurer les journalistes : ils sont justifiés de ce qu'ils sont et ne sont pas, justifiés de ne pas appartenir à un groupe dont les déficiences sont attestées par celui qui, par ses défis de « gêneur », est capable de « déranger » les doctes et les doctrinaires.

183. Marcel Mauss, le don & la révolution, *François Athané*

L'amnésie des conditions sociales de production du discours scientifique, qui accompagne souvent la citation des auteurs consacrés, a pour effet d'évacuer le contenu politique de leurs textes. Elle contribue ainsi à entretenir la séparation entre préoccupations politiques et recherches en sciences sociales, alimentant aussi bien l'anti-intellectualisme de l'action militante que le mépris pratique de la réflexion savante. De sorte que les

engagements politiques de Durkheim, de Weber ou de Mauss ne sont souvent évoqués que sur un mode allusif sans être investis dans l'analyse des textes.

201. La sociologie dans les luttes. De la situation coloniale à l'impérialisme néolibéral, *Franck Poupeau & Thierry Discepolo*

Les textes « politiques » ou « critiques » de Pierre Bourdieu retenus ici tiennent avant tout de la mise en situation : invitation à la lecture d'une œuvre souvent neutralisée et rendue inaccessible par ses conditions académiques de réception ; rassemblement d'analyses, d'entretiens et de textes de circonstance, écrits souvent mineurs qui se retrouvent parfois dans les livres sous une forme plus élaborée, plus « savante ». Il s'agit de montrer, à travers les étapes de l'itinéraire du sociologue, replacé dans son contexte historique, une articulation certaine entre recherche scientifique et intervention politique.

Pierre Bourdieu

203 – « Les sous-prolétaires algériens » ;

225 – « Sartre, l'invention de l'intellectuel total » ;

233 – « Incorrigiblement optimiste »

247. De la société ouverte à la société concrète, *Jacques Bouveresse*

Le chemin qui mène du dieu ou de la bête État à l'État humain, s'il y en a un, passe nécessairement par la notion de pouvoir local. Il faut naturellement se garder de transformer à nouveau cette idée en un fétiche et admettre qu'elle devra, comme n'importe quelle autre, faire ses preuves. Mais il est indispensable de lui donner la possibilité et les moyens réels de les faire. « Les idées montrent en fin de compte à l'avenir non pas le chemin, mais seulement la direction ; elles sont des filets qui sont jetés sur le futur pour attraper quelque chose et qui sont toujours en partie et jamais entièrement déchirés par lui. »

259. Questions aux « défenseurs des droits de l'homme », *Jean Bricmont*

Les événements du 11 septembre 2001 sont suffisamment graves pour qu'ils nous conduisent à nous poser des questions de fond. Ainsi le tournant pris vers la fin des années 1970 par la plupart des mouvements de gauche ; tournant qui a consisté à remplacer la lutte pour des objectifs socio-politiques tels que le socialisme (entendu sous une forme ou une autre) par celle en faveur des droits de l'homme et de la démocratie. Ce tournant a amené, *in fine*, beaucoup d'intellectuels et d'organisations de gauche à soutenir ou à s'opposer très mollement à la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie.

269. Les « secrets » de Wittgenstein. Notes sur quelques « révélations » faites au grand public français en commémoration du 50^e anniversaire de sa mort, *Thierry Discepolo*

Au milieu du tourbillon éditorial qui entourait l'an dernier le cinquantième anniversaire de la mort du philosophe Ludwig Wittgenstein paraissait un tout petit livre au titre accrocheur : *Carnets secrets*. De quels « secrets » ces cahiers sont-ils donc tissés ? De quels propos sont-ils remplis ? de quelles réflexions hétérodoxes ? Quels rapports ce journal entretient-il avec l'œuvre du philosophe ? L'introduction ne nous en dit pas grand chose... Le présent texte et le suivant ont pour objet de répondre à ces questions.

277. Le courage d'être. Introduction aux *Carnets secrets 1914-1916*, de Ludwig Wittgenstein, *Aldo G. Gargani*

Traduit de l'italien par Patricia Farazzi

On nous a appris à nous représenter l'auteur d'une œuvre philosophique en le séparant de sa biographie. Au milieu, entre les deux moitiés dont est artificiellement composée cette même personne, surgissait l'œuvre théorique, comme une structure autonome et indépendante. Pourtant les *Carnets secrets* de Wittgenstein font voler en éclats cette image fictive dont nous avons longtemps été prisonniers.

HISTOIRE RADICALE

313. Le refus de parvenir. Cette fusion entre l'idée de civilisation & l'idée de révolution, par *Marcel Martinet*
323. Résister aux sirènes du mensonge d'État. Avant-propos à « John Dewey, homme d'action », par *Charles Jacquier*
327. John Dewey, homme d'action, par *Alfred Rosmert*
339. En désespoir de cause. Avant-propos à « Léon Blum, les grandes illusions », par *Charles Jacquier*
345. « Léon Blum, les grandes illusions », par *Boris Souvarine*

*À la mémoire de Pierre Bourdieu
« Partout et nulle part »*

Revenir aux luttes

Éléments pour une critique de la contestation

Nous autres, nous nous éloignons de la masse : entre nous et la masse se forme un écran de quiproquos, de malentendus, de jeu verbal compliqué. Nous finirons par apparaître comme des gens qui veulent conserver leur place.

ANTONIO GRAMSCI

REVENIR AUX LUTTES et douter de la bonne santé de la contestation renaissante, telles sont les évidences qui se sont imposées pendant que s'élaborait ce dossier ¹. Pourtant, la contestation de la politique néolibérale de globalisation paraissait plus forte que jamais après les spectaculaires – et tragiques – manifestations de Gênes, point culminant d'une internationalisation des résistances, de Québec à Göteborg, de Barcelone au Chiapas et à Porto Alegre. Il nous semblait cependant que, pris dans la spirale de la médiatisation, ce mouvement n'était pas aussi fort que le laissait croire le discours triomphaliste de ses porte-parole mandatés ou auto-désignés. D'autre part, les luttes locales, au cœur du monde du travail, paraissaient plus que jamais disqualifiées comme « ringardes ». D'abord discréditées par le succès de la propagation de la dépolitisation néolibérale depuis les années 1980, elles prenaient ensuite un autre « coup de vieux » avec la visibilité croissante d'une contestation internationaliste dont les protagonistes les plus médiatisés apparaissaient à l'écart des formes traditionnelles de syndicalisme ouvrier : militants associatifs investis principalement dans

1. Ce texte doit beaucoup à de nombreuses discussions avec Pierre Rimbart.

les combats pour les « sans », jeunes activistes développant la « contre-culture marchande » comme style de vie, membres d'organisation non-gouvernementales (ONG) ou de collectifs agissant sur des thèmes aussi divers que l'annulation de la dette ou la taxation des profits financiers.

Toute cette agitation fut emportée par les événements du 11 septembre 2001 à New York. Trop dépendante des médias pour exister sans eux dès lors qu'ils avaient trouvé un autre sujet d'importance « planétaire », la contestation « antimondialisation » laissait apparaître ses faiblesses : celle de ses moyens de diffusion, qui n'ont pas permis de contrer l'assimilation de la contestation au terrorisme ; celle de l'implantation militante qui n'a pu diffuser la contestation au-delà des cercles habituellement mobilisés. Ce qui apparaissait quelques semaines plus tôt comme du « pessimisme » venait de prendre un air de réalisme.

Mais on ne connaît jamais vraiment la chanson et, à Porto Alegre en février 2002 comme ailleurs en d'autres temps, le discours triomphaliste reprit ses droits – sauf qu'il est, aujourd'hui, beaucoup moins relayé, ou que l'adversaire offre moins de prises : Davos n'est plus à Davos mais à New York, et le sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au Qatar a bien été, en novembre 2001, le désert politique espéré par ses organisateurs.

Face à des modes de domination de plus en plus internationaux, il est évident que la résistance doit s'internationaliser – ce que la contestation de la politique libérale de « globalisation » a compris et mis en œuvre. Une telle internationalisation perd cependant toute sa force si elle reste dans le cercle enchanté de la visibilité publique, à la traîne des sommets officiels. Revenir aux luttes, c'est d'abord ancrer le combat dans le militantisme de terrain, c'est ensuite refuser d'accepter les termes du débat imposés par l'idéologie dominante. Et ces efforts sont vains s'ils ne s'accompagnent pas d'un diagnostic des problèmes actuels du champ militant qui ne se résume pas à la dépendance médiatique – plus effet que cause en l'occurrence.

OPINION PUBLIQUE & LOGIQUES D'APPAREILS

Le discours triomphaliste de certains animateurs de la contestation – qui ne s'est jamais exprimé avec autant de certitudes que lors des manifestations contre le G8 à Gênes en juillet 2001 [lire p. 106-114] –, constitue le

premier obstacle à une telle *critique interne* de la contestation. Ainsi cette mobilisation constituerait, selon l'un des responsables d'ATTAC, « un tournant très important », du fait des hésitations du G8, de l'ampleur des manifestations et de la répression ; le sigle choisi par une des instances organisatrices, le Genoa Social Forum, serait une filiation du World Social Forum de Porto Alegre, « généalogie certes courte mais riche de moments fondateurs », qui marquerait l'émergence d'une « nouvelle génération militante » dans le cadre d'une « volonté unitaire permanente, qui a permis au mouvement de s'élargir régulièrement, sans pour autant se fragmenter » : « une autre mondialisation est en marche », en particulier depuis la « victoire de Seattle »². De tels discours ont pour effet de rendre le mouvement social dépendant de l'opinion publique – comme l'a montré, parmi d'autres faux débats imposés par la diffusion médiatique dominante, la condamnation des formes d'action violentes des Black Blocs, identifiées à des « dégradations » d'anarchistes dont il sera, pour ses contempteurs, « difficile de se débarrasser »³. Ce qui est en jeu pour ces militants réside moins dans les moyens d'action directe utilisés que dans les conséquences éventuelles sur le débat public vu au travers de l'image du mouvement dans les médias – comme l'explique clairement un dirigeant d'ATTAC lorsqu'il parle du risque d'un « décrochage du mouvement d'avec l'opinion publique »⁴. Le présupposé principal du discours triomphaliste et de son envers (la condamnation de l'action violente) réside dans la croyance que « le soutien qu'apporte l'opinion publique aux manifestants est une des clés de la réussite du mouvement »⁵. Il faudrait pour cela être « prêts à discuter avec tout le

2. Lire Christophe Aguiton, *Le monde nous appartient*, Plon, 2001 ; « Quelques réflexions pour la discussion après Gènes », texte diffusé le 27 août 2001.

3. Le thème de la violence d'État, de la manipulation et du détournement de la contestation populaire légitime a fait l'objet de dossiers dans de nombreux périodiques anarchistes ; signalons *Le RIRE*, « Violence et mouvement social » (janvier-février 2002, n° 43) et *No pasaran* (hors-série 2002, n° 1).

4. Lire Christophe Aguiton, *op. cit.*

5. Lire *ibid.* De son côté, Pierre Khalfá, autre dirigeant d'ATTAC, affirme que « l'écho croissant des thèmes portés par le mouvement a mis les gouvernements sur la défensive sur le plan idéologique et a accéléré la crise de légitimité des institutions internationales, même si cela n'a entraîné aucun changement d'orientation de leur part. C'est ce lien grandissant à l'opinion publique qui est le danger principal pour les gouvernements, c'est ce lien qu'ils veulent casser. [...] Tout

monde, car nous considérons que le débat démocratique a toute sa place »⁶. À travers la discussion publique et le dialogue avec les gouvernements, ce serait donc la « société civile » qui aurait sa « place autour de la table ». Voilà précisément ce que préconise Klaus Schwab, l'organisateur du Forum économique de Davos⁷ [lire p. 47-66].

Au-delà de la cécité induite par ce discours triomphaliste, un discours critique sur la contestation se heurte à la *tendance à l'institutionnalisation* des organisations (partis, syndicats, associations) qui pousse à promouvoir le succès pour « entretenir la machine » – ce qui a pour effet de reproduire, dans le champ militant, la coupure entre les profanes et les professionnels de la politique. Ainsi « en matière de politique comme en matière d'art, la dépossession du plus grand nombre est corrélative, ou même consécutive, de la concentration des moyens de production aux mains de professionnels, qui ne peuvent entrer avec quelque chance de succès dans le jeu proprement politique qu'à condition de posséder une compétence spécifique⁸ ». Ces « lois d'airain de l'oligarchie » ne s'appliquent pas seulement aux partis politiques « traditionnels » : elles produisent une concentration du capital politique au sein même des organisations militantes, qui ne fait que s'accroître avec l'internationalisation des luttes. La constitution d'une véritable « *jet set* » de la contestation, qui va de manifestation en manifestation, n'est pas faite pour assurer le travail politique de mobilisation.

Dans cette « antinomie du pouvoir révolutionnaire établi » – pour reprendre une expression de Bakounine – s'institue alors une *division sociale du travail contestataire*, qui trouve son principe dans l'inégale distribution du capital culturel et scolaire (comme la plus ou moins grande maîtrise de compétences linguistiques), permettant de bien s'exprimer en public ou d'écrire rapidement des textes – tracts, communiqués de

cela a pour conséquence de renforcer par contrecoup le poids du mouvement dans l'opinion. Dans cette situation, nous devons remplir simultanément quatre objectifs. D'une part, nous devons maintenir et renforcer le lien avec l'opinion publique, d'autre part éviter un éclatement du mouvement, ensuite être capable d'en assumer la radicalité montante, enfin continuer par des manifestations massives d'en démontrer la force ».

6. Christophe Aguiton, *Le Figaro*, 18 juillet 2001.

7. Ainsi, pour Klaus Schwab, « la société civile qui veut contribuer activement au débat, mérite une place autour de la table » (*Libération*, 30 juillet 2001).

8. Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Seuil, 2001, p. 217.

presse ou pages d'analyse « à chaud ». Dans les pôles les plus en vue du champ militant, d'autres types de vertus entrent en jeu, et en particulier la détention d'un capital culturel permettant d'être sélectionné par les médias en leur fournissant un discours correspondant à leurs attentes [lire p. 141-150]. Si la forme principale de capital militant est constituée par un savoir-faire organisationnel qui, de la prise de parole en assemblée générales à la capacité à organiser un rassemblement, une réunion ou à mobiliser des « noms qui comptent », elle fait de l'ombre aux formes moins reconnues de ressources, qui constituent une sorte de capital social « exogène », à l'image du « radical chic » de certains artistes. À l'opposé de ces valeurs, les compétences spécifiques valorisées dans les milieux militants s'accompagnent de dispositions (comme le fait de « se mettre en danger », d'« y croire ») qui donnent une impression d'autonomie à ces milieux où le seul intérêt reconnu à agir est un « intérêt au désintéressement ». Pourtant cette forme d'investissement dans le jeu militant, qui s'incarne dans la figure mythifiée de ceux qui n'ont « rien à perdre » (sans-terres, sans-logis, victimes des dictatures, etc.) favorise en réalité, dans le quotidien des luttes politiques, ceux qui sont les plus aptes à se passer d'un intérêt matériel – et parfois vital – à adhérer au jeu.

UNE « DUPLICITÉ STRUCTURALE »

L'inégale distribution du capital militant redouble par l'effet d'imposition médiatique dont la logique privilégie le spectaculaire d'une lutte internationale, festive et bariolée (ou bien « noire » et « violente ») à l'« archaïsme » d'une lutte ouvrière du type Cellatex, Danone ou Moulinex [lire p. 21-46]. Alors que les premiers, présentés comme « avant-garde de situation », sont les « porteurs d'espoir », les autres, « fossiles » d'un monde ouvrier voué à disparaître, sont décrits en « désespérés » auxquels tout avenir est refusé. Les principes sociaux de la division du travail contestataire renvoient ainsi à une hiérarchie des objets politiques : défendre son emploi à Cellatex paraît moins noble qu'exiger l'annulation de la dette du tiers-monde ou l'instauration de la taxe Tobin.

L'institutionnalisation des mouvements sociaux engendre d'autres obstacles à la réception par les militants d'un discours critique sur la contestation parce qu'occulte dans la concurrence interne au champ militant. La lutte pour la direction et les bénéfices de la contestation induit par exemple une sélection des manifestations en fonction de

l'investissement des groupes les plus structurés : tout comme certains partis politiques sont passés maîtres dans l'art du sabotage des manifestations qu'ils ne dirigent pas, le choix des manifestations internationales est soumis aux logiques d'alliances militantes. En choisissant et en désignant les porte-parole autorisés, les médias contribuent alors à constituer les événements et les forces politiques dignes d'intérêt. L'occultation médiatique du renouveau libertaire dans les luttes nationales et internationales est ainsi moins le produit d'une connivence entre journalistes et groupes politiques concurrents que la conséquence de l'ajustement des catégories d'analyse de leurs porte-parole aux attentes des médias dominants – comme le montre l'omniprésence médiatique de la LCR, dont les intellectuels militants ou militants intellectuels associés sont toujours les premiers interrogés dès qu'il faut, règles démocratiques obligent, donner la parole à un « mouvement social » dont la diversité importe peu. Ainsi la relation que les vendeurs professionnels de biens politiques entretiennent avec leurs clients médiatiques s'inscrit toujours plus ou moins consciemment dans la relation qu'ils entretiennent avec leurs « concurrents » dans le monde militant : « duplicité structurale » du discours politique qui « n'a rien d'intentionnel puisqu'elle résulte de la dualité de l'univers de référence, les professionnels concurrents et les profanes »⁹. Les transformations induites par l'emprise des médias sur le monde militant font que les luttes internes ont tendance à s'effacer derrière les luttes pour la visibilité publique, source de nouvelles formes de capital symbolique.

L'institutionnalisation liée à la médiatisation n'a pas seulement pour effet de clôturer le monde militant sur lui-même, ses jeux et ses enjeux. Elle a pour principale conséquence de produire une confusion entre les moyens et les fins de la contestation ou, plus exactement de transformer les moyens en fins. Ce manque d'objectifs [lire p. 126-131] ne peut qu'accentuer les logiques d'appareils : à la différence des luttes ouvrières du début du siècle, qui s'orientaient vers des idéaux de société alternatifs au système capitaliste (socialisme, collectivisme, etc.), le mouvement social se retrouve à invoquer un processus de « transformation sociale » d'autant plus obscurément verbal (« Un autre monde est possible ») qu'il oscille entre les vieilles recettes révolutionnaires et les mesures réfor-

9. Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op. cit., p. 229.

mistes partielles. La fascination pour le discours prophétique résulte de cette exaltation mystique d'un mouvement imaginaire, véritable discours d'importance qui veut se donner une plus-value symbolique en tentant de rehausser la valeur de son objet ¹⁰: attitude qui débouche sur un héroïsme de la résistance assez peu porté à analyser la réalité des mécanismes sociaux de domination. Cette transformation des moyens en fins a un corollaire : les mobilisations deviennent les seules fins et, faute de victoires effectives suffisamment nombreuses et diffusées contre les politiques néolibérales actuelles ¹¹, on en vient à ne mesurer le succès qu'à l'applaudimètre du nombre de manifestants et d'organisations présentes dans un collectif unitaire, ou à la portée médiatico-symbolique des rassemblements – comme l'illustre l'engouement pour le « carnavalesque ». La justification des rassemblements festifs réside dans leur existence même : créer des relations, produire des collectifs, regrouper les forces éparées. S'ils révèlent un « esprit contemporain de résistance au capitalisme » lorsqu'ils portent la dimension politique de Reclaim the streets [lire p. 115-122], on peut cependant rester sceptique face à la théâtralisation à laquelle ils donnent lieu lorsqu'ils finissent par n'exister que pour leur répercussion dans les médias et, au bout du compte, justifier publiquement l'existence de l'appareil politique qui les anime.

C'est l'ambiguïté même de la lutte politique : un « combat pour des “idées” et des “idéaux”, [qui est] inséparablement un combat pour les pouvoirs et, qu'on le veuille ou non, des privilèges » ; une ambiguïté « au principe de la contradiction qui hante toutes les entreprises politiques aménagées en vue de la subversion de l'ordre établi : toutes les nécessités qui pèsent sur le monde social concourent à faire que la fonction de mobilisation, qui appelle la logique mécanique de l'appareil, tend à prendre le pas sur la fonction d'expression et de représentation, que revendiquent toutes les idéologies professionnelles des hommes d'appareil » ¹². Ainsi les mobilisations festives finissent-elles par perdre

10. Le meilleur exemple est sans doute donné par Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Exils, 2000.

11. Le peu d'intérêt porté à la « guerre de l'eau » en Bolivie, qui s'est concrétisée par une déprivatisation et l'instauration d'une entreprise municipale contrôlée par la population contraste avec la médiatisation de la « lutte héroïque » du Chiapas exaltée par tous les porte-parole de la contestation [lire p. 133-140].

12. Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, *op. cit.*, p. 257-258.

leur capacité à faire remonter les paroles « profanes » au niveau des « professionnels » de la politique, et à n'exister que dans la production collective d'une image narcissique d'elles-mêmes. L'écart croissant entre les actions symboliques et les problèmes concrets, rencontrés et pris en charge par des organisations traditionnelles ou le secteur associatif, redouble alors celui qui existe entre les mouvements « anti-globalisation » et les luttes menées au niveau local. Ce que Naomi Klein a appelé la « Mc Protest » [lire p. 123-125] ne fait qu'entériner la hiérarchie dominante des objets politiques où les luttes du travail (qui sont bien souvent des luttes pour le travail) sont disqualifiées comme « corporatives », « archaïques », « localistes » – et ce, bien souvent auprès des militants eux-mêmes, qui ne trouvent pas, dans l'état actuel du champ politique, les profits symboliques qui pourraient être, dans d'autres conditions, associés à ces combats.

DES UNIVERS SÉPARÉS

Cet écart entre les profanes et les professionnels du militantisme, que révèle l'institutionnalisation de la contestation, ne fait que retraduire, sur un mode propre au champ militant, les logiques antagonistes des différentes catégories sociales qui contribuent à « faire la contestation » : militants, journalistes et « intellectuels » semblent en effet évoluer dans des univers séparés. Ce vide est entretenu par un certain nombre d'agents qui ont intérêt à l'entretenir parce que le fondement de leur capital symbolique et de leur position est d'appartenir un peu à ces trois domaines, et de transférer leurs ressources de l'un à l'autre. Vivant de cette séparation, ils contribuent à l'entretenir afin d'entretenir leur rôle d'entremetteur : intermédiaires intéressés, ils mettent à jour le manque d'un espace d'expression des conflits sociaux.

Mais les milieux militants ne se prêtent pas forcément à une telle convergence : adhérents aux partis politiques, syndicalistes, militants associatifs inorganisés, ou militants intellectuels, tous ont déjà leurs lieux d'échange. Les périodiques syndicaux ou les bulletins n'ont du reste pas forcément cet objectif. Les publications contestataires se sont trop multipliées récemment pour réaliser cette ambition – mais pourquoi ne faudrait-il qu'un *seul* lieu d'expression ? Cette dissémination fournit au moins une garantie contre les situations de monopole de la représentation, toujours propices aux récupérations. Le problème vient

plutôt des rapports entretenus par ces milieux militants avec l'université qui, tout comme le monde politique, restant fermée sur elle-même, ses intérêts, ses enjeux, est incapable d'investir ces espaces. La seule ouverture des chercheurs aux réalités sociales se fait souvent par le filtre des médias qui imposent leurs propres contraintes de production et de diffusion, mais aussi leurs propres catégories sociales de perception du monde social.

Les chercheurs, dont certains travaux pourraient être utiles aux militants, continuent pourtant de produire des articles et des livres destinés aux seuls chercheurs, dans une logique d'accumulation de capital académique. Pris par les charges administratives et les obligations liées à leur position dans le milieu universitaire, ils n'ont pas plus le temps de lire les papiers militants que de s'investir dans les luttes. Cette clôture, qui renforce l'illusion confortable de l'autonomie du champ intellectuel, impose de fait une idée réductrice de la recherche qui confond « neutralité axiologique » et « objectivité scientifique » [lire p. 201-245]. Et de leur côté, les journalistes remplissent leurs colonnes journalières ou hebdomadaires sans avoir le temps de lire les résultats des travaux de sciences sociales. Tandis que les militants produisent des textes dans leurs revues qui ne sont lues, bien souvent, que par d'autres militants ; la voix des salariés, des précaires et des « sans », confinée dans des publications que dédaignent chercheurs et journalistes, se trouve ainsi bannie des médias de masse. Il résulte de tout cela un profond *sentiment d'incommunicabilité*, même si les uns et les autres donnent l'impression de se rencontrer parfois : les journalistes interrogent à l'occasion les militants sur les « problèmes brûlants » de l'actualité ; les chercheurs interviewent les militants sur des « problèmes de fond » que leur position de retrait les autorise à traiter ; les militants sollicitent les chercheurs pour signer des pétitions tandis que les journalistes font appel à eux pour expertiser les questions sociales ; les militants sollicitent eux-mêmes les journalistes et les intellectuels pour accéder à la reconnaissance publique de leurs luttes. Enfin, militants, journalistes et chercheurs se croisent de temps en temps au détour d'une émission, d'une réunion publique ou d'une manifestation. Cela ne veut pas dire qu'ils se parlent pour autant.

Et il y a le courrier électronique... Les listes de diffusion déversent leurs milliers de caractères quotidiens, que l'on trouve à peine le temps d'ouvrir et de lire. Les listes scientifiques, pour des colloques. Les listes militantes, pour un rassemblement, un procès, un appel à soutien, un

communiqué de presse. Les sites des magazines et des quotidiens. Les messages à répétition auxquels on répond, brièvement, et qu'on oublie tout aussi vite. Le vertige des pages qui défilent sur l'écran et s'impriment inlassablement. Cette abondance, qui confine à la surproduction, ne favorise pas la transmission d'informations autant qu'on veut bien le dire – et le croire. Ce qu'elle permet, en revanche, c'est la présence de ceux qui, pas tout à fait journalistes, chercheurs ou militants à plein temps, sont un peu tout cela, jouent un rôle d'intermédiaire permis par la frilosité des chercheurs, les contraintes journalistiques et les urgences des luttes. C'est dans cet interstice qu'ils finissent par se poser en porte-parole du « mouvement social », grâce à leurs contacts, voire leurs connivences, avec des journalistes « de gauche » influents, qui leur permettent de convertir à moindres frais leur capital politique dans le champ intellectuel et leur capital intellectuel dans le champ politique. En situation de *fast-thinkers*, ils offrent à chaque partenaire les produits dont il a besoin : un contact avec les luttes pour les chercheurs, une légitimité intellectuelle pour les politiques, et un peu de tout cela pour les journalistes les plus bienveillants. Fossoyeurs de l'engagement intellectuel, ils suivent la moindre mobilisation, le moindre événement intellectuel. Présents dans la moindre publication politique, critique, scientifique ou médiatique qui s'offre à leur ubiquité militante, ils ne menacent pas seulement l'autonomie du champ scientifique mais contribuent à replacer les luttes sous la coupe des logiques médiatiques qui ont clôturé, depuis les années 1980, le « jeu politique » sur ses propres enjeux¹³.

Le manque d'un espace d'expression des conflits sociaux réside d'abord dans l'absence d'un lieu où puissent se retrouver les uns et les autres, sans vouloir représenter qui que se soit, ni les forces alternatives, ni la « voix du peuple », et donc sans se voir instrumentalisés par les luttes des uns et des autres, et en particulier des « intellectuels organiques » de partis ouvriéristes sans ouvriers, dont la prétention de se situer à *contretemps* des idées dominantes n'a d'égal que l'*opportunisme* qui caractérise leurs tentatives de récupération des conflits. Mais il ne suffit pas de dire, pour dépasser la contradiction entre la position de surplomb du savant et l'engagement dans les luttes, que la clôture du monde de la recherche sur lui-même est pour partie responsable de cet

13. Pour l'analyse de ces processus de différenciation du champ politique, lire Patrick Champagne, *Faire l'opinion*, Minuit, 1990.

écart avec le monde politique. Plutôt que vouloir englober tous les points de vue, les chercheurs peuvent intervenir politiquement en utilisant le capital constitué par les outils spécifiques des sciences sociales [lire p. 183-199], et en assumant, contre la *doxa* savante, le *paradoxe* de leur position : parce qu'il y a tout à perdre dans l'investissement militant, et surtout les profits académiques liés aux finalités savantes d'un monde de la recherche qui ne voit dans l'action politique qu'une façon de déroger, l'intérêt au désintéressement du chercheur engagé constitue sans doute une occasion de conquérir son autonomie – car c'est la *présence dans les luttes* qui mobilise le plus d'exigences scientifiques et requiert le plus de réflexivité.

FRANCK POUPEAU
Mars 2002

Chercheur au Centre de sociologie européenne et cofondateur du collectif Raisons d'agir (1996), Franck Poupeau vient de coordonner le choix de texte de Pierre Bourdieu, *Interventions, 1961-2001. Science sociale & action politique*, Agone, 2002.

Licenciement, reclassement, déclassement

DANS L'AVALANCHE DE DÉGRAISSAGES et de fermetures d'usines qui marque l'actualité sociale de ces dernières années et dont Moulinex constitue, en septembre 2001, un des derniers avatars, on voit émerger un large consensus des politiques et des dirigeants d'entreprises pour présenter le « reclassement » comme solution miracle au problème des licenciements. À l'adresse des salariés menacés de perdre leur emploi, le message est clair : « La logique économique est implacable, vos licenciements, inéluctables, votre résistance, inutile. Votre avenir n'est pas si sombre, puisque l'on s'engage à vous reclasser. Mieux vaut vous résigner... » Pour désamorcer ou calmer les conflits, promesses et engagements se multiplient : patrons et politiques savent pertinemment que les dispositifs de reclassement sont largement inefficaces, surtout pour des ouvriers peu qualifiés et assez âgés, principales victimes des plans de licenciements. Ils savent aussi que ces salariés devenus chômeurs ou précaires, aussi bernés qu'ils se sentent, ne viendront pas avant plusieurs mois leur demander des comptes...

Quand la sélectivité du marché du travail, les pratiques de recrutement des entreprises et la précarisation sont considérées comme une fatalité, le sort des salariés entrés dans les dispositifs de reclassement

suscite à peu près autant d'attention que le sort des chômeurs en général. Les salariés de Cellatex, entreprise en liquidation judiciaire, avaient dû engager, en juillet 2000, une action spectaculaire pour attirer l'attention des pouvoirs publics et négocier avec eux l'obtention d'une prime et de mesures de reclassement. Ceux de Marie Surgelés se sont battus en 1998 contre la fermeture de leur usine par Danone, qui a utilisé une forte prime et un plan social pour éteindre le conflit. Quelques mois plus tard seulement, les uns comme les autres non seulement ont disparu des pages médiatiques mais également des agendas des syndicats qui, un temps, avaient relayé leurs revendications au nom de la solidarité du monde du travail. Alors que le lien juridique et économique avec l'employeur est rompu, contre qui peuvent se retourner ceux qui « restent sur le carreau » ? ceux qui ont dû accepter un reclassement au rabais ? ceux qui s'estiment floués ?

CELLATEX : UN ACCORD DIFFICILE

À Givet, l'ordre est rétabli. À la sortie de cette petite ville de huit mille habitants, coïncée à la pointe des Ardennes, aux confins de la Belgique, l'usine Cellatex s'effrite lentement. En juillet 2000, une cinquantaine de journalistes français et étrangers se battaient pour brancher leurs ordinateurs sur l'unique prise de courant du *Vin sans eau*, l'hôtel-bar-restaurant transformé en poste d'observation de ce qu'on appelle désormais ici « les événements ».

De l'autre côté de la route, coupée par des barricades en feu, les 153 salariés sont retranchés dans l'usine de viscosité et menacent de « faire tout péter ». Ils viennent d'apprendre qu'il seront mis à la porte à la suite de la liquidation judiciaire de leur entreprise, renvoyés sans indemnités alors que le patron a déguerpi après avoir déposé le bilan. En s'emparant du sulfure de carbone de la filature comme « instrument de négociation », ils ont provoqué à la fois le débarquement des caméras et l'ouverture de pourparlers avec les pouvoirs publics. Le délégué CGT de l'usine a fait venir de Montreuil le secrétaire général de la fédération textile-habillement-cuirs de la confédération, Christian Larose, afin de « maîtriser le conflit » et de mener les négociations ¹.

1. Lire le point de vue de Christian Larose dans *Cellatex. Quand l'acide a coulé*, Syllepse, Paris, 2001.

Deux semaines de bras de fer débouchent sur l'accord suivant : les salariés partent avec une prime spéciale de 80 000 francs en plus de la prime légale de licenciement. Pendant douze mois, ils seront en congé de conversion et toucheront 80 % de leur salaire antérieur – au lieu de six mois à 65 %. Par ailleurs, le secrétariat d'État à l'Industrie confie une double mission à la Société pour le développement de l'industrie et de l'emploi (Sodie)² : la réindustrialisation de la pointe de Givet et le reclassement des salariés grâce à une « cellule de retour à l'emploi », avec la collaboration de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA). On annonce sans crainte la création de 400 emplois dans la pointe en quatre ans. On vante aux Cellatex les miracles de l'« accompagnement personnalisé » dont ils seront les heureux bénéficiaires. « La raison et le dialogue l'ont finalement emporté », se félicite Martine Aubry, ministre de l'Emploi, ajoutant que « le gouvernement a entendu le désespoir des salariés et y a apporté des réponses concrètes ». De leur côté, les patrons de la région promettent d'aider les Cellatex en rendant leur embauche prioritaire...

UNE CELLULE DE RETOUR À L'EMPLOI

Avril 2001. Neuf mois plus tard. L'acide est en lieu sûr, les traces des « événements » ont disparu du paysage, tout comme les camions de télévision. Il faut croire que tout va bien. Moins spectaculaire, le combat des Cellatex continue pourtant : seuls 20 sur 160 (en comptant les intérimaires) ont retrouvé un emploi en contrat à durée indéterminée (CDI). À la cellule de reclassement, Maurad Rabhi, ex-secrétaire CGT du comité d'entreprise de l'usine, ne décolère pas : « La Sodie a reçu 3,6 millions de l'État et du Fonds social européen pour la mission de reclassement, et une autre enveloppe, au montant secret, pour la réindustrialisation de la pointe. Résultat : vingt Cellatex ont retrouvé du travail, la plupart

2. Cabinet spécialisé dans les reconversions créé en 1983 en Lorraine par Usinor pour la réindustrialisation des territoires touchés par la crise économique, la Sodie a élargi ses missions à d'autres secteurs et d'autres régions. Comptant 200 salariés, elle a réalisé en 1999 un chiffre d'affaires de 150 millions de francs. Elle mène 55 % de ses missions pour des structures privées, 30 % pour l'État et 15 % pour les collectivités locales, proportion qu'elle compte amener à 50 % d'ici cinq ans.

sont des cadres qui se sont débrouillés tout seuls. » Jeune leader du conflit, Maurad a été intégré à la cellule pour en contrôler le travail. Résistant aux pressions de la Sodie qui lui a promis un CDI, il refuse de se faire l'écho de ses messages de patience et d'optimisme. « À Givet, le taux de chômage était déjà de 22 %, il n'y a pas de travail. En vingt ans, entre les suppressions et les créations, on a perdu mille cinq cent emplois sur les cinquante kilomètres de la pointe. Les consultants de la Sodie font leur boulot, ils prospectent par téléphone les entreprises du coin, reçoivent les Cellatex en entretien, suivent leurs dossiers. Mais ils ne peuvent pas faire de miracle, et ils le savent. Ils tablent sur quarante reclassements maximum, en comptant les formations, les CDD [contrat à durée déterminée] et tous ceux qui vont entrer dans les dispositifs de chômeurs âgés... La plupart des salariés sont sans qualification, ils ont fait toute leur vie à Cellatex, comme leurs parents. C'est pour les femmes, les plus de cinquante ans et les beurs que ce sera le plus dur. » Résigné à l'inefficacité de la cellule, il ne voit pas d'autre solution que « faire venir des entreprises dans le secteur » et s'emporte contre la lenteur de la réindustrialisation : « Aucune entreprise ne s'est installée dans le coin, on en est à zéro création d'emploi ! Après toutes les belles promesses, c'est la montagne qui accouche d'une souris. Quand on demande des comptes à la Sodie, elle dit qu'il faut du temps. Du côté des pouvoirs publics, on sent qu'il n'y a pas non plus de volonté politique forte de redynamiser la pointe. »

Pour les Cellatex, l'« accompagnement personnalisé » de la Sodie se transforme en cauchemar à mesure que s'affaiblit l'espoir de retrouver un travail. Les « consultants » sont censés les aider dans leur recherche. « C'est du pipeau », se risque à critiquer un salarié à propos de l'épais *Guide de la recherche d'emploi* et des bilans de compétences qu'il a dû remplir « comme à l'école ». Les autres n'hésitent pas à parler de « haine » contre la Sodie en général, contre les consultants en particulier. « Trois millions six pour cent cinquante CV, ça fait cher le CV, non ? », s'énerve un des « durs » du conflit : « Je veux plus les voir à Givet. Si j'en croise un, je le fous à poil dans la rue. » À cinquante et un ans, il se sait condamné. « Ils nous méprisent, mais si on n'était pas là, ils ne seraient pas là non plus. Ils se font du fric sur notre misère », constate froidement une jeune ouvrière.

C'est le ministère qui, lors des négociations, pour inciter les Cellatex à accepter l'accord, a proposé la création d'une cellule présentée

comme « luxueuse » car confiée à la Sodie, cabinet « ayant déjà fait ses preuves », « capable de reclasser 80 % des salariés ».

Avec le recul, les salariés dénoncent le gaspillage d'un argent qu'ils considèrent comme leur, qu'ils disent avoir gagné de haute lutte. Si certains ont cru, à l'époque, en l'efficacité du dispositif, tous sont aujourd'hui remontés contre un système qui leur « met des bâtons dans les roues ». Pour Maurad, « la Sodie doit rendre des comptes au ministère, afficher des résultats » – en l'occurrence, aligner chaque mois un nombre satisfaisant de « solutions identifiées ». Les consultants ont donc intérêt à caser au plus vite les Cellatex dans n'importe quelle formation (aussi courte soit-elle) ou emploi (aussi dégradé et précaire soit-il). En outre, la direction départementale du travail (DDT) a autorisé la Sodie à pratiquer des « détachements » : pendant un, deux ou trois mois, les salariés travaillent à l'essai dans une entreprise, payés par la cellule (80 % du salaire antérieur) mais sans garantie d'embauche. Pour mettre ces pseudo-embauches au compte de ses réussites, la Sodie oblige les salariés à passer par ce dispositif, ce qui entraîne des baisses de salaire parfois importantes. Censés favoriser le « retour à l'emploi » des anciens Cellatex, les détachements font le bonheur des employeurs du coin, qui profitent de la main d'œuvre gratuite mais n'embauchent pas. Depuis les « événements », le rapport de force a résolument tourné en leur faveur. Les promesses lénifiantes de l'été dernier sont oubliées. « Ils se sont donné le mot pour ne pas embaucher de Cellatex, ils les considèrent comme des terroristes, ils veulent leur faire payer le ramdam de l'an dernier, raconte Maurad. Lors des entretiens d'embauche, la première chose qu'on nous demande, c'est le rôle qu'on a eu dans le conflit. Alcatel a recruté avec pour consigne de ne pas prendre de Cellatex. Ils sont allés chercher des Belges. Certaines boîtes veulent au contraire en profiter pour nous imposer des boulots pour lesquels ils ont du mal à recruter, des boulots de chien payés au lance-pierre. »

Alors que monte l'angoisse des problèmes d'argent, les salariés livrent leurs expériences douloureuses et leurs espoirs déçus. Dans leur bureau, deux consultants de la Sodie finissent par avouer, sans perdre leur sourire, que « de toute façon il n'y a pas d'emploi ici. [...] Les plus de quarante ans ne trouveront jamais rien ». Parlant avec ses collègues du moyen le plus rapide de venir de Paris dans ce qu'ils considèrent comme un « trou », un jeune cadre livre son analyse : « Les salariés ont un problème de mobilité, ils ne veulent pas bouger, il leur faudrait un

emploi à deux cents mètres à la ronde. » Le fait que certains Cellatex n'aient pas le permis de conduire est érigé en prétexte pour occulter la sélectivité du marché de l'emploi et rejeter la faute sur les salariés. Pourtant, ceux-ci se disent tous prêts à « partir » en cas de proposition sérieuse, mais avec de faibles ressources, souvent endettés, ils ne peuvent guère se permettre le coût et le risque d'un départ sans garanties. Si certains voyaient dans le départ une solution extrême, douloureuse mais envisageable, plusieurs échecs leur ont ôté au fil des mois leurs illusions.

Jean-Michel, 42 ans, sans permis, est parti travailler en fonderie à Laval. Après deux mois de détachement, à quatre jours de la signature du CDI, la direction décide de ne pas l'embaucher, sans explication. « Tout était prêt pour le déménagement, raconte sa femme Marie-Jo, au chômage également. On a mis des mois à s'en remettre, de cette histoire. » Il commence puis abandonne un détachement dans une usine du coin. « C'était payé au SMIC. Avec trois enfants à charge et une maison à finir de payer, c'est pas possible. À la Sodie, ils m'ont accusé de ne pas vouloir travailler. Ils voudraient qu'on prenne n'importe quel boulot, à n'importe quel prix », explique Jean-Michel. « Comme on se laisse pas faire, ils nous ont dans le nez. Maintenant, ils sélectionnent les CV qu'ils proposent pour les formations ou les emplois. On est des pantins », constate Marie-Jo. Bien qu'ayant subi deux licenciements avant Cellatex, Jean-Michel se dit toujours prêt à partir. « Mais si je quitte la pointe, si les Ardennes nous chassent, c'est pour toujours », tranche-t-il, amer, avant de raconter que son père, ouvrier du Nord muté par Usinor dans les Ardennes puis licencié dans les années 1980, est passé lui aussi par un reclassement façon Sodie – à l'époque appelée Sodicar.

Stéphanie, 26 ans, est partie travailler à Mulhouse pour Faurecia, un sous-traitant de Peugeot. Arrivée sur place, elle constate que l'annonce était mensongère. Ce ne sera pas 8 000 francs mais le SMIC sans prime ni treizième mois. Découvrant le montant des loyers, elle doit faire le constat qu'il ne lui sera pas possible de vivre là-bas avec ce salaire. De retour à la Sodie, le chef de projet l'accuse de ne pas vouloir travailler. Elle a perdu son calme...

Dans le huis clos des entretiens individuels, les consultants font la morale aux chômeurs : « Faut que tu te rases » ; « Faut que tu arrêtes de boire »... Ces méthodes expriment sans doute un mépris social exacerbé par la course aux primes, mais ils témoignent aussi d'un aveu d'impuissance mal dissimulé par les tentatives de culpabilisation des chômeurs.

Maurad raconte qu'une consultante, pas assez solide, menace de partir. Et si, au fond, elle et ses collègues ne servaient qu'à encaisser la colère des salariés privés d'espoir, différant simplement la brutalité de leur basculement dans le chômage, retardant leur isolement ?

La présence d'un ennemi déclaré, la Sodie, conforte et avive entre les Cellatex une solidarité nouée naguère au travail, puis dans le conflit. La recherche d'emploi semble se faire sans concurrence car, « tous dans le même panier » – même s'ils se voient peu depuis la fermeture de l'usine –, ils se vivent encore comme un groupe au destin commun. Lorsqu'ils se croisent à la cellule, ils font circuler les « histoires » des uns et des autres et n'hésitent pas à s'avouer leurs difficultés, la dépression qui les touche tous plus ou moins, l'angoisse et la peur de voir leur maison saisie.

Implantée à Givet depuis presque cent ans, « La Soie » offrait les plus dures conditions de travail et les normes de sécurité n'y étaient pas respectées, les hommes qui travaillaient dans les ateliers de filature ne vivaient guère plus de cinq ans après la retraite, quand ils y arrivaient. Mais le deuil de l'emploi n'en est pas plus facile. « Cellatex, c'était familial, c'était plus qu'une entreprise », commente Jean-Michel. Dans un même mouvement, les salariés regrettent le travail et en dénoncent la dureté. « Toute ma famille est passée par cette usine », raconte Patrick, quarante-deux ans, dans sa petite maison de la cité de La Soie. Depuis plusieurs jours, il se repasse en boucle une cassette vidéo avec tous les extraits de journaux télévisés parlant de Cellatex. « C'est pas facile de rester à la maison à rien faire. Je bricole, mais j'ai dû arrêter parce que je n'ai plus d'argent pour acheter le matériel. Je me balade. Je vais en ville, en VTT ou à pied. Plutôt à pied, pour gagner du temps, ou plutôt en perdre. » Un ancien contremaître souffle : « On tient le coup, mais c'est dur. Ce qui m'a choqué, c'est l'impression d'être devenu très vieux, parce que j'ai quarante-neuf ans et que je sais que je ne retrouverai plus de boulot. C'est pas une vie normale de rester à la maison à mon âge. Ma femme et mon fils aussi bossaient à Cellatex. Je savais que ça serait dur, mais j'imaginai pas à ce point. Je sais pas comment dire, il y a quelque chose qui manque, le boulot, les objectifs, les contacts. On peut plus faire de projets. Avec l'angoisse de l'argent, on a perdu la tranquillité d'esprit. Pour l'instant, je n'ai pas à me plaindre, je touche 11 000 francs, mais ensuite ce sera le chômage pendant cinq ans, puis le RMI. La nuit, je ne dors plus. La journée je suis crevé. Est-ce qu'à qua-

rante ou cinquante ans, on a le droit de vivre encore ? C'est ça la question ! Et d'après la Sodie, je ne serais pas un "battant" ? » Son regard sur le conflit et l'accord s'est modifié : « La prime de 80 000 francs, ça représente rien, ça va compenser pendant deux ans et ensuite les ennuis vont commencer. Je veux bien la rendre tout de suite, et qu'on rouvre l'usine. À l'époque, je ne me suis pas tellement battu, je me disais qu'après tout j'allais profiter du système. Mais ça serait à refaire, je n'accepterais pas la fermeture. Ce qui compte, c'est le travail. Avec six cents chômeurs, Givet c'est mort. » Comme lui, beaucoup de salariés ont l'impression d'avoir accepté, acculés, un accord au rabais. Même s'ils paient cher aujourd'hui d'être stigmatisés comme « terroristes », ils ne regrettent rien des menaces de faire couler l'acide dans la Meuse : sans ça, ils n'auraient « rien eu du tout ». « Moi j'aurais voulu aller plus loin, affirme un salarié. Je savais qu'il n'y aurait plus de boulot, alors je voulais marquer le coup, leur foutre les boules. Pour qu'au moins la pointe soit rayée de la carte pour quelque chose. »

UN ÉCHEC PROGRAMMÉ

La « violence » fut condamnée en haut lieu, puis, dans le meilleur des cas, pardonnée pour cause de « désespoir », ces ouvriers perçus comme « d'un autre âge » étant jugés avec fatalisme. Mais la colère des Cellatex s'explique par à leur amertume de découvrir brutalement le cynisme des directions qui avaient programmé de longue date la fermeture mais ont continué pendant dix ans d'exiger d'eux des sacrifices pour sauver l'entreprise « en difficulté ».

En 1991, Rhône-Poulenc (qui se dégage de ses activités textiles) cède l'usine à trois de ses cadres pour ne pas assumer la restructuration dans une situation sociale qu'il juge explosive. Les menaces de fermeture commencent assez vite à peser sur les salariés qui avaient pourtant accepté des compressions de personnel et l'abandon des primes et du treizième mois. Après un premier dépôt de bilan, un repreneur autrichien, CAG, promet investissements et maintien de l'activité pendant au moins cinq ans. Nous sommes en 1998. Il met la clé sous la porte un an plus tard, après avoir récupéré les procédés de fabrication et les carnets de commandes. Lors des négociations de juillet 2000, en acceptant de financer en sous-main une partie du plan social, Rhône-Poulenc a

reconnu sa responsabilité dans la liquidation des Cellatex. Pour la population, solidaire des Cellatex, la violence est d'abord le fait de la direction ; une analyse reprise sur place par de nombreux journalistes. Maurad se souvient de l'envoyée spéciale du *Figaro*, qui a quitté les lieux en pleurant de honte : son article avait été transformé par la rédaction en une condamnation des « éco-terroristes ».

Dans son petit bureau, Maurad voit maintenant grossir la quantité de problèmes à gérer : les problèmes administratifs, l'angoisse des difficultés financières ; un moral au plus bas pour tous les Cellatex ; avec la dépression et l'alcoolisme pour certains. « Qu'est-ce que tu leur dis, aux gens qui vont pas bien ? Qu'il faut faire du sport ? se balader ? se changer les idées ? Moi, je suis désarmé. J'ai demandé une cellule psychologique à la DDT. Mais on attend toujours. Ils s'en foutent. » Le sentiment d'abandon domine, mais il faut faire face. « Dans le textile, il y a 2 000 emplois supprimés par mois. Quand une usine ferme, les gouvernements et les syndicats tournent la page, il n'y a plus personne. Mais il faut voir les dégâts. Ici, dans un an, certains seront au fond du trou. » Malgré la lourdeur de la tâche et l'absence de perspectives pour les Cellatex, Maurad est présent, sensible et stoïque. Avec son bac, il aurait pu lui aussi tenter sa chance ailleurs. Après le conflit, Christian Larose lui proposa même de travailler à ses côtés comme permanent à la fédération, à Montreuil. Une tranquillité matérielle et morale qu'il a refusée « par attachement » à sa ville natale et « pour rester sur le terrain » avec ses ex-collègues lors de l'« après-fermeture ». Sans regrets, il sait qu'il devra de toute façon quitter les Ardennes quand prendra fin son contrat à la cellule. S'il fut de ceux qui ont « plutôt calmé le dossier » et contribué à éviter les dérapages pendant le conflit, il se sait catalogué comme « tête brûlée » par les patrons de la région : « Je suis grillé, condamné. Ils m'attendent au tournant. Je sais que je devrai chercher du travail loin d'ici, ou partir en Belgique. »

Septembre 2001. En cinq mois, seuls six Cellatex de plus ont retrouvé un emploi en CDI. Le ministère a refusé leur demande de prolongation du congé de conversion, qui s'est donc terminé en août. Après un délai de carence généreusement réduit à un mois et demi au lieu des cinq réglementaires, les « salariés » toucheront les Assedic. À force de se « bagarrer sans résultat », Maurad « n'y croit plus ». Il est fatigué, comme les « salariés », dont certains sont en train de s'effondrer : « Il y

a cent vingt Cellatex sur le carreau. Le constat d'échec est clair pour tout le monde, mais personne ne le fait publiquement. Ministère, préfet, Sodie se renvoient les responsabilités. Plus personne ne veut nous recevoir, entendre parler de Cellatex. [...] Au moment du conflit, quand il y a la pression, on fait croire que le reclassement et la réindustrialisation sont l'apothéose, la solution miracle aux problèmes. C'est ensuite qu'on s'aperçoit que c'est une fumisterie. Avec le temps, la pression baisse, on n'attend plus que le pourrissement du dossier. »

LE PLAN SOCIAL COMME STRATÉGIE DE COMMUNICATION : LES USINES DANONE

Après avoir annoncé fin mars 2001 sa décision de fermer les usines de biscuits de Calais et de Ris-Orangis, le patron de Danone, Franck Riboud, déclara sur toutes les ondes que son groupe « n'a jamais laissé personne seul face à son problème d'emploi », qu'il « reclasse 95 % des salariés » licenciés lors de restructurations, qu'il fait à chacun « trois propositions d'emploi, dont une à l'intérieur du groupe et deux à l'extérieur, dans le bassin d'emploi ». Qui peut contester les affirmations d'un PDG de multinationale ?

Est-ce pour faire accepter la fermeture d'usines (que les syndicats jugent rentables) et désamorcer leur résistance que les salariés de Danone sont présentés comme des privilégiés par rapport aux licenciés d'entreprises en difficultés ou de PME sans obligation de plan social ? que le nombre magique de 95 % est largement repris par les médias ³ ? Quant aux ex-salariés du groupe, ils sont de fait réduits au silence – médiatique du moins. Au mois d'avril 2001, plusieurs d'entre eux ont pourtant dressé aux P'tits Lu de Calais, qui occupaient l'usine, un bilan si sombre de leur reclassement que les déclarations médiatisées de la direction peuvent être qualifiées de mensonges.

3. Dans un dossier consacré au géant agro-alimentaire, les « enquêteurs » de *L'Expansion* (29 avril) reprennent à leur compte ce taux de reclassement et font appel, pour témoigner de l'efficacité de la « méthode Danone », aux points de vue du DRH (directeur des ressources humaines) du groupe et de divers prestataires de services en ressources humaines – parmi lesquels le directeur de BPI, cabinet auquel Danone a sous-traité une partie du reclassement des Marie Surgelés.

Pour l'usine Marie Surgelés, à Saint-Méloir-des-Ondes près de Saint-Malo, le scénario est classique : après l'annonce, en novembre 1997, du plan de la direction qui juge l'usine pas assez compétitive, les 194 salariés se mobilisent pour la reprise de l'activité, s'appuyant notamment sur la contre-expertise réalisée pour les syndicats. Mais la résistance s'affaiblit puis s'éteint lorsque le groupe déploie son plan social : versement aux salariés d'une prime de 150 000 à 400 000 francs selon l'ancienneté ; visite d'un repreneur sur le site ; financement pendant dix mois d'une « antenne emploi » (Cap emploi) pour un reclassement avec maintien du salaire ; financement de formations ; prime aux entreprises de la région de 30 000 à 50 000 francs par salarié de Marie Surgelés embauché en CDI ; enfin, proposition à chaque salarié de trois offres d'emploi ou de mutation dans le groupe, déménagement remboursé et du travail pour le conjoint. Trois ans plus tard, la plupart des salariés ne voient plus leur reclassement que comme un déclassement, vers le chômage ou des emplois précaires ou à bas salaires.

Lors du dernier comité central d'entreprise, en juin 1999, qui clôt les dispositifs de reclassement, le délégué CGT fait état de 100 personnes encore sans emploi. La direction, de son côté, ne comptabilise que « deux salariés à reclasser ». C'est que, comme la Sodie pour Cellatex, Cap emploi considère comme reclassés les salariés en CDD, en mission d'intérim, en période d'essai, en formation, en préretraite ou en CDD de deux heures par semaine – autant de passerelles vers le chômage. Pour un tel bilan, l'antenne emploi n'a pas ménagé ses efforts, versant même des primes aux PME qui embauchaient en CDD sans conversion en CDI ; ne se considérant pas responsable de salariés qui ont démissionné d'entreprises aux conditions de travail dégradées vers lesquelles on les avait poussés ; non plus que du repreneur, un équipementier automobile, à qui furent offerts le terrain et les primes, mais qui n'a embauché que 37 personnes sur les 100 promises. « On sentait que l'objectif de Cap emploi était de nous caser le plus vite possible, se souvient Ghislaine Lerede – ex-déléguée CGT, aujourd'hui aide maternelle en CDD. Les directeurs de démarche nous poussaient à signer pour n'importe quel boulot. Comme la plupart d'entre nous étaient des femmes, assez âgées, sans qualification, et qu'il n'y a pas beaucoup de travail dans le coin, c'était facile de nous mettre la pression. Les plus fragiles ont cédé. » Aujourd'hui employée à mi-temps au restaurant universitaire de Saint-

Malo, Catherine s'emporte : « Le pire, c'est qu'ils nous ont fait rêver. À les entendre, on avait une chance unique de rebondir. »

Dans la région, les actions des Marie Surgelés contre la fermeture de leur usine ont fait beaucoup de bruit, suscité la sympathie de la population, mais trois ans plus tard, l'indifférence a fait son chemin. « Ils se sont évadés dans la nature, je ne sais pas combien ont retrouvé du travail », avoue le maire de Saint-Méloir. « Prime en poche, ils sont partis chacun de leur côté, les gens se sont dit que finalement ils n'étaient pas à plaindre, note un conseiller municipal. Entre eux, c'est aussi l'argent qui avait fait éclater la solidarité. Ils se battaient tous ensemble contre la fermeture, mais quand la direction a commencé à parler des primes, la volonté de garder le site s'est envolée. Chaque cas a été traité individuellement, pour créer des divisions. » Ex-députée CFDT des Marie Surgelés, Brigitte Rebout confirme ce diagnostic : « Certains salariés ont eu des dollars dans les yeux, ils se sont mis à se battre pour faire monter la prime. Nous étions quelques-uns à dire que le maintien de l'usine était plus important, que ces sommes qui leur paraissaient astronomiques s'évaporeront en quelques mois sans emploi. Ils nous ont accusés d'être contre eux. Danone sait y faire, pour manipuler des ouvriers pas habitués à l'argent ! Aujourd'hui ils n'ont plus un sou, mais ils restent dans leur coin, ils n'osent pas bouger. »

LE RÈGNE DES « MOTIFS ÉCONOMIQUES » : UNE PRÉCARISATION GÉNÉRALISÉE

Après la suppression, en 1986, de l'autorisation administrative de licenciement par un gouvernement de droite – autorisation mythique car presque toujours accordée dans les faits –, la gauche choisit la voie de la « responsabilisation » : libre de licencier pour « motif économique », l'employeur doit cependant, depuis la loi de 1989, élaborer un « plan social » et, depuis celle de 1993, prévoir des mesures facilitant le reclassement interne ou externe des salariés licenciés.

On a vu, lors des débats autour de la loi de modernisation sociale qui ont suivi l'« affaire Danone » début 2001, un parti socialiste réticent à restreindre la définition du licenciement économique et plutôt enclin à défendre une amélioration des mesures d'accompagnement. Dans le même esprit, la CFDT, qui juge « choquant de voir des entreprises licen-

cier », les exhorte à atteindre l'objectif « zéro chômeur » en « donnant les moyens nécessaires à un reclassement effectif et durable de tous et toutes ». Ces orientations entérinent implicitement une adaptation à la flexibilité recherchée depuis vingt ans par le patronat. Dans cette trac-tation – liberté de licencier contre efforts de reclassement –, les salariés sont d'autant plus perdants qu'un plan social ne s'impose qu'aux entre-prises de plus de 50 salariés qui licencient plus de 10 personnes dans une période de 30 jours. Ainsi, si l'on estime à 200 000 le nombre de personnes licenciées pour motif économique en 2000, seuls 15 % le sont dans le cadre d'un plan social, qui se résume souvent à la mise en place d'une cellule de reclassement, confiée à des sociétés privées spé-cialisées en ressources humaines – un marché encouragé par l'État et en expansion depuis dix ans.

De son côté, l'employeur est d'autant plus gagnant que son engage-ment dans le reclassement repose sur une obligation de moyens, pas de résultats. L'administration – en l'occurrence l'inspecteur du travail – peut dresser un constat de carence si elle juge insuffisantes les mesures d'aide au reclassement prévues dans le plan social. Mais faute d'une volonté du pouvoir politique, ni l'application ni le résultat de ces mesures ne sont ensuite contrôlés. Le passage d'une obligation de moyens à une obligation de résultats paraît souhaitable, à condition que soit « fixée » la définition même du reclassement en termes de statut, de salaire, de qualification, de conditions de travail et de liberté du sala-rié. Stimulée par une obligation de résultats, une conception très per-missive du reclassement renforcerait encore la tendance déjà observable des cabinets privés à pousser les salariés vers des emplois sous-payés (temps partiel) ou précaires (CDD, intérim, CES et autres stages).

La puissance financière des grands groupes ne règle que la paix sociale, pas l'avenir professionnel des salariés licenciés : l'objectif est d'abord d'annuler l'opposition à la fermeture des usines, puis de diffé-rer le moment où les salariés prendront conscience de leur précarisa-tion ; et de rendre ainsi impossible la contestation d'un collectif de sala-riés qui a perdu unité, visibilité et capacité de mobilisation.

FANNY DOUMAYROU

Journaliste à l'*Humanité*, Fanny Doumayrou a déjà mené plusieurs enquêtes sur ce type de sujet, qui ont fait l'objet de divers articles.

Libéralisme & nouveau mode de contrôle des salariés dans l'entreprise

Bien qu'appartenant à une société qui se réclame de principes moraux, [les entreprises] sont structurellement amoraux et déshumanisent inévitablement l'ensemble de la société. Elles sont déloyales envers leurs employés, y compris leur personnel dirigeant. [...] Il est dans leur nature de chercher à canaliser toutes les consciences de manière unidimensionnelle.

JERRY MANDER ¹

DANS LE SECTEUR DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE comme dans les autres, la concurrence aboutit à une concentration inégalée dans le passé. Désormais, au terme d'importantes fusions-absorptions (parmi les plus récentes, signalons Daimler/Chrysler et Renault/Nissan), quelques grandes entreprises transnationales se partagent le marché mondial ². Cette concurrence à l'échelle planétaire conduit les firmes qui veulent rester compétitives à réduire les coûts de production, ce qu'elles font principalement en diminuant

1. Jerry Mander, « Le code de conduite de l'entreprise », in *Le Procès de la mondialisation*, Edward Goldsmith & Jerry Mander (dir.), Fayard, 2001.

2. Comme le rappelle Tony Clarke, « quarante-sept des cent économies les plus importantes de la planète sont des transnationales ; le commerce mondial est à 70 % sous la coupe de cinq cents entreprises, et 1 % des transnationales de la planète possède la moitié des investissements directs étrangers, « L'hégémonie des transnationales et ses mécanismes », in *Le Procès de la mondialisation*, op. cit.

le nombre de leurs salariés ³. Ce processus est facilité à la fois par les progrès de l'automatisation et par une plus grande *externalisation* vers les équipementiers, auxquels le constructeur impose le plus souvent ses propres méthodes d'organisation du travail et de gestion du personnel. La compétition entre firmes contraint également celles-ci à viser en permanence « la perfection du produit » aux fins de satisfaire le plus grand nombre de clients. Sous la pression des actionnaires, qui souhaitent voir avant tout leurs profits augmenter, et sous couvert d'une rationalisation de la production, un tel objectif favorise l'émergence et la généralisation d'un mode de direction qui ambitionne la disparition de toute opposition et de toute situation de conflit dans l'entreprise. À ce titre, le site de Renault-Le Mans est exemplaire, qui n'a pas échappé à cette volonté de la direction de mettre en coupe réglée un salariat qui a perdu en trente ans les deux tiers de ses effectifs ⁴.

Renault-Le Mans peut même être présenté comme un type idéal en matière de conditions de travail et de relations entre la direction et les salariés dans ce secteur industriel. Au nom de la productivité et de la « qualité », posées comme les seules finalités légitimes, la direction cherche à supprimer toute forme de résistance et à écarter tous ceux qui ne s'inscrivent pas pleinement dans la poursuite de ces objectifs. Si, comme nous allons le voir, les moyens mis en œuvre pour éradiquer ce qui fait obstacle à ce management sont nombreux et variés, ils visent tous à ramener les relations sociales à ce qu'elles étaient avant l'émergence du syndicalisme : ce qui signifie une volonté d'en revenir, ni plus ni moins, aux temps où chaque salarié, privé de toute possibi-

3. Dernière illustration en date de cette politique de réduction drastique des effectifs chez les constructeurs automobiles, le groupe Daimler-Chrysler annonça le 26 février 2001 le licenciement de 19 000 salariés aux États-Unis dans sa branche Chrysler.

4. Au début des années 1970, Renault comptait 12 000 salariés sur Le Mans, il en reste désormais 4 000. Depuis 1999, Renault-Le Mans est devenu une filiale, Auto Châssis International. Le nom même de Renault a disparu, comme si la direction avait souhaité faire oublier jusqu'au symbole de la combativité ouvrière. Quant aux salariés du secteur des transmissions, ils sont en train de passer progressivement à l'entreprise japonaise NTN qui a installé un nouveau site proche du Mans. Sur les mutations du Mans, lire l'ouvrage collectif *Le Mans. Peut-on changer la ville?* Anthropos, janvier 2000 ; et « Le Mans, le charme discret de l'embourgeoisement », in *Le Monde*, 19 février 2001.

lité de réaction collective, ne pouvait lutter contre l'exploitation sans subir personnellement la répression patronale.

Bien que les résultats obtenus soient contrastés, cette régression reste un objectif à l'ordre du jour pour une direction qui, obéissant aux actionnaires, fait le maximum pour transcrire leurs *desiderata* en termes de performance industrielle et de « gestion des ressources humaines ». Les moyens que nous allons présenter se complétant en un ensemble très cohérent, il est nécessaire de les penser ensemble ⁵.

LA SUPPRESSION DE TOUTE INTERFACE

Faire croire aux salariés qu'ils n'ont désormais plus besoin de représentants pour défendre leurs intérêts (collectifs) est un des éléments structurants du discours de la direction de Renault-Le Mans. À l'instar de nombreuses directions d'entreprises, elle distille un double message : d'une part, la direction entretiendrait une relation privilégiée avec chacun des salariés ; d'autre part, ceux-ci appartiendraient, comme elle, à une communauté transcendant les clivages entre salariés et employeur.

En ce qui concerne la première dimension de ce « message », la direction essaie de lui conférer une consistance matérielle en traitant les salariés au cas par cas, en tenant compte de leurs compétences spécifiques, en gratifiant de primes et de promotions les salariés qu'elle considère comme « méritants » – c'est-à-dire qui adhèrent (ou lui en donnent l'impression), par leur comportement docile, aux valeurs de l'entreprise. En offrant aux salariés qu'elle juge fiables des responsabilités (qui les valorisent) et une certaine liberté (qui les distingue), l'entreprise se les assujettit de façon autrement plus efficace que par le passé dans la mesure où ils s'estiment redevables à l'égard de leur hiérarchie. Comme tout pouvoir qui ne veut pas s'épuiser dans le conflit, la direction cherche à renforcer sa légitimité aux yeux du plus grand nombre. En fait, il s'agit de substituer aux intérêts collectifs des salariés, que la direction combat, des avantages individualisés et donc, par définition, discrétionnaires. De cette stratégie, que l'on peut qualifier de néo-

5. Cet article n'aurait pu être écrit sans les entretiens réalisés avec des salariés de l'entreprise Renault-Le Mans entre 1999 et 2001. Nous les remercions pour leurs précieux témoignages.

paternaliste, découle une conséquence majeure : la hiérarchisation des salariés en fonction de l'appréciation de leurs réactions par la direction. Ce qui fait dire à juste titre à certains salariés qu'ils ne sont plus seulement rémunérés pour leur travail mais également pour leur comportement à l'égard de la direction et de ses orientations.

Une telle hiérarchisation ne peut que favoriser l'atomisation, le repli de l'individu sur lui-même et la concurrence entre salariés. Ce qui est recherché à terme, c'est la disparition de tout réflexe de réaction collective. À l'éclatement objectif du salariat en de nombreux statuts (CDI, CDD, intérimaires, etc.) s'ajoute donc la division des salariés, qui fausse leur perception, au travers de leurs situations personnelles spécifiques, de ce qu'ils subissent en commun : les cadences, la pression permanente de la hiérarchie, la crainte du licenciement, etc.

La finalité de la seconde dimension du message patronal est de remplacer le sentiment d'appartenance sociale (ou de classe), déjà mis à mal par la multiplicité des situations, par celui d'une appartenance à une communauté d'intérêts, ceux de l'entreprise. Et ce au mépris des faits, qui démontrent à longueur de temps que la recherche du profit et la croissance du groupe industriel impliquent des remises en cause permanentes des acquis des salariés.

Convaincue du caractère stratégique que l'adhésion des salariés à l'esprit d'entreprise oppose aux discours revendicatifs ou de résistance, la direction a défini une orientation dénommée « Mieux travailler ensemble », dans laquelle sont détaillés tous les moyens qui permettent de neutraliser les conflits. Dans cette perspective, les syndicalistes constituent un obstacle particulièrement encombrant : apportant aux salariés des éléments qui leur permettent de déshabiller le caractère bienveillant de la hiérarchie et une analyse qui tend à prouver l'inexistence d'une telle communauté d'intérêts, un syndicat rend plus difficile la substitution souhaitée par la direction. C'est une des raisons pour laquelle celle-ci cherche à susciter chez les salariés la crainte de se syndiquer. Ainsi, la simple participation à des réunions d'information syndicale, qui sont pourtant prévues par la loi, n'est-elle pas sans effet en termes d'évolution de carrière, d'avantages financiers, etc. : « Quand c'est une réunion d'information de la CGT, témoigne un élu de ce syndicat, c'est selon les individus, ils ne ciblent pas tout le monde : certains sont considérés comme irrécupérables, mais des gens qu'ils peuvent sentir hésitants entendent, dans leur entretien individuel

annuel, des choses du genre : “Tu continues à aller à des réunions d’information de la CGT, est-ce que tu as bien réfléchi? Je comptais te donner une petite rallonge...” Ça n’est écrit nulle part, mais la pression est là. “Est-ce que mon fils pourrait venir cet été comme stagiaire pendant les vacances? — Quand tu auras changé ton comportement au niveau des grèves, on en reparlera!” Voilà le genre de choses qui sont quotidiennes, omniprésentes. »

Le repli de l’individu sur soi, l’atomisation et la disparition de tout espoir dans les résistances collectives sont les différents effets d’une gestion qui repose de plus en plus sur la contractualisation des relations entre le salarié et l’entreprise. Tandis que le patronat dans son ensemble veut contractualiser les relations entre salariés et employeurs au-delà de ce qu’autorisent la loi et des conventions collectives, la direction de Renault veut imposer l’idée selon laquelle, dorénavant, l’entreprise parlant directement à chacun de ces employé, il n’y a plus besoin d’intermédiaire d’aucune sorte – et surtout pas syndical...

L’ENDIGUEMENT DU SYNDICALISME DE RÉSISTANCE

« La volonté, au Mans, c’est de détruire la CGT, raconte un ouvrier de ce syndicat. Ils n’ont pas réussi à nous déraciner à cause du travail de terrain qu’on fait. Mais c’est leur ambition, une ambition qu’ils ne masquent même plus. Dans la mesure où ils sont en échec, ils ne la masquent même plus. Les réunions d’encadrement, même élargies, sont l’occasion pour le directeur ou le sous-directeur de réaffirmer la volonté d’en finir avec la CGT. »

Dans la logique managériale, si *l’entreprise parle à chacun*, il n’y a plus besoin de représentation collective des salariés. Mais comme la loi impose un ensemble d’institutions représentatives du personnel – comité d’entreprise (CE), délégués du personnel, Comité d’Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) –, celle-ci régit l’activité des syndicats au sein même de l’entreprise (loi du 27 décembre 1968 relative aux sections syndicales et aux délégués syndicaux) et punit le délit d’entrave, la direction n’a qu’une solution : respecter le droit et, autant que faire se peut, enfermer dans ces limites l’efficacité de l’activité syndicale. En d’autres termes, elle met tout en œuvre pour endiguer les syndicats qui lui résistent – et en particulier, au Mans, la CGT.

Cette stratégie d'isolement, qui n'exclut pas en cas de besoin le recours à la répression, s'appuie sur plusieurs méthodes « habiles ». La première consiste à disposer d'une très bonne connaissance de l'adversaire : militants exerçant des responsabilités, adhérents, salariés qui participent aux mobilisations ou qui sont sensibles au discours syndical. Une connaissance qui s'est d'ailleurs appuyée ces dernières années sur la mise sur fiche du personnel. Ce fichage des salariés « mal-pensants » contient des informations, ou plutôt des jugements de valeur, sur les comportements des personnes, sur le degré de leur adhésion ou de leur non-adhésion aux orientations de l'entreprise, etc. Début mars 2000, la presse a fait état du fichage systématique des salariés de Renault. Son PDG, Louis Schweitzer, feignant d'ignorer cette pratique, n'hésita pas à déclarer sans vergogne dans un communiqué de presse qu'il venait de « découvrir avec surprise et indignation par la presse [...] l'existence de ces fiches ».

En second lieu, la direction tente d'être plus proche des ouvriers que les syndicats. Une telle prétention ne s'exprime pas seulement par la diffusion massive de l'idéologie d'entreprise – sur laquelle nous reviendrons –, elle se concrétise également par des pressions plus ou moins violentes sur les salariés syndiqués, sous la forme d'intimidations, de déplacements, de changements de poste, etc.

Enfin, il s'agit d'institutionnaliser le syndicat afin de le réduire à un simulacre. L'objectif est que le syndicat ne dérange pas la vie de l'entreprise. Ce qui suppose l'extraction du syndicalisme de sa base, car, pour exister, un syndicat a besoin d'adhérents, de relations avec la base, d'un travail régulier sur le terrain. La direction veut déraciner le syndicalisme, en faire un inoffensif élément de décoration. Pour ne prendre que cet exemple, elle a tout fait pour que les délégués du personnel et les membres élus du CE (dont la présence est obligatoire en vertu de la loi) ne soient plus liés au syndicat mais qu'ils deviennent des relais de la direction.

Enfin, quand l'endiguement « habile » montre ses limites, la direction est capable de faire usage de la répression, y compris en faisant appel au tribunal correctionnel ⁶.

6. En 2000, la direction d'Auto Châssis International n'a pas hésité à attaquer 46 syndicalistes devant le tribunal correctionnel du Mans parce qu'ils avaient

PENSÉE UNIQUE & NORMALISATION DES SALARIÉS

L'instauration par tous les moyens d'une pensée unique dans l'entreprise, celle de la direction, présuppose des relais humains et un mode de fonctionnement appropriés.

Quels sont les éléments constitutifs de cette pensée unique? La direction promeut la « qualité totale », concept qui conditionne l'ensemble des discours managériaux. Puisque tout salarié est censé être en accord avec la double exigence de qualité et de satisfaction du client, il doit accepter que le seul patron est le client qui préfère et achète les produits de l'entreprise, le client qui permet de payer les salaires. Au nom de cette logique économique qui semble imparable, il s'agit de faire naître chez chacun le souhait de faire toujours mieux et plus pour montrer que l'on est responsable. « Dans l'idéal de la qualité totale, chacun a toujours une démarche de progrès pour ce qui le concerne et ce qui concerne son environnement. » Si la direction insiste tant sur l'autonomie et la responsabilité, c'est que, dans un premier temps, un tel discours a séduit de nombreux salariés. Ce n'est que plus tard que, progressivement, naissent le sentiment d'isolement, pour ne pas dire de solitude, puis la culpabilité : le salarié est finalement seul à assumer le non-accomplissement des objectifs fixés par la hiérarchie, et à subir son mécontentement. « Le salarié est toujours potentiellement coupable de ne pas avoir assez fait, assez suggéré, assez satisfait le client qui pourrait aller voir un concurrent », raconte un employé du Mans. Le moindre relâchement suscitera un sentiment de culpabilité, contrepartie obligatoire du message de la direction qui fait de chaque opérateur quelqu'un d'autonome et donc de responsable des moindres baisses de production ou de qualité.

Cette « qualité totale » au nom de laquelle la direction impose que tous s'inscrivent dans une démarche de « progrès permanent » requiert une adhésion des hommes, une maîtrise des processus, des relations entre segments de l'entreprise, comparables à celles qui existent entre client et fournisseur. Le règne de l'efficacité économique. La quête de rationalité tous azimuts supposée permettre une plus grande productivité et la satisfaction des clients est sous-tendue par un mode de pensée

pris la défense, en CHSCT avec 200 autres salariés, d'un salarié menacé de licenciement pour des problèmes de santé.

qui, se prétendant scientifique, se veut inattaquable. Une telle prétention s'explique par le souhait obsessionnel de la direction de rendre légitimes ses objectifs et ses méthodes.

La normalisation de tout processus industriel rencontre toutefois d'importants obstacles dès lors qu'il faut intégrer dans un tel programme les comportements humains. En d'autres termes, les salariés n'ont pas toujours des attitudes, des gestes aussi clairs, précis et normés que le veut la « rationalité » de la production. Au nom de l'efficacité dont les critères sont dictés et remaniés régulièrement par la direction, la normalisation des salariés débouche non seulement sur la chasse à toutes les formes de résistance à l'exploitation, la mise en fiche et les tentatives de détruire le syndicat sur le site, mais signifie également le rejet des salariés jugés trop peu performants. La *régénération permanente de l'entreprise* équivaut à l'évacuation plus ou moins insidieuse des salariés fatigués, déprimés, malades ou, simplement, qui doutent... Dans l'entreprise *moderne et performante, innovante et réactive*, il n'y a pas place pour ceux qui sont considérés par la direction comme des freins à la recherche constante de gains de productivité. L'uniformisation des comportements reste un des objectifs inavoués de la direction, et lorsque l'adhésion n'est pas obtenue par la persuasion c'est par la crainte que l'on tente de l'imposer. « L'homme qui rentre dans l'entreprise et qui continue à porter sa casquette de citoyen qui pense, qui peut dire fièrement je pense ceci, je pense cela, ils veulent que cela soit fini. »

Les impératifs de productivité maximale obligent la direction (c'est en cela qu'elle est aussi un instrument des actionnaires) à tirer le maximum de chaque employé. Ce qui se traduit dans la novlangue de la hiérarchie par les termes d'« adaptabilité », de « mobilité », de « flexibilité », de « rentabilité ». Dans la mesure où ces valeurs entrent en contradiction avec les aspirations et les intérêts d'une majorité des salariés, les efforts faits pour légitimer la « qualité totale » ne suffisent pas toujours. Il faut alors y associer le harcèlement et le contrôle.

Sur le terrain, c'est au chef d'« unité élémentaire de travail » (UET) – la cellule de base de l'entreprise ⁷ – de relayer le discours du pouvoir central et de mettre en œuvre concrètement ses directives. C'est égale-

7. Chez Renault, tout le monde travaille dans une « unité élémentaire », qui peut être une « unité d'atelier » ou « de service », et comprend entre dix et trente personnes.

ment à lui que revient la charge de connaître précisément l'état d'esprit des salariés, d'évaluer leurs comportements, de répertorier les syndiqués. Ces nombreuses missions d'encadrement (dont certaines lui donnent un caractère policier) ne sont pas toujours assumées par les chefs d'UET avec l'énergie et la conviction souhaitées. Certains ont du mal à devenir la parfaite courroie de transmission voulue par la direction ; il leur arrive alors de prendre leurs distances vis-à-vis des messages à transmettre aux salariés. Mais ce genre d'attitude a été prévu. La direction sait y remédier : quand elle sent qu'un chef d'UET défaille, elle l'assiste dans ses interventions ou, si nécessaire, le remplace par quelqu'un de moins propice aux états d'âme. Lors de leur mise en place, les chefs d'UET ont été choisis principalement dans le corps social de l'entreprise (chefs d'équipe, anciens contrôleurs, anciens régleurs, etc.). Si ces salariés étaient au départ d'accord pour organiser et encadrer le travail selon des considérations techniques, ils n'avaient pas forcément compris qu'on allait leur demander de devenir les *chefs politiques* de leur atelier ou de leur service. Refusant d'endosser ce rôle qui allait à l'encontre de leur conception de l'encadrement ou tout simplement de leur éthique personnelle, certains ont préféré retourner en fabrication ou quitter l'entreprise. Progressivement, la direction a dû remplacer ces chefs d'UET sortis du rang par des salariés, en général jeunes et diplômés, venant de l'extérieur. De tels recrutements facilitent une gestion spécifique des ressources humaines qui fait tout son possible pour empêcher le passage de témoin entre la vieille génération et les jeunes.

UN CERTAIN MODÈLE DE « RELATIONS HUMAINES »

Ces analyses permettent d'affirmer que l'organisation du fonctionnement technique et du fonctionnement humain de l'entreprise Renault-Le Mans (aujourd'hui ACI) ressortit essentiellement à la « logique des relations humaines » telle qu'elle est décrite par Renaud Sainsaulieu ⁸. Dans sa dimension technique, on rappellera que cette logique promeut notamment le développement des hiérarchies intermédiaires, l'élargissement et l'enrichissement des tâches et

8. Renaud Sainsaulieu, *Sociologie de l'organisation et de l'entreprise*, Dalloz, 1987 ; lire notamment le chapitre « La cohérence des modèles organisationnels ».

l'implication dans le projet d'entreprise pour accroître la productivité. Dans sa dimension humaine, cette logique se distingue par les caractéristiques suivantes : en matière de recrutement, la motivation est un critère de discrimination positive ; en matière de rétribution, les avantages personnalisés sont légitimés ; en matière d'évaluation, les salariés subordonnés dépendent principalement de l'appréciation faite par le chef. À la lumière des développements précédents, il importe de rappeler les limites intrinsèques de ce modèle rationalisateur. Tout d'abord, si l'« école des relations humaines » a effectivement montré que les problèmes particuliers des salariés peuvent compter davantage que leurs compétences techniques et qu'ils ont une rationalité personnelle, elle n'a jamais admis que cette rationalité pût avoir la même importance que celle qui est définie par les ingénieurs à partir de critères exclusivement techniques. En second lieu, ce modèle repose sur une perception individualiste des problèmes puisque la direction n'accepte d'examiner que les besoins et les motivations individuels. En revanche, le groupe n'est pas toléré pour élaborer une autre rationalité et pour développer des objectifs différents – comme on l'a vu, le groupe syndical est exclu d'une telle modélisation. Enfin, ce modèle préfère négliger une réalité encombrante : bien souvent, les salariés qui manifestent le plus grand attachement à la survie de l'outil de production et le plus grand intérêt à son amélioration sont aussi les plus syndiqués. Or, la participation critique à la vie de l'entreprise – c'est le cas notamment quand les salariés adhèrent à une section syndicale – ne conduit pas à une intégration plus grande, risquant au contraire d'entraîner une mise à l'écart.

Dans une telle configuration, le rôle de la direction des ressources humaines est primordial. Si cette direction a effectivement parmi ses prérogatives celle de veiller à ce que les entorses au droit du travail ne soient pas trop fréquentes, quitte à devoir s'opposer régulièrement aux responsables d'unité de fabrication qui n'attachent de l'importance qu'aux objectifs de production, c'est elle qui organise l'ensemble du système de gestion des ressources humaines et qui en assure le contrôle. C'est elle qui gère le recrutement, les promotions, les mises sur la touche en fonction des valeurs du management qu'elle se doit de défendre. Bien qu'elle soit aussi, d'une certaine manière, dans une situation de contrainte permanente au sens où elle n'a pas d'autre choix, elle exerce une fonction déterminante pour l'équilibre et la reproduc-

tion du système. D'une façon plus atténuée, les médecins du travail de l'entreprise, qui ont vocation à protéger les salariés et qui devraient être indépendants de la direction, sont eux aussi désormais tenus de contribuer aux performances⁹. À leur niveau, cela veut dire être indulgent à l'égard de l'aggravation des conditions de travail imposées aux salariés, ne pas réagir clairement contre le harcèlement exercé à l'encontre de certains salariés, participer à la diffusion du message relatif à la « nécessaire compétitivité »¹⁰.

Tous ces acteurs conscients de l'importance de leur rôle dans la bonne marche du système, à qui l'on demande parfois de déroger à leur éthique personnelle, se trouvent donc dans l'obligation d'adapter leur action pour pouvoir rester dans l'entreprise. Cette rationalisation leur permet de s'accepter et même de considérer que, en dépit de certaines apparences, ils travailleraient pour la bonne cause¹¹. Comme le raconte un ouvrier, « il y a tous ceux qui, à un titre ou à un autre, font marcher le système et qui savent qu'on leur fait faire un boulot de salaud, et qui font sur eux-mêmes le travail nécessaire pour s'accepter comme ça, parce que, ou on se tire une balle dans la tête, ou on va voir ailleurs. Ou alors, ils trouvent des artifices pour s'accepter comme ça. Mais ce n'est pas sans dégât interne ». La finalité, c'est-à-dire la « qualité totale » ou tout simplement l'augmentation de la production, mérite à leurs yeux d'anesthésier toute résistance, de normaliser les comportements, de discréditer le discours syndical par tous les moyens, et de congédier ceux qui ne seraient plus aussi efficaces.

RÉSISTER MALGRÉ TOUT

D'abord utilisées dans les usines japonaises ou coréennes, ces pratiques de management se sont répandues dans le monde entier à la faveur des reculs du mouvement ouvrier et de l'offensive libérale des

9. Le médecin devrait pouvoir agir et enquêter sans risque de subir des pressions. Il serait souhaitable que le législateur redéfinisse son statut et ses prérogatives.

10. Des effets pathogènes apparaissent dès lors qu'il existe un décalage entre ce qui est demandé au salarié et les moyens dont il dispose, ou quand les exigences quantitatives et qualitatives sont inconciliables.

11. Christophe Dejours, *Souffrance en France. La banalisation de l'injustice sociale*, Seuil, 1998.

vingt dernières années. La mondialisation dans le secteur de l'automobile, ce n'est pas seulement le fait qu'un véhicule « créé » par un constructeur soit un assemblage d'éléments produits au meilleur coût dans diverses régions du monde, c'est aussi la généralisation de nouveaux procédés aliénants dont la finalité est de soumettre totalement les « opérateurs » aux impératifs de productivité de la direction, ainsi qu'à sa représentation du monde. Une représentation du monde qui, profitant des défaites de la classe ouvrière, de son éclatement en de nombreux statuts ainsi que de l'effondrement de ses principales expressions organisationnelles et théoriques, a pour rôle de légitimer la destruction de toutes les structures collectives et de l'« être-ensemble ¹² ». La référence commune des salariés à une culture et à des modes de résistance et de revendication qui ont longtemps donné du sens à leur vie est en voie de disparition.

Face à cette situation, la CGT de Renault-Le Mans tente de faire connaître au reste de la société la réalité des transformations que subit l'entreprise. Ainsi, le CE a-t-il organisé des débats : en 1997, sur l'avenir du site de Renault-Le Mans (devant plus de 2 000 personnes) ; à l'automne 1999, sur la souffrance au travail. Sont ainsi discutés les projets d'une direction qui semble avoir souhaité la disparition du site sarthois, à ses yeux trop marqué par l'organisation et la résistance collectives. Cette pratique du débat public favorise la construction de nouvelles solidarités entre les salariés de Renault et ceux de différentes entreprises confrontés à des situations similaires. Au grand dam de la direction, qui préfère œuvrer en silence, cette mise à jour de la vie de l'entreprise contribue à l'émergence d'un espace public où sont discutés d'importants enjeux industriels et sociaux.

JEAN-PHILIPPE MELCHIOR
Le Mans, avril 2001

Enseignant en droit social à l'IUT du Mans, Jean-Philippe Melchior a notamment publié *L'État entre Europe & nation* (Agone, Marseille, 1999) et plusieurs articles sur ces sujets, notamment dans la revue *Agone*.

12. Lire l'article de Dany-Robert Dufour, « Les désarrois de l'individu-sujet », *Le Monde diplomatique*, février 2001.

« Refondation sociale » & pacification syndicale

Les fonctions de la notion de « société civile »

à André Ymonet (1923-1991)

L'ENTREPRISE DE « REFONDATION SOCIALE » que mène le patronat français depuis 1999 s'appuie sur la redéfinition de termes politiques propres à promouvoir certains rapports sociaux et à disqualifier toute tentative de contester aussi bien la légitimité que les effets des politiques économiques néolibérales. La mobilisation de la notion de « société civile », qui appartient à des traditions politiques très diverses, constitue un exemple privilégié de ce travail d'imposition d'une vision du monde social conforme aux intérêts des décideurs économiques, sous la double impulsion du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) et de la Confédération française démocratique du travail (CFDT).

La notion de « société civile » a été utilisée par opposition à celle d'État pour répondre à des impératifs politiques que Michel Foucault caractérisait ainsi dans un entretien de 1983 avec un responsable de la CFDT : « Des économistes libéraux l'ont proposée à la fin du XVIII^e siècle dans le dessein de limiter la sphère d'action de l'État, la société civile étant conçue comme le lieu d'un processus économique autonome.

C'était un concept quasi polémique, opposé aux options administratives des États de l'époque pour faire triompher un certain libéralisme. ¹»

Si cette analyse de l'expression « société civile » ne rend pas compte de toutes les interprétations qui en ont été faites depuis le XVIII^e siècle – notamment son appropriation par des courants politiques opposés au capitalisme libéral –, elle a le mérite de rappeler que l'anti-étatisme suit, la plupart du temps, les usages de cette expression ². La thématique de la « société civile » a été réinvestie au début des années 1980 par une critique néolibérale visant à disqualifier l'action publique afin de restreindre le domaine d'intervention de l'État au profit de la sphère privée. Les usages actuels de cette notion par le patronat comme par ses interlocuteurs syndicaux « privilégiés » s'inscrivent dans la droite ligne de cette entreprise de restauration libérale.

LA « REFONDATION SOCIALE » : RÉACTION & STRATÉGIE PATRONALES

Dans une communication présentée le 4 décembre 2000 devant l'Académie des sciences morales et politiques, le président du MEDEF faisait, un an après son lancement, la genèse de la « refondation sociale » dans ses termes : « Peu à peu, l'appareil de l'État, gouvernement, Parlement, administration mais aussi pouvoir judiciaire, a envahi le domaine social dessaisissant progressivement et fortement les syndicats et les organisations professionnelles d'employeurs de leurs responsabilités de gestion et rétrécissant leur domaine et leur capacité de négociation. Il serait trop long de décrire ici les formes et les étapes de cette progressive dévitalisation de la société civile, mais la multipli-

1. Michel Foucault, « Un système fini face à une demande infinie », entretien avec Robert Bono, *Dits et écrits 1954-1988*, tome IV, 1980-1988, Gallimard, Paris, p. 374. Sur les relations entre Michel Foucault et la CFDT au début des années 1980, lire Didier Éribon, *Michel Foucault*, Flammarion, Paris, 1991, p. 313-328 ; Frédéric Lebaron, « De la critique de l'économie à l'action syndicale », *L'Infréquentable Michel Foucault. Renouveaux de la pensée critique*, Didier Éribon (dir.), EPEL, Paris, 2001, p. 157-167.

2. Pour une courte histoire de l'expression « société civile », lire François Rangeon, « Société civile : histoire d'un mot », in *La Société civile*, PUF, Paris, 1986, p. 9-32.

cation des ingérences des pouvoirs publics à travers la loi, le décret et le règlement, au détriment du contrat, et de l'intervention administrative, avec ses circulaires, ses inspections, ses contrôles, ses formalités et ses sanctions, a profondément mis à mal le dialogue social et soumis l'entreprise à la tutelle de l'État. [...] La refondation sociale se propose comme objectif ambitieux de redonner sa force à la démocratie sociale par le dialogue et le contrat entre les acteurs sociaux et de mieux définir, nécessairement, pour ce qui nous concerne en le limitant, le rôle de l'État dans l'ordre public social. Par ordre public social, on entend les principes généraux qui délimitent la sphère à l'intérieur de laquelle peuvent se développer les négociations sociales. ³»

La « refondation sociale » est ainsi présentée par Ernest-Antoine Seillière comme une réaction contre un pouvoir judiciaire (qui « envahit le domaine social ») et contre les « ingérences des pouvoirs publics » ⁴. Le « patron des patrons » fait ici implicitement allusion aux lois qui abaissent la durée hebdomadaire légale de travail à trente-cinq heures et à certaines décisions de justice qui ont remis en cause la liberté que les employeurs ont de licencier ⁵. Mais la « refondation sociale » est plus qu'une réaction ou une adaptation, c'est une stratégie délibérée de remise en cause du droit du travail et des dispositifs de protection sociale liées au salariat (indemnisation du chômage, retraite, etc.). Cette stratégie n'a rien d'improvisé ⁶ : elle est l'aboutissement d'une réflexion

3. Ernest-Antoine Seillière, « Indispensable et fragile refondation sociale », *Le Monde*, 6 décembre 2001.

4. Notons que les dérogations au droit, les réductions d'impôts ou de cotisations sociales et les subventions directes à l'embauche que les pouvoirs publics, au titre des « politiques publiques pour l'emploi », accordent aux entreprises, sans jamais leur demander de contreparties contraignantes, ne sont pas considérées comme des « ingérences » par des patrons qui n'ont décidément pas « la reconnaissance du ventre ».

5. Un arrêt de la Cour de cassation du 13 février 1997 qui avait imposé la réintégration de salariés préalablement licenciés pour motif économique semble avoir marqué les milieux patronaux. Sur la volonté patronale de contourner le droit du licenciement en proposant de nouvelles formes de contrat de travail, lire le juriste Antoine Lyon-Caen, « C'est la crainte des juges qui inspirent le MEDEF », propos recueillis par Isabelle Mandraud et Caroline Monnot, *Le Monde*, 11 avril 2000.

6. Vice-président du MEDEF et président de la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA), Denis Kessler a fait paraître deux articles programma-

entamée bien avant le conflit qui opposa, en 1997, l'organisation patronale au gouvernement sur la question de l'élaboration de la loi sur les trente-cinq heures. Ce conflit aura surtout été l'occasion d'un changement de rapports de forces interne à l'organisation patronale, avec le rôle croissant de la frange du patronat la plus néolibérale et la moins attachée aux institutions de la protection sociale et aux formes coutumières de négociations avec les syndicats et/ou les pouvoirs publics. Ainsi la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA) et les fédérations des métiers de services renforcent leurs position au sein des instances de direction de l'organisation patronale, au détriment des fédérations qui, comme l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), constituent des piliers du « paritarisme » et qui n'ont pas su éviter les trente-cinq heures. L'accession du binôme Ernest-Antoine Seillière-Denis Kessler à la direction du Conseil national du patronat français en 1998, rebaptisé pour l'occasion Mouvement des entreprises de France (MEDEF), illustre ce changement de rapports de forces. Un héritier des maîtres de forges à la tête d'un holding financier plus un économiste spécialisé dans les mécanismes assurantiels, reconnu par l'université et consacré par la profession : le MEDEF s'est doté d'une direction bicéphale qui cumule à peu près toutes les formes disponibles de capital (économique, social, scolaire et culturel).

LA « SOCIÉTÉ CIVILE » VUE PAR LE PATRONAT

Les dirigeants du MEDEF, et en particulier Denis Kessler, ont multiplié les interventions publiques pour expliquer leur démarche de « refondation sociale ». Le plus souvent, ce travail de « communication » (c'est-à-dire de propagande politique) fut l'occasion de mobiliser la référence à la « société civile ». Ainsi, pour le vice-président du MEDEF, la « démocratie sociale » est à la « démocratie politique » ce que la « société civile » est à l'État. Autrement dit, « démocratie sociale » et « démocratie politique » constituent ici une déclinaison particulière au

tiques, à l'automne 1999 puis au printemps 2000, dans lesquels il proposait un cadre théorique, articulé autour de la notion de « risque », à la « refondation sociale » : « L'avenir de la protection sociale », *Commentaire*, automne 1999; (avec François Ewald) « Les noces du risque et de la politique », *Le Débat*, mars-avril 2000.

PARITARISME & REPRÉSENTATIVITÉ DES ORGANISATIONS SYNDICALES

Le paritarisme est une technique institutionnalisée de négociation entre les organisations professionnelles reconnues par les pouvoirs publics – c'est-à-dire les organisations patronales et les syndicats « représentatifs » – pour administrer les ressources issues du rapport salarial (par le biais des cotisations patronales et salariales) et celles allouées à la protection sociale (sécurité sociale et assurance chômage), puis négocier des conventions collectives, c'est-à-dire des règles collectives qui organisent, dans les limites fixées par le Code du travail, les conditions de travail au niveau d'un établissement, d'une entreprise ou d'une administration, d'une branche professionnelle, ou au niveau national.

La participation au paritarisme est liée aux critères de la représentativité des organisations professionnelles définies par la circulaire Parodi du 28 mai 1945. Ces critères sont l'importance des effectifs, l'indépendance, la régularité et l'importance des cotisations, l'expérience et l'ancienneté, enfin l'attitude patriotique pendant l'Occupation – critère assez vite assoupli, notamment pour faciliter la renaissance d'un syndicalisme cadre et d'une organisation patronale. Les organisations patronales habilitées à participer aux négociations et aux institutions paritaires sont le Mouvement des entreprises de France (MEDEF), mais aussi la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) et l'Union professionnelle artisanale (UPA). Pour les organisations syndicales, les règles de représentativité sont aussi celles de la circulaire Parodi reprise en 1982 dans l'article L. 133-2 du Code du travail. Un syndicat qui remplit ces critères est *a priori* considéré comme représentatif, tant qu'une décision contraire d'un tribunal d'instance, saisi le plus souvent par un ou plusieurs syndicats existants, ne vient pas infirmer cette présomption de représentativité. Un syndicat représentatif peut participer aux négociations collectives qui correspondent au « domaine de validité » de sa représentativité.

Aujourd'hui, les organisations syndicales représentatives au plan national sont la Confédération générale du travail (CGT), la

Confédération générale du travail force ouvrière (CGT-FO), la Confédération française démocratique du travail (CFDT), la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) et la confédération française de l'encadrement CGC (CFE-CGC). Ces cinq confédérations ont vu leur place renforcée dans le champ syndical par les lois de 1982 puisque les syndicats qui sont affiliés à l'une d'entre elles bénéficient d'une présomption irréfragable de représentativité : « Tout syndicat affilié à une organisation représentative sur le plan national est considéré comme représentatif dans l'entreprise » (Code du travail, Article L. 412-4, Alinéa 2). Cette présomption irréfragable assure à ces cinq confédérations un avantage considérable par rapport à des formes plus récentes d'organisations syndicales qui ne sont pas légalement « représentatives sur le plan national ».

Dans la fonction publique, l'amendement Perben (1996) a changé les règles de la représentation syndicale au sein du Conseil supérieur de la fonction publique et dans les conseils respectifs de la fonction publique territoriale, d'État et hospitalière. Cet amendement favorise les syndicats existants et tend à freiner le développement des nouveaux entrants dans le champ syndical, en particulier les syndicats SUD (Syndicat unitaire démocratique) et la Fédération syndicale unitaire (FSU).

paritarisme de l'opposition originelle entre État et « société civile ». Ce système d'oppositions permet alors d'organiser le discours selon toute une série d'oppositions qui permet d'entrevoir la prescription des rôles et les jugements de valeur que le vice-président du MEDEF associe respectivement à l'État, aux organisations patronales et aux confédérations syndicales qui participent aux négociations de la « refondation sociale » : à l'État qui « s'immisce dans tout et notamment dans la relation normale, dans la négociation qui doit se faire dans l'entreprise » et qui « perturbe des équilibres et des dialogues naturels », s'opposent les « partenaires sociaux motivés qui assument leurs responsabilités » ; les « circulaires » doivent être remplacées par des « contrats », les « décrets » par des « conventions », les « lois » par des « accords »⁷.

7. D. Kessler, « Le Club de la Presse », Europe 1, 28.05.2000, <www.medef.fr>.

La « démocratie politique » apparaît alors « en crise » face à la « démocratie sociale » que la « refondation sociale » doit « renforcer »⁸. En cela, le couple « société civile »-État permet surtout d'imposer une définition restrictive du rôle de l'État. Garant de l'« ordre public social », il doit assurer les conditions nécessaires à la négociation entre « partenaires sociaux ». Ce serait donc à l'État de créer les conditions qui permettraient la constitution d'une « démocratie sociale » conforme aux vœux néolibéraux. L'une de ses conditions n'est rien moins que le renversement de la hiérarchie des sources du droit du travail : « D'abord le contrat en entreprise, puis, à défaut, le contrat collectif de la branche [professionnelle], c'est-à-dire du métier, et cela dans les principes généraux fixés au départ par la loi.⁹ » Le « patron des patrons » enterre ici discrètement l'une des raisons d'être du droit du travail : protéger l'employé des conséquences induites par le rapport de subordination inscrit au principe du contrat de travail au moyen de lois et règlements, c'est-à-dire de règles collectives que l'employé n'a pas à obtenir individuellement à chaque fois qu'il contracte avec un employeur. Ce renversement permet au patronat de flatter les syndicats en leur reconnaissant le statut de « parties contractantes », de « co-producteurs » des règles qui encadrent le rapport salarial *tout en profitant* de leurs faiblesses qui sont en partie dues à la lutte que les employeurs mènent dans leur(s) établissement(s) contre la moindre action syndicale revendicative. On comprend mieux ainsi le danger que représente la révolution voulue par le MEDEF. Ce n'est rien d'autre que la restauration du face-à-face entre le patron et le travailleur « qui a porté sa peau au marché et qui, maintenant, n'a plus rien à attendre... que le tannage¹⁰ ».

La mise en œuvre de ce système d'oppositions donne toute sa cohérence au discours de Denis Kessler en établissant une sorte de « loi

8. La « crise *du* politique » est un thème que répètent des politologues et le personnel politique qui a intériorisé les schèmes de perception qui sont au principe de la dévaluation du travail politique. Cette idée qui appartient au sens commun n'est certainement pas sans fondements. Remarquons toutefois comment l'idée de « crise » peut servir le travail proprement politique que les libéraux mènent pour délégitimer l'action publique.

9. Ernest-Antoine Seillière, « Indispensable et fragile refondation sociale », *op. cit.*

10. Karl Marx, *Le Capital*, Quadrige/PUF, Paris, 1993, Livre premier, Deuxième section, Chapitre IV, p. 198.

d'équivalence entre des contrastes [plus ou moins] significatifs qui se situent sur plusieurs plans ¹¹ : politique, institutionnel, juridique et moral. À l'État sont attribués des caractères négatifs et à la société des caractères positifs. Le discours patronal relève, comme la « pensée mythique », de séries d'oppositions liées les unes aux autres par des analogies de rapports et peut s'accommoder de contradictions que la « pensée scientifique » ne tolérerait pas. Dans le cas présent, la contradiction pourrait être que l'existence de la « société civile » soit subordonnée à l'action de l'État alors que la « société civile » a justement été conçue en opposition à celui-ci ¹². La critique du discours de Denis Kessler, qui joue de son aura d'économiste pour nier le caractère politique de son action et en imposer à ses interlocuteurs syndicaux, ne peut donc se contenter de mettre en évidence ses incohérences ou ses erreurs : l'efficacité de ce discours ne repose pas seulement sur sa structure mais sur ses usages, elle est indissociable de certaines conditions sociales qui permettent aux néolibéraux d'imposer leur vision du réel.

11. Claude Lévi-Strauss, *La Pensée sauvage*, Plon, Paris, 1962, p. 115.

12. C'est sur cette même contradiction que repose la critique gramscienne de l'« économisme » (défini comme le mouvement libre échangiste) et le « syndicalisme théorique » (c'est-à-dire le courant anarchiste) : « Les positions du mouvement libre-échangiste se fondent sur une erreur théorique dont il n'est pas difficile d'identifier l'origine pratique : sur la distinction entre société politique et société civile, qui, de distinction méthodique, se trouve transformée en distinction organique et présentée comme telle. C'est ainsi qu'on affirme que l'activité économique est le propre de la société civile et que l'État ne doit pas intervenir dans sa réglementation. Mais, comme dans la réalité effective, société civile et État s'identifient, il faut bien convenir que le système du libre-échange est lui aussi une "réglementation" qui porte l'empreinte de l'État, introduite et maintenue par les lois et la contrainte : c'est le fait d'une volonté consciente de ses propres fins et non l'expression spontanée, automatique du fait économique. Aussi le système du libre-échange est-il un programme politique. » (Antonio Gramsci, « Quelques aspects théoriques et pratiques de l'« économisme » », in « Notes sur Machiavel », *Textes*, Éditions sociales, Paris, 1983, p. 280). Toutefois, l'erreur théorique ne consiste pas seulement, comme l'écrit Gramsci, à « naturaliser » une « distinction méthodique » pour en faire une « distinction organique », mais à penser l'opposition entre État et « société civile » comme une « distinction méthodique » pertinente.

UNE OPPOSITION PAUVRE
AU SERVICE D'UNE POLITIQUE DE DÉPOLITISATION

La notion de « société civile » a pour fonction de masquer les rapports de pouvoir derrière la mise en scène de l'opposition, posée comme irréductible, entre l'État et la « société civile »¹³. Notion écran, elle introduit des ruptures artificielles comme l'opposition entre « État » et « partenaires sociaux autonomes », alors que les cinq confédérations syndicales « représentatives sur le plan national » (CGT, CGT-FO, CGC, CFDT, CFTC) occupent dans le champ syndical des positions doublement garanties par l'État : légalement, par le droit irréfragable à la représentativité qui leur a été reconnu ; institutionnellement, par leur participation à la gestion paritaire de certains pans de la protection sociale. Trois organisations patronales jouissent aussi de cette double garantie : le MEDEF, la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) et l'Union professionnelle des artisans (UPA).

L'opposition entre « société civile » et État interdit alors de rendre compte des rapports de force et de domination qui traversent l'espace social, comme les luttes entre les cinq centrales syndicales qui siègent à l'UNEDIC et les autres syndicats qui n'ont pas le droit de participer au paritarisme, ou encore celles entre les syndicats de salariés et les associations de chômeurs ; elle occulte aussi les luttes entre le MEDEF et les autres organisations patronales¹⁴ – sans parler de ce qui peut se jouer à l'intérieur du MEDEF ou dans les ministères et les administrations.

Cette opposition renforce systématiquement l'idée d'un État « oppresseur » qu'il s'agit de contenir pour protéger une société « paci-

13. En outre, dans le contexte actuel, cette mise en scène est instrumentalisée par le gouvernement socialiste : les conflits qui l'opposent régulièrement au patronat lui permettent de s'affirmer « de gauche » *puisque* le patronat est en désaccord avec lui et qu'il le fait bruyamment savoir. Mais ce « puisque » est un tour de passe-passe : l'opposition patronale au gouvernement n'est pas une condition suffisante qui assure que celui-ci mène une politique de gauche ; elle signifie juste que l'organisation patronale ne se satisfait pas des nombreuses concessions qu'elle obtient du gouvernement.

14. Des dissensions existent en effet entre le MEDEF et les deux autres principales organisations patronales (la CGPME et l'UPA), même si elles sont moins marquées que celles qui divisent les syndicats. Ces trois organisations sont d'ailleurs concurrentes pour représenter les entreprises de petite taille.

fiée », c'est-à-dire sans conflits ni violences d'aucune sorte ¹⁵. La déné-
gation par le MEDEF du caractère politique de la « refondation sociale »
s'inscrit plus largement dans l'affirmation de l'autonomie du champ
économique – et par conséquent des relations professionnelles, par
rapport au reste de la société –, en particulier par rapport aux pouvoirs
publics ¹⁶. La « refondation sociale » est l'occasion pour le MEDEF de
promouvoir une véritable politique de dépolitisation qui consiste à eu-
phémiser les rapports de domination, transmuier les questions d'écono-
mie politique en débat d'« experts » et remettre en cause les formes
collectives de protection sociale et de contestation de l'ordre établi.
L'aboutissement de cette politique patronale, c'est la « société civile »,
un lieu idyllique pour les patrons, comme l'explique Denis Kessler :
« La sphère de la liberté et de la responsabilité où règnent les contrats
et les conventions, [et] dont l'importance par rapport à l'État mesure le
degré de maturité démocratique d'un pays. ¹⁷ »

QUAND L'« APOLITISME » DU MEDEF RENCONTRE L'AUTONOMIE DE LA CFDT

La référence au couple État-« société civile » comme mode d'appré-
hension de ce qui se joue à l'intersection des champs syndicaux, patro-
naux et politiques est d'autant plus présente qu'elle est à la fois ajustée
à la place qu'une organisation occupe dans son champ de référence et
à la vision que celle-ci a de son rôle.

La politique de dépolitisation du MEDEF entre alors en résonance
avec les pratiques que la direction de la CFDT promeut dans le champ
syndical depuis les années 1980 : la valorisation de la négociation
conjugée à une méfiance systématique contre les formes d'actions re-

15. « La référence à ce couple antagoniste [État-société civile] n'est jamais exempte d'une sorte de manichéisme affligeant la notion d'État d'une connotation péjorative en même temps qu'il idéalise la société en un ensemble bon, vivant et chaud » (Michel Foucault, « Un système fini face à une demande infinie », in *Dits et écrits 1954-1988*, tome IV, 1980-1988, *op. cit.*, p. 374).

16. C'est sans doute ainsi qu'il faut comprendre une demande de Denis Kessler comme celle de « cesser de mettre l'entreprise au milieu du débat politique » (Europe 1, 20 septembre 1999).

17. Cité in « Kessler, grosse tête et forte tête », *Les Échos*, 16 janvier 2001.

vendicatives¹⁸. La négociation tendrait à devenir l'horizon indépassable de l'action syndicale : « La négociation suppose de conclure et de s'engager à un moment donné.¹⁹ » En somme, négocier c'est déjà signer. Comme s'il était impensable et donc impossible de faire autrement et de rompre des négociations parce que les propositions de la partie adverse sont trop éloignées des revendications que l'on porte. Par ailleurs, la tradition de contre-expertise syndicale à usage militant qui avait été l'une des caractéristiques de la CFDT ressemble de plus en plus à l'adoption et à l'explication du point de vue patronal. Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a offert un bel exemple de cette « culture de la compréhension économique et de la globalisation des entreprises » (selon ses propres mots²⁰) à l'occasion des licenciements annoncés au printemps 2001 par l'entreprise agro-alimentaire Danone : « Il faut raison garder. Les entreprises comme Danone ont une tradition, elles ont pour objectif de se développer, de créer de la valeur ajoutée pour l'économie mondiale, de développer globalement l'emploi. Il ne faut pas tomber dans la sinistrose généralisée. Il ne faut pas non plus donner des illusions aux gens et penser qu'au motif qu'une entreprise est en bonne santé, elle pourrait s'exonérer de toute modification. Il faut regarder encore un peu plus loin, et se dire que si une entreprise ne prend pas les moyens qu'elle doit prendre à un moment donné, peut-être que ça reporte des réactions et des décisions encore plus chirurgicales plus loin.²¹ »

18. Jean-Claude Aparicio, Michel Pernet et Daniel Torquéo, « L'horreur du mouvement social », in *La CFDT au péril du libéral-syndicalisme*, Syllepse, Paris, 1999, p. 15-38.

19. Nicole Notat, « Syndicalisme, chômage et retraites. D'un chantier à l'autre », entretien avec Xavier Gaullier, Joël Roman et Olivier Mongin, *Esprit*, février 2001, p. 87.

20. « Les syndicats, il y a longtemps qu'ils ont accédé à une culture de la compréhension économique et de la globalisation des entreprises », Nicole Notat, propos recueillis par Richard Hartz, RTL, 30 mars 2001.

21. Nicole Notat, *L'Humanité*, 2 avril 2001. Franck Riboud, PDG de Danone, a d'ailleurs remercié la secrétaire générale de la CFDT de l'avoir si bien « compris » : « C'est quand même étonnant que pendant toute cette crise, les plus grands soutiens publics, connus ou non connus, ne sont pas toujours venus du bord que l'on attendait. Il y a une femme dans ce pays qui est syndicaliste et qui a été extraordinaire avec Danone. C'est Nicole Notat. [...] La CFDT a compris, a pris le temps de comprendre pourquoi [et] quel était notre projet ; quelles

Les licenciements et les fermetures de sites de production deviennent des « modifications », des « moyens » inéluctables. La référence à la chirurgie est là pour signaler qu'il s'agit bien d'une affaire de spécialistes. Euphémisation des rapports de domination, fatalisme économique et discours d'expertise : le triptyque de la politique de dépolitisation voulue par le MEDEF est condensé dans cette déclaration de la « patronne » de la CFDT.

L'apolitisme très politique du patronat et l'autonomisation des questions économiques correspondent ainsi à la position que la CFDT souhaite tenir dans le champ syndical : celle « d'interlocuteur syndical autonome porteur de positions qui sont les siennes, refusant d'être instrumentalisé par qui que ce soit ²²», c'est-à-dire en préservant son « autonomie » [lire encadré pages 60-61].

Si « l'idée que le patronat mène une offensive antigouvernementale et libérale a influencé ou structuré les positions et les comportements de certains acteurs, y compris politiques ²³», ça n'a pas été le cas de la CFDT, qui s'est lancée dans la « refondation sociale » en niant son caractère politique. Comme le déclarait Michel Caron, secrétaire national de la CFDT : « Rien ne pouvait et rien ne peut freiner l'engagement de la CFDT dans le processus de refondation sociale. Que l'initiateur soit le MEDEF, qu'il ait émergé sur un fond de crise ouverte [entre] le patronat et le gouvernement, qu'il ait donné lieu à des déclarations aussi fracassantes que maladroitement de la part du patronat ne pouvait priver la CFDT de cette formidable opportunité de traduire dans les faits sa conception d'une démocratie participative, sa volonté de structurer le droit à la parole et à l'action collective. L'engagement de la CFDT n'est donc pas un pari, mais un choix pensé, voulu, assumé en tant que tel. ²⁴»

étaient nos obligations » (« L'entreprise sanctifiée ou diabolisée ? », Université d'été du MEDEF, 30 août 2001 – texte établi par l'auteur).

22. « Déclaration du bureau national », communiqué de presse de la CFDT, 24 août 2000, document consultable sur le site <www.cfdt.fr>.

23. *Ibid.*

24. Déclaration introductive de Michel Caron, secrétaire national de la CFDT, colloque « Libéralisme ou étatismisme, sommes-nous condamnés à choisir ? » organisé par la centrale à l'automne 2000 – texte établi par l'auteur.

L'INTÉRÊT BIEN COMPRIS
DES AUTRES CENTRALES « REPRÉSENTATIVES »

Si le « principe de vision et de division » de l'espace social que fournit le couple État-« société civile » semble parfaitement convenir à la CFDT pour ajuster sa position respective dans le champ syndical, ce n'est pas le cas des quatre autres confédérations parties prenantes de la « refondation sociale » (CGT, CGT-FO, CFDT, CFTC, CGC) ²⁵. Si elles adoptent cette vision des choses, c'est sans doute parce que celle-ci ne remet pas en cause la position qu'elles veulent continuer d'occuper : celle de « partenaires sociaux ». Tout se passe comme si elles ne conservaient que ce qui les intéresse dans les séries d'oppositions dérivées du couple État-« société civile » : l'affirmation de l'existence de « partenaires sociaux » qui correspond à la reconnaissance de leur propre existence ; et la valorisation de leurs rôles respectifs.

La « société civile » n'est pas une notion clé pour la CGT. Elle n'appartient pas au corpus de références mobilisées pour décrire ou justifier son action ²⁶. De fait, le paritarisme n'a jamais été au cœur des

25. Cette situation est illustrée par l'entretien d'Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT de 1971 à 1988, donné à *Libération* le 9 octobre 2000 sous le titre éloquent de « Aubry étouffe la société civile ». Il s'agit d'une charge violente contre Martine Aubry, alors ministre de l'Emploi et de la Solidarité, accusée d'avoir trahie la « seconde gauche » : « Elle marginalise [les « forces sociales »] et tente de faire passer les organismes paritaires sous les fourches caudines de l'État. Hier, elle avait une volonté manifeste de réconcilier la politique et la société. Aujourd'hui, en accord avec Jospin, elle conduit une politique d'étouffement de la société civile. [...] Martine Aubry apparaît maintenant comme un des acteurs majeurs de la régression culturelle de la gauche, une gauche autoritaire qui remet en selle un État jacobin. Une gauche politicienne repliée sur elle-même et se coupant de plus en plus des citoyens. Une gauche qui reprend les accents du programme commun PC-PS de 1972, voire de la SFIO ou même du socialisme guesdiste du début du siècle. L'adaptation du contrat social aux impératifs de notre temps, la modernisation négociée des entreprises, la revitalisation de la société civile sont laissées en jachère. »

26. Dans un entretien donné à la revue *Mouvements* (mars-avril 2001, n° 14, p. 71), Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, doit répondre à la question suivante : « Mais n'est-ce pas un peu paradoxal pour un syndicat d'en appeler à la décision du pouvoir politique ? » Si l'opposition État-« société civile » avait appartenu au corpus de références de la CGT, une question comme celle-ci

LA CFDT : DE « L'AUTONOMIE » À LA NÉGOCIATION

L'ajustement du couple État-« société civile » à la position de la CFDT s'explique par l'histoire de la notion cédétiste d'« autonomie », qui désigne à la fois l'autonomie du syndicat par rapport aux partis politiques dont elle est le plus proche à une époque donnée, et l'affirmation d'un espace autonome vis-à-vis de l'État, c'est-à-dire propre aux syndicats de salariés et aux organisations patronales, en matière de réglementation du travail salarié et d'administration des dispositifs de protection sociale qui lui sont associés. L'« autonomie » a changé de signification avec les époques, mais sa connotation reste la même pour la direction de la CFDT : terme positif qui permet de définir la centrale par rapport aux autres syndicats (surtout la CGT) et aux partis de politique (principalement le PS).

À la Libération, la CFTC entretient des liens étroits avec le parti politique démocrate chrétien MRP (Mouvement républicain populaire), liens que la tendance Reconstruction, qui donnera naissance en 1964 à la CFDT, remet en cause. Ensuite, ce seront les relations avec le parti socialiste unifié (PSU), puis le parti socialiste (PS) qui seront au cœur des débats autour de l'« autonomie » de la centrale – d'autant que la « courroie de transmission » qui lie la CGT au parti communiste français (PCF) fait alors office de repoussoir. L'affirmation de l'« autonomie » de la centrale est d'autant plus forte que le parti au pouvoir lui est proche et que les liens sont serrés, comme le montrent les trajectoires d'individus qui passent de la centrale au PS et du PS à la CFDT¹. À la question « Ne devrait-on pas arrêter de parler politique quand on parle syndicat ? », Nicole Notat répond : « L'histoire de la CFDT, c'est une histoire de famille avec le parti socialiste. En 1974, une partie de la CFDT s'est d'ailleurs engagée dans un mouvement d'élargissement du PS. Lorsque la gauche est arrivée au pouvoir, une partie de nos revendications ont été satisfaites, mais on s'est rendu compte qu'il fallait

1. Il semble ainsi que l'inflation du « discours autonomiste » de la direction cédétiste depuis vingt ans soit positivement corrélée avec l'occupation du pouvoir par les socialistes pendant cette période (seize ans entre 1981 et 2001). Cette hypothèse permet de voir de manière moins « essentialiste » la conversion de la CFDT au libéralisme – sans négliger pour autant les reliquats de catholicisme social (le personnalisme, la subsidiarité au sens défini dans l'encyclique *Quadragesimo anno*, le « ni-ni » antilibéral et anticommuniste) qui entrent dans l'histoire de la centrale.

continuer à se battre et que l'existence d'un syndicat était en tout cas nécessaire. Les salariés nous considérant comme une officine du PS, ils nous reprochaient d'être trop proches du pouvoir. En 1986, nous avons décidé de prendre du recul avec le pouvoir et, pour la première fois, nous n'avons pas donné de consignes de vote. Aujourd'hui, si tantôt on nous voit à droite, tantôt à gauche, tantôt au milieu, cela signifie finalement que nous sommes autonomes. ²»

Il en va de même pour l'affirmation d'un domaine réservé aux « partenaires sociaux ». L'histoire de la centrale fournit des éléments d'analyse, en particulier la méfiance à l'égard de l'État, qui caractérise la doctrine sociale de l'Église, mais aussi un courant du syndicalisme révolutionnaire qui, « de la fin du XIX^e siècle au début du XX^e siècle a évolué vers une conception anti-étatiste, anti-partidaire et de plus en plus gradualiste – [courant] assez bien représenté dans le personnage de Léon Jouhaux ³ ». Dans les années 1970, ce fond anti-étatique est réinvesti dans le projet autogestionnaire et la critique des systèmes « totalitaires ». Ainsi Pierre Rosanvallon, dans sa période autogestionnaire, dénonçait « un État à la fois tentaculaire et impuissant, hypercentralisé et peu efficace » tout en reconnaissant que « la proposition autogestionnaire, fondée sur la propriété sociale des moyens de production et la planification démocratique, consonne avec le projet libéral de limitation de l'État et d'un pouvoir propre de la société civile » ⁴. Toujours selon Pierre Rosanvallon, l'autogestion « hérite du marxisme la critique de la société bourgeoise et elle hérite du libéralisme le principe de la réduction du pouvoir de l'État et de la souveraineté de la société civile » ⁵.

Depuis 1976, du temps a passé. Le cours du marxisme sur le marché des biens symboliques s'est effondré avec l'envol de celui du libéralisme. En bon « épicier », le héraut de l'autogestion est devenu chantre du néolibéralisme de gauche.

2. Nicole Notat, « Mon boulot, c'est de me coltiner le patronat », *Le Parisien*, 29 août 2000.

3. Noël Daucé, « Base sociale et orientation confédérale : quelques réflexions sur la CFDT », propos recueillis par Sophie Bérour, *Critique communiste*, n° 162, p. 81-88. Noël Daucé est aujourd'hui l'un des responsables du SNU-ANPE, anciennement CFDT-ANPE. Ce syndicat a décidé de quitter la CFDT en septembre 2000.

4. *Ibid.*, p. 45.

5. Pierre Rosanvallon, *L'Âge de l'autogestion*, Seuil, 1976, resp. p. 46, 45 et 48.

revendications de la CGT, qui fut toujours très réticente à s'engager dans une démarche de négociations « en tête-à-tête » entre syndicats de salariés et organisations patronales. Encore aujourd'hui, elle affirme sa préférence pour des négociations tripartites, qui réuniraient les syndicats de salariés, les organisations patronales et des représentants des pouvoirs publics. Par ailleurs, l'anti-étatisme y est aujourd'hui moins développé qu'à la CFDT – sans doute du fait de son ancrage au PCF et de son soutien passé à l'Union soviétique.

En revanche, les prises de position de la CGT-FO tendent à illustrer l'absence de rapport entre la revendication du rôle de « partenaire social » et la promotion d'une « société civile autonome ». Pilier du paritarisme, la CGT-FO a fortement contribué à son développement en étant pendant des années l'interlocuteur syndical du patronat. À ce titre, la centrale que dirige Marc Blondel continue de défendre le système paritaire. Mais certainement pas au nom de la « société civile ».

En ce qui concerne la CFTC, il faut tenir compte des influences de la doctrine sociale de l'Église catholique, en particulier de son anti-étatisme, qu'il faudrait lier à la progressive laïcisation de l'État français et sa volonté de promouvoir des « corps intermédiaires dans la société » comme alternative à la lutte des classes²⁷. Mais, pour la CFTC, comme pour la CFE-CGC, la question de l'adhésion à l'idée de « société civile » semble moins pertinente que l'analyse de leur position dans le champ syndical, notamment par rapports aux formes d'organisations syndicales récentes comme SUD (Solidaires, unitaires, démocratiques), la Fédération syndicale unitaire (FSU), ou même l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA). Leur défense du paritarisme s'explique ainsi par la conservation d'une situation qui leur est favorable.

aurait certainement donné l'occasion à Bernard Thibaut de la mobiliser. Il n'en est rien et il répond : « Même si les salariés représentent 90 % de la population active, ils ne sont pas à eux seuls la société. Les représentants syndicaux ne sont donc pas légitimes pour représenter l'ensemble de la société. [...] Il y a bien une large responsabilité qui incombe aux représentants politiques. »

27. À la veille du lancement de la « refondation sociale », Michel Coquillon de la CFTC affirmait : « Les régimes sociaux [assurance chômage, sécurité sociale] sont les seuls lieux où ce n'est pas la lutte des classes qui règne en maître, mais le dialogue » (« Les limites d'une conception régaliennne des rapports sociaux », *Les Échos*, 26 octobre 1999).

Garanties par des règles de représentativité syndicale qui les avantagent par rapports aux nouveaux entrants dans le champ syndical, leurs places dans les instances de direction du paritarisme, les commissions paritaires de la fonction publique et les comités d'entreprise assurent à la CFTC et à la CFE-CGC une influence sans commune mesure avec le nombre de leurs adhérents et leur implantation dans les entreprises ou les administrations. Ce qui permet d'affirmer que, dans une certaine mesure, ces deux confédérations n'existent en tant qu'organisations syndicales que par le droit irréfragable à la représentativité dont elles bénéficient.

VERS LA PACIFICATION DU CHAMP SYNDICAL :
LA NÉGOCIATION ENTRE « PARTENAIRES SOCIAUX »

Comme l'indique l'expression « partenaires sociaux », l'opposition entre « société civile » et État contribue surtout à masquer l'opposition entre les intérêts patronaux et ceux des salariés, entre le capital et le travail. Historiquement, si la légalisation des syndicats, condition préalable à leur participation aux dispositifs mutualistes puis para-étatiques de protection sociale, leur a permis d'assurer leur existence, cette institutionnalisation a aussi été un moyen pour les pouvoirs publics d'éviter l'affrontement de classes en marginalisant les syndicalismes révolutionnaires²⁸. Contre une vision purement déterministe qui réduit syndicats et organisations patronales à des marionnettes animées par les seules forces économiques et sociales, il faut reconnaître l'autonomie du champ dont ils sont parties prenantes. Les lois constitutives du champ paritaire, au fondement des prises de positions des agents, ne se réduisent pas à l'opposition capital/travail. Ainsi le *nomos* du champ paritaire, qui institue qu'il existe des « partenaires sociaux » prêts à négocier, transcende les intérêts contradictoires du patronat et

28. Ainsi, Waldeck-Rousseau et Tolain intervenaient à la Chambre des députés le 29 janvier 1884 : « Aujourd'hui, les syndicats sont le privilège des plus hardis, des plus remuants. Demain, avec la légalisation, les sages y entreront massivement. Et alors l'esprit moyen qui se dégagera de ces associations sera un esprit de modération » (citée par Christine Daniel et Carole Tuchsirer, *L'État face aux chômeurs. L'indemnisation du chômage en France de 1884 à nos jours*, Flammarion, 1999, p. 39).

des salariés et unit des représentants du patronat et des salariés pour assurer la permanence du système paritaire et des institutions qui en sont les formes phénoménales – la CNAM, l'UNEDIC, mais aussi les subventions allouées au titre de la participation à la gestion de ces institutions, etc. Le paritarisme apparaît ainsi comme une représentation « donnée » par des représentants de salariés et de patrons – légalement institués comme les représentants de tous les salariés (chômeurs compris ²⁹) et de tous les patrons – de ce qui se passe entre salariés et patrons. Si la représentation est infidèle, c'est que les rapports qui régissent les relations entre les agents dans ces deux espaces sociaux ne sont pas du même ordre : la « loi fondamentale » du paritarisme est la négociation ; l'exploitation régit le monde du travail ³⁰.

Dans leur champ autonomisé, les intérêts des mandataires du patronat (MEDEF, UPA, CGPME) et des salariés (CGT, CGT-FO, CFDT, CFTC, CGC) ne sont pas seulement ceux de leurs mandants (les salariés et les patrons). La préservation du principe de gestion paritaire, condition nécessaire aux cinq confédérations pour assurer leur « rang » dans le champ syndical élargi aux autres syndicats (FSU, Groupe des dix, UNSA, etc.) semble ainsi plus correspondre à l'intérêt des mandataires qu'à celui de leurs mandants – sans que l'on puisse tout à fait affirmer que les intérêts des premiers soient contradictoires à ceux des seconds. En effet, « ceux qui dominant le [syndicat] et qui ont partie liée avec l'existence et la persistance de cette institution et avec les profits spécifiques qu'elle assure trouvent dans la liberté que leur donne le monopole de la production et de l'imposition des intérêts politiques institués la possibilité d'imposer comme les intérêts de leurs mandants leurs in-

29. Dans la mesure où les chômeurs sont systématiquement définis comme des salariés temporairement et involontairement privés d'emploi, les syndicats de salariés considèrent qu'ils représentent aussi les intérêts des chômeurs. Toutefois, la naissance d'associations de chômeurs peut être vue comme la remise en cause de cette définition *en creux* du chômage et donc de la prétention des syndicats de salariés à défendre les intérêts de ceux et celles qui n'ont plus d'emploi – ce qui explique l'hostilité des confédérations syndicales, à l'exception de la CGT, à leur égard.

30. Ce qui ne signifie pas que la « vérité » du travail puisse être réduite à l'exploitation. Sur cette question, lire Pierre Bourdieu, « La double vérité du travail », *Méditations pascaliennes*, Seuil, p. 241-244.

térêts de mandataires. Et cela sans que rien ne permette de faire complètement la preuve que les intérêts ainsi universalisés et plébiscités des mandataires ne coïncident pas avec les intérêts inexprimés des mandants puisque les premiers ont le monopole des instruments de production des intérêts politiques, c'est-à-dire politiquement exprimés et reconnus, des seconds ³¹».

L'efficacité proprement politique de la notion de « société civile » est liée au fait qu'elle fonctionne, avec ses couples d'antonymes dérivés, comme autant de formes *a priori* de perception de l'action politique ou syndicale. Mais ces lieux communs de l'idéologie dominante ne sont jamais aussi efficaces que lorsqu'ils rencontrent dans l'état du champ politique et syndical les conditions d'un usage conforme aux intérêts de ceux qui luttent pour l'imposition d'une certaine vision du monde social. Quoiqu'en disent ses promoteurs patronaux et syndicaux, l'opposition entre État et « société civile » s'inscrit dans un projet politique de pacification des luttes sociales. Le patronat veut des syndicats qui aient « rendu les armes », c'est-à-dire renoncé à la lutte collective comme moyen d'instaurer des rapports de forces favorables à leurs mandants. Tout en se présentant comme « l'apôtre du dialogue social ³²» qui prêche la « négociation » comme horizon indépassable des relations sociales, le patronat continue de pratiquer la « chasse antisyndicale » dans les entreprises ³³.

31. Pierre Bourdieu, « La représentation politique, éléments pour une théorie du champ politique », in *Langage et pouvoir symbolique*, Seuil, 2001, p. 231-25].

32. « Nous sommes les apôtres du dialogue social, de la refondation sociale. C'est à l'avantage de tous », expliquait Ernest-Antoine Seillière sur les ondes de France Inter le 20 juin 2001 (cités par *La Revue des entreprises*, n° 632, juin-juillet 2001, p. 7).

33. Si un employeur souhaite licencier un « salarié protégé » de son entreprise, il doit en faire la demande à l'inspection du travail et auprès du tribunal administratif. Les principales catégories de salariés concernées par des dispositions légales protectrices sont : les délégués du personnel, les élus au comité d'entreprise, les délégués syndicaux, les membres des comités hygiène sécurité et conditions de travail et les conseillers prud'homaux ; soit 423 000 des 15 515 703 salariés du secteur privé au 30 décembre 2000. Chaque année, environ 13 000 demandes sont adressées à l'inspection du travail, qui donne son autorisation pour le licenciement des « salariés protégés » dans plus de 80 % des cas.

Apparaît ainsi la fonction première du « dialogue social » : saper les fondements du droit du travail, ébranler les dispositifs de protection sociale et mater les collectifs qui résistent aux coups de butoir libéral. Bref, il s'agit pour le MEDEF de remettre en cause tout ce qui rend les travailleurs – et les chômeurs dans une moindre mesure – un peu moins vulnérables.

PAUL LAGNEAU-YMONET

Paul Lagneau-Ymonet est étudiant en troisième année à l'École supérieure des sciences économiques et commerciales.

Quel corporatisme ?

Notes sur la disqualification des mouvements syndicaux

L'ACTUALITÉ SOCIALE génère régulièrement des néologismes, inventés par des personnalités politiques ou des journalistes pour désigner des faits ou des acteurs sociaux afin de les disqualifier. « Corporatisme » est l'un de ces mots qui fonctionnent dans un détournement de leur véritable signification au profit d'une vision libérale du monde social. C'est ainsi que, lors du conflit des cheminots au printemps 2001, le Premier ministre Lionel Jospin a taxé le syndicat SUD-Rail de « gaucho-corporatisme ». Cette dénonciation du corporatisme est un lieu commun de la vulgate néolibérale dans son entreprise de délégitimation des forces collectives de contestation. Ce procédé de disqualification n'est pas nouveau et consiste en une aberrante *alliance des contraires* : ainsi dans les années 1930 les exclus du parti communiste français avaient-ils été accusés d'« hitléro-trotskyisme ». De nos jours, un journaliste « spécialiste » de la politique comme Alain Duhamel qualifie de « gaucho-chiraquienne » toute action ou critique par trop radicale qui, mettant le gouvernement en difficulté, ferait le jeu de la droite. Laurent Fabius, lui, inventa il y a quelques années le « gaucho-lepénisme ».

Pour contrer ces pseudo-concepts politiques qui tiennent lieu d'analyse, il faut comprendre les enjeux sociaux de cet antisindicalisme

exprimé de façon récurrente dans les propos de nombreuses personnalités politiques et économiques, de journalistes ou de certains intellectuels médiatiques.

LE CORPORATISME, POINT DE PASSAGE OBLIGÉ
DANS LA RECONSTRUCTION DU SYNDICALISME
INTERPROFESSIONNEL DE LUTTE

La disqualification du corporatisme a d'autant plus d'effets négatifs sur les luttes sociales que les salariés licenciés, ceux dont les emplois sont supprimés (Marks & Spencer, LU, AOM-Air Liberté, Moulinex, etc.) et, plus généralement, celles et ceux qui se trouvent soudainement traités comme des « salariés-kleenex », sont confrontés au mépris de leur savoir-faire, de leur métier et de tout ce qui constitue leur identité professionnelle. Les directions d'entreprises dissocient désormais politique salariale et garantie de l'emploi des résultats économiques : en clair, travailler dans une entreprise rentable et largement bénéficiaire n'est plus un argument pour revendiquer une augmentation de salaire ou contester des suppressions d'emplois. De plus, l'emploi non qualifié a retrouvé son plus haut niveau depuis quinze ans : contrats précaires, flexibilité et bas salaires sont le lot commun de 3,5 millions de personnes, essentiellement des femmes, des jeunes non diplômés et des travailleurs immigrés.

Dans ce contexte, la défense du métier et les revendications afférentes constituent alors une résistance identitaire permettant la défense collective des acquis sociaux (sujet de plaisanterie chez les pourfendeurs des « grèves corporatistes » – qui sont généralement les moins touchés par le travail précaire et mal rémunéré).

L'idéologie d'entreprise, qui prône la « polyvalence » et la « polyvalence », tend à substituer au « métier la compétence » – notion qui renvoie plus à l'adéquation du salarié à un modèle comportemental psycho-social imposé qu'à de réelles capacités professionnelles –, produisant ainsi une vision abstraite du travail propre à en favoriser la flexibilité. Face à cette idéologie du « risque individuellement assumé » – véhiculée en France par le MEDEF ¹ –, la reconnaissance du métier peut

1. Lire Thierry Renard et Voltairine de Cleyre, *Medef : un projet de société*, Syllepse, 2001. Le maître à penser de cette « société du risque » est Ulrich Beck, *La Société du risque*, Aubier, 2001.

encore apparaît comme la meilleure garantie contre la précarisation : aussi longtemps que son métier est reconnu, le salarié peut envisager de trouver un emploi stable et rémunéré conformément aux usages de la profession. La pleine conscience de la *précarité du travail comme norme* progressivement instituée par le libéralisme fournit une certaine légitimité à la résistance des salariés sur la base d'une revendication à *partir de leur métier* – sans pour autant que les luttes soient systématiquement circonscrites au périmètre professionnel.

Ainsi, les luttes des infirmières ou des sages-femmes sont d'abord des luttes catégorielles mais, l'opinion publique étant très sensible aux enjeux posés par ces mobilisations (du service public hospitalier au droit à la santé), la sympathie collective pour leurs mouvements les a protégés jusqu'à maintenant de l'habituelle ire médiatique contre les « grèves corporatistes ». A *contrario*, la grève des roulants de la SNCF du printemps 2001 fut systématiquement dénoncée par les médias. Or, ces mouvements s'inscrivaient dans une action intercatégorielle à partir de revendications globales (création d'emplois, réorganisations, salaires). Bien que les organisations syndicales confédérales aient appelé à cesser le mouvement, les conducteurs ont décidé de continuer en adaptant logiquement les revendications générales à leur métier : machines vétustes et primes menacées ont été les catalyseurs de cette combativité. Même si le sentiment corporatiste est évidemment très présent, ils ont défendu majoritairement des revendications de salaires uniformes, c'est-à-dire à dimension interprofessionnelle et solidaire avec les autres catégories professionnelles.

REVENDICATIONS CORPORATISTES, ACTIONS SOLIDAIRES & SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Depuis une dizaine d'années, la dynamique d'actions convergentes entre le syndicalisme de lutte et le mouvement associatif contre la relégation sociale (chômeurs, précaires, mal logés, sans-papiers, etc.) a sans doute culminé avec le « Tous ensemble » scandé lors des grèves de 1995. Dans le même temps, on observe une convergence entre discours consensuel sur l'exclusion et celui sur le « corporatisme » supposé des syndicats : le premier postule la présomption d'innocence ; le second suggère la culpabilité avec préméditation. Ainsi, les salariés de LU ou de

Moulinex bénéficient aujourd'hui des circonstances atténuantes, mais le dispositif du PARE introduit désormais la responsabilité des chômeurs dans la perte de leurs indemnités en cas de refus d'un travail précaire et mal rémunéré ². Ainsi les licenciés sont-ils victimisés au moment de leur licenciement, mais taxés de corporatisme ou de mauvaise volonté s'ils revendiquent avant ou après celui-ci. La compassion reste, les « victimes » qui en bénéficient changent en fonction du pathos ambiant dont les faiseurs d'opinion donnent le ton. Ainsi, la victimisation et la stigmatisation sont les deux facettes d'un même discours sur la réalité sociale et en brouillent d'autant plus la lisibilité.

La solidarité intergénérationnelle et interprofessionnelle ne peut être aujourd'hui efficiente dans les entreprises que si l'unité dans la profession est préalablement réalisée, permettant de reprendre confiance dans l'action collective, y compris pour les jeunes en contrats précaires qui ne voient pas d'autre issue que la « démerde individuelle », puisque la référence identitaire au « métier » n'existe pas *a priori* pour beaucoup.

Bien sûr, la disparition d'activités industrielles et la raréfaction de l'« ouvrier-masse », la parcellisation des entreprises en filiales, sous-filiales, sous-traitance, la multiplicité de PME dans le tertiaire, l'évolution des techniques, tout favorise l'atomisation des collectifs salariés. Mais un syndicalisme de lutte ne peut faire l'économie d'une réflexion politique sur les enjeux de cette stratégie libérale de disqualification définitive du *métier en tant que vecteur de luttes sociales*. Si « la classe ouvrière n'est plus ce qu'elle était », comme le disent les anciens syndicalistes, si nous devons prendre en compte l'évolution objective des métiers et de leurs représentations sociales, si le salariat se précarise toujours plus, un retour au fondement théorique du syndicalisme révolutionnaire reste cependant pertinent, en l'adaptant évidemment à notre contexte social-historique. En n'opposant pas les regroupements professionnels et interprofessionnels, les syndicalistes révolutionnaires qui ont rédigé la Charte d'Amiens en 1906 ³ revendiquaient la même logique de dépas-

2. Le dispositif du Plan d'aide de retour à l'emploi conditionne le versement des allocations chômage à la « recherche permanente d'un emploi ». Ainsi, une animatrice sociale sans emploi fut déboutée en novembre 2001 par le tribunal des référés de Marseille alors qu'elle refusait de signer le PARE pour pouvoir suivre une formation plus longue que celle prévue par le dispositif.

3. La Charte d'Amiens est une motion votée à une très large majorité lors du congrès de la CGT en 1906. Selon Victor Griffuelhes, secrétaire général du syn-

sement, du singulier à l'universel, comme un processus révolutionnaire. Quelques dizaines d'années plus tard, la Charte du travail du régime de Vichy, exclusivement corporatiste et intrinsèquement réactionnaire, en sera l'expression la plus antinomique qui soit. L'idéologie néolibérale, qui met tant d'énergie à vouloir réduire ainsi le corporatisme à son expression la plus traditionaliste, et qui entend faire disparaître cette dimension fondamentale de l'histoire du mouvement ouvrier, nous prouve l'efficacité toujours d'actualité du corporatisme entendu et pratiqué dans la perspective du syndicalisme révolutionnaire.

PIERRE CONTESENNE

Cofondateur de l'association Droits devant !, Pierre Contesenne est délégué syndical SUD-Aérien.

dicat pendant la première décennie du xx^e siècle, elle affirme que « la CGT regroupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. [...] Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates. [...] Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale ».

L'idéologie néolibérale n'a pas seulement pour fonction de légitimer le système capitaliste : elle s'emploie à pacifier les relations sociales. La concurrence remplace le conflit, la négociation occulte les rapports de force, le débat (de préférence médiatisé) devient la norme indépassable de toute confrontation. La destruction des collectifs – et en particulier des forces syndicales revendicatrices – s'inscrit alors dans une « politique de dépolitisation » destinée à réaliser le rêve d'une société consensuelle et purifiée de toute contestation. S'il est une bataille que les mouvements sociaux ont perdue ces dernières années, c'est bien celle pour la représentation du monde social.

Dans cette lutte pour la vérité du monde économique et social, il ne suffit pas de déplorer le manque de moyens de diffusion, car la lutte commence bien en amont de l'imposition d'idéologies ou de programmes politiques : elle se joue en premier lieu au niveau des catégories de pensée utilisées pour interpréter et donner sens à ce monde et aux luttes mêmes. Repenser le monde social, c'est alors faire revivre cette dimension du conflit occultée par le néolibéralisme, c'est faire resurgir les combats menés contre le système capitaliste. C'est restituer cette mémoire politique sans laquelle les collectifs de lutte ne peuvent opposer à la domination que la présence sans histoire (et parfois dérisoire) de leurs forces du moment. Car il n'est pas de lutte qui ne s'inscrive, plus ou moins consciemment, dans le sillage de combats et de résistances menées il y a quelques années, ou quelques générations.

Par la présentation d'entretiens réalisés avec des militants, nous voulons tout à la fois restituer la mémoire des luttes et comprendre comment se constitue le capital militant, ce mélange d'autorité et de savoir-faire qui s'investit dans les activités revendicatives. Ces « chroniques des luttes » seront consacrées à des formes minoritaires d'engagement qui caractérisent des militants, responsables ou anonymes, pour lesquels les luttes ne constituent pas une voie détournée de promotion – sociale ou politique – mais l'accomplissement d'une résistance enracinée dans le « refus de parvenir ».

Premier entretien, le syndicat des correcteurs CGT est un choix symbolique puisqu'il s'agit d'un métier dont le rapport à l'écrit est le plus proche de ce travail de mémoire. Un choix politique aussi puisque, par ses origines anarcho-syndicalistes, ce syndicat incarne encore une certaine tradition libertaire de la gauche.

Franck Poupeau

Chronique des luttes *

Premier volet

Il n'y en a pas un sur cent, et pourtant ils existent...

LÉO FÉRRÉ, « Les anarchistes »

QUICONQUE A FRÉQUENTÉ, dans les années 1990, les réunions de cet ensemble hétérogène de collectifs, associations et syndicats contestataires appelé « mouvement social » ne peut avoir manqué de croiser, à la Bourse du travail de Paris-République, un syndicaliste d'une soixantaine d'années, Jacques Toublet. Cet ancien secrétaire délégué de la CGT-Correcteurs se charge en effet, avec l'accord de ce syndicat, de réserver les salles pour les collectifs ou les syndicats qui, comme SUD, ne bénéficient pas de cette prérogative réservée aux syndicats affiliés. Les correcteurs de la CGT ont été de toutes les luttes associatives, apportant dès 1994 leur soutien à AC ! ou aux Marches européennes contre le chômage.

UN SYNDICALISME DE MÉTIER

Au moment où semble s'imposer, dans toutes les confédérations, l'organisation en syndicats d'industrie et d'entreprise, le syndicat des correc-

* Nous remercions Gabrielle Balazs pour ses conseils, Charles Jacquier pour les précisions qu'il a apportées et Jacques Toublet pour la disponibilité dont il a fait preuve, notamment dans les relectures et ajouts successifs. (Sauf précision, les notes sont de Franck Poupeau.)

teurs est, en France, l'un des derniers syndicats de métier ¹. Cette involution a commencé dès la fin de la Première Guerre mondiale, quand la CGT a favorisé l'émergence de syndicats d'industrie en fédérant les syndicats de métier par secteurs d'activité. Les arguments ne manquent pas aux correcteurs pour réaffirmer leur volonté de préserver cette forme collective : d'une part, parce que la réorganisation de l'outil syndical en dehors du métier oublie l'importance, dans nombre de structures à base industrielle, des luttes pour la qualification et la formation ; d'autre part, parce que la régression du syndicalisme de métier a eu pour effet d'affaiblir l'engagement dans les luttes, entraînant l'apparition, en marge des syndicats, de coordinations détentrices d'un savoir-faire (infirmières, agents de conduite SNCF, etc.) mal représentées en l'absence de syndicats de métier. Ensuite, un mouvement organisé par catégories peut mobiliser plus d'adhérents sur des revendications déterminées, et bloquer à lui seul la production ². Si la notion de métier a disparu du vocabulaire managérial moderne au profit de celle d'emploi, c'est que la promotion de « compétences » permet de favoriser « l'employabilité » et la « flexibilité » – on peut ainsi se demander pourquoi la CGT n'a rien fait, à la fin des années 1990, pour empêcher la liquidation des derniers syndicats de métier.

De plus, c'est le métier lui-même qui est attaqué avec l'introduction des nouvelles technologies. Alors que le développement fulgurant des « industries de la communication » et du numérique bouleverse les processus de fabrication des imprimés, ces innovations permettent

1. Le syndicat de métier représente la première forme d'organisation syndicale en France. Il rassemble, comme son nom l'indique, les membres d'une même profession (par exemple les tourneurs-fraiseurs ou les instituteurs). Un syndicat d'industrie regroupe, dans un espace géographique donné, l'ensemble des personnels d'une industrie ; les délégués ne sont pas élus par catégorie mais par section syndicale indépendamment des professions. Un syndicat d'entreprise regroupe le personnel d'une seule entreprise, qui peut être sur différents sites, comme, par exemple, le syndicat Renault. (Pour une étude historique du syndicat des correcteurs, lire notamment Yves Blondeau, *Le Syndicat des correcteurs de Paris et de la région parisienne 1881-1973*, préfaces de Fernand Besnier et de Jean Maitron, supplément au *Bulletin des correcteurs*, n° 99, Bourse du travail, 3, rue du Château-d'eau, 75010 Paris, 1973.)

2. Lire Jean-Michel Denis, *Les Coordinations. Recherche désespérée d'une citoyenneté*, Syllepse, 1995.

l'accélération des concentrations d'entreprises et l'embauche massive de salariés en situation précaire. En effet, les modifications du processus de fabrication font disparaître les frontières professionnelles qui délimitaient auparavant les fonctions de chaque salarié qualifié, entraînant la disparition de nombreux postes – le syndicat des correcteurs est passé en moins de dix ans de plus de mille adhérents actifs à un peu moins de cinq cents.

UN « POIL À GRATTER » DE LA CGT

Les menaces de disparition qui pèsent sur le syndicat des correcteurs viennent toutefois moins du changement technique que des logiques politiques du monde syndical. Tout en adhérant à la fédération du Livre dominée par la CGT, le syndicat des correcteurs, lié à une identité professionnelle fondée sur le contrôle de la qualité de la production écrite, s'est constitué autour d'une tradition anarcho-syndicaliste qui implique la rotation des mandats, la quête de l'unité, de la démocratie syndicales et débouche sur une volonté d'autonomie ³. Des éditoriaux de son journal, *Le Bulletin des correcteurs*, le définissent ainsi comme un « poil à gratter de la CGT ».

La possible suppression, dans un avenir proche, de l'article des statuts fédéraux admettant le regroupement selon le métier peut ainsi être interprétée comme une attaque dirigée spécialement contre les correcteurs, qui, sans avoir quitté la CGT, n'ont jamais cherché à atténuer leurs différences et leurs divergences, au point que ce parti pris minoritaire constitue un élément essentiel de l'identité de ce syndicat depuis sa création.

Durant les années 1920, le syndicat des correcteurs s'oppose à la direction de la fédération du Livre – alors bastion du réformisme de la CGT de Léon Jouhaux –, mais sans rejoindre la CGTU, très rapidement inféodée au PCF. Après la réunification de 1936, il s'oppose farouchement à « la colonisation de la CGT par les communistes » aux côtés de minorités syndicales opposées aussi bien au réformisme qu'au stalinisme (la revue *La Révolution prolétarienne*, *L'École émancipée*, les cercles

3. Lire « Le syndicat des correcteurs, un syndicat de métier », Véronique Klauber-Brookner, mémoire de maîtrise d'anthropologie, Michel Pialoux et Édith Beaudoux-Kovats(dir.), Paris V, 2000.

syndicalistes Lutte de classe). Durant l'entre-deux-guerres, ce syndicat défend dans tous les congrès de la CGT le double objectif – revendications quotidiennes et transformation sociale radicale – du syndicalisme des origines qui se reconnaît dans la Charte d'Amiens (1906). À ce titre, en 1930, il fait partie d'une tentative avortée de réunification syndicale sous l'égide du « Comité des 22 ⁴», qui se heurte aux bureaucraties des deux confédérations rivales. Après la Libération, il prend position, selon le mot de Pierre Monatte, aussi bien contre les « patriotes français » que contre les « patriotes russes » qui veulent instrumentaliser le mouvement syndical à leur profit. Dans les années 1970, les correcteurs demeurent le seul syndicat du Livre à ne pas être dirigé par des communistes ou des compagnons de route du parti communiste français ⁵.

Ces références au passé du syndicat, à travers les figures de Fernand Pelloutier, de Pierre Monatte ou de Gaston Leval, sont très présentes dans le discours de Jacques Toublet : tout en étant favorable aux adaptations nécessaires à la survie du métier de correcteur, il reste le garant et le dépositaire d'une tradition libertaire qui a résisté à la domestication syndicale liée aux « négociations sociales » des années 1990. Issu d'une famille peu politisée au sein de laquelle seul l'engagement de son père, Julien (responsable anarcho-syndicaliste), fait exception, Jacques Toublet revient dans cet entretien sur son entrée dans le militantisme minoritaire qui caractérise le syndicat des correcteurs, aristocratie ouvrière assez soucieuse de son autonomie pour résister à la vague communiste de l'après-guerre.

FRANCK POUPEAU

4. Lire Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, Maspero, 1976, p. 45-48.

5. La direction de la fédération du Livre passe entre les mains des communistes après le retrait d'Édouard Ehni, en 1963.

Un métier dans les luttes

Entretien avec Jacques Toubllet, correcteur CGT

— *Comment es-tu devenu correcteur ?*

— Au lycée, je m'embêtais beaucoup... Je m'ennuyais. Ce n'était pas très drôle, le lycée, à l'époque. (Je ne sais pas si c'est drôle maintenant, d'ailleurs.) Comme je m'ennuyais beaucoup, je faisais souvent l'école buissonnière... Alors quand j'ai eu dix-sept ou dix-huit ans, j'ai songé à changer de voie. Mon père était correcteur ; j'avais rencontré à différentes reprises des gens du livre. J'étais allé le voir plusieurs fois à l'Imprimerie du Croissant et j'avais été très séduit par la vie de l'imprimerie de presse. Et comme je lisais énormément, j'avais été également séduit par la fabrication des journaux, des livres. Ça m'avait beaucoup plu et j'ai décidé d'entrer dans l'imprimerie. J'ai suivi des cours de typographie à l'école Estienne.

Par un coup de bol. La direction de Georges-Lang cherchait des correcteurs ; elle testait les candidats avec un texte tiré des *Annales*, réputé très difficile. Je me suis présenté, j'ai passé le test et, par une sorte de miracle – ils n'avaient sans doute personne d'autre –, j'ai été accepté. À l'essai. Voilà, je suis entré chez Georges-Lang. J'avais dix-neuf ans et demi. Georges-Lang, à l'époque, c'était le temple de la typographie. Avec trois mille ouvriers, c'était une énorme usine située dans le 19^e, qui fabriquait tous les magazines de l'époque, *Jours de France*, *Points de*

vue-Images du monde, Noir et Blanc, Time, L'Auto-Journal, etc. Et aussi beaucoup de livres et de revues de tous types ¹. [...]

— *Quand as-tu commencé à militer ?*

— Mon père était militant depuis des années, et je pense que ma famille tout entière, ma mère, mes sœurs, mes tantes et mes cousins ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour que le fils ne fasse pas comme le père. Et ça a marché jusqu'à vingt ans, hélas ! hélas ! Puis, je pars en Algérie. Je suis incorporé direct, à côté d'Alger, dans un camp d'instruction situé vers Hussein-Dey et Fort-de-l'Eau. Une fois qu'on arrivait là-bas, on comprenait ce qui se passait, très vite. [...]

Ma mère était d'une famille de bijoutiers fantaisie (la bijouterie fantaisie se caractérise parce qu'elle utilise le cuivre et tout ce qui n'est ni or ni pierres ou métaux précieux, qui, eux, sont travaillés par les joailliers). C'étaient des bijoutiers artisans, dans le quartier du Temple. [...] Et mon père a toujours été... Enfin, l'impression que ça donnait, ce n'était pas qu'il y avait entre eux une différence de classe, il ne faut pas exagérer, mais entre l'ouvrier au sens strict du terme, le prolétaire-prolétaire, c'est-à-dire n'ayant rien, simplement son salaire, et la famille de ma mère, qui avait un petit peu d'argent, possédait son appartement, il y a toujours eu une sorte d'opposition. D'autant que c'étaient des gens religieux et conservateurs. Mon père avait une réputation détestable – justifiée de leur point de vue : il avait été secrétaire de la CGTSR ² et il était allé plusieurs fois en Espagne durant la guerre civile

1. L'imprimerie Georges-Lang était, dans les années 1960, une des plus grosses imprimeries parisiennes. Elle regroupait tous les secteurs de production de l'impression, depuis la composition (fabrication des pages) jusqu'aux ateliers d'impression typographique, d'offset (développé de façon industrielle) et d'hélio, ainsi que la brochure-reliure. Elle a fermé ses portes au milieu des années 1970.

2. La CGTSR, dite « troisième CGT », fut créée après la rupture entre les réformistes de la CGT (dirigés par Léon Jouhaux) et les oppositionnels, qui ont fondé la CGTU en juin 1922 au congrès de Saint-Étienne. Ces derniers s'étaient regroupés dans des Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR), dont un des secrétaires généraux fut, en 1920, Pierre Monatte, évincé en mai 1921 par Pierre Besnard, un anarchosindicaliste appartenant au Pacte, « société secrète de type bakouninien ayant pour objectif de conquérir la direction des CSR et de la CGT » – *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Jean Maitron (dir.) <www.maitron.org>. Néanmoins, le courant anarchosindicaliste ne prend le

– pour différentes choses, des histoires politiques de soutien à la CNT d'Espagne, mais aussi pour transporter de l'argent ou des titres dans un sens ou dans l'autre, pour acheter des armes...

Ma mère et mes deux sœurs ont beaucoup souffert du militantisme de mon père ; de ses absences, de ses retards, de ses silences, de tous ces soucis qui éloignaient son esprit de sa famille. Peut-être est-il utile de préciser que, durant toutes les années de mon enfance et de mon adolescence, je n'ai rien connu de l'activité militante de mon père par lui-même : il n'en parlait jamais. Il était jovial, distrait, érudit et éludait les questions personnelles. Pour lui, la conscience de l'échec de la construction de la CNT ³ intervint vers 1954, me semble-t-il – l'année de mes quatorze ans, où je commençais à sortir de l'enfance. La succession d'échecs de son histoire militante (celui de la CGTSR, toujours marginale ; l'écrasement de la Révolution espagnole ; les suites de la Seconde Guerre mondiale et le triomphe des deux ennemis mortels du mouvement libertaire ouvrier que sont le libéralisme et le stalinisme ; et, pour achever le tout, la débâcle sectaire de la CNT française) ne l'incitait guère à la péroraison. Plus tard, après 1965, il me parlera longuement, sans jamais oublier de rappeler (selon ses propres termes) qu'il n'avait participé qu'à des défaites. Enfin, il n'était pas dans sa concep-

contrôle de la CGTU ni au congrès de Saint-Étienne en juin 1922 ni à celui de Bourges en novembre 1923, où les communistes triomphent – comme le montre le vote en faveur de l'adhésion à l'Internationale syndicale de Moscou contre celle de Berlin. Pierre Besnard tente alors, à partir de 1922, de regrouper les anarcho-syndicalistes dans le Comité de défense syndicaliste, puis, de 1923 à 1924, de réunifier la CGT par la base. À la suite de cet échec, il envisage la création d'une « troisième CGT ». Lorsqu'en 1924, après le congrès de Bourges, des syndicats quittent la CGTU, Pierre Besnard les regroupe en une Union fédérative des syndicats autonomes de France, qui aboutit à la formation de la CGTSR, en novembre 1926, à l'occasion du congrès de la Fédération autonome du bâtiment. La CGTSR adhère alors à l'Internationale syndicaliste de Berlin (lire <www.maitron.org>, « Les anarchistes et le mouvement ouvrier »). Cependant, la CGTSR ne recueillant pas l'assentiment des anarchistes et, en particulier, de l'Union anarchiste, elle ne dépasse pas réellement les 5 000 adhérents dans les années 1920 et 1930.

3. La Confédération nationale du travail (CNT) est une centrale syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste créée en 1945 en prolongement, en tant que section de l'Association internationale des travailleurs, de la CGTSR. Elle fut renforcée dans de nombreux secteurs après les grèves de 1995.

tion de catéchiser les enfants, y compris les siens. Chacun, aimait-il à répéter, doit faire sa propre expérience. [...]

— *Ton père, il militait depuis toujours ?*

— Oui, enfin depuis ses vingt ans. Son père était mort très jeune et sa mère était devenue concierge, rue Sainte-Marthe, dans le 10^e. Avant, c'étaient des paysans de la Sarthe, donc très loin de tout ça. Mon père est né à Ivry. Il est entré à l'école de bijouterie un peu par hasard. Ce n'était pas un mauvais élève, apparemment, dans le primaire, et un instituteur l'a poussé. Pourquoi la bijouterie... pourquoi pas autre chose ? il ne savait pas... Donc il est entré à l'école de bijouterie ; il est sorti bijoutier ; il s'est mis à travailler. Dans le syndicat du bijou parisien, c'étaient les syndicalistes révolutionnaires qui étaient majoritaires, bien que la CGTU soit déjà dirigée par les communistes. Il est entré aux Jeunesses syndicalistes, qui étaient un organisme de formation, puis il a suivi la filière. On peut dire que c'était le milieu normal des ouvriers parisiens... Il m'a dit que, quand il était jeune, il y avait un vieux monsieur qui habitait dans son immeuble, qui était anarchiste depuis trente ou quarante ans, et qui lui avait prêté des livres. Je pense que le milieu ouvrier parisien de cette époque était brassé par toutes les idéologies révolutionnaires, l'héritage de Jules Guesde, de Blanqui, ou des anarchistes ⁴. Il me disait que c'était, d'une certaine manière, normal à l'époque. Il est né en 1906, donc c'était en 1920-1926, après la guerre de 1914, où tant de jeunes hommes étaient morts : le sentiment populaire révolutionnaire était extrêmement fort. En plus, la Révolution russe avait donné beaucoup d'espoirs...

4. Jules Guesde (1845-1922) est le fondateur du Parti ouvrier français (POF), la première organisation à se réclamer du marxisme en France, une des composantes de l'unification socialiste de 1905 qui aboutit à la création de la SFIO (Section française de l'internationale ouvrière). Opposé à la participation à des gouvernements de coalition avec la bourgeoisie, Jules Guesde se rallie cependant à l'Union sacrée en 1914 et devient ministre d'État.

Auguste Blanqui (1805-1881), dit « l'Enfermé » en raison des trente-sept années qu'il a passées en prison, participe à des mouvements ouvriers et dirige, en mai 1839, une tentative d'insurrection. Il joue un rôle central dans la révolution de 1848, qui lui vaut la prison puis l'exil. En 1870, il participe à une tentative de proclamation de la République qui lui coûte un nouvel emprisonnement et l'empêche de participer activement à la Commune.

— *Pourquoi ton père n'est-il pas entré au parti communiste ?*

— Ah ! oui, ça c'est un problème. Il avait du mal à répondre à cette question-là... Pourquoi un jeune ouvrier, qui a vingt ans en 1926, et qui, en gros, entre dans le mouvement révolutionnaire quand il a dix-sept ou dix-huit ans, donc en 1923-1924, n'entre pas au parti communiste ? Il m'a dit : « Il y avait un débat, ça discutait beaucoup à l'époque. En fait, j'ai cru ceux qui disaient que ça commençait à dériver... » Enfin, il m'a dit quand même : « Mais je lisais *L'Huma*, que j'ai acheté tous les jours jusqu'en 1932-1933. » Les communistes, les anarchistes, les socialistes révolutionnaires et les socialistes de gauche vivaient ensemble à ce moment-là. Il n'y avait pas encore la rupture entre les communistes et les autres, me semble-t-il. Cette rupture, que moi j'ai connue lorsque j'étais jeune militant (quand on était au parti, on était quelque chose ; quand on n'était pas au parti, on était bon à jeter aux chiens et tout ce qu'on pouvait faire était considéré comme négatif...), ça n'est venu que bien après.

— *Comment s'est faite ta formation militante ?*

[... De retour d'Algérie], en 1965, on m'a proposé d'entrer à l'Imprimerie municipale de la Ville de Paris qui se trouvait à côté de l'Hôtel de Ville, parce que je connaissais un peu la typographie. C'est à ce moment-là que je suis sorti de cette espèce d'engourdissement. Auparavant, je bouquinais beaucoup, mais je me mettais à l'abri du monde en quelque sorte. Puis, à ce moment-là, je suis sorti. Évidemment, chez les correcteurs, à cette époque, ce n'était pas dur de trouver ce qu'on cherchait ; il suffisait de regarder autour de soi. Mon père adhérait déjà au « noyau » de *La Révolution prolétarienne*⁵. Ce journal

5. *La Révolution prolétarienne* (RP) a été fondée en 1925, après son « expérience bolchevique », par Pierre Monatte (1881-1960), correcteur d'imprimerie, militant syndicaliste révolutionnaire qui avait lancé *La Vie ouvrière* en 1909. Sous l'insistance de Rosmer et de Trotski, Monatte fut membre du Parti communiste de 1922 à 1924, y défendant les positions d'un syndicalisme révolutionnaire. Il en sort pour désaccord avec les orientations politiques et les méthodes de direction. La création d'une « revue syndicaliste communiste », comme l'indique son sous-titre, correspond à une réaction au dévoiement de la libération de la classe ouvrière par les bolcheviks : « *La Révolution prolétarienne* doit donner au mouvement révolutionnaire la revue ouvrière qui lui manque, explique Colette

de dure encore, mais maintenant, ce n'est que quelques feuilles de papier, tandis qu'à l'époque il était fait par la tendance syndicaliste révolutionnaire de la CGT. Oh ! il y avait tous les anciens de tout ce qu'on veut là-dedans. Et c'est là que j'ai appris des choses de tous ces gens. Il y avait Marcel Body, un des derniers bolcheviks vivants de l'époque, qui traduisait Bakounine et était vraiment un personnage qui savait de quoi il parlait ; il était resté en Union soviétique jusqu'en 1926, pour en sortir avec Alexandra Kolontaï, lorsqu'elle avait été nommée ambassadrice en Suède ; il y avait Pierre Rimbart (c'était son pseudonyme français), socialiste et antifasciste italien qui connaissait bien le marxisme et la période fasciste ; des anciens de la CNT française, dont mon père et ses vieux copains de la CGTSR ; un vieux camarade espagnol, Basile Hernaes, qui, bien que pacifiste et libertaire, avait été commissaire politique dans les divisions confédérales ; Raymond Guilloré, ancien prof de maths qui rédigeait les chroniques de l'Union des syndicalistes dans *La Révolution prolétarienne*, et bien d'autres qu'il serait fastidieux d'énumérer. Enfin, tous ces militants formaient ensemble une somme de connaissances extraordinaire. Ferdinand Charbit, un des compagnons de Monatte, qui avait été typographe et correcteur, qui s'était syndiqué en 1909, qui avait vécu intensément toute la période, était une espèce d'encyclopédie syndicale ; il connaissait tout le monde ; il avait tout vu ; il savait tout ce qui s'était passé. C'était une école extraordinaire, *La Révolution prolétarienne* ! [...]

— *Comment te définis-tu ? libertaire ? anarchiste ?*

— J'ai adhéré à Alternative libertaire en février 2002. Mais je suis très ami avec quelques camarades d'Alternative libertaire que je connais depuis longtemps, depuis les années 1970. En fait, j'ai été membre de la Fédération anarchiste (FA) entre 1981 et 2001. Mais, en 1968, la situation était différente. Évidemment, après un événement pareil, tous les

Chambelland. [...] Les suiveurs ne lisent pas *La Révolution prolétarienne* mais les véritables révolutionnaires s'y abonnent et la propagent. » Monatte fait paraître ses *Carnets du Sauvage* dans la revue jusqu'en 1932, avant de les reprendre en 1947, alors que la Fédération du livre à laquelle il appartient en tant que correcteur décide de rester dans la CGT plutôt que de prendre son autonomie dans la nouvelle centrale dénommée Force ouvrière. (Lire Colette Chambelland, *Pierre Monatte : une autre voix syndicaliste*, Éditions de l'Atelier, 1999.)

vieux chiens du mouvement libertaire ont décidé de se réunir. Moi, du point de vue moral, je m'estime libertaire depuis 1967, notamment à partir de ma rencontre avec Gaston Leval, de son vrai nom Pierre Piller. C'est un de ces gars qui ont refusé la guerre de 1914, qui se sont déclarés insoumis. Lui, il est parti se réfugier en Espagne, où il a milité. Il a notamment beaucoup travaillé avec les écoles confédérales de la CNT espagnole. Et puis, avant ou après le coup d'État de Primo de Rivera – je ne m'en souviens plus exactement –, il part pour l'Argentine. Là-bas, c'est un orateur et un éducateur, pour le mouvement libertaire argentin et la FORA ⁶; il travaille aussi pour quelques écoles syndicales. Je le rencontre quand il est vieux ; il est chez les correcteurs pour gagner sa vie ; et je trouve ce bonhomme absolument fascinant... Par exemple, il est allé en Russie en 1921 : délégué par la CNT espagnole, il rencontre les communistes, qui sont en train de mettre en place leur organisation internationale, et ne perd pas la tête. Ce qu'il voit sur place ne lui paraît guère socialiste... À son retour en Espagne, le rapport qu'il fournit est un des documents qui a fait que la CNT a retiré son adhésion provisoire à l'Internationale communiste ⁷. C'était un homme qui avait eu de réelles responsabilités, et qui ne s'était pas trompé. Ce fut une décision extraordinairement importante, parce que si la CNT et le mouvement libertaire espagnols avaient continué dans cette voie avec l'Internationale communiste, ils auraient pu connaître le même funeste destin que la CGT française, où la tendance révolutionnaire a donné naissance à un parti communiste. Leval avait rencontré Trotski, Victor Serge ⁸ et tous

6. Fédération ouvrière de la région argentine, ce syndicat libertaire argentin est affilié à l'Association internationale des travailleurs (AIT) de Berlin durant les années 1920.

7. Autre militant libertaire d'origine espagnole, Angel Pestaña a lui aussi grandement participé à ce retrait de la CNT d'Espagne de l'Internationale communiste.

8. Victor Serge (1890-1947), de son vrai nom Victor Lvovitch Kibaltchiche, participa avant la Première Guerre mondiale au périodique anarchiste individualiste d'Albert Libertad, *L'Anarchie*, et fut emprisonné à la Santé dans le cadre de l'affaire Bonnot. Réfugié en Espagne pendant la guerre, puis emprisonné en France et expulsé vers la Russie, il se rallie aux bolcheviks puis, après la mort de Lenine, se rapproche de Trotski. Emprisonné par Staline, il est finalement expulsé d'URSS suite à une campagne internationale de l'extrême gauche en sa faveur. Après sa rupture avec Trotski, il est proche du POUM espagnol et des syndicalistes français de *La Révolution prolétarienne*. Il se réfugie à Marseille en 1940, d'où il parvient à gagner le Mexique, poursuivant jusqu'à son

ceux qui étaient en Russie à ce moment-là. Quand on fait la connaissance – j'avais vingt-six ans à l'époque – d'un bonhomme comme lui, ça vous laisse sans voix. Et je deviens son... disciple – oui, c'est le bon mot. Et pendant plusieurs années, je l'ai écouté ; c'est lui qui m'a fait découvrir Bakounine, alors qu'à ce moment-là la plupart de ses textes étaient introuvables – pour cela, je lui serai reconnaissant toute ma vie. Ça, c'est mon évolution personnelle.

Je reviens à l'après-1968 : toute une série de camarades, des vieux militants de la *RP* [abréviation pour *Révolution prolétarienne*], des autres groupes, de la Fédération anarchiste, de l'Union des anarchosyndicalistes, des indépendants comme Lecoin, etc., décident de se réunir, pour faire quelque chose. Parce que... c'est difficile à expliquer, parce que, avant 1968, l'extrême gauche n'existait pratiquement pas, mis à part le PC ; des groupes anarchistes par-ci par-là, mais quasi inconnus ; les trotskistes étaient des hyper-groupuscules ; les maoïstes des curiosités ; *Le Monde libertaire* et *Informations ouvrières* existaient déjà ; mais tout ça, c'était presque rien ⁹. Et, en Mai 68, avec les luttes étudiantes et la grève

dernier jour une œuvre de marxiste dissident aux résonances libertaires, d'écrivain et de romancier de grand talent. (Lire Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire 1901-1941*, Seuil, 1978.)

9. À la relecture, Jacques Toublet ajoute : « En 1967, la cellule communiste de la Cipale [l'Imprimerie de la Ville de Paris, en référence à un vélodrome aujourd'hui disparu] essaya de faire partir de la boîte un camarade linotypiste qui diffusait *Informations ouvrières*. Clairement formulé, le prétexte était : trotskiste ou sympathisant. Une assemblée générale – ou peut-être plusieurs, je ne m'en souviens pas exactement – fut organisée : les délégués de l'impression, membres du Syndicat général du livre, tous au PC, présentèrent aux travailleurs de l'entreprise une motion allant en ce sens, qu'ils n'hésitèrent pas à argumenter. Son principe était que des ouvriers, surtout s'ils étaient confédérés à la CGT, ne pouvaient travailler avec des trotskistes ; il fallait en conséquence aller voir la direction et avertir le syndicat pour leur dire qu'il n'y aurait plus de production à l'Imprimerie municipale tant que ledit camarade serait présent... Le plus extraordinaire, c'était que ceux qui parlaient ainsi étaient, apparemment, d'une parfaite sincérité. Heureusement, la majorité des ouvriers de la Cipale travaillaient à la composition (la fabrication des pages) et étaient membres soit de la Chambre typographique, soit du Syndicat des correcteurs, soit du Syndicat des mécanicien-linos (ce dernier aujourd'hui disparu), qui, les uns comme les autres, défendaient dans leurs rangs le pluralisme et la liberté d'expression. La demande des imprimeurs leur parut n'être, en tout cas à ceux qui n'étaient pas communistes, qu'une des extravagances sectaires de plus des « cellulards » ou

générale, tout ça explose, littéralement ; et le mouvement libertaire aussi. Enfin, sous une forme particulière, qui est la forme spontanéiste, un peu à la suite de Cohn-Bendit, qui venait du groupe Noir et Rouge. À ce moment-là, à l'automne 1968, les vieux militants (dont je parle plus haut) pensaient : « Il faut quand même faire quelque chose dans le mouvement ouvrier. » Ils se rencontrent dans une, puis plusieurs conférences nationales, à la Bourse du travail déjà, et ça discute, longtemps... De fil en aiguille naît un mouvement, enfin un petit mouvement qui prend comme nom Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste – réduit en Alliance syndicaliste – et se veut un regroupement d'anarchosyndicalistes des différentes confédérations. (Je suis partie prenante de cette création...) Il reste entendu que chaque militant un peu averti du mouvement est venu jeter un petit coup d'œil, pour voir ce qui se passait au cours des conférences nationales ; puis il est reparti chez lui. Chez lui, ce sont les groupes anarchistes « spécifiques ¹⁰ ». Or, le mouvement « spécifique » libertaire est en pleine... révolution, si on peut dire... Une scission s'est produite à la Fédération anarchiste, et une partie des groupes scissionnistes ont fondé l'ORA (Organisation révolutionnaire anarchiste), qui a eu, pendant quelque temps, une certaine influence ¹¹ – c'est de cette organisation que provient Alternative libertaire.

des « cosaques ». La motion fut donc repoussée par un vote. Mais il fallait argumenter, en 1967, au cœur de Paris, pour défendre l'idée somme toute élémentaire qu'on ne pouvait pas empêcher quelqu'un de travailler en raison de son opinion politique. Il est vrai que pour les gars du PC d'alors, nourris à « l'hitléro-trotskisme » et dont la culture sociale et politique était le sous-stalinisme de l'époque, le trotskisme n'était pas une opinion mais une sorte de maladie honteuse... Cette anecdote explique mieux qu'un long discours pourquoi il n'a pas été constitué de syndicat CGT unique du livre dans la région parisienne. »

10. Il est d'usage, dans le mouvement libertaire, d'appeler, à la suite des Espagnols, « spécifique » ce qu'on appelle ailleurs « politique » ; manière de dire qui vient des années 1930, quand il a fallu nommer la Fédération anarchiste ibérique (la célèbre FAI) organisation « spécifique », « spécifiquement anarchiste », à côté de la CNT, organisation syndicale...

11. L'ORA était dans les années 1960 une tendance de la Fédération anarchiste animée par Maurice Fayolle, auteur de *Réflexions sur l'anarchisme* (1965), qui voit la stagnation de l'anarchisme dans son « inaptitude à l'organisation ». Cette tendance s'exprime à partir de 1967 dans le périodique *L'Insurgé*, puis se structure, en décembre 1969, sur la base de la « plate-forme organisationnelle des communistes libertaires » (*Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*,

L'orientation qui dominait, à l'époque, consistait à constituer des collectifs autonomes d'entreprise, et nombre de jeunes militants snobaient les syndicats. Beaucoup de copains (dont Thierry Renard et Patrice Spadoni – tout jeunes mais qui « sévissaient » déjà) ont fait leurs premières armes dans ces collectifs. Ils diffusaient un bulletin appelé *Le Postier affranchi*. J'allais oublier Henri Cellier, qui est aujourd'hui à SUD-Rail. Les débats allaient bon train dans tout le mouvement ; la plupart des questions politiques qui avaient été étouffées par le stalinisme étaient examinées de nouveau. « Les collectifs ouvriers étaient-ils des embryons de soviets ? » On reparlait de la gauche allemande, de l'AAUD et du KAPD ¹², le parti communiste ouvrier allemand, les vrais gauchistes, les gauchistes historiques...

Vers 1974, à l'occasion de deux grèves importantes, celle des postes et celle des banques, les copains les plus lucides – ceux dont je viens de parler – ont fini par constater que les collectifs ouvriers ne servaient à presque rien dans les grèves : ceux qui décidaient, c'étaient les syndicats. Les grèves étaient commencées par les syndicats, gérées par les syndicats, terminées par les syndicats. Il y avait toujours moyen de faire un petit peu quelque chose dans les entreprises et les centres de tri, mais rien de déterminant. Un débat dans l'ORA s'est donc amorcé pour changer de position, c'est-à-dire pour commencer à investir des militants dans le mouvement syndical, indépendamment des collectifs ouvriers qui, pour la plupart, disparaissaient assez vite... Ces débats – et des questions théoriques : certains parlaient de synthèse entre le marxisme-léninisme et l'anarchisme ou d'un nouveau concept dit « dictature antiautoritaire du prolétariat » – ont déclenché une scission ¹³ : l'Organisation communiste libertaire (OCL), très affaiblie aujourd'hui,

ibid., p.103) ; ce qui aboutit à la séparation d'avec la FA au congrès de Limoges en mars 1970.

12. Le KAPD (parti communiste ouvrier allemand) fut créé en 1920 à la suite d'une scission (60 000 sur 110 000 membres) intervenue dans le parti communiste allemand (KPD) sur une position « très gauche », en l'occurrence le refus de participer aux élections et de s'allier avec la petite-bourgeoisie. (C'est contre eux que Lénine écrira *Le Gauchisme*, dont Görter contestera les conclusions dans une *Réponse à Lénine*, rééditée dans les années qui ont suivi Mai 68.) L'AAUD (Union générale des travailleurs d'Allemagne) est un rassemblement de conseils d'usine proche du KAPD.

13. À la relecture, Jacques Toublet ajoute : « Il y a peut-être eu des causes moins théoriques à la scission. Ainsi, l'un des protagonistes de cet éclatement – dont le

et, sur la nouvelle orientation, l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL) – qui deviendra Alternative libertaire. Ces derniers ont alors fait la « tournée des popotes » pour tenter des rapprochements. L'incompréhension de nombreux anarcho-sindicalistes sur l'évolution de ces copains (et peut-être des questions de génération) ont fait que l'Alliance et l' UTCL n'ont pas fusionné – on peut peut-être, aujourd'hui, le regretter... Depuis, nous avons néanmoins réussi à faire des choses ensemble. En soutien à la lutte antifranquiste, par exemple, lorsque Puig-Antich a été garrotté ou que deux militants basques, Garmendia et Otaegui, ont été assassinés. À l'Alliance, nous étions en rapport avec Frente libertario, une tendance de la mouvance espagnole, dont l'un des animateurs principaux, Fernando Gomez-Pelaez, était correcteur aux dictionnaires chez Larousse ; avec cette tendance, nous avons constitué une association de défense nommée Comité Espagne libre, dont le président était mon ami et camarade Alain Pécunia – dans notre comité d'honneur, nous avons André Devriendt, secrétaire du syndicat des correcteurs, et Eugène Descamps, secrétaire de la CFDT. (Soit dit en passant, tant que ce dernier est demeuré aux affaires, la CFDT est restée sur une ligne de gauche ; lorsqu'il est tombé malade, la dérive a commencé...) On était sans cesse forcés de faire des actions publiques au sujet de l'antifranquisme, et nous avions l'espoir que la CNT pourrait se reconstituer dès la disparition du dictateur et retrouver au moins une partie de sa force – avec René Berthier ¹⁴, je suis allé à Madrid rencontrer des militants libertaires qui commençaient à réapparaître. Enfin, je n'entre pas dans les détails parce que pénétrer dans le mouvement espagnol, c'est comme aller dans un labyrinthe dont on ne sort jamais.

nom importe d'autant moins qu'il devait être faux – se trouve être celui qui apporta au local de la Ligue communiste, à laquelle il avait adhéré après l'implosion de l'ORA, l'objet qui servit de prétexte formel à l'interdiction de cette organisation. En outre, quelque temps après la scission, nous étions allés musarder avec deux ou trois copains à la fête de Lutte ouvrière. Quelle ne fut pas notre surprise d'y voir une ancienne militante de l'ORA, qui avait été responsable des relations internationales, en train de faire cuire des frites... Et avec tant d'attention qu'elle ne voyait pas les signes que nous lui faisons ! Nous en avons conclu que le ministère de l'Intérieur, Lutte ouvrière, et peut-être d'autres s'étaient occupés de l'ORA, cette organisation dont le développement ne leur seyait guère. »

14. Auteur d'ouvrages politiques, dont un sur le conflit israélo-arabe et la Palestine, René Berthier est l'actuel responsable de la CGT-correcteurs.

Pour revenir à l'Alliance syndicaliste, c'était un courant proprement syndicaliste dont je faisais partie avec quelques autres, et qui a duré jusqu'en 1980. Il y a eut beaucoup de travail de fait, du travail d'opposition, de création de syndicats ou de structures interprofessionnelles. Par exemple, nombre de copains de l'Alliance ont participé à la création du Sycopa, le syndicat parisien du commerce, qui vient de quitter la CFDT.

— *L'Alliance syndicaliste fonctionnait comme une tendance ?*

— Oui, une tendance anarcho-syndicaliste : l'idée était de constituer une coordination des syndicalistes révolutionnaires dans les syndicats, et d'élaborer une politique commune ou convergente, entreprise qui s'est révélée, en fait, extraordinairement difficile. On ne manquait pas d'illusions à l'époque, mais on s'est heurté au fait que beaucoup de militants étaient d'abord des militants de leur confédération avant d'être des militants libertaires ou anarcho-syndicalistes, ou syndicalistes révolutionnaires. Nous avons découvert ce « nationalisme confédéral » en particulier avec les camarades de Force ouvrière, surtout implantés dans la Gironde et la Loire-Atlantique, qui étaient d'abord des militants de Force ouvrière, dont l'objectif était de promouvoir et de défendre Force ouvrière sans le moindre esprit critique. Leur objectif réel était que le plus de militants possible de l'Alliance entrent à FO. Or, quasiment aucun soixante-huitard libertaire ne voulait se syndiquer à Force ouvrière, pour des raisons qui, à l'époque, étaient évidentes : FO conduisait, dans la plupart des secteurs et des entreprises, une politique épouvantablement droitière. Presque tous les militants qui se reconnaissaient peu ou prou dans le mouvement de Mai 68 entraient à la CFDT, qui apparaissait comme la plus progressiste. Concrètement, dans les luttes ou les revendications, elle l'était d'ailleurs à ce moment-là, jusqu'à l'arrivée d'Edmond Maire, avec qui l'inflexion droitière s'est amorcée. Il y a eu alors une rupture avec les anarcho-syndicalistes supposés de Force ouvrière, qui étaient très proches des lambertistes de l'OCI ¹⁵. Sans doute existait-il, à l'époque, une sorte de pacte entre les deux groupes, et quelques « anarcho-syndicalistes » espéraient améliorer leur rapport de forces en s'appuyant sur un regroupement comme l'Alliance.

15. Parti trotskyste, l'Organisation communiste internationale se proposait de constituer, avec les autres partis de gauche, un « front unique ouvrier ».

— *Il y avait combien de personnes à l'Alliance ?*

— Cent à cent cinquante, ça dépendait des moments. La plupart sont à la CNT maintenant, ou à SUD, enfin ceux qui militent encore... Dans la région parisienne, l'Alliance avait quelques militants dans les services municipaux, qui ont créé une union locale CFDT dans les 8^e et 9^e arrondissements. [...] Quelques camarades de l'Alliance militaient aussi à l'Union locale (UL) de la CFDT du 10^e ; pendant le conflit du *Parisien libéré*, de 1975 à 1977, ils ont donné divers coups de main aux copains du livre. Dans les Hauts-de-Seine, au début des années 1970, l'Alliance et l'ORA, qui fonctionnaient ensemble dans ce secteur, ont obtenu une bonne implantation, en particulier dans le secteur interprofessionnel, à partir des services, des enseignants et des métaux. Je me souviens qu'un camarade se déclarant libertaire, et qui fut secrétaire de l'Union départementale (UD) à Boulogne, se réjouissait que chacune des UL du département possédait un équipement technique et un collectif militant qui lui permettaient de soutenir activement les mouvements locaux. En outre, nous avons réussi à faire embaucher à l'UD, comme permanent technique, un vieux camarade espagnol, Antonio Barranco, qui se chargeait, entre deux tirages de tracts sur la machine offset du sous-sol, de la formation syndicaliste improvisée des militants qui venaient chercher du matériel... Dans le Val-de-Marne, le secrétaire de l'UD était sympathisant de l'Alliance ; il fut de tous les combats de l'Alliance et les militants de l'Alliance lui apportèrent tout le soutien possible dans les luttes du département ; je me souviens, en particulier, de la reprise de la production, durant une grève, d'une usine de fabrication de biscuits. Un des militants fondateurs de l'Alliance, Serge Aumeunier, ingénieur à l'Aérospatiale, fut longtemps trésorier ou trésorier adjoint de l'Union parisienne des syndicats des métaux (UPSM) de la CFDT. Serge et quelques-uns de ses copains, après qu'ils eurent été décentralisés aux Mureaux, firent un gros travail dans l'UD des Yvelines et les UL de la vallée de la Seine – à l'époque, un syndicat maison plus ou moins fasciste régnait à Simca-Poissy, la CFT. Le secrétaire et l'employée du syndicat du bâtiment local étaient adhérents de l'Alliance. Dans la santé et le social, l'Alliance avait beaucoup de contacts et quelques militants ; la plupart de ces derniers sont aujourd'hui à SUD-CRC-Santé-Social ¹⁶. Enfin, à partir des quelques correcteurs adhérents

16. CRC pour Coordonner-Rassembler-Construire.

de l'Alliance, René Berthier, Alain Pécunia, Thierry Porré, Pascal Nürnberg et moi-même, nous avons eu quelques rares contacts avec la CGT ou la CFDT dans le livre. Dans la région de Bordeaux, un groupe de copains qui travaillaient à la Société européenne de propulsion (SEP) décidèrent de quitter FO pour s'affilier à la CFDT – ce qui n'améliora guère les relations avec ceux qui s'y appelaient anarcho-syndicalistes. De proche en proche, ces copains réussirent une implantation dans les métaux et d'autres secteurs, comme l'enseignement. Puis quelques-uns d'entre eux ont obtenu des responsabilités à l'UD-CFDT de la Gironde, y compris dans son bureau.

Il est évident que, une fois membres du bureau de l'UD de Gironde, les camarades ont commencé un travail de sensibilisation sur divers thèmes du syndicalisme révolutionnaire, les revendications, évidemment, mais aussi sur le contenu de l'autogestion – mot d'ordre officiel de la CFDT depuis son congrès de 1970 – et de l'indépendance, alors qu'avec le parti socialiste on commençait à parler d'« autonomie engagée ». La majorité de la direction de la centrale commençait alors son inflexion pour essayer d'amener l'énorme masse de nouveaux adhérents – peut-être un demi-million –, plus ou moins influencés par les idées de Mai 68, vers la version syndicale de la démocratie chrétienne, qui était, comme on a pu le constater plus tard, son idéologie réelle, en tout cas de ceux qui, autour d'Edmond Maire et de la direction de la chimie, allaient conduire le tournant droitier. Les deux démarches ne pouvaient que se heurter... En plus, à plusieurs reprises, les copains avaient diffusé des tracts antimilitaristes dans les gares lors des départs des appelés du contingent.

Vers 1976, la direction de la Centrale a dissous le bureau de l'UD et renvoyé les militants dans leurs syndicats d'origine. Dans le même temps, le copain délégué syndical de la SEP, Vladimir Charov, fut licencié avec l'accord du ministère du Travail. Évidemment, nous avons fait le maximum de bruit autour de l'affaire. Peine perdue : la direction se moquait de tout ce qu'on pouvait dire, avec encore plus de mépris que les « stals » – en plus, comme souvent durant ces années-là, les autres courants d'extrême gauche voyaient l'exclusion d'un membre d'une chapelle voisine comme la disparition d'une concurrence. Ainsi les « cathos » ont pu appliquer sans trop de difficultés la bonne vieille technique du salamis à presque toute leur opposition. [...]

On voit combien l'échec de la construction de la CNT dans l'immédiat après-guerre a pu avoir des conséquences néfastes. Si les anarcho-syndicalistes, au lieu de se disputer sur des abstractions, avaient eu la conscience révolutionnaire de constituer une organisation syndicale minimale, même de quelques milliers de membres, ils auraient pu offrir ce recours à tous les syndicalistes combattifs qui se sont fait expulser des grandes confédérations après 1968. Cet échec historique nous est apparu avec encore plus d'acuité dans l'affaire d'Usinor, à Dunkerque.

Au tournant des années 1980, lorsque nous entrons en contact avec la section CFDT de cette grande usine, plus de dix mille personnes travaillent dans l'entreprise et la section représente plusieurs centaines de cartes et environ 30 % des voix aux élections professionnelles. C'est à la suite d'articles parus dans *Libération* que nous y allons. Nous rencontrons là-bas quelques-uns des sidérurgistes qui animent la section et qui ont des problèmes avec l'appareil de la CFDT. Dès les premiers moments, Serge et moi avons été très touchés par ces rencontres. Alors que, souvent, lors des prises de contact, nous nous lions avec la mouvance gauchiste (par exemple dans la santé ou l'enseignement), pour l'essentiel, les camarades que nous rencontrons à Dunkerque sont de purs produits de la classe ouvrière du Nord, aussi durs à la peine que solidaires dans l'épreuve. (Ils se méfiaient de nous, d'ailleurs.) Pour des raisons que nous n'avions pas perçues tout de suite, ces camarades gênaient, mais on pouvait deviner, par le récit qu'ils nous faisaient des ennuis qu'ils commençaient à avoir avec le syndicat local, l'UD du Nord ou la Fédération des métaux, qu'on allait leur faire un sort – sinon à tous, au moins à un certain d'entre eux, sûrement les plus actifs. Ils ne nous ont pas cru, quand on comparait leur situation à celles de Bordeaux, de Lyon-Gare ¹⁷ ou d'autres – ce n'était pas des militants oppositionnels mais des syndicalistes actifs, sans état d'âme concernant l'orientation et la direction de la CFDT. L'essentiel de leurs activités consistait à combattre leur patron. Plus tard, ils nous ont confié qu'ils n'avaient pas vraiment compris la campagne lancée par Edmond Maire contre les « coucous » – campagne qui était alors en phase très active. Les coucous, c'étaient les militants d'extrême gauche qui déposaient leurs œufs dans les nids de la CFDT – plus tard, ceux qui formeront

17. Lire Jorge Valero, *Ni Dieu ni Maire (De Charley aux moutons noirs)*, La Digitale, 1989.

SUD ou le CRC seront les « moutons noirs ». Les camarades d'Usinor ne croyaient pas que les coucous, c'étaient eux, tous ceux qui, pour une raison ou une autre, déplaissent aux démocrates chrétiens de la direction confédérale. À Usinor-Dunkerque, les camarades avaient un coucou (un sur dix mille) prénommé Frank, plus ou moins venu de la mouvance « mao-spontex », et, disaient-ils en riant, ils l'avaient « bien en main » ! Ils n'ont pris aucune précaution, bien que nous le leur ayons suggéré, pour se protéger contre l'orage qui arrivait. Par exemple, ils n'ont pas cherché à se constituer en syndicat d'entreprise, pour avoir un statut de personne morale ; ils sont restés en section syndicale. Aussi, lorsque les exclusions sont arrivées, dans la commission exécutive du Syndicat métallurgique de Dunkerque, ils ont été minoritaires – les bureaucraties savent organiser les majorités ! Un certain nombre de militants furent jetés de la CFDT comme des malpropres. Et Frank fut licencié...

Qu'allaient faire les sidérurgistes combatifs d'Usinor-Dunkerque pour continuer le bon combat ? La CGT ? Depuis dix ans, ils polémiquaient avec ses membres... Le groupe de militants expulsés nous a chargés d'explorer toutes les solutions possibles ¹⁸. À cet effet, je rencontrai même, à la Bourse, mon camarade Pepito Rosel, vieil anarchosyndicaliste espagnol, pour examiner un recours à FO – où il s'était réfugié dans les années 1950. (Après ça, ne me dites pas que je suis sectaire !) Peine perdue. Dans la région du Nord, nous ont informés les copains d'Usinor, FO-métaux c'est le RPR ! Ils ont refusé nos solutions et se sont lancés, avec comme seul appui un petit groupe d'anarcho-syndicalistes, dans la constitution d'un syndicat autonome, fièrement nommé Syndicat de lutte des travailleurs d'Usinor-Dunkerque (SLT). On ne peut s'étendre sur les innombrables difficultés qu'ils ont dû affronter, ne serait-ce que pour se faire connaître des travailleurs ¹⁹, puis pour

18. À la lecture, Jacques Toublet ajoute : « Si les copains d'Usinor avaient été aussi machiavéliques et malhonnêtes que le prétendaient leurs adversaires de la direction confédérale, ils auraient adhéré à Force ouvrière, simplement pour sauter l'obstacle, ou afin de gagner du temps pour voir venir. Mais sans doute étaient-ils trop sincèrement syndicalistes pour se livrer à de telles manœuvres. »

19. C'est le trésorier du SLT qui s'occupait, dans les fonderies, de collecter les mises pour les divers jeux, tiercé ou autres, comme cela se fait dans beaucoup d'entreprises – l'encadrement tolère de telles pratiques. Pendant sa tournée auprès des joueurs, il recueillait aussi les cotisations pour le SLT.

être reconnus comme représentatifs dans l'entreprise... En tout cas, ils ont obtenu la représentativité. Mais beaucoup se sont lassés et ont quitté l'entreprise. Nous les avons aidés, par des contacts ou une aide matérielle. Je me souviens que nous leur avons offert une machine SAM à imprimer les tracts – après l'exclusion, ils n'avaient plus rien, ni local, ni papier, ni machines, ni trésorerie... Il faut souligner combien nous étions démunis, avant l'apparition de SUD et la renaissance de la CNT. Nous n'avions rien en magasin à proposer aux camarades qui se faisaient jeter.

Ah ! J'oubliais : la véritable raison de la décapitation de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque, c'était évidemment la préparation de la modernisation de l'outil sidérurgique français, Dunkerque et Fos, qui allait s'accompagner de divers regroupements, de fusion et de nombreuses pertes d'emplois. La section, dans son état premier, aurait pu créer de vraies difficultés à l'actionnaire principal, à savoir l'État français. Un nettoyage préalable s'imposait, et la direction de la CFDT s'en fit la complice. Nous avons eu des contacts quelque temps auparavant avec Longwy et Thionville, la sidérurgie lorraine. Il y avait deux ou trois copains de l'Alliance dans le coin, qui travaillaient avec des camarades de l'OCL et d'autres personnes plus ou moins d'extrême gauche. Malgré la détermination de tous ces copains et des ouvriers lorrains à défendre leur boulot, toute leur résistance fut lestée par un terrible handicap : la volonté politique des employeurs de déplacer la fabrication de l'acier vers les ports et d'abandonner la Lorraine et sa « minette ». Les immenses usines de Longwy et de la région resteraient en l'état mais le minerai serait traité à Dunkerque. Parce qu'une vraie résistance était possible, il fallait détruire, démoraliser et chasser ceux qui étaient en capacité d'organiser cette lutte.

— *Est-ce qu'il y a une continuité entre l'Alliance syndicaliste et la CFDT, puis les mouvements qui sont issus de la CFDT ?*

— Les camarades de l'Alliance, comme les autres libertaires qui étaient à la CFDT, faisaient partie de l'opposition. Cette opposition, plurale et qui s'est peu à peu coordonnée, a réussi, par exemple en 1988, à organiser à Paris un rassemblement du 1^{er} mai avec la CGT et quelques autres. Cette coordination et cette initiative commune sont la cause profonde, selon Élisabeth Claude, des mises sous tutelle des « moutons

noirs » de 1988, qui ont abouti à la création du CRC-Santé-Sociaux et de SUD-PTT. Alors que la cause apparente, ce sont les grèves des “ camions jaunes ” aux PTT et des infirmières de la Coordination ²⁰.

20. À la lecture, Jaques Toublet ajoute : « Renseignements pris, voilà comment les choses se sont passées. On apprend, début 1988, que Le Pen va organiser un défilé pour le 1^{er} Mai. Comme vous savez, un des éléments constitutifs du fascisme, c'est la reprise et le détournement des symboles et des manifestations du mouvement ouvrier. L'inflexion que semblait vouloir donner Le Pen à son parti – passant ainsi de l'idéologie petit-blanc au fascisme social – nous a beaucoup inquiétés. Divers secteurs de l'extrême gauche ont lancé une pétition nationale appelant à l'organisation d'un 1^{er} mai unitaire contre les menaces de fascisation. Or, entre les confédérations, l'heure était à la complète division... Diverses initiatives et tractations entre les protagonistes possibles ont lieu, qui se concluent par les dispositions suivantes : les organisations “unitaires” – celles qui se reconnaissent dans la pétition, dont le Syndicat des correcteurs – manifestent d'abord dans le cortège appelé par la CFDT et le PS, puis se dirigent vers la place la Bastille, où la CGT appelait à se rassembler. Le local du Syndicat des correcteurs, à la Bourse, a servi de lieu de rencontre entre le service d'ordre des “unitaires”, surtout des copains des PTT et l'équivalent à la CGT, pour préparer la fusion des deux cortèges et éviter les incidents, toujours possibles entre les groupes de gros bras. Sur le terrain, le détournement d'une partie du cortège CFDT et PS a très bien marché, hormis quelques problèmes avec Cambadelis et ses nervis. Toute cette cavalcade n'a guère plu à la direction de la CFDT, on s'en doutait. Mais elle était encore plus fâchée que nous ne le pensions... Quelques mois plus tard, au congrès de Strasbourg, Edmond Maire appelait à se séparer des “moutons noirs”. Dès la semaine qui a suivi le congrès, l'appareil confédéral a “mis sous tutelle” un certain nombre de militants et d'organisations. Concept peu syndicaliste et non statutaire, la “mise sous tutelle” signifiait que celle et ceux qui en étaient frappés devaient demander l'autorisation à une instance supérieure pour faire quoi que ce soit ; c'était en matière de syndicalisme ce qu'était l'*imprimatur* en matière d'édition... En outre, les directions “orthodoxes” ont écrit à certains employeurs pour leur signifier qu'à dater de tel jour les militants dont les noms suivaient n'avaient plus de mandat ; lesdits employeurs comprennent immédiatement le message et en profitèrent pour licencier sans tarder les personnes désignées. Les secteurs les plus frappés furent les PTT et les syndicats de la santé et du secteur social, surtout dans la région parisienne. Chacune des deux branches a réagi en fonction de sa situation propre ; les camarades des PTT, très inquiets de la proximité des élections professionnelles de mars 1989, ont décidé de sauter le pas en constituant de nouveaux syndicats dès 1988. Les seconds ont essayé de contester la décision de la direction par la voie statutaire, sans aucun succès, puis ont créé de nouveaux syndicats en mai 1989. »

[Sur ce débat, lire notamment Renaud Sainsaulieu, *La Contestation pragmatique*

Que peut-on dire encore de l'Alliance syndicaliste ? Une des choses les plus originales que nous ayons inventées, c'est la pratique de la « contre-fraction ». Qu'est-ce qu'une contre-fraction ? Dans une organisation syndicale où des fractions politiques tentent de monopoliser les postes de direction, c'est proposer aux adhérents de constituer une structure plus ou moins clandestine d'opposition avec comme objectif de rétablir la démocratie et le pluralisme syndicaux. Dans cette contre-fraction, les anarchosyndicalistes sont le noyau et ils s'emploient sans cesse à développer la surface de la contre-fraction, en faisant appel à tous ceux qui veulent que le syndicat appartienne aux syndiqués et non au PCF ou à la LCR ou encore à la social-démocratie chrétienne. Il ne s'agit nullement d'une fraction anarchiste (elle n'a pas de programme anarchiste) mais d'une plate-forme de rétablissement de la démocratie, des élections pour les postes de responsabilité, des assemblées générales pour gérer les luttes et discuter des accords ²¹.

— *Quels ont été les effets du programme commun et l'arrivée des socialistes au pouvoir ?*

— C'est difficile à expliquer dans le détail. À la victoire électorale de Mitterrand, on a tous pensé que c'était fini, pour un certain temps...

dans le syndicalisme autonome : la question du modèle SUD-PTT, L'Harmattan, 1999 ; et un point de vue complémentaire comme celui de Pierre Khalfa : « SUD-PTT est né à la fin de l'année 1988. [...] les divergences avec la direction de la CFDT s'amplifiaient jour après jour, portant tant sur les pratiques syndicales que sur la conception même du syndicalisme. Une grève aujourd'hui bien oubliée, celle des conducteurs des camions jaunes de La Poste, sert de détonateur à la crise. La direction de la fédération CFDT-PTT condamne une grève soutenue par son union régionale. Devant le refus de cette dernière d'accepter cet oukase, la direction de la CFDT sanctionne les responsables des syndicats d'Île-de-France en les démettant de leurs mandats. Ces derniers décident de ne pas renoncer à leur combat syndical et créent SUD » (« SUD : une tentative de rénover le syndicalisme », *Le Passant ordinaire*, juin 2001-août 2001, n° 35).]

21. À la relecture, Jacques Toublat ajoute : « En lisant une épreuve de l'interview, Élisabeth a insisté sur le fait que la contre-fraction pouvait permettre de ne pas tomber dans le fonctionnement systématique majorité contre minorité, c'est-à-dire d'être aussi critique vis-à-vis de la minorité. Elle a conclu que, dans le secteur de la Santé, au nom du principe de l'unité de la minorité, les libertaires avaient trop suivi la LCR. »

On avait perdu partout... Beaucoup de camarades avaient été exclus ou « renvoyés à la base » ; par exemple, les camarades de la chimie de Grenoble n'avaient plus de responsabilités. Les camarades qui étaient à l'UD des Hauts-de-Seine en avaient eu marre. Le secrétaire de l'UD du Val-de-Marne, qui avait abandonné son mandat et s'était fait embauché par l'Agence pour l'économie d'énergie, avait arrêté la lutte. Serge Aumeunier venait de perdre son mandat à l'UPSM. Le copain qui était secrétaire du syndicat du bâtiment de Versailles avait non seulement été viré de la CFDT mais n'avait plus de travail. Il y en avait d'autres... Enfin, beaucoup de secteurs de l'opposition, en particulier ceux où se trouvaient les anarchosindicalistes, avaient été laminés. Mais pas tous. Il y avait encore des copains dans les Postes, comme Alain Sauvage (accrédité à SUD parisien), qui était à la Fédération anarchiste...

Il y a eu une période où on a été, d'une certaine manière, laminés par le programme commun. Votre génération n'a pas connu l'espoir parfaitement illégitime et totalement illusoire du programme commun. Mais les gens y croyaient, au programme commun. Enfin la gauche était unie, tous s'étaient mis d'accord, et on allait gagner, pensaient-ils...

— *Il y avait quand même eu la désillusion des législatives en 1977*²².

— Oui, la désillusion avait été énorme... Le problème c'est que les gens vivent d'illusions. Chez les correcteurs, nous avons refusé de signer le programme commun. Il a fallu défendre ça à la CGT, au cours d'un congrès confédéral. C'est moi qui suis monté à la tribune. J'ai essayé d'expliquer, c'était laborieux : « Il n'est pas dans la nature des syndicats de se lier les mains en signant des programmes politiques... » Les personnes présentes te regardent en pensant visiblement : « Qu'est-ce que c'est que cet hurluberlu ! » Ce n'était même pas perçu comme une opinion politique, ou comme une divergence. C'était le bruit d'un fou : « Qu'est-ce qu'il a celui-là ? Il est malade, ça ne va pas, il faut qu'il arrête ! » C'était extraordinaire... Il était pourtant évident que la seule chose à faire c'était d'entrer dans le débat, ce que les gens ne faisaient pas. Ils croyaient pour la plupart, avec la foi du charbonnier, que la gauche, une fois au pouvoir, résoudrait la question du chômage, ren-

22. Les élections législatives de 1977, qui n'ont pas permis la victoire attendue de la gauche, ont contribué à la réactualisation du programme commun.

forcerait les droits des travailleurs, rabaisserait le caquet des patrons, impulserait la démocratie économique et même – pour ceux qui étaient d'innocents patriotes, comme beaucoup de copains de la base du PC – rétablirait le prestige de la France, patrie des droits de l'homme et *tutti quanti*. Comme vous avez pu le constater, la gauche au pouvoir a fait exactement le contraire de ce que je viens d'énumérer.

En 1978, le PC s'aperçoit qu'il est en train de se faire plumer – les socialistes plumaient la volaille communiste –, qu'il va devenir minoritaire. Il tente alors de casser le processus par ce que le PC a appelé « la réactualisation du programme commun » – pour stopper la machine qui dérape. Trop tard, le mythe « programme commun », incarné dans les masses du peuple de gauche, est devenu une force matérielle ; en paraissant s'y opposer pour les queues de cerise du nombre de nationalisations, les stals se sont coupés des réformateurs raisonnables. (En Mai 68, ils s'étaient coupés de la jeunesse révoltée. Ça fait beaucoup de monde en si peu de temps !) [...]

— *Comment analyses-tu la stratégie syndicale de la CGT en France ?*

— Oh ! je ne sais pas. Peut-être la direction et les centaines de permanents veulent-ils juste protéger l'appareil et leurs emplois ; peut-être ne s'agit-il que d'une stratégie de survie... Ils ont donc besoin de s'intégrer à l'Europe, à la Confédération européenne des syndicats (CES)²³ – qui les fera accéder aux subventions de l'Union européenne²⁴. Mais que vont-ils peser dans la CES ? Que pensent de tout cela les vieux sociaux-démocrates qui, j'imagine, les voient venir ? [...] En résumé, il s'agit peut-être d'une orientation intelligente du point de vue de l'appareil.

23. Pour une analyse de la construction syndicale européenne, lire Corinne Gobin *L'Europe syndicale. Essai sur le syndicalisme et la construction européenne à l'aube du XXI^e siècle*, Labor, 1997.

24. À la relecture, Jacques Toublet ajoute : « Sur l'évolution des Commissions ouvrières espagnoles, j'ai demandé à José Maria Olaizola pourquoi les secteurs critiques ne constituent pas une nouvelle confédération en Espagne, puisqu'il n'existe aucun espoir de redressement maintenant que sa direction est passée à droite et va même jusqu'à attaquer le parti communiste espagnol, bien mal en point lui aussi. Eh bien, selon José Maria, ils ne le font pas parce qu'il leur faudrait repartir de zéro, c'est-à-dire sans locaux, sans subventions, sans rien, comme ils ont déjà dû le faire après la scission de la CNT. Ces camarades des secteurs critiques militent avec des facilités dont ils ne pourraient se passer... »

Sans doute cynique mais intelligente. Si c'est la préservation de l'appareil qui est l'objectif, ça se comprend. Mais, d'un point de vue syndicaliste ou avec comme objectif la constitution d'un parti socialiste de gauche – ce qui pourrait être l'évolution positive du PCF –, c'est stupide : avec tout ce qui se passe en ce moment, s'ils prenaient la tête des actuels mouvements sociaux, ils auraient un succès fou... SUD s'est entièrement développé sur leurs carences.

Il ne faut pas oublier que, pour les gens comme moi ou comme Thierry Renard ²⁵ – c'est-à-dire les camarades qui sont vraiment issus de Mai 68 et qui ont été formés à cette période-là –, la CGT était droite. L'extrême gauche s'est développée sur la gauche de la CGT et de la CFDT. Naguère, les stals combattaient cette implantation avec acharnement : rien ne devait peser à leur gauche. Mais aujourd'hui, les camarades du parti communiste sont devenus suffisamment myopes pour laisser se développer quelque chose à leur gauche... Il est vrai que l'intégration à l'Europe et à la CES suppose des orientations modérées. Soutenir en même temps les « aventuristes » du mouvement social impliquerait un vrai grand écart. Auparavant, les stals savaient faire cela, un discours révolutionnaire, des gestuelles à la bolchevik qui coexistaient avec une collaboration plus ou moins discrète avec les pouvoirs publics ou le patronat. Comme pendant la période gaulle... ou en Mai 68. Mais je crois qu'ils ont perdu beaucoup de la culture bolchevique.

J'ai connu quelques vieux militants syndicalistes du parti, notamment un gars du papier-carton qui vient de partir à la retraite. Il fallait entendre la culture de cet homme ! Alors que ceux qui sont en place maintenant... ce sont des sociaux-démocrates qui ne sont plus ni démocrates ni pluralistes. Qui n'ont aucune des qualités des socialistes, comme l'acceptation d'une certaine démocratie interne et du pluralisme. Mais ils n'ont plus aucune des qualités des staliniens non plus, comme le dévouement ou l'esprit de classe. Il n'y a plus rien du tout, c'est juste l'appareil qui compte... J'ai un vieux copain du PC, avec qui je me disputais beaucoup autrefois. Les événements et le temps passant, on se dispute moins. On a même fini par discuter et je lui ai demandé

25. Membre d'Alternative libertaire, Thierry Renard est un des fondateurs de SUD-PTT. (Lire *Syndicalement incorrect. SUD-PTT, une aventure collective*, Annick Coupé et Anne Marchand (dir.), Syllepse, 1998.)

récemment : « Alors, qu'est-ce que tu penses du parti ? » et il m'a dit : « C'est fini, c'est n'importe quoi, c'est une catastrophe, c'est plus rien ! »

— *C'est la raison du renouveau des libertaires ?*

— Ça me paraît logique ; ça correspondrait à la situation objective. Pourquoi le mouvement libertaire en France a-t-il disparu ? Il a été dévoré par le mouvement bolchevique puis stalinien. Ce sont des libertaires qui donné naissance au mouvement communiste dans le mouvement ouvrier français, où la sensibilité révolutionnaire était très majoritairement libertaire, faite par des anarchosyndicaliste et quelques blanquistes ²⁶. Ces libertaires croyaient que la Révolution russe était une vraie révolution socialiste, égalitaire, etc. C'est d'ailleurs terrible de penser à toutes les tentatives de résistance, de réorganisation pour remonter le courant : durant toute la période de l'existence de l'Union soviétique, ça n'a jamais rien donné. Si les Espagnols ont résisté pendant un temps, c'est parce que leur implantation était très antérieure à la Révolution russe et qu'ils ont su, à la différence des Français, résister à ses sirènes. Tout ce qui a été fait en France, en Italie, etc., pour résister aux communistes tant que l'Union soviétique existait a duré n'a produit que de tout petits groupes. Que va-t-il se passer maintenant ? Je ne sais pas, j'espère... Mais si on essaie de raisonner en termes historiques, il est impossible de penser que l'utopie socialiste, l'utopie révolutionnaire va disparaître. Il faut tout ignorer de l'histoire populaire pour croire que l'espoir de changement, l'aspiration à l'égalité et à la liberté vont disparaître des consciences humaines... Ça prendra sans doute des formes différentes et du temps mais quelque chose va renaître...

— *Tu penses que le mouvement social des années 1990 ou des collectifs comme ATTAC vont dans cette direction ?*

26. C'est le cas par exemple des syndicalistes révolutionnaires du groupe de *La Vie ouvrière* (comme Monatte, Rosmer, Monmousseau et Sémard) qui, avec le soutien des militants, entrent au PCF, écrivent dans *L'Humanité*, etc., éprouvant ainsi, entre l'arrivée des bolcheviks au pouvoir et la mort de Lénine, l'impossible synthèse entre les aspirations révolutionnaires du syndicalisme d'action directe des années 1900-1910 et celles d'un bolchevisme vu à travers le prisme d'un militantisme réprimé au nom de la dictature du Parti.

— Je ne suis pas d'accord avec mes camarades libertaires qui condamnent ATTAC. Les copains critiquent cette initiative parce qu'elle n'est pas révolutionnaire, parce qu'elle ne remet pas en cause le régime capitaliste mais seulement quelques-uns de ces excès, etc. Bref, le vieux discours critique du maximalisme – qui a un grand écho parmi la population, comme vous le savez. Je trouve très bien que des gens se reconnaissent dans cette histoire d'ATTAC. Leur adhésion, au-delà de la question de la viabilité de la taxe Tobin, correspond à une pensée critique, plus ou moins formulée, du capitalisme. Il s'agit d'une protestation, en termes de masse, contre la sauvagerie inhumaine du libéralisme ; c'est une attaque contre la pensée unique qui promeut la liberté sans entraves des capitaux et le droit absolu des propriétaires. Ce n'est pas, à proprement parler, révolutionnaire. Mais c'est contestataire, c'est une manière réformiste de combattre le capitalisme : on sait bien qu'une façon de contester le droit au capitalisme d'exploiter les gens d'une manière éhontée consiste à introduire des droits sociaux. ATTAC, c'est la renaissance, peut-être, d'un vrai mouvement réformiste. Ce sont d'ailleurs de vieilles idées, je me souviens d'avoir vu ça dans *Le Monde diplomatique* il y a dix ans.

Qu'est-ce qui peut développer la conscience révolutionnaire des gens ? Les libertaires influencés par l'ultra-gauche pensent que le mouvement révolutionnaire doit combattre prioritairement le réformisme, un peu à la manière de la troisième période de l'Internationale communiste. Les camarades des diverses organisations de la gauche allemande ont pu apprécier la pertinence de cette orientation dès le 30 janvier 1933, avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir... Pour ma part, je pense au contraire qu'une mouvance réformiste – une mouvance réformiste réelle, ce que ne sont pas les partis actuels de la gauche – peut aider à la prise de conscience anticapitaliste ; et qu'elle n'est nullement contradictoire avec l'idée de révolution sociale : ça affaiblit le capitalisme, ça décrédibilise les spécialistes en économie auprès de l'opinion publique, ça permet d'influencer des gens pas prêts à accepter les idées révolutionnaires.

— *Dans le mouvement social, est-ce que vous avez développé des contacts avec des universitaires ou des chercheurs ?*

— Assez peu, en dehors de ceux qui voulaient faire une étude sur le syndicat des correcteurs. Pendant quelques mois, vers 1972 ou 1973, l'Alliance syndicaliste a travaillé avec Groethendick, grand savant qui venait de créer avec d'autres mathématiciens un comité international contre l'armement nucléaire et une revue nommée *Survivre* – c'était le début du mouvement écologiste. La critique renouvelée du capitalisme que nous y voyions nous intéressait beaucoup. Malheureusement, les choses se sont très mal passées... Comment dire ? Celui qui s'occupait de Groethendick, c'était Antonio Barranco, le vieux camarade espagnol dont je parlais tout à l'heure. Or Antoine – nous avons francisé tout de go son prénom – militait depuis les années 1930 : il avait été celui qui avait signé, au nom de la CNT pendant la Révolution, le document qui collectivisait le chemin de fer de Valence à Teruel, où il travaillait et où il était responsable syndical. Ensuite, il participa à l'organisation de l'autogestion ferroviaire, puis, après la défaite, il est resté pour reconstituer l'organisation syndicale détruite. Pendant les années noires de la Seconde Guerre mondiale, quand les franquistes se croyaient tout permis parce qu'ils pensaient que les hitlériens étaient en train de gagner la guerre, il avait été trésorier du comité national clandestin de la CNT de l'intérieur et ne s'est exilé que vers 1946 ou 1947. Son expérience sociale et politique était à la hauteur de cette activité. Les rapports avec Groethendick, disait-il, étaient très difficiles. Antoine répétait sans cesse : « C'est un grand savant mais, en politique, c'est un enfant... » Sans aucun doute, en matière politique et sociale, Groethendick, plongé dans les mathématiques depuis son adolescence, n'en connaissait pas plus qu'Antoine en statistiques de haut niveau. Le savant n'a pu supporter ce vieil homme, cet ouvrier qui n'arrêtait pas de lui faire remarquer, le plus gentiment du monde, à lui qui rapportait plus de dix mille francs de chacune de ses conférences aux États-Unis et qu'on en censait comme un des plus grands mathématiciens vivants, que telle chose, en matière sociale, était faisable et telle autre quasi impossible. C'était l'après-68, le temps de l'illusion lyrique... En tout cas, un beau jour, Groethendick a rompu avec Antoine et l'Alliance. Apparemment, le grand savant, soudain touché par la grâce de la contestation, et le vieil ouvrier révolutionnaire ne pouvaient s'entendre ni même se supporter. Chez beaucoup d'intellectuels demeure encore le sentiment de la supériorité et de l'infaillibilité des clercs, ceux qui étaient chargés par Dieu de porter la vérité au peuple...

Il y a quelque temps, lors d'un débat organisé par Alternative libertaire, un sociologue que je ne connaissais pas nous a rejoué le même air de supériorité suffisante. Dans je ne sais quel document, les copains d'Alternative font référence à la spontanéité sociale. Et quelqu'un de l'assistance, le genre prof donneur de leçons, celui qui vérifie en permanence l'état des connaissances, pour le bien de ses demeurés d'élèves évidemment, a commencé à la ramener : « Qu'est-ce que vous appelez la spontanéité ? Qu'est-ce ça veut dire ? Comprenez-vous ce que vous dites ? » Je commençais à sentir la moutarde me monter au nez et je me suis retenu de lui demander s'il n'avait jamais ouvert un livre sur la Révolution russe et la constitution des soviets. Mais je n'ai rien dit parce que je n'étais pas organisateur. Si un jour j'en ai l'occasion, je lui offrirais bien *Les Soviets en Russie. 1905-1921*, paru chez Gallimard il y a quelques années ²⁷. Quand les libertaires parlent de spontanéité, c'est à ce genre d'expériences historiques qu'ils font référence. Lorsque les soviets sont apparus, lors de la révolution de 1905, aucune organisation politique n'avait prévu que les ouvriers russes et plus largement la population allaient donner naissance à ces conseils de députés ouvriers qui se présentaient comme une nouvelle forme politique. C'était bien l'expression d'une certaine spontanéité sociale. J'ai trouvé tout à fait désagréable d'entendre ce genre de remarques et le ton sur lequel elles étaient proférées. (C'était de cette manière qu'on s'adressait aux anarchistes avant la chute du mur de Berlin, en laissant entendre que nous étions libertaires parce que nous étions stupides ou ignorants, ou les deux à la fois. Tous les marxistes nous disaient, plus ou moins ouvertement : « En fait, vous êtes des cons ! »)

C'est aussi ce que faisaient la plupart des trotskistes, qui ont toujours été très suffisants, très donneurs de leçons, très faussement érudits. Nous étions « la préhistoire du mouvement ouvrier », m'a dit l'un

27. Cet ouvrage d'Oskar Anweiler, traduit de l'allemand par Serge Bricianer, fut publié chez Gallimard en 1972. Selon son préfacier, Pierre Broué, trotskiste bien connu et peu porté à la spontanéité : « C'est en effet le mouvement propre – et largement indépendant de toute théorie – des travailleurs russes qui les a portés à construire puis à généraliser leur soviets. [...] Il est particulièrement important de constater que ni les mencheviks – et encore moins les bolcheviks – ni quelque autre courant n'avaient pressenti, dans ces conseils de députés ouvriers qui se répandaient dans l'immensité de l'empire des tsars en 1905, un phénomène radicalement nouveau. »

d'eux un jour. Sans doute se voyaient-ils comme l'avenir, après les staliniens... les innocents ! Depuis 1989, ils en ont rabaisé un peu. Enfin, la spontanéité, c'est la réapparition des libertaires pendant Mai 68. Pourquoi ça apparaît ? pourquoi c'est réapparu ? Moi j'en sais foutre rien ! Un jour, il y a un drapeau noir qui est apparu, et un autre, puis des centaines de gens portaient des drapeaux noirs. Après, il y avait autant de drapeaux noirs que de drapeaux rouges, sinon plus... Et aussi, il y a eu beaucoup de mouvements libertoïdes, para-libertaires, notamment chez les ouvriers, avec les comités d'action. C'était énorme. Dans la moitié des entreprises de la région parisienne peut-être, il y avait un comité d'action qui s'était formé. Ces gens qui s'agitaient en même temps, c'est incontrôlable, absolument incontrôlable ! Et c'est à ce moment-là que ça se passe, on ne sait pas vraiment pourquoi. Alors qu'à l'origine, il s'agissait d'un noyau extraordinairement faible ! Beaucoup d'historiens font comme s'il n'y avait eu que des communistes dans le mouvement de Mai 68 – trotskistes et maoïstes pour, staliniens contre. En fait, ça a été un grand mouvement de spontanéité sociale, l'aspiration de millions de gens à la démocratie directe et à l'autogestion – même si quelques-uns se sont servis de ce mouvement pour devenir des hommes d'État !

*Propos recueillis par Franck Poupeau & Pierre Rimbert
Automne 2000*



PERSPECTIVES MILITANTES

- Les multiples visages de la révolte globale
& la face assassine de Big Brother,
par Serge Q., marcheur de Gênes p. 106
[<no-g8-fr@samizdat.net>, Saturday 28 Jul 2001]
- Un air de carnaval & de révolution,
par *John Jordan & Jennifer Whitney* p. 115
- Critique des « Mc Protests »,
par *Naomi Klein* p. 123
[« Talk to your neighbour ; it's a start »,
Wednesday 02 May 2001]
- De nouvelles cibles,
par *Michael Albert* p. 126
[www.zmag.org/CrisesCurEvts/Globalism/new_targets.htm]

Les multiples visages de la révolte globale & la face assassine de Big Brother, par Serge Q., marcheur de Gênes

Une image pourrait rester comme un symbole de ce qui s'est passé à Gênes du 19 au 22 juillet 2001 : à un moment de la manifestation dite des immigrés (où l'immense majorité des manifestants n'en étaient pas), la foule qui défilait dans une rue descendant d'un coin de la vieille ville vers le front de mer s'est mise à taper contre un des murs de containers dressés par Big Brother en de nombreux points de la ville (il s'agissait en l'occurrence, de « protéger » les installations de la foire où logeait l'armée policière). C'était joyeux et triste à la fois. Joyeux parce que tout le monde, punks à crinières et profs à lunettes, vieux représentants de la culture ouvriériste et jeunes ultrapiercés, porteurs de banderoles et individus sans appartenance revendiquée, tout ce monde qui parlait tant de langues d'Europe et d'ailleurs en avait trouvé une commune : frapper en cœur ce symbole de la paranoïa des puissants. Tous ensemble, on cognait, et il n'y avait pas encore eu de mort ni de sang sur les murs ni de tortures dans les commissariats, pas une seule lacrymo tirée et les premières appréhensions, la peur que pas assez de monde n'arrive, l'annonce de trains annulés et de bateaux grecs refoulés, tout cela s'était dissipé, il n'y avait que des chants et des drapeaux, et le plaisir d'être si nombreux. C'était triste parce que nos poings cognaient du fer, du fer inébranlable. [...]

Pour bien comprendre ce qui s'est passé à Gênes en ces jours de colère, il faut essayer de se représenter une ville aux avenues immenses et vides, avec une population réduites à quelques unités apparaissant fugitivement aux balcons ou, plus rarement, au coin des rues, avec tous les commerces fermés, pas un bistrot, pas une alimentation, très peu de voitures : un après-midi du 15 août imposé pendant quatre jours par l'arrivée des chefs du monde. Avec le

défilé incessant des véhicules de police en tout genre, blindés compris. Avec les grilles de type New Jersey (appellation officielle) et les flics en robocops barrant les rues de la zone rouge. Avec, obsédant, nuit et jour, le bruit des hélicos au-dessus de nos têtes. Avec, partout où se pose le regard, des caméras, des appareils photos et des micros : ceux des médias mondiaux, ceux des flics, ceux des manifestants s'entre-filmant et s'entre-photographiant. C'est sur ce grand théâtre vidé par le battage sécuritaire-médiatique, dans ce loft paranoïde aux dimensions d'une ville, dans ce haut lieu d'expérimentation des techniques de surveillance, de répression et de terreur que se sont déroulées les scènes retransmises par les écrans planétaires. On ne pourra en saisir le sens qu'après les avoir replacées dans ce cadre.

LES TUTE BIANCHE

Mouvement très peu connu en France, issu de ces centres sociaux dont la société officielle italienne ne parle que rarement, et pour les caricaturer, les Tute bianche ont démontré leur capacité de mobilisation en agrégeant autour d'eux les organisations de jeunesse de Rifondazione comunista, Sud Ribella (surtout napolitaine, issue du mouvement des chômeurs et de l'autonomie), pas mal d'étrangers (Reclaim the street, basques et beaucoup de petits groupes, dont la cinquantaine de membres de No Pasaran). J'avais aimé la poésie millénariste de leurs proclamations d'avant le G8, inspirée par Luther Blisset et les zapatistes, l'habileté tactique de leurs rapports avec les médias, leur recherche d'un accord au sein du Genova Social Forum (GSF), leur façon de faire respecter leurs propres principes en respectant ceux des autres.

Le vendredi 20 vers midi, dans le stade Carlini qu'ils avaient obtenu de la municipalité, ils se préparaient pour la manif, avec leurs casques, leurs masques à gaz, leurs boucliers à bras et leurs boucliers roulants, leurs rembourrages plus ou moins pittoresques, en tapis de sol, en mousse, en bouteille de plastiques et ils se livraient à des répétitions qui n'étaient pas sans évoquer Intervilles. Dans une agréable ambiance de bordel organisé, le sérieux à la fois dérisoire et impressionnant avec lequel ils s'accoutraient en *supermen* ou en joueurs de football américain exprimait avec force une volonté et une intelligence collectives : il s'agissait de montrer qu'on peut

désobéir aux interdits étatiques et ne pas respecter les zones rouges décrétées par les États sans tomber dans les pièges de la violence spectaculaire. Quand le moment du départ est arrivé, le mégaphone répétait qu'on ne sortirait pas si quelqu'un avait une arme défensive, il s'agissait seulement d'« utiliser son corps » et de le protéger des coups.

Le vendredi, jour où les différentes composantes devaient approcher, chacun suivant son parcours, de la zone rouge pour tenter d'y entrer, la manif dite des Tute blanche a sûrement été la plus nombreuse. En fait, les combinaisons blanches avaient été retirées pour manifester que le mouvement ne se posait pas en avant-garde, qu'il n'était qu'une partie de la « multitude » – suivant le terme mis à la mode par Negri. Le cortège regroupait 10 000 à 15 000 personnes, avec plusieurs milliers en tenue protégée et quelques centaines dans cette formation en tortue (boucliers de tous côtés et sur le dessus) reprise des légions romaines : les jeunes de Rifondazione y tenaient leur place, mêlés à ceux des centres sociaux. Des têtes de cochon en plastique mou et des boucliers peinturlurés marchaient devant. Il y avait des équipes extincteurs pour les lacrymo, beaucoup de gens munis de gants pour les renvoyer. Et un long camion plateau pour la sono, qui transmettait les consignes. (Il était réjouissant de voir la délégation de la LCR, de ces trotskistes français qui en leur temps ont tant cogné sur les autonomes, à la remorque d'une manif issue de cette mouvance. Par la suite, ils eurent d'ailleurs l'occasion de démontrer ce qu'ils savent le mieux faire : reculer en scandant « Ce n'est qu'un début, le combat continue ».)

Notre grand cortège résolu, rembourré et festif a descendu une large avenue (Corso Garibaldi-Via Tolemaide), longeant les voies de chemin de fer en surplomb, dans l'intention d'entrer sans frapper dans la zone rouge. En fait, un énorme dispositif policier l'arrêta bien avant, près de la piazza Brignole et nous ne sommes jamais allés au-delà. Pendant plusieurs heures, on a avancé, reculé beaucoup et avancé un peu pour reculer encore, tandis que les premiers rangs subissaient l'assaut et les grenadages. Des groupes du Black Block, après avoir pas mal cassé et brûlé sur leur passage, ont collé à la tête de la manif. C'est là, à la jonction des dispositifs policiers, des Tute blanche et de certains Black Blocks, qu'il y a eu les heurts les plus violents. Un car de carabinieri a brûlé dans une rue adjacente tandis que, abrité derrière un premier rang de boucliers de

Tute blanche, des Blacks Blocks bombardaient les flics. Toute la zone baignait dans les lacrymos. C'est là, sur une petite place voisine du point d'impact, que Carlo Giuliani a été tué.

Le cortège a fini par rentrer au stade, tandis qu'en son sein de violentes algarades à la limite des coups éclataient entre des gens de Sud Ribella et des Tute blanche. La tentative d'intrusion avait échoué. [...]

Écoutant, la semaine précédente, les proclamations du porte-parole des Tute blanche, qui annonçait « Nous entrerons dans la zone rouge avec la seule arme de nos corps », j'avais fait confiance, comme beaucoup de monde, à leurs capacités imaginatives, je m'étais dit qu'ils devaient avoir prévu des tactiques inédites pour être à la hauteur de ce défi. Installés depuis une semaine au stade, ils devaient avoir eu tout le temps de nous concocter des surprises. Eh bien, la surprise, c'est qu'il n'y en avait pas ! Apparemment, tout ce qui était prévu, c'était des meules pour découper les grilles de la zone rouge. Or, il a suffi à la police d'élargir la zone rouge, sans crier gare, et arrêter ainsi le cortège bien avant l'objectif pour qu'il n'y ait plus rien eu à faire. À l'évidence, le défi médiatique qui était jusque-là une réussite (puisqu'il a réuni le plus large consensus et le plus gros cortège) s'est retourné contre ses auteurs : les Tute blanche ont été incapables d'imaginer d'autre objectif que d'entrer dans la zone rouge. [...] Obsédées par l'imagerie de l'assaut à la forteresse, les Tute blanche auraient pu prendre des leçons de mobilité auprès du Black Block. Surtout, elles n'ont pas su utiliser à fond leur principale ressource, leur imagination, terrain sur lequel elles pouvaient battre l'État. [...]

LES BLACK BLOCKS

Après la mort de Carlo Giuliani, comme la télévision avait lancé le faux bruit d'une imposante manifestation de protestation, nous nous sommes rendus sur la placette où il avait été tué. Il y avait là une dizaine de personnes regroupées autour de l'emplacement de son corps, marqué par un tapis de fleurs rouges. Aux deux bouts avaient été disposés de ces bacs à fleurs qui servent à délimiter les terrasses de café, décorés par une réclame pour une marque de glace. Les gens présents disposaient des bougies sur le sol. Pathétique et dérisoire. Impression de solitude écrasante. Avec un

ami, j'ai marché jusqu'à l'espèce de Fête de l'Huma que formait le « point de convergence » avec ses guinguettes sous tente et ses boutiques d'organisations. Autour de la scène des concerts se déroulait une sorte d'assemblée permanente, peu nombreuse. Nous sommes montés sur la scène pour attendre notre tour de prendre le micro. Devant moi, un type haranguait la petite foule sur un ton de tribun. Il disait que la zone rouge, critiquer la zone rouge, tout ça, c'était de la politique, qu'il ne voulait plus faire de politique et il renvoyait dos à dos les flics et les *tepisti* (les voyous) qui avaient brûlé des voitures. J'avais envie de lui balancer un coup de pied au cul mais l'assemblée, à cette heure essentiellement composée de pacifistes de l'espèce bêlante, l'a applaudi. On s'est barré, dégoûtés. Ce type était un ennemi, comme ceux qui l'approuvaient. Avant toute discussion sur les Black Blocks, deux préalables s'imposent. D'abord le rejet radical de l'obscène discours sur la « violence », qui réunit sous le même vocable la casse par des manifestants et les cassages de gueule forcenés pratiqués par les forces de l'ordre ; qui met sur le même plan le bris de vitrine, le bris des os et le meurtre pur et simple, qui furent l'œuvre des flics. Ceux qui accordent autant d'importance à la destruction des biens qu'à celle des personnes montrent de quel côté de la barricade ils se trouvent. C'est justement contre ce gouvernement des choses que nous (des milliers de gens) nous nous sommes insurgés. Ensuite, il faut bien dire que, face à cette ville qui semblait incarner comme un nouveau pas en avant vers la minéralisation du monde, devant le muflé casqué et blindé de Big Brother, la pulsion destructrice me semble plutôt une manifestation vitale. Plus généralement, je dirai que je n'ai pas envie de parler avec ceux qui, en face de la vie qui nous est faite, n'ont jamais ressenti l'envie de tout casser.

En revanche, la discussion avec les Black Blocks doit avoir lieu, pour cerner les désaccords. Reconnaître la légitimité de l'envie de détruire ne signifie pas qu'il faille s'y abandonner n'importe quand et n'importe comment. Les Tute bianche avaient cherché l'accord avec les autres composantes du GSF sur la base de la « désobéissance civile », en portant cette démarche jusqu'à son extrême limite. Ils avaient notamment annoncé dans une proclamation aux habitants de Gênes qu'ils ne voulaient faire aucun mal à leur ville, mais au contraire la délivrer de l'occupant, le G8 et son armée de 18 000 hommes. Ils avaient pour principe de ne pas toucher aux

biens privés des habitants. Cette volonté de chercher une alliance avec eux a démontré son bien-fondé : une bonne partie de la population qui n'avait pas fui était très remontée contre le cirque militariste et les restrictions de son droit à la libre circulation. Les manifestations de sympathie n'ont pas manqué : de ceux qui nous jetaient de l'eau du haut des fenêtres pour lutter contre la chaleur et les lacrymos à ce vieux Génois qui déclara avoir plus peur que pendant la guerre, non à cause des manifestants mais à cause de « ceux-là » (il montrait un groupe de flics avec leurs blindés). Mais le sourire s'effaça du visage de ces habitants quand ils ont vu des individus masqués en train de dévaster leur petit commerce de proximité et démolir la station d'essence de leur carrefour. Comme l'a dit, sur une télé locale, une manifestante génoise, pacifiste pas vraiment bêlante : « Bon, casser les banques, je comprends, mais pas le petit bar en bas de chez moi. »

Au carrefour du front de mer et de la via Torino, comme un jeune masqué s'acharnait sur le rideau de fer d'un tabac, un vieux prolo lui a lancé : « Mais qu'est-ce que tu veux ? Une cigarette ? Je t'en donne une, moi ! » Et de joindre le geste à la parole. Le casseur n'agissait pas sous l'emprise d'un manque vital, il n'avait rien d'un de ces émeutiers de la faim surgissant périodiquement au Sud du monde, ni même d'un pillard des grandes métropoles occidentales exprimant la frustration des pauvres devant les vitrines marchandes. Il ne pouvait donc être mu que par la mythologie du pillage, si pesante en milieu radical. L'offre du vieux montrait seulement qu'un dialogue entre eux, le jeune casseur dans son impasse théâtrale et le vieil ouvrier porteur de la mémoire de tant de défaites, aurait été infiniment plus prometteur que la répétition d'un rituel creux. Mais cette amorce d'échange critique a été interrompue par la chute des premières lacrymos lancées depuis bien longtemps en Europe au cœur d'une manif de masse.

Rappelons en tout cas qu'une bonne partie des Black Blocks étaient opposée à la casse indiscriminée, qu'ils étaient au contraire partisans de s'en prendre seulement à des symboles capitalistes évitants. Et reconnaissons que tout homme épris de liberté ne peut que saluer l'attaque de la prison par certains de ces éléments et le début d'incendie qu'ils y ont provoqué.

La présence d'infiltrés parmi les Black Blocks n'est pas discutable. Comme presque tout ce qui s'est passé ces jours-là, elle a été filmée.

Et je n'ai pas manqué de remarquer un trio de types masqués, sportifs à la petite quarantaine qui s'agitaient beaucoup et que les autres Black Blocks, manifestement, évitaient. (En cela, les pratiques des policiers italiens ne diffèrent guère de celles de leurs homologues européens.) Mais comme l'existence de provocateurs ne change pas la portée de l'authentique colère de classe qu'exprimaient les casseurs, les infiltrations chez les Black Blocks et les manipulations dont certains ont pu être l'objet ne permettent pas de les réduire à une armée de marionnettes de la répression. Une partie d'entre eux ne s'intéresse sans doute que de loin au G8 : pour ceux-là, ce genre de grand rassemblement n'est qu'une bonne occasion de casser. [...] Il me semble pourtant que balbutie un mouvement de contestation du gouvernement mondial d'un intérêt infiniment plus vaste que la satisfaction du légitime mais misérable besoin de tout casser. [...]

LES AUTRES COMPOSANTES

Les Tute blanche et les Black Blocks ne représentaient pas la totalité des manifestants les plus déterminés, loin de là. On était frappé, au contraire, de la détermination d'une bonne partie des membres des différentes composantes à marcher sur la zone rouge. Les trois ou quatre qui ont réussi à y entrer n'appartenaient pas aux tendances les plus dures. Agnoletto, le porte-parole du GSF, incarne à mes yeux la confusion de la base de ces ONG au discours réformiste : capable du meilleur quand, entraîné par la recherche d'une pratique commune, il soutient le principe de la désobéissance civile ou quand il trouve les mots justes pour dire la rage de la multitude, il est aussi capable du pire quand, cédant au bon vieux complotisme de gauche, on l'entend reprocher au gouvernement italien d'avoir laissé les casseurs entrer en Italie – un médiatique quelconque, amoureux des carabinieri, a beau jeu de lui répondre alors : « Qu'est-ce que vous auriez voulu, qu'on instaure une police du type Gestapo ? »

Parmi les choses vues, l'une des plus impressionnantes aura été ce moment où quelques dizaines de membres du groupe anglais Pink, rassemblés autour d'une fille à longs cheveux rose vif qui brandissait un cœur sur lequel était écrit « *Why did you kill our children ?* », ont réussi à faire reculer un énorme dispositif policier en parlant avec eux et en chantant. Le courage n'est pas réservé à ceux qui jouent à la guérilla urbaine. Pour moi, la ligne de démarcation

ne passe pas par le recours ou non à la « violence » mais par l'acceptation ou le refus de l'illégitime légalité de l'État capitaliste.

Le plus grand acquis de Gênes peut se résumer à cela : des dizaines de milliers de gens déterminés à chercher une pratique de rupture avec l'ordre mondial. C'est sans doute aussi la principale victoire de la répression : que la nécessité de courir pour échapper aux flics ou de marcher sur des distances interminables pour contourner leurs lignes ait bouffé la plus grande partie du temps des manifestants et largement empêché les différentes sensibilités de se rencontrer en dehors des forums balisés par les organisations réformistes.

LA SAUVAGERIE DE LA RÉPRESSION & SES ENSEIGNEMENTS

Connaissant plutôt bien l'Italie et y vivant à mi-temps depuis dix ans, j'ai été étonné par le caractère sauvage de la répression car je croyais ce pays plus avancé dans la normalité « européenne ». Couper en deux une manif pacifique de trois cent mille personnes, en grenader le cœur et s'acharner à arroser de lacrymos les manifestants refluant en désordre dans des ruelles est une pratique assez inattendue, qu'on imagine plutôt venir d'une dictature en crise. Quand j'ai vu les flics faire ça, j'ai eu bien plus la trouille que la veille au plus fort de l'affrontement : on avait l'impression qu'ils étaient capables de tout. De fait, à part tirer dans la foule, ils ont tout fait (comme, par exemple, foncer à trois fourgonnettes de front contre les manifestants).

Ceux qui ont payé le prix le plus élevé à la répression sont les centaines de personnes qui ne se reconnaissent pas dans les tendances les plus radicales mais par exemple dans cette banderole de



la manif du samedi, drôle quoique tragiquement fausse : « *Mama, non ti preoccupare, solo tu mi puoi menare* [Maman ne t'inquiète pas, il n'y a que toi qui peut me frapper] ». La confiance dans les règles minimales de la convivialité démocratique (dont le fait que la police ne te cognera pas si tu ne l'as pas vraiment cherché), cette confiance-là, pour des milliers de personnes, a volé en éclats sous les coups de matraque distribués à l'aveuglette avec une hargne inouïe. Avec elle, on espère que le citoyennisme aura du mal à s'en remettre. [...]

Gênes prouve qu'aujourd'hui, dans cette Europe qui prétend incarner le maximum de la civilisation droit-de-l'homme, ce qui nous sépare de la barbarie a l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarettes. Le « renard » Berlusconi – comme l'appelaient les Tute bianche – et ses renardeaux du ministère de l'Intérieur, tout en mimant une volonté de dialogue, n'ont pas cessé de tenter de criminaliser le GSF. Ce fut évident dans la nuit du samedi au dimanche, avec le raid contre l'école Diaz. C'était déjà très clair, le samedi en début d'après-midi, quand un énorme et très voyant dispositif flicard a été placé tout contre le « Point de convergence » et ses guinguettes sous toile, à l'endroit où la manif de trois cent mille personnes arrivait du front de mer pour entrer dans la ville. Mettre là, bien en vue, les forces de l'ordre dans tout leur appareil, allait attiser la fureur de bon nombre de manifestants : on pourrait ainsi bientôt grenader le camp de toile et associer la casse avec le GSF.

De fait, près d'un millier de personnes s'est bientôt détaché de la manif. Les Black Blocks n'en constituaient qu'une toute petite minorité. Les drapeaux des Cobas et des jeunes de Rifondazione étaient nombreux. Et le groupe des indépendantistes sardes a marché droit vers les premiers rangs de ceux qui scandaient : « *Assassini ! Assassini !* » On y voyait toutes les sensibilités, toutes les nationalités. Cette foule qui, mise en fureur par la mort de Carlo Giuliani, s'est dé faite de l'emprise de ses organisations pour venir crier sa colère, représente l'un des efforts balbutiants de constitution d'une conscience réellement autonome et internationale, en rupture avec l'ordre mondial mortifère. Il nous (des millions de personnes) appartient de faire en sorte qu'une telle conscience se développe, se transforme en force sociale et ne débouche plus dans l'impasse d'un affrontement lacrymogène.

SERGE QUADRUPANI

Un air de carnaval & de révolution

Ce n'est pas une manifestation... Je répète... Ce n'est pas une manifestation... C'est une sorte de démonstration artistique... Terminé.

*Appel radio passé sur les fréquences de la police
le 16 mai 1998 lors de la première Global Street Party à Toronto*

Travailler pour le plaisir et pour une authentique fête c'est presque comme se préparer pour une insurrection générale.

*RAOUL VANEIGEM, The Revolution of Everyday Life
Cité dans l'appel pour la manifestation Reclaim the Streets
du 18 juin 1999, journée d'action internationale
dans les places financières du monde*

Les marionnettes et les chansons ne tuent pas les enfants ;
les balles et la misère, si.

*ORONTO DOUGLASS, militant nigérian
À propos de la « violence » pendant les manifestations contre
les sommets du FMI à Washington en avril 2000*

La chaude journée d'été du vendredi 18 juin 1999 aurait dû être une journée de travail « normale » à la City : se réveiller à six heures du matin, faire un trajet inconfortable, tenter de maximiser les profits de clients anonymes jusqu'à la fermeture du marché, faire un petit tour au bar, retourner à la maison, s'écrouler devant la télé, ramper jusqu'au lit prêt à remettre ça le lendemain, le jour suivant et encore le suivant... Mais il est si facile de tout changer, de chambouler le monde.

En cette chaude journée d'été, le monde des affaires fut complètement chamboulé lorsque 10 000 personnes investirent Square Mile au cours d'un « Carnaval contre le capital ». L'espace de quelques heures, l'un des plus importants quartiers d'affaires du monde se transforma en liesse révolutionnaire. La triste corvée du travail laissa

place à l'esprit subversif du jeu quand les rues s'emplirent de joyeux drilles portant des masques et dansant au son assourdissant des orchestres de samba. L'esprit populaire prit son essor et l'espace fut occupé et transformé. Une poste d'alimentation en eau fut « libéré » et l'eau s'éleva à hauteur de trois étages dans le ciel bleu et chaud aspergeant les participants grillés par le soleil.

En un acte de dérision typiquement carnavalesque, l'une des entrées du London International Financial Futures (and Options) Exchange (LIFFE) fut symboliquement murée avec des briques de lait. Puis, dans un élan spontané, la seconde entrée fut occupée et les masques joyeux, emportés par l'esprit enivrant du carnaval, tentèrent d'occuper l'étage des transactions financières. Pendant quelques instants, le vieux monde s'était évaporé et on avait pu entrepercevoir un monde nouveau, mélange de spontanéité, de joie et de liberté.

D'autres carnivals avaient lieu simultanément dans 75 autres villes sur tous les continents. Au Nigeria, 50 000 personnes de différentes tribus convergèrent sur Port Harcourt, centre pétrolier du pays, pour ce qu'on surnomma le « Carnaval des Opprimés » ; à Sydney une marche, ironiquement appelée « marche du *scum bag* »¹, progressa à travers le quartier financier de la ville ; à Montevideo, on organisa une parodie de foire commerciale et la Bourse fut occupée. À Dhaka, Toronto, Buenos Aires, Harare, New York, Madrid, Eugene, Edimbourg, Valence, Zurich, Prague et bien d'autres villes, l'esprit du carnaval s'empara des quartiers d'affaires. La portée planétaire de ce 18 juin fut totalement ignoré par la plupart des médias privés.

Cinq mois plus tard, ce fut Seattle. Une gigantesque « Fête de la résistance » et des actions menées une fois de plus sur tous les continents provoquèrent l'interruption de la réunion gouvernementale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et s'imposèrent à la une de tous les journaux du monde. Les technocrates et les économistes ne pourraient plus jamais décider du destin de la planète dans la tranquillité de l'anonymat. Un air de carnaval et de révolution flottait désormais à la ronde et en se mêlant aux gaz lacrymogènes, il a fait naître un sentiment nouveau d'espoir. Le

1. « *Scum bag* » signifie aussi bien « sac à ordure » que « salaud ». [ndt]

sentiment que ce pourrait bien n'être que le début de quelque chose de vraiment important.

Ces mouvements contre le capitalisme qui éclatent à travers le monde ne sont pas seulement l'expression d'un rejet déclaré du système en place, ils refusent également les vieux modes d'actions politiques. Disparus, les vieux thèmes de la vieille gauche : sacrifice, colère, frustration et faute. Disparus, les comités centraux, les dirigeants, les idéologies sclérosées, le dogme. Disparues également, les demandes de réformes, de changement de gouvernements, de petits arrangements. Disparue enfin, peut-être, l'interminable attente du grand soir. L'action directe est désormais à l'ordre du jour.

Qu'il s'agisse des paysans sans terres du Brésil, qui occupent de vastes étendues de terres inexploitées et créent des exploitations et des communautés coopératives, ou du mouvement Reclaim the Streets, qui investissent une autoroute pour organiser une fête, ou bien encore des paysans indiens attachant (pour un jour seulement !) un homme politique à un arbre parce qu'il avait essayé de s'imposer dans leurs villages collectivement gérés, l'action directe signifie modifier notre propre organisation et finalement prendre possession de nos vies et de nos communautés sans recourir à la médiation des politiciens et des bureaucrates. L'action directe est fondée sur le principe de la participation directe et immédiate. Elle menace le cœur même de la société capitaliste, de son besoin de spectacle, de hiérarchie et de cloisonnement.

Le capitalisme nous force à assister. Un rôle apathique passif. Nous regardons la télévision, les films, les nouvelles, les célébrités – l'« autre » dans le « monde de l'autre » où nous ne nous sentons ni menacés ni véritablement impliqués. On nous invite à voter pour les gouvernements, les assemblées, les maires ; à leur demander de nous représenter, de décider pour nous. Nous n'avons plus aucun rapport avec la production de nos besoins quotidiens, de notre nourriture ou de nos vêtements. Nous sommes tellement habitués à la posture de spectateurs de nos propres vies, que la capacité de participation active aux événements est devenue comme un muscle atrophié par manque d'exercice.

Au contraire, le carnaval demande une participation directe. Au sein d'un carnaval, il n'y a pas de spectateurs, pas de lignes de démarcation, pas d'observateurs passifs. Le carnaval, c'est la démocratie

dynamique et directe en acte, qui réunit les individus pour partager et construire une expérience commune. L'individualisme insidieux du capitalisme s'évanouit. Mais la diversité créative demeure, puisque chacun fait ce qu'il souhaite tout en se sentant partie prenante d'un ensemble plus vaste. Les objectifs, les idéaux, les visions et les symboles communs fusionnent dans ce moment d'intense participation. Goethe n'a-t-il pas dit qu'il ne s'agissait « pas vraiment [d']une fête donnée pour le peuple mais [d']une fête que le peuple se donne à lui-même ». Le carnaval abolit les hiérarchies en faisant du fou un roi. Il n'y a plus de centre ni de hiérarchie pyramidale. Tout est fluide, mouvant, changeant, un peu comme l'internet, cet outil devenu essentiel dans la coordination de la résistance mondiale contemporaine.

La culture monolithique du capitalisme n'a pu se mondialiser réellement qu'avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement du Bloc de l'Est, qui ont ouvert au capital l'espace nécessaire à son expansion illimitée. Mais cela a également redonné vie aux mouvements radicaux. Pendant plus de soixante-dix ans, le « socialisme étatique » soviétique avait été considéré comme le principal modèle de société révolutionnaire et ce fut un désastre écologique et social complet. Malgré tout, son ombre planait sur les mouvements les plus radicaux. Ceux qui désiraient discréditer toute forme de pensée révolutionnaire n'avaient qu'à montrer du doigt le modèle soviétique pour apporter la preuve de l'échec inévitable de tout projet « utopique ».

Désormais, l'Union soviétique a cessé d'exister et il est devenu beaucoup plus facile de travailler dans les mouvements radicaux et de concevoir des sociétés différentes – sans plus se référer à un modèle monolithique défunt. Il n'est plus interdit d'envisager un monde meilleur. La place reste libre et le pouvoir de l'imagination radicale revient au centre de la lutte révolutionnaire. Non seulement l'imagination s'en est trouvée libérée, mais elle est également devenue plus fluide et plus diverse. Plus question de domination universelle. Il n'y a plus une seule et unique voie, une seule et unique utopie qu'il faudrait appliquer à l'échelle du monde comme tentent justement de le faire les « mondialisateurs ». Les mouvements sociaux radicaux qui se rencontrent de plus en plus ne veulent pas se saisir du pouvoir mais le dissoudre. Ce ne sont pas des avant-gardes mais bien des catalyseurs du processus révolutionnaire. Ils conçoivent de

nombreuses formes alternatives et autonomes d'organisation sociale, des formes qui sont directement liées aux besoins spécifiques des communautés. Ce que pourrait être l'alternative au capitalisme pour les actuels habitants d'une résidence à Croydon est totalement différent de ce qui pourrait convenir aux habitants des bidonvilles de Dehli. Pendant le carnaval, nous commençons à entrapercevoir la possibilité de construire d'autres mondes. Des mondes qui célébreraient la diversité et l'autonomie et qui s'appuieraient sur la coopération et la participation.

En même temps que l'irruption de la résistance carnavalesque, nous assistons à un retour des stratégies créatives des années 1960. Mais les importantes questions écologiques qui occupent désormais la plupart de ces mouvements a conféré un caractère d'urgence à leurs actions. Le principe même du système actuel – le progrès déterminé par l'augmentation de la production – est fondamentalement anti-écologique et nous ne pouvons – ni ne voulons – attendre que les conditions historiques soient propices à la révolution. Des changements radicalement créatifs et subversifs doivent advenir dès maintenant, car la planète ne peut plus attendre.

Néanmoins, la survie écologique et sociale n'est pas notre unique objectif. Dans les rues de la City ou dans celles de Port Harcourt l'an dernier, changer le monde n'était pas une corvée. Il ne s'agissait pas seulement de lutte mais de plaisir. Les revendications ne sont plus seulement une question de satisfaction des besoins – besoin de terres, de nourriture, de contrôler les outils de production – mais également de désir. Désir d'une vie meilleure, d'une vie merveilleuse, d'un ré-enchantement total du monde. Après tout, que préféreriez-vous faire de votre journée ? Vous tuer au travail ou parcourir les rues de la ville avec des milliers d'autres personnes pour participer à un gigantesque jeu insurrectionnel collectif ? Le jeu, c'est l'immédiateté de la révolution.

Dans les rues de Seattle, on a pu entendre un militant crier sous les tirs de balles en caoutchouc : « Même s'ils nous bottent le cul, rappelez-vous toujours – c'est très important – que nous prenons plus de plaisir qu'eux. » Changer le monde n'a jamais été aussi amusant. « La résistance, c'est le secret de la joie », écrivait Alice Walker.

Alors que le xx^e siècle s'est arrangé pour débarrasser le carnaval de son esprit radical en le transformant en un énième spectacle de

loisir parfaitement formaté, il semble que cet esprit renaisse sous une forme révolutionnaire qui le ramène à ses racines. Le carnaval et la révolution ont des objectifs identiques : inverser l'ordre social dans un esprit d'abandon joyeux et célébrer notre soif inextinguible de vie. Une soif que le capitalisme a si ardemment tenté de détruire avec son cortège monotone de travail et de consumérisme.

Plusieurs grands moments de l'histoire révolutionnaire présentaient des aspects carnavalesques. Des explosions sensuelles surgissant hors de tout modèle politique connu : les émeutiers de Rebecca se lançant dans une sorte de théâtre de rue devant les barrières de péages juste avant de les détruire ; les luddites déguisés en femmes détruisant les métiers à tisser ; les soulèvements du ^{xix}^e siècle européen dont l'incroyable « fête permanente » d'une ville libérée et autonome pendant la Commune de Paris ; et, en 1968, à peu près partout dans le monde occidental. Du jour au lendemain, le monde serait cul par-dessus tête... L'avènement possible d'un univers à l'envers, libéré du labeur, de la souffrance et des inégalités. Mais nous n'attendons pas que ces moments de carnaval révolutionnaire se produisent. Nous essayons de profiter de chaque instant de la vie quotidienne. Nous ne pouvons nous contenter de vivre sur ces journées d'exception et d'en faire des soupapes de sécurité de la société qui permettent que la vie reprenne son cours normal le jour suivant, ou que la domination hiérarchique soit réinstaurée comme cela s'est passé après de nombreuses révolutions. La révolution n'est pas un acte mais un processus. Et le carnaval peut nous préparer à ce processus. Il change nos esprits et nos comportements. Il suscite notre passion et enflamme nos imaginations. Il retrempe notre foi et nous autorise à espérer que tout peut changer et que tout changera.

Contrairement au carnaval et à la révolution, le carnaval et le capitalisme n'ont jamais fait bon ménage. Les railleries carnavalesques, le chaos et la transgression ont toujours menacé la sobriété et le sérieux de l'État. Les carnivals officiels sont aujourd'hui devenus eux-mêmes des spectacles. Un travail de spécialistes regardé par des spectateurs avec cordons policiers des barrières métalliques pour séparer le « défilé » du public. L'antique et tourbillonnant chaos créatif se trouve pris dans un quadrillage étroit. Un petit tour au carnaval du jour de l'An à Londres ou à celui de Notting Hill

(sponsorisé par les entreprises) suffit à illustrer cette perte de vitalité du carnaval dans les sociétés capitalistes.

Le délire frénétique et la sensualité du carnaval est pourtant en nous depuis des temps immémoriaux. Et il s'est toujours refusé à mourir. Éclatant comme une graine qui force son chemin à travers le bitume, il renaît encore et encore. Une nouvelle fois, l'État va tenter de séduire le carnaval révolutionnaire. Il est déjà parfaitement clair qu'il souhaite inviter « les participants à sa table », pour « entendre nos revendications » et pour « négocier ». C'est une stratégie pluriséculaire. Une stratégie qui a divisé les mouvements radicaux et qui les a affaiblis, permettant ainsi au système de poursuivre dans sa voie destructrice. Les franges libérales du mouvement seront amenées à dialoguer tandis que l'aile la plus radicale s'y refusera et sera accusée d'extrémisme.

Nous ne voulons pas nous asseoir à leur table, nous voulons danser dessus, la renverser et rire de leur vaines tentatives d'édulcorer le système et de mettre en place les apparences de la liberté et de la démocratie. Ils peuvent nous qualifier d'extrémistes, de participants de la « table rase », de doux rêveurs ou d'utopistes. Mais comme Herbert Read – le seul anarchiste à avoir été anobli ! – l'écrivait en 1963 : « Tout ce qui est digne d'admiration dans l'histoire de l'humanité – les grandes avancées de la physique, de l'astronomie et de la santé, les découvertes géographiques, la philosophie et l'art – fut l'œuvre d'extrémistes – de ceux qui croient en l'absurde et osent l'impossible... »

On ne peut jamais prédire les résultats d'un carnaval comme on ne peut jamais prédire l'histoire. L'histoire du xx^e siècle a été tout particulièrement imprévisible – qui aurait pu prévoir la Révolution russe, la chute du mur de Berlin, la fin de l'Apartheid, l'internet ? Qui aurait pu prévoir que l'anticapitalisme serait à nouveau à l'ordre du jour à la fin de ce siècle qui a vu le capitalisme soumettre ou subjugué tous et partout à travers le monde ? Qui aurait pu prévoir qu'au début du xx^e siècle, le carnaval et la révolution se mêleraient en un cocktail explosif et irrépressible, en quête de justice après avoir parcouru son chemin à travers les corridors gris du profit ?

Les carnivals révolutionnaires qui auront lieu à nouveau partout à travers le monde introduiront l'espoir et l'imagination dans l'univers fade et vide de la politique. Ils nous rappelleront que nous pouvons

comprendre et modifier le cours de notre propre histoire. Que nous pouvons imaginer et créer d'autres mondes et que nous pouvons, ce faisant, y prendre un grand plaisir.

La société libérée que ces carnivals laissent présager est une société fondée sur la diversité, la joie, la passion, la spontanéité et la générosité. Les règles rigides, les hiérarchies haineuses et l'uniformité monotone du capitalisme s'évanouissent devant l'intensité chaleureuse du carnaval.

JOHN JORDAN & JENNIFER WHITNEY

Traduit de l'anglais par Frédéric Cotton

© Meyer-Tendance floue, Québec 2001.



Critique des « Mc Protests »

L'idée de transformer Londres en jeu de Monopoly géant le jour du 1^{er} mai 2001 semblait une très bonne idée.

La critique la plus souvent adressée à la nouvelle génération de militants protestataires concerne leur manque d'objectifs clairs et précis – tels que « Sauvons les arbres » ou « Annulons la dette ». Pourtant, leurs mode de contestation est la réponse apportée aux limites d'une politique qui gère les problèmes au cas par cas. Las de ne traiter que les symptômes d'un modèle économique – le manque de moyens dans les hôpitaux, les sans-abri, les disparités accrues, la surpopulation dans les prisons, les bouleversements climatologiques –, il s'agit aujourd'hui clairement de « viser » le système qui les provoque. Mais comment combattre des idées économiques abstraites sans apparaître affreusement suffisants ou touche-à-tout ?

Alors, pourquoi ne pas utiliser le plan de ce jeu qui a inculqué à des générations d'enfants les principes de la propriété foncière ? Après avoir fait imprimer des cartes annotées de Londres avec des lieux aussi célèbres que Pall Mall, Regent Street et Trafalgar Square, les organisateurs de la manifestation Monopoly du 1^{er} mai invitaient les participants à choisir sur la carte le lieu de manifestation de leur choix. Vous souhaitez manifester contre les privatisations : rendez-vous devant une gare. Contre l'industrie agro-alimentaire : rendez-vous au McDonald de King's Cross. Contre les énergies fossiles : allez directement à la Compagnie d'électricité. Et surtout n'oubliez pas votre carte : « Vous pouvez sortir de prison. »

Malheureusement, hier après-midi, Londres n'avait rien d'une scène où se serait judicieusement mêlés formation populaire et théâtre de rue. Cela ressemblait bien plus à toutes les autres manifestations de masse que nous connaissons ces temps-ci : les manifestants encadrés par la police anti-émeutes, des vitrines brisées, des commerces barricadés et des échauffourées avec la police. Et devant la guerre

médiatique qui a précédé la manifestation, l'impression de *déjà-vu* était encore plus forte : les manifestants prévoyaient-ils d'user de violence ? La présence de 6 000 policiers n'était-elle pas elle-même une incitation à la violence ? Pourquoi les manifestants ne condamnaient-ils pas tous la violence ? Pourquoi tout le monde parle-t-il toujours de violence ?...

C'est à cela, semble-t-il, que s'est réduite la manifestation d'hier. Disons que c'était une McManif tant elle ressemblait à toutes les autres.

Et évidemment, cet article devient aussi un McArticle tant j'ai déjà écrit cela de nombreuses fois auparavant. En fait, presque tous mes articles récents ont traité du droit de réunion, des barrières de sécurité, des gaz lacrymogènes et des arrestations arbitraires. Sinon, ils ont été des tentatives pour dissiper les idées toutes faites sur les militants protestataires – comme le fait qu'ils sont contre les échanges commerciaux par exemple ou encore qu'ils rêvent d'un retour utopique à un monde d'avant la révolution agraire.

S'il est un article de foi largement partagé par tous les cercles militants, c'est qu'une manifestation de masse est toujours une chose positive : c'est bon pour le moral, cela démontre la force du mouvement et cela attire l'attention des médias. Mais ce qu'on semble perdre de vue, c'est qu'une manifestation de ce type n'est pas à proprement parler un mouvement. Ce n'est bien souvent que l'incarnation bruyante des mouvements quotidiens, enracinés dans les écoles, sur les lieux de travail et dans les quartiers. Ou du moins, c'est ce qu'elle devrait être.

Je repense à ce jour historique du 11 mars 2001, lorsque les responsables zapatistes ont pénétré dans Mexico. Voilà une armée qui avait entraîné avec succès un soulèvement contre l'État mexicain. Et pourtant, les habitants de Mexico ne tremblaient pas de peur – 200 000 d'entre eux sortirent même pour accueillir les zapatistes. Les rues étaient interdites aux voitures et pourtant personne ne semblait s'inquiéter des problèmes de déplacement que cela pouvait poser. Les commerçants n'avaient pas descendu le rideau de fer mais, au contraire, il affichaient des promotions spécial « révolution ».

Les zapatistes seraient-ils pour autant moins dangereux que quelques anarchistes urbains en col blanc ? Certainement pas. Simplement, cette marche sur Mexico avait été préparée pendant

sept ans (certains diraient 500 ans, mais c'est une autre histoire). Des années à construire des coalitions avec les autres groupes indigènes, avec les ouvrier des *maquiladoras*, avec les étudiants, avec les intellectuels et avec les journalistes. Des années de consultations populaires, de « portes ouvertes » réunissant plus de 6 000 personnes. L'événement de Mexico n'était pas un mouvement, c'était la démonstration publique de tout ce travail quotidien invisible.

Les mouvements de résistance les plus puissants sont toujours profondément enracinés dans la communauté – et donc responsables devant cette communauté. Mais, dans les grandes sociétés de consommation contre lesquelles nous protestions hier à Londres, l'une des plus grandes difficultés provient justement de ce manque d'enracinement. Rares sont ceux parmi nous qui connaissent leurs voisins, qui parlent d'autre chose au travail que des achats de la veille ou qui ont du temps à consacrer à la politique de la communauté. Comment un mouvement peut-il être responsable dès lors que les communautés se défont ?

Dans ce contexte du déracinement urbain il y a, bien sûr, un temps pour manifester mais, surtout, il y a un temps pour établir des connexions qui font de ces manifestations quelque chose d'autre qu'un simple spectacle de rue. Il y a des moments où le radicalisme c'est d'affronter la police mais il y en a infiniment plus où cela signifie : « Parle avec tes voisins. »

Les problèmes que soulevait la manifestation d'hier ne sont plus marginaux : les dangers alimentaires, la génétique, les bouleversements climatologiques, l'inégalité des revenus, les privatisations ratées, tout cela se trouve à la une des journaux. Pourtant, quelque chose ne tourne vraiment pas rond quand les mouvements des protestataires semblent tout de même déracinés, coupés des problèmes du quotidien les plus urgents. Cela signifie qu'on se met à faire passer le simple souci d'afficher le mouvement avant la nécessité plus austère d'en construire un.

NAOMI KLEIN

Traduit de l'anglais par Frédéric Cotton

De nouvelles cibles

Militants antimondialisation, nous nous opposons aux accords commerciaux impérialistes. Nous refusons l'enrichissement des riches et combattons l'appauvrissement des pauvres. Nous nous moquons des experts qui affirment que la mondialisation tisse indubitablement des liens entre les différents centres planétaires grâce aux nouveaux modes de communication et de déplacement. Nous éclatons de rire lorsque nous entendons que la mondialisation promeut la démocratie et la participation. Notre expérience quotidienne nous prouve que la mondialisation n'est que le nouveau nom donné à l'élaboration de nouvelles règles de commerce, de pouvoir et de culture. Nous constatons qu'elle profite toujours plus aux élites américaines et européennes et nous pensons qu'elle affaiblit les populations et les gouvernements nationaux. Nous savons qu'elle renforce les petits clubs élitistes formés par les dirigeants des grandes entreprises. Bref, la mondialisation est à nos yeux l'impérialisme du XXI^e siècle et il faut l'arrêter.

Mais notre lutte contre l'injustice et l'inégalité internationale ne nous oblige-t-elle pas aussi à lutter contre l'injustice et les inégalités intérieures ? En tant que principales institutions de l'appauvrissement international, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale sont nos cibles évidentes. Mais *quid* de la Maison Blanche ? De Wall Street ? Des Chambres de commerce nationales et des grandes sociétés commerciales ? *Quid* des responsables de l'information qui, de NBC ou CBS jusqu'à la plus petite radio locale et du *New York Times* ou du *Washington Post* aux tabloids locaux, chantent les louanges de la mondialisation ? *Quid* encore des palais présidentiels, des Bourses, des entreprises et des médias dominants d'Angleterre et de Thaïlande, du Pérou et d'Australie, du Canada et du Japon, du Brésil et de l'Inde ?

En outre, si nous refusons la recherche du profit à tout prix, l'usurpation autoritaire du pouvoir et la manipulation de l'information par les médias, ne devons-nous pas nécessairement militer pour une juste répartition des ressources et des richesses, pour un mécanisme de prise de décisions qui offre à chaque acteur la possibilité de s'exprimer sur ses conditions de vie et pour promouvoir une culture et des modes d'information qui respectent la vérité et répondent aux besoins de la majorité de la population ? Contre le profit et la compétition nous défendons l'équité et la coopération. Contre l'exclusion et l'autorité, nous préconisons la participation et l'auto-gestion. Contre les mensonges et la manipulation, nous voulons la vérité et la sincérité des dialogues.

Notre militantisme antimondialisation est un phénomène international. C'est une affaire très sérieuse. La remise en cause ne touche pas seulement les institutions qui jouent un rôle central tels le FMI ou la Banque mondiale mais aussi les marchés capitalistes et les rapports de propriétés qui sont à l'origine même de la mondialisation. Pour atteindre la taille, le niveau d'analyse et l'engagement susceptibles de produire, dans un premier temps, une prise de conscience puis de la concrétiser en un militantisme assez soutenu pour engendrer des coûts sociaux tels que les élites y succombent, nous devons définir un programme de lutte qui éveille un large intérêt et offre les moyens d'une participation constante de grande ampleur. Nous avons besoins d'objectifs variés et multiples, à l'échelle nationale et internationale et, surtout, d'objectifs qui fassent l'objet d'un activisme de tous les instants et pas seulement au cours d'une ou deux manifestations annuelles.

Bref, quel programme pour le mouvement antimondialisation ? Je ferai ici quelques suggestions.

—1— Le mouvement antimondialisation doit expliciter ses objectifs. Nous devons présenter nos propositions alternatives dans le domaine des relations internationales et expliquer ce que signifie cette économie juste et coopérative que nous souhaitons et qui permettra d'améliorer les conditions de vie des gens aussi bien au niveau national qu'international. Nous devons, bien sûr, réaffirmer notre rejet des institutions commerciales autoritaires ainsi que des grandes compagnies et des marchés dont elles sont les produits tout en présentant nos solutions de rechange pour l'ensemble du système. La définition d'objectifs communs ne se produira pas par

l'opération du Saint Esprit. Nous ne réglerons pas la question de l'alternative avant de nous y être confrontés ensemble, d'en avoir débattu, d'en avoir exploré les aspects, d'avoir commencé à obtenir des accords concrets sur toutes ces questions et d'en avoir communiqué les résultats aussi largement que possible. Les médias et, surtout, nos alliés potentiels nous interpellent sans cesse : « Qu'est-ce que vous voulez au juste ? » Pour progresser, il nous faut répondre intelligemment, avec passion et de manière convaincante à cette question.

—2— Nous devons également relancer la mobilisation et offrir les moyens de participer à tous ceux que nous pourrions convaincre. Nous devons définitivement admettre que notre objectif stratégique n'est pas de constituer une petite armée de militants contestataires courageux, créatifs, perspicaces et audacieux. Nous avons plus besoin d'une multitude en mouvement que d'une poignée d'individus, aussi efficaces soient-ils. D'ailleurs, au regard de nos objectifs, quelques milliers, voire quelques dizaines de milliers de militants sont insuffisants. Pour atteindre l'ampleur et l'influence nécessaires, nous devons corriger l'idée selon laquelle la lutte anti-mondialisation nécessite de se rendre dans des villes lointaines pour manifester sous les coups de matraques et les gaz lacrymogènes, voire lancer des pavés et éviter les balles en caoutchouc. Pour commencer, rares sont ceux qui passeront d'un seul coup du non-engagement à ce type de confrontation, même s'ils devaient s'avérer être, plus tard, des militants particulièrement actifs. En outre, peu de gens sont en situation de faire ce genre de choses même s'ils le souhaitent car ils n'en ont ni le temps, ni la liberté ni les moyens financiers. Ils ne sont pas physiquement, affectivement, familialement ou professionnellement en position d'agir de la sorte. Certains peuvent douter même de l'efficacité de ce mode d'action. Finalement, les choses sont simples : pour être en mesure d'imposer des changements dans les relations commerciales internationales, un mouvement doit compter des millions – voire des dizaines de millions – de militants (quelques dizaines de milliers de personnes ne suffisent pas). De plus, on n'est pas vraiment membre d'un mouvement si on n'y participe pas régulièrement et de manière soutenue. Ainsi, afin de se développer suffisamment pour espérer l'emporter, notre mouvement doit offrir à ses membres l'op-

portunité d'agir là où ils vivent et en fonction de leurs possibilités et de leurs tempéraments.

—3— Indymédia est un produit aussi surprenant que magnifique de la lutte antimondialisation. Mais ces nouvelles organisations dispersées à travers le monde ne pourraient-elles pas servir un deuxième objectif ? Elles se consacrent actuellement – et doivent continuer de se consacrer – à la recherche de nouveaux modes de transmissions des informations contestataires vers les audiences locales. Cette priorité doit rester une priorité mais pourquoi ne pas devenir également le noyau autour duquel la protestation contre les médias dominants viendrait converger ? Pourquoi les organisations qui composent Indymedia ne soutiendraient-elles pas l'organisation de rassemblement régionaux au cours desquels seraient élaborés des stratégies destinées à révéler d'abord le mode de fonctionnement des médias dominants puis à élaborer et organiser des rassemblements de masse et autres manifestations dirigées contre ces mêmes médias ? Cela pourrait apporter une nouvelle dimension et fournir des objectifs, une dynamique et un ton complètement neufs à notre mouvement.

—4— Pour l'emporter, nous devons créer une dynamique militante que les élites ne pourront ni réprimer, ni manipuler pour la dévoyer, ni au contraire supporter calmement. C'est la logique du changement social à proche et moyen terme. Mais que redoutent les élites qu'elles ne puissent ni réprimer ni manipuler ? La seule réponse que je connaisse est la suivante : un nombre en augmentation rapide de militants contestataires ; des objectifs variés et diversifiés et des stratégies engagées et militantes qui gagnent graduellement en puissance. Pour gagner, nous ne pouvons nous contenter d'un seul ni même de deux de ces éléments. Les trois sont nécessaires. Notre mouvement doit appliquer des stratégies multiples de manière à ce que chacune de ses composantes puisse exprimer ses revendications sans que l'activisme de quelques-uns ne vienne faire écran à la visibilité, la parole et l'activité des autres. Notre mouvement doit aussi avoir des objectifs multiples pour permettre à chacune de ses composantes de poursuivre ses buts et aspirations prioritaires sans nuire aux autres mais au contraire en leur apportant son soutien. Par exemple, les militants antimondialisation devraient pouvoir se mobiliser aux côtés de ceux qui militent

en faveur du « *living wage* ¹ » et des syndicalistes en grève ; de ceux qui revendiquent une existence internationale pour le Timor-Oriental ; des pacifistes qui luttent pour la défense de la Colombie ; ou des personnes de couleur qui protestent contre la répression policière, la violence raciste et la misère. Notre mouvement doit présenter un front très actif qui concrétise clairement la réaction de colère et la force de l'engagement de ses militants tout en restant très proche du reste de la société afin d'assurer son propre développement. En d'autres termes, si une désobéissance civile relativement offensive devait être la principale manifestation de notre contestation vis-à-vis des cibles que nous nous sommes fixées, elle aura peu d'effets. En revanche, si cette désobéissance civile offensive se développe quasi naturellement en s'appuyant largement sur l'accumulation progressive de griefs variés et sur des centaines de milliers, puis des millions de gens à travers le monde qui militent à leur niveau, sans pour autant en être moins visibles que ceux qui privilégient un mode d'action plus frontal, alors nous serons en mesure d'imposer des changements sociaux d'importance. Sous bien des aspects, tout cela s'est plutôt amélioré au cours des derniers mois et nous devons garder ces objectifs à l'esprit lorsque nous agissons.

—5— Pour finir, nous devons également avoir une position claire en ce qui concerne la violence. La situation est assez simple. L'État a le monopole de la violence. Ce qui signifie que les populations, en particulier dans les sociétés développées, ne peuvent affronter leurs gouvernements sur le terrain de la violence. Cela paraît parfaitement évident. Nos points forts sont l'information, les faits, la justice, la désobéissance et, surtout, le nombre. En bref, la politique. Leurs points forts ce sont le mensonge et, surtout, l'exercice du pouvoir militaire. Sur le terrain de la violence, nous sommes certains de perdre. En revanche, en nous appuyant sur le nombre, l'engagement et le militantisme non-violent, nous pouvons gagner. Certes, la colère est un moteur puissant. Mais il n'y a rien de particulièrement stratégique ou courageux à aller se jeter directement

1. Le *living wage* fait l'objet d'une campagne permanente aux États-Unis. Il s'agit d'augmenter dans certains types de travaux et certains types d'entreprises (le plus souvent ayant des contrats avec les collectivités), les salaires qui ne permettent pas à ceux qui les reçoivent de faire vivre leur famille au dessus d'un seuil déterminé de pauvreté. [ndt]

dans la gueule du lion. Nous devons combiner sens tactique et objectifs stratégiques susceptibles de nous conduire à la victoire. Nous pouvons organiser des réunions d'information, des rassemblements, des manifestations, des grèves. Nous pouvons imposer nos propres blocus. Notre contestation doit se nourrir de notre créativité et de notre dynamisme. Nous pouvons sortir et parler aux gens. Nous pouvons faire obstruction. La destruction de certains biens de propriété est envisageable lorsque elle exprime un message clair et cohérent. Nous pouvons lancer des grenades lacrymogènes pour nous protéger, nous pouvons renverser des barricades ou tout autre obstacle afin de rester mobiles. Mais attaquer la police de front dans l'intention de lui nuire physiquement, en lui lançant des pierres ou des cocktails Molotov, ne fera qu'entraîner l'escalade de la violence. Au lieu de remettre en cause la politique des élites, ce genre d'action la légitime. La violence née de la colère est parfois difficile à éviter. Malgré tout, nous devons l'éviter.

MICHAEL ALBERT

Traduit de l'anglais par Frédéric Cotton



©Thomas Kruse, Cochabamba, février-avril 2000.



La guerre de l'eau *Cochabamba, Bolivie, 1999-2001*

IL ARRIVE QUE LES MOUVEMENTS DE CONTESTATION les plus implantés dans une population restent les plus ignorés des médias et des réseaux militants. C'est le cas de la « *guerra del agua* », qui a eu lieu à Cochabamba de janvier à septembre 2000. Moins romantique et médiatisée que les guérillas centraméricaines, elle incarne pourtant une forme de contestation dont pourraient s'inspirer bien des mouvements de résistance au libéralisme : non seulement parce qu'elle est, à ce jour, la seule lutte qui ait fait reculer, sur le terrain, les forces néolibérales ; mais aussi parce qu'elle s'est accompagnée de pratiques politiques et militantes radicalement démocratiques, dans la mise en place d'une gestion participative de l'eau.

*Cochabambino, Cochabambina,
Les droits ne se mentent pas. Les droits se conquièrent.
Personne ne va lutter pour les nôtres. Ou bien nous luttons pour
la justice ou bien nous tolérons l'humiliation infligée par de
mauvais gouvernants.*

C'est sur ces phrases que s'achève le Manifeste de Cochabamba lancé par la Coordination de l'eau et de la vie, le 10 janvier 2000, veille de la

mise en place du « blocage indéfini » de la ville ¹. Il y avait là un ensemble hétérogène de leaders syndicaux et paysans, de membres des comités d'eau potable et de citoyens indignés par la même chose : le projet gouvernemental de céder l'exploitation de l'eau de la ville à la multinationale Aguas del Tunari.

UNE SITUATION DE CRISE

La plupart des services publics boliviens sont privatisés depuis la fin des années 1980 ². Vingt ans plus tard, le secteur de l'eau fait exception à la règle et demeure géré par des structures municipales, sauf dans la capitale, La Paz, où opère un contorsium, Aguas del Illimani, dans lequel l'entreprise française Vivendi est majoritaire. La loi édictée en octobre 1999 entend mettre fin à la gestion communautaire de l'eau, héritée d'un système de distribution traditionnel, et confier tous les pouvoirs de répartition des privatisations à un « superintendant » national chargé de réaliser la privatisation de l'eau. Ainsi à Cochabamba, Aguas del Tunari, consortium détenu à 55 % par International Water Limited, filiale de la compagnie américaine Bechtel, obtient un monopole de captation et de diffusion qui va jusqu'à interdire de collecter l'eau de pluie dans des bacs privés, ou encore faire payer l'eau d'irrigation aux paysans. Alors que la balance hydrologique du bassin révèle un équilibre fragile entre consommation et apport, le plan d'aménagement conçu pour alimenter la ville – par la construction d'une retenue d'eau, d'une centrale hydraulique et d'un tunnel de 20 km ³– constitue le prétexte pour augmenter les tarifs de 35 % à

1. Pour un récit détaillé de ces événements, lire Raquel Gutiérrez, Alvaro Garcia, Luis Tapia, « La forma multitud de la politica de las necesidades vitales », *El retorno de la Bolivia plebeya* (Raquel Gutierrez et al.), Muela del Diablo editores, Bolivia, 2000.

2. Une présentation des réformes libérales est réalisée par Alvaro Garcia Linera, « Sindicato, multitud y comunidad. Movimientos sociales y formas de autonomía politica en Bolivia », in *Tiempos de rebelion* (Alvaro Garcia Linera et al.), Muela del Diablo editores, Bolivie, 2001.

3. Ce plan, connu sous le nom de « projet Mísicuni », du nom de la rivière sur laquelle il se base, devait être achevé en 2007, pour un coût total de 300 millions de dollars.

300 % selon les cas. Les cuves collectives se trouvent les plus touchées, situation dramatique dans une ville où 55 % des citoyens seulement accèdent à l'eau potable et dont 20 % aux alentours sont approvisionnés par une distribution coopérative. Les particuliers se trouvent également très affectés : le tarif peut désormais s'élever à vingt dollars – pour un salaire mensuel moyen de quatre-vingts dollars. Cette augmentation des prix est liée aux règles édictées par la Banque mondiale, qui interdit l'extension du réseau de distribution par le recours aux subventions d'État et impose une solution uniquement tarifaire, au détriment des populations les plus pauvres ⁴.

Ce sont les paysans qui s'alarment les premiers, dès la promulgation de la nouvelle loi, et montent des groupes spécifiques pour l'eau, les Regantes, regroupés dans la Federacion Departamental Cochabambina de Organizaciones de Regentes (FEDECOR) ⁵. Isolés, ignorés par les partis politiques, ils trouvent appui auprès des travailleurs de la ville, organisés autour de la Federacion de los Trabajadores Fabriles de Cochabamba, un syndicat devenu, depuis quelques années, plus influent et plus mobilisateur que la traditionnelle Confederacion de los Obreros Bolivianos. Cette union des travailleurs ruraux et urbains s'organise, dès le mois de novembre 1999, sous le nom de la Coordinadora del Agua et de la Vida. Très vite, la résistance se met en place et, le 11 janvier 2000, la Coordinadora impulse un blocage des

4. Ainsi à La Paz, l'entreprise Vivendi, qui se présente comme sociale et soucieuse de la nature, coupe purement et simplement l'arrivée d'eau des foyers en retard de paiement ; comme la consommation globale est inférieure aux prévisions, pour des raisons aussi bien culturelles que climatiques, elle coupe l'approvisionnement des secteurs les moins rentables. Tout ceci se fait dans le cadre d'une « politique mondiale de l'eau » gouvernée par les grandes entreprises privées, dont les « experts » promeuvent les intérêts au sein des instances de décision internationales, comme l'a montré Ricardo Petrella dans « La nouvelle "conquête de l'eau" », *Le Monde diplomatique*, mars 2000, p. 32. Lire aussi Maude Barlow, *Blue Gold. The Global Water Crisis and the Commodification of the World's Water Supply*, *International Forum on Globalisation*, San Francisco, juin 1999, <www.ifg.org/bgsummary.html>.

5. Pour des précisions sur le rôle de ces agriculteurs, lire Carmen Julieta Peredo Montaña, « La guerre de l'eau à Cochabamba », *Alternatives Sud*, vol. VIII, n° 4, 2001, p. 183-190.

routes et des rues : au bout de quatre jours, un accord provisoire est conclu avec le gouvernement pour réviser la loi. Mais face au refus de baisser les tarifs, la Coordinadora impulse très vite un mouvement de résistance civile consistant à ne pas payer les factures pendant trois mois ; la situation se durcit au point de provoquer une deuxième mobilisation en février, qui donne lieu à deux jours d'affrontements dans les rues de la ville, et aboutit à un retour des tarifs antérieurs à la privatisation.

En mars, la Coordinadora organise une consultation populaire sur la forme que doit prendre l'exploitation de l'eau : plus de 50 000 personnes participent au vote et réclament le départ du *contorsium* Aguas del Tunari. Cette légitimité populaire permet à la Coordinadora, dont les porte-parole sont entrés dans la clandestinité pour échapper à la répression, de tenir la ville lorsque, en avril, le gouvernement envoie les forces armées pour lever le blocage, mais doit se résoudre à négocier face à la mobilisation massive de la population et consentir au retrait de Aguas del Tunari.

Ce retrait marque la déprivatisation du service de l'eau et permet la mise en place d'une entreprise municipale autogérant la captation et la diffusion. L'action de la Coordinadora del Agua ne s'est en effet pas limitée à une résistance des rues : elle a rédigé des propositions de loi impliquant la collectivisation de l'exploitation de l'eau par la mise en place d'une structure municipale coopérative, la SEMAPA (*sociedad empresaria municipal de agua potable y alcantarillado*). Dès l'été 2000, des ingénieurs et des administratifs sont recrutés par la Coordinadora pour faire fonctionner cette structure municipale, dont le bon fonctionnement devient un enjeu politique majeur en Bolivie : la *guerra del agua* a marqué dans le pays un réveil des mouvements sociaux (notamment sur l'électricité et l'éducation) qui ont pour point commun de demander une réappropriation populaire de ces services fortement ébranlés par les privatisations.

LES CONDITIONS SOCIALES DE LA CONTESTATION

Même si les photographies existantes montrent bien des affrontements urbains entre des jeunes et la police, la guerre de l'eau n'est pas un mouvement de résistance aussi spontané qu'un regard extérieur

pourrait le laisser croire. Cette mobilisation comporte certaines conditions sociales qui expliquent la mobilisation d'une grande partie de la population sur un sujet, la gestion de l'eau, qui focalise toutes les injustices : cette reconquête de la « dignité civile » fut une lutte « contre la peur » inspirée par des décennies de pouvoir arbitraire. « *Hemos perdido el miedo* » [nous n'avons plus peur], est-il encore écrit sur une affiche de la place.

Et tout d'abord les particularités de la région de Cochabamba : dans un secteur géographique relativement enclavé, entre l'Altiplano et les plaines de l'Est où s'étend Santa Cruz, la plus grande ville du pays, une identité locale spécifique s'est développée et a regroupé des populations hétérogènes comme les paysans indigènes aymaras et les anciens mineurs de la région de Potosí, devenus *cocalleros* (cultivateurs de coca) à la fermeture des mines. Cet ancrage local a permis la constitution d'une forte tradition militante ⁶. Une identité paysanne s'est ainsi forgée dans les luttes politiques d'une région marquée par la révolution de 1952, qui a permis la mise en place d'un syndicalisme paysan puissant ⁷, dont de nombreux leaders avaient été formés dans les régions ouvrières du pays avant d'émigrer dans des zones plus rurales lors de la fermeture des mines ⁸. Ce mouvement s'est accentué depuis les années 1960, dont le savoir-faire militant a renforcé les mouvements des sans-terres ou des *cocalleros*. Le syndicalisme agraire redouble alors l'action des mouvements indigènes qui, depuis la résistance au colo-

6. José M. Gordillo, *Campesinos revolucionarios en Bolivia. Identidad, territorio y sexualidad en el Valle Alto de Cochabamba (1952-1964)*, Promec/Universidad de la Cordillera/Plural editores, Bolivie, 2000.

7. Cette révolution permit la nationalisation des mines, l'instauration du suffrage universel et une réforme agraire permettant un partage des terres. Le syndicalisme agraire a permis au MNR (Mouvement national révolutionnaire), le parti au pouvoir dans les années 1960 et 1970, de contrôler le mouvement paysan. Lire à ce sujet Jean-Pierre Lavaud, « La mobilisation politique du paysannat bolivien », *Revue française de sociologie*, XVIII, 1977, 625-649.

8. Sur les trajectoires de ces leaders paysans, lire José M. Gordillo (dir.), *Arando en la Historia. La experiencia política campesina en Cochabamba*, CEP/CERES/PLURAL editores, Bolivie, 2000 ; Sinforo Rivas Antezana, *Los ombres de la Revolución. Memorias de un leader campesino*, José M. Gordillo (dir.), CERES/PLURAL editores, Bolivie, 2000.

nialisme et le katarisme ⁹, a trouvé dans la défense de la feuille de coca le principe de redéfinition d'une identité nationale ¹⁰.

La crise du mouvement ouvrier en Bolivie, marquée par l'échec de la marche sur La Paz en 1986 ¹¹, a aussi ouvert des espaces de militantisme plus proches des réalités locales. L'action de la Federación de los Fabriles de Cochabamba, qui a donné à la Coordinadora del Agua les moyens matériels d'une action autonome, s'inscrit ainsi dans le vide laissé par la COB (Confederación Obrera Boliviana). Le syndicat des Fabriles, à la tête duquel se trouve Oscar Olivera Foronda, ancien ouvrier de la plus grande fabrique de chaussures du pays, est fortement implanté dans la population grâce à un soutien pour les droits élémentaires, non seulement des travailleurs mais aussi des individus ou groupes sociaux les plus en difficulté : dans les locaux, situés à l'angle de la place principale de la ville, défilent à longueur de journée des gens qui peuvent n'être ni membres du syndicat ni ouvriers. Cet ancrage local du syndicat des Fabriles, renforcé par la mise en place, à la fin des années 1990, d'une école syndicale, s'ajoute au capital symbolique d'Oscar Olivera, comme porte-parole de la Coordinadora, face à des représentants gouvernementaux qui impulsent un retrait de l'État perçu par la population comme une trahison supplémentaire en faveur du capital étranger. Les entreprises multinationales contrôlent, à la fin des années 1990, 35 % du PIB du pays et constituent les agents « modernisateurs » d'une économie fortement dualisée où les capitalistes nationaux voient peu à peu leur place se réduire, ce qui explique, à Cochabamba comme dans d'autres régions de Bolivie, que les élites locales se trouvent parfois au soutien des mobilisations des plus démunis.

Ce régime d'accumulation capitaliste hybride, où coexistent les structures productives traditionnelles, coloniales et néolibérales, a précipité la désagrégation de la condition ouvrière et de sa forme

9. Mouvement indigène qui s'est développé dans les pays andins, au xx^e siècle, en réabillant notamment l'identité culturelle et ethnique des Aymaras.

10. Felix Patzi Paco, *Insurgencia i sumisiòn. Movimientos indigeno-campesinos (1983-1998)*, Mueal del Diablo editores, Bolivia, 1999.

11. La marche sur La Paz avait été organisée en 1986 par les syndicats ouvriers pour protester contre la politique du gouvernement en matière d'emploi. (lire Alvaro Garcia Linera, « La muerte de la condicion obrera del Siglo XX. La marcha minera por la vida », in *El retorno de la Bolivia plebeya, op.cit.*).

organisationnelle autour d'un syndicat de masse ¹². La fragmentation du monde ouvrier dans des fabriques, légales ou clandestines, de petite taille, plus adaptées à la flexibilité de la commande externe ou à la mise en place d'une économie parallèle, ne permet pas la réorganisation de travailleurs précarisés et exploités dans une structure représentative ¹³. Le développement de formes d'auto-organisation locales, qui s'appuient sur les structures traditionnelles pour pallier aux carences publiques dans les domaines de base (eau, alimentation, électricité) peut ainsi être interprété comme une tentative de s'opposer à ces mécanismes économiques de dérèglementation.

À ce contexte historique et politique, il faut ajouter l'efficacité propre de la forme organisationnelle du mouvement. L'alliance entre les paysans, les comités pour l'eau, les ouvriers et les professions intermédiaires, tous représentés dans la Coordinadora del Agua, a permis à la fois une forte implantation dans les divers groupes sociaux de la population et une unité d'action favorisée par des pratiques démocratiques : l'organisation d'assemblées de quartier, permettant de faire remonter les problèmes et de construire des revendications communes; la tenue d'assemblées générales sur la place centrale – pour avaliser ou infirmer les décisions des mandataires dans la Coordinadora – ont institué une participation politique, horizontale et populaire ¹⁴, qui s'est concrétisée, en juillet 2000, avec le choix des techniciens de l'entreprise municipale par une structure émanant de la Coordinadora. Espace public d'expression et instance de mobilisation, elle est ainsi devenue forme d'auto-organisation populaire qui s'incarne dans une assemblée constituante regroupant des représentants des quartiers (majoritaires), des forces syndicales, des groupes professionnels et de la municipalité – ce qui implique une négociation collective de la fiscalisation de la population.

La *guerra del agua* constitue une manifestation exemplaire à plusieurs égards. Dans un contexte peu favorable à l'émergence de mouvements de résistance aux logiques libérales, elle montre qu'un travail de

12. E. Zibechi, « La disgregación de la clase obrera », in *La mirada horizontal : movimientos sociales y emancipación*, Nordan-Comunidad, Montevideo, 1999.

13. Alavaro Garcia Lienera, « Sindicato, multitud y comunidad », *op.cit.*

14. Lire Raquel Gutierrez, « La coordinadora del agua y de la vida a un año de la "guerra del agua" », in *Tiempos de rebellion*, *op.cit.*, p.193-214.

mobilisation à la base, favorisant la participation sociale, donne force et légitimité à la contestation. Elle montre aussi qu'il est possible d'échapper au dilemme entre la nationalisation et la privatisation par la mise en place d'une entreprise municipale soumise au contrôle des populations concernées. Bien plus, la déprivatisation de l'entreprise constitue un exemple de réappropriation sociale des richesses qui concilie gestion administrative d'un service public et participation sociale, prise en compte de critères d'efficacité et élaboration de projets communs.

FRANCK POUPEAU

La récupération de la contestation par les médias

La force de la bourgeoisie française, comme disaient les marxistes, a toujours été d'avaler ses contestataires en les installant au cœur du système.

ALAIN MINC, 2001

LES GROUPES CONTESTATAIRES (partis, associations, collectifs ou syndicats) agissent le plus souvent comme si leur rapport aux médias allait de soi : ils pensent se servir des grands moyens de communication sans s'y asservir. Plus opportunément, ces groupes déclarent volontiers que cette question du rapport aux médias est secondaire, voire dépassée.

Par médias, nous entendons « médias dominants », c'est-à-dire les « faiseurs d'opinion » qui, dans leur immense majorité, ont accompagné, voire encouragé les politiques néolibérales au cours de ces vingt dernières années : les grandes chaînes et stations audiovisuelles privées ou publiques ; les principaux quotidiens nationaux et régionaux. Pour analyser le danger que ces médias dominants font peser sur les mouvements contestataires, nous allons prendre l'exemple de ce que les journalistes appellent le « mouvement anti-mondialisation », et plus précisément de l'association ATTAC.

Le discours des possédants sur les mouvements qui contestent le libéralisme économique a beaucoup évolué au cours des premiers mois de l'année 2002. Quinze des seize candidats déclarés à l'élection présidentielle se prononçaient en faveur de la taxe Tobin en mars 2002, y

compris ceux qui ne l'ont jamais défendue dans les cénacles internationaux quand ils pourtant avaient l'occasion de le faire. Pour mesurer cette inflexion, on peut analyser les sinuosités de plume du « nouveau philosophe » Bernard-Henri Lévy, tant celles-ci épousent l'air du temps et servent de boussole à qui voudrait jauger l'état d'esprit de la bourgeoisie économique et culturelle.

Bernard-Henri Lévy, acte I. En juin 2001, après le sommet européen de Göteborg, BHL renvoyait dos à dos le « populisme musclé » de Silvio Berlusconi et la révolte des manifestants en s'interrogeant : « Et si c'était les deux faces de la même monnaie ? Les deux mufles de la même Bête ? [...] Les ennemis intimes de la nouvelle Europe. » (*Le Point*, 21 juin 2001)

Bernard-Henri Lévy, acte II. Six semaines plus tard, en août 2001, BHL souhaite débattre avec les « ennemis intimes de la nouvelle Europe ». Il admet que « les antimondialistes n'ont pas tort » de vouloir annuler la dette du tiers-monde ou de soustraire l'éducation et la culture à l'emprise du marché (*Le Point*, 3 août 2001). Désormais partisan de la taxe Tobin, il rédigera la semaine suivante un texte justifiant cette mesure. Enfin, il appelle au « débat », mais à condition que les contestataires cessent de contester le libre échange et lui parlent poliment.

Pourquoi ce revirement ?

Le contexte a changé. À la fin de l'année 2000, on annonce un ralentissement économique aux États-Unis et en Allemagne. Simultanément, l'élection rocambolesque de Georges Bush met en cause le modèle démocratique américain, c'est-à-dire la vitrine politique du capitalisme. Vient ensuite l'affaissement de la « nouvelle économie », présentée par une presse quasiment unanime comme l'avenir du capitalisme et le gage de son dynamisme. Ces changements interviennent sur fond de catastrophes écologiques – naufrage de pétroliers, fièvre aphteuse – qui dévoilent l'envers de la médaille du libre échange.

Les possédants ont changé de discours. Un peu comme ces éditorialistes opportunistes qui soudain se bousculent pour critiquer « Le capitalisme triomphant » (Jacques Julliard, *Le Nouvel Observateur*, 26 juillet 2001), des patrons se félicitent de l'existence d'un mouvement contestataire. Ainsi Jean-Marie Messier, ancien conseiller d'Édouard Balladur et patron de Vivendi-Universal, explique : « Face à la mondialisation des capitaux, à l'internationalisation des entreprises et aux pouvoirs ac-

crus des instances supranationales s'organise une mondialisation de la contestation. Cela me paraît normal. Et même plus, bénéfique. » (*J6M.com*, Hachette, 2000, p. 233)

D'autres responsables appellent à leur tour les contestataires au dialogue et au partenariat. En France, Jacques Chirac souhaite « humaniser la mondialisation » ; le porte-parole du PS regrette de ne pas avoir participé aux manifestations de Gênes ; le gouvernement embauche des « experts en anti-mondialisation. » (*Le Figaro*, 19 juillet 2001 ; *Le Nouvel Observateur*, 25 juillet 2001).

Dans le contexte pré-électoral de l'hiver 2002, l'élan récupérateur s'intensifie : reçu à Matignon au cours de l'été 2001, le président d'ATTAC, Bernard Cassen, est invité à l'Élysée. Et pas moins de six membres du gouvernement Jospin se précipiteront à Porto Alegre fin janvier : devant les caméras de télévision, ces ministres dénoncent au Brésil l'ordre économique dont ils sont en France les commissaires politiques.

Au plan européen, le président en exercice de l'Union européenne, Guy Verhofstadt (Premier ministre belge) rédige une lettre ouverte pleine de prévenance adressée « À vous, les antimondialistes... » (*Libération*, vendredi 28 septembre 2001).

Même l'organisateur du Forum économique mondial de Davos, Klaus Schwab, lance un appel au débat : « La société civile, qui veut contribuer activement au débat, mérite une place autour de la table. » Mais cette invitation ne s'adresse pas également à chacun : « Quant à ceux qui estiment que le monde des affaires est par définition mauvais ou qui s'opposent fermement à l'économie de marché, eh bien nous n'avons pas grand chose en commun avec ces gens-là. » (*Libération*, 30 juillet 2001)

Les contestataires « jouent le jeu ». Le retournement s'opère d'autant plus facilement que les contestataires, même s'ils n'ont rien obtenu que des phrases et des sourires, se déclarent disposés au « dialogue ». Ils acceptent le rôle de contestataires-partenaires. Un responsable d'ATTAC, Christophe Aguiton, déclare dès juillet 2001 : « Nous sommes prêts à discuter avec tout le monde car nous considérons que le débat démocratique a toute sa place. » (*Le Figaro*, 18 juillet 2001)

On assiste ainsi à la rencontre entre un système contesté désireux de changer d'apparence en se déclarant prêt à tous les débats et des contestataires disposés sinon à modérer leurs critiques du moins à bien

se tenir à table. C'est dans les médias que s'opère cette rencontre ; les médias s'emploieront à l'entretenir et à la pérenniser.

En effet, les contestataires se sont médiatisés : ils répondent aux sollicitations incessantes de la presse, multiplient les entretiens, assurent une présence de tous les instants à la télévision. Mais se médiatisant, ils devaient accepter de participer aux « débats » qui transforment le combat politique en simulacre démocratique.

Bref, les contestataires devaient accepter de parler *pour* les médias. Cela allait leur imposer toutes sortes de contreparties.

QUAND LES MÉDIAS ÉLISENT LES CONTESTATAIRES

Parler pour les médias, c'est entériner l'idée que les médias distribuent la parole. C'est accepter que les journalistes sélectionnent les mouvements et leurs porte-parole.

La presse accorde prioritairement son attention à ceux qui se plient aux attentes et aux clichés de la profession. La contestation doit être un spectacle. Un spectacle mettant de préférence en scène des formes d'action « novatrices » (manifeste en maillot de bain dans la Méditerranée au mois de décembre) plutôt que des manifestations classiques ; des slogans qui sonnent comme de la publicité ou des titres de presse plutôt que des mots d'ordre « revendicatifs » perçus comme ennuyeux ou « corporatistes » ; des manifestants plutôt jeunes et éduqués, des salariés prioritairement issus des classes moyennes. De leur côté, s'ils veulent accéder aux médias, les ouvriers devront se déclarer « prêts à tout pour sauver leur emploi », y compris à faire sauter leur usine (Cellatex).

Dans leur traitement de la contestation, comme du reste de « l'actualité », les journalistes privilégient ce qu'ils jugent « nouveau » (« nouveaux mouvements sociaux », « cyber-résistances », etc.). Les mobilisations « traditionnelles » sont en revanche perçues comme « archaïques » parce qu'elles émanent plus souvent de ces classes populaires dont les journalistes ont scellé le destin historique. Passer du « nouveau » à l'« archaïque », c'est risquer le trou noir médiatique et l'oubli. « Nouvelles » il y a trois ans, les luttes des chômeurs n'inspirent plus aux médias que la commisération réservée aux combats disqualifiés comme « traditionnels », « corporatistes », etc.

De même qu'ils sélectionnent les mouvements contestataires, les médias choisissent les porte-parole les plus conformes à leurs attentes : des intervenants habitués aux exigences professionnelles des journalistes et disposés à s'y soumettre. Ces intervenants savent qu'il faut :

— se montrer disponible : aller dans les médias avant de s'interroger sur la nécessité d'y aller, garder toujours un portable en éveil (même pendant les réunions) afin de ne pas rater une éventuelle proposition d'émission ;

— accepter de se plier aux délais et aux durées des journalistes (alors qu'on n'est pas journaliste) : rendre son article à temps pour le bouclage ; marchander son temps (aussi long que possible) et son heure (*prime time*) de passage à l'antenne ;

— se résigner au choix par le journaliste de l'extrait, en général minuscule, jugé « significatif », etc. ; retenir cet extrait pour le marteler lors des prochains entretiens (ce qui facilitera le travail des autres journalistes) ;

— enfin, accepter la personnalisation des luttes collectives. Portraits en dernière page de *Libération*, questions intimes dans les émissions de Thierry Ardisson, mise à nu sur les plateaux de Michel Drucker, etc. : les représentants de la contestation sont sommés de dévoiler une partie de leur vie privée, de leurs goûts, de leurs aventures personnelles plutôt que d'exposer les objectifs, les combats et la pensée des mouvements collectifs qu'ils sont censés représenter. Tout cela au nom d'un principe journalistique selon lequel le public apprécierait davantage la mise en scène d'histoires individuelles que le détail d'une pensée politique. Or, on le sait, ce principe de personnalisation, qui est aussi un principe de dépolitisation, constitue l'un des rouages du jeu politique français, où chaque parti, chaque tendance, est incarné par une « personnalité ». Comment contester ce jeu politique à l'américaine quand on en a soi-même été l'acteur consentant ?

Si les contestataires cèdent à ces exigences, c'est aussi parce qu'ils ont noué des relations de confiance, de complicité, voire d'amitié avec les journalistes chargés de couvrir leur action. Des journalistes souvent sympathiques, parfois engagés, et qui, comme on l'entend souvent, « font bien leur travail », « essaient de faire entendre un autre son de cloche » ou encore « se battent dans leur rédaction pour faire avancer des idées proches des nôtres ». Mais ces journalistes n'en demeurent pas moins salariés d'entreprises soumises à des exigences économiques,

« techniques » et idéologiques. En voulant encourager tel journaliste du *Monde* ou de *Libération* qui « est de notre côté », on autorise son employeur à feindre le pluralisme.

À ces contraintes professionnelles s'ajoutent des *contraintes d'ordre social*. Les journalistes dominants recherchent des interlocuteurs qui leur ressemblent. Ils sélectionnent des intervenants capables de leur parler un langage qu'ils comprennent et apprécient (la « petite phrase » qui fait mouche, le « mot choc », etc.). Ici, la sélection est avant tout culturelle, c'est-à-dire sociale : les journalistes dominants sont majoritairement issus des classes cultivées, souvent possédantes. Ils ont fait des études, sont passés par des écoles qui leur ont inculqué une sociabilité bourgeoise, fréquentent eux-mêmes des gens instruits, etc. Spontanément, ils seront davantage sensibilisés au discours court, distingué, mondain, qu'à l'expression populaire plus directe et plus vive. Spontanément, ils jugeront « meilleur », plus intéressant, plus percutant, celui ou celle qui s'exprimera avec leurs mots et leur système de référence.

Ainsi, ce sont peu à peu les médias, et pas les militants, qui « élisent » et rendent célèbres les représentants du mouvement. Or, les critères d'excellence médiatique sont très différents des critères militants. L'autorité militante s'appuie sur l'expérience, le savoir-faire, la camaraderie, l'aptitude à payer de sa personne, etc. ; l'autorité médiatique se jauge à la fréquence des passages à l'antenne, à l'aisance dans les « débats », au nombre de petites phrases reprises par un quotidien de référence. Le choix de l'une plutôt que de l'autre ne peut rester sans conséquences : pendant que les médias offrent à certains d'être vus, ils taisent l'existence d'autres qui, dans l'anonymat des luttes sociales « ordinaires », constituent le mouvement.

L'IDÉOLOGIE DES « DÉBATS »

Les porte-parole sélectionnés par les médias sont constamment sommés de participer à des « débats ». Les journalistes-animateurs aimeraient y réduire la vie démocratique, ce qui leur permettrait d'en monopoliser la mise en scène.

L'idéologie sous-jacente des débats postule que deux positions opposées sont néanmoins conciliables. Et qu'en définitive les conflits trouveront une solution une fois améliorée la communication individuelle

entre les protagonistes. Il faut donc discuter, se concerter, avec des politiques, des experts, des intellectuels mondains, négocier le droit de répondre à une tribune et voir cette réponse immédiatement ensevelie sous dix autres points de vue contraires. Il faut « jouer le jeu ». À son tour, organiser des débats, tantôt avec un commissaire européen, tantôt avec un ministre ou un patron de multinationale. Quant aux réfractaires aux « débats », on leur imputera de « nier la complexité du monde ».

Cette prolifération de débats a des conséquences à la fois organisationnelles et idéologiques. Les organisations doivent former des « experts » en débats, reconnus comme tels par les journalistes, c'est-à-dire capables de situer leur propos dans le cadre du jeu politique traditionnel qui fascine les commentateurs dominants. Sous couvert d'expertise, la dynamique du débat spécialise et bureaucratise.

Réduire aux débats l'expression des combats conduit en outre à multiplier les « propositions » de réforme du système en place afin de répondre à la question rituelle : « Concrètement, qu'est-ce que vous suggérez ? » Puis on acceptera que les experts de la contestation infléchissent et tempèrent ces propositions pour tenir compte des critiques des « experts » de l'adversaire. « Une taxe de 1 % sur la spéculation, vous n'y pensez pas, c'est beaucoup trop élevé ! 0,1 % à la rigueur, mais 0,01 serait plus raisonnable. » Etc. Le débat débouchera sur un consensus... ou sur un autre débat alors que le travail des contestataires devrait consister plutôt à nourrir la contestation.

Le débat médiatique constitue ainsi un excellent moyen de civiliser, de discipliner les opposants à l'ordre. Et de les cantonner dans un rôle d'aile gauche du discours dominant. À force de jouer le jeu, ces opposants oublient qu'ils étaient venus pour casser le jeu.

Enfin, parler *pour* les médias, c'est parfois devancer leurs exigences. La prévenance à l'égard des « contraintes » médiatiques peut se manifester par des prises de positions hâtives. On se souvient avec quel empressement et quelle véhémence les dirigeants d'ATTAC ont condamné les « violences » de Göteborg et de Gênes. En s'instituant procureurs des manifestants radicaux, ces responsables n'exprimaient pas seulement leur opinion non-violente : ils se prémunissaient contre tout retournement des médias à leur détriment. S'ils n'avaient pas craint par-dessus tout de perdre les faveurs de « l'opinion publique », ils auraient peut-être pris le temps d'une réflexion collective pour expliquer,

par exemple, que la présence de policiers chez les radicaux ne transformait pas automatiquement les radicaux en policiers.

Ces réactions à chaud posent un autre problème : celui de leur légitimité. Le rythme trépidant des médias diffère en effet de celui, plus lent, de la *délibération collective* et de l'*organisation démocratique*. Répondre séance tenante aux injonctions des journalistes interdit toute consultation préalable de la base.

Le 1^{er} septembre 2001, Edwy Plenel, directeur de la rédaction du *Monde*, recevait le président du conseil scientifique d'ATTAC sur une chaîne du groupe Bouygues (LCI, « Le Monde des idées »). Plutôt que d'évoquer le problème que pose la propriété sans cesse croissante des médias par des grands groupes industriels, ce responsable d'ATTAC devança les objections de son interrogateur : « Vous savez, les jeunes gens au regard fiévreux qui veulent nous imposer leur perfection, ce n'est pas ma tasse de thé. [...] Bien sûr, nous ne sommes pas révolutionnaires. » Pourquoi une association qui demande une taxe à 0,1 % des mouvements de capitaux doit-elle encore accepter d'expliquer qu'elle n'est pas révolutionnaire et livrer cette « révélation » sur une chaîne privée ?

PARLER POUR LES MÉDIAS, C'EST SE TAIRE SUR LES MÉDIAS

Invités à s'exprimer dans les médias, les opposants à l'ordre néolibéral renoncent à faire leur travail d'« éducation populaire » dès lors que ce travail les obligerait à évoquer la propriété des médias par des multinationales, le statut social des journalistes et animateurs qui les invitent, le rôle des médias dans la mise en place et dans l'imposition de la pensée de marché.

La propriété des médias par des multinationales

Les médias appartiennent aux plus puissantes multinationales de la planète : Microsoft, Vivendi, Aol, General Electric, Mediaset, Bertelsmann, etc. Pourtant, ceux qui contestent le pouvoir des multinationales se trouvent comme frappés d'amnésie lorsqu'une filiale de ces entreprises les convie dans un studio. Interrogé par Jean-Pierre Elkabbach sur Europe 1, station du groupe Lagardère (20 juillet 2001, 8 heures 20), le président d'ATTAC-France a omis de signaler aux auditeurs qu'Elkabbach était très officiellement « conseiller spécial pour la stratégie média du groupe Lagardère ». Le 22 octobre 2001, *Le Monde* a offi-

cialisé le principe de sa prochaine introduction en Bourse. Ceux qui combattent la dictature des marchés financiers n'ont pas encore critiqué cette décision qui marquera l'histoire de la presse française. Serait-ce qu'ils préfèrent conserver le droit de publier, de temps à autre, une tribune dans les pages « débats » de ce quotidien vespéral des marchés ?

Le statut social des journalistes & des animateurs qui les invitent

Des journalistes comme Michel Field, Karl Zéro, Thierry Ardisson ou Michel Drucker ont été ou sont à la fois animateur de « débats » et patrons d'entreprises de production. La privatisation de la télévision et le démantèlement du service public leur ont donc personnellement profité. Leurs intérêts ne coïncident ni avec ceux de l'information démocratique, ni avec les intérêts spécifiques du métier de journaliste. Encore moins avec ceux du « public ». Plutôt que d'alimenter un sentiment de connivence en se laissant menotter à Michel Drucker ou en permettant, ravi, à Thierry Ardisson de chanter les louanges de la taxe Tobin, les contestataires ne devraient-ils pas évoquer la double casquette de leur « complice » ? Et ne pas oublier de mettre en cause la pratique de ceux qui alignent des « ménages » à 70 000 francs la soirée pour le compte de grandes entreprises.

Le rôle des médias dans la mise en place & dans l'imposition de la pensée de marché

Libération dans les années 1980, TF1 au début des années 1990, *Le Monde* depuis 1994 ont été tour à tour les tambours de l'idéologie dominante. L'expansion du journalisme économique, la multiplication des rubriques financières, des chroniques boursières, des émissions ou des suppléments sur l'argent – comment le gagner, le placer, le dépenser, etc. –, ce journalisme qui n'informe plus sur l'économie mais qui apprend à devenir un agent économique... voilà l'évolution que pourraient rappeler les contestataires lorsqu'ils sont invités à débattre dans les médias.

Cette amnésie des responsabilités médiatique est souvent facilitée par l'amnésie des responsabilités politiques. Quand ils sont reçus à Matignon ou qu'ils participent au conseil d'analyse économique du Premier ministre, les critiques de la mondialisation capitaliste se gardent d'évoquer le rôle que ces mêmes socialistes ont joué dans l'impo-

sition des politiques néolibérales. C'est en effet sous des gouvernements de gauche qu'ont été décidées et appliquées les restructurations industrielles, la politique salariale de rigueur, la politique monétaire génératrice de chômage, etc.

Devenus des « critiques de confort » de « Chirac », « Bush » et « Berlusconi », les contestataires médiatiques éludent opportunément le rôle des socialistes dans l'injection en France du berlusconisme culturel et politique. La création en France d'une Cinquième chaîne privée attribuée à Silvio Berlusconi fut l'œuvre de la « gauche », pas de « Chirac » ; la participation à la guerre du Golfe, fut l'œuvre de la « gauche », pas de « Chirac » ; la promotion de l'homme d'affaires Bernard Tapie au poste de ministre de la Ville, fut l'œuvre de la « gauche », pas de « Chirac. ». L'éducation populaire, c'est aussi cette mémoire-là.

La plupart des organisation ou des dirigeants qui ont joué la carte médiatique ont été soit transformé en « phénomène tendance », soit récupérés par le système. On se souvient de Georges Marchais, secrétaire du parti communiste français annonçant en direct à la télévision l'abandon de la dictature du prolétariat devant des militants médusés ; on se souvient de l'association SOS-Racisme encouragée par Jacques Attali et financée par Elf. Sans oublier l'anarchiste de télévision Daniel Cohn-Bendit. Chaque fois, la « starisation » (Marchais) ou la notabilisation (Harlem Désir et Daniel Cohn-Bendit) ont détourné les militants de l'action collective.

La stratégie de médiatisation risque de transformer la nature du mouvement anticapitaliste. Et de lui nuire. Elle conduit à privilégier les succès rapides, les réformes « pratiques » immédiatement accessibles au détriment d'un travail de fond, de critique et d'éducation populaire.

SERGE HALIMI & PIERRE RIMBERT
Février 2002

Ce texte reprend les termes d'une intervention orale destinée à des militants du mouvement social ; une première version fut diffusée dans le cadre de l'association ATTAC. Les éléments de cette réflexion sont développés au fil des numéros du journal *Pour lire pas lu - PLPL* (BP 2326, F-13213 Marseille cedex 02).

L'espace public comme construction journalistique

Les auteurs de « tribunes » dans la presse écrite

PARMI LES TRANSFORMATIONS RÉCENTES qui ont contribué à modifier la physionomie de la presse, que ce soit dans son contenu, son style, sa présentation ou encore ses fonctions, une des plus remarquables est, sans doute, l'essor d'un genre nouveau, la « tribune » – appelée aussi « opinion libre », « point de vue », « éditorial »... Intermédiaire entre le courrier des lecteurs (avec lequel il se confond parfois), les articles d'information élaborés par les journalistes de métier, et des écrits d'expert, ce genre est censé favoriser des traits qui manquent habituellement à la simple relation des faits : d'abord une réflexion « en profondeur » sur l'actualité, et ensuite l'expression de la diversité des opinions. La rareté de l'espace rédactionnel fait que n'importe qui ne saurait y avoir accès. L'auteur d'une tribune revendique un point de vue certifié par une signature et, refusant d'être enfermé dans la particularité, celle du simple lecteur, il met généralement en avant un capital d'une espèce déterminée (moral, scientifique, etc.) qui lui permet, en principe, de parler en connaissance de cause. Il est constitué par la presse en mandataire officieux de la mise en forme des opinions à partir desquelles s'engendre ce qu'on appelle l'« opinion publique ». Les textes de ces mandataires tendent à structurer celle-ci par

la sélection des sujets qu'ils contiennent, par le classement qu'ils en proposent et, corrélativement, par l'exclusion effectuée tacitement des choses insignifiantes ou secondaires. La tribune, qui se définit par opposition à l'article journalistique, est plutôt du côté de la synthèse (vs l'analyse), de la vision élevée ou « en profondeur », de la prise de position extraordinaire (vs le reportage routinisé des « faits »). La presse consacre ainsi une forme spécifique de compétence qui est très inégalement distribuée.

Deux conditions décisives semblent avoir présidé à la fortune de ce genre journalistique. Au fur et à mesure que la télévision tendait à remplir une fonction d'information auprès d'une vaste audience et que, corrélativement, son poids économique croissait à travers le marché publicitaire, les autres médias, en particulier les quotidiens et les hebdomadaires, ayant à lutter pour conserver leur audience, ont dû renoncer à remplir certaines de leurs fonctions anciennes et ont été conduits à explorer d'autres voies, les unes consistant à aborder de nouveaux domaines – « société », « vie des entreprises », « mode », « guide » de sorties, de télévision, etc. –, les autres à favoriser une vision de l'actualité fondée sur le « recul », l'« analyse », le « déchiffrement » : la création et l'officialisation de la fonction de plus en plus fréquente d'« éditorialiste » dans nombre de journaux est l'un des signes d'une telle évolution. Dans le même temps, l'essor du système scolaire et universitaire a suscité des agents prédisposés au « débat » et à la controverse : il s'agit, d'une part, de ces nouveaux lecteurs soucieux d'échapper à la consommation passive de nouvelles et à la tyrannie du « sensationnel », ceux-là mêmes qui ont assuré, au cours des années 1970 et 1980, la prospérité de titres comme *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur* ou *Libération*, et, d'autre part, des spécialistes, en nombre croissant, que l'Université a dotés d'une compétence susceptible d'être reconnue et utilisée dans d'autres univers. Cette évolution, loin d'être purement quantitative, s'est accompagnée d'un brouillage des frontières entre le champ journalistique et le champ universitaire. La presse faisait appel, parmi les « spécialistes », non pas nécessairement à ceux qui étaient jugés comme les plus compétents par leurs pairs, mais à ceux qui, étant pourvus de qualités aussi proches que possible de celles des journalistes qui les sollicitent, correspondaient le mieux à la vision journalistique de l'intellectuel et étaient donc, par là, présumés convenir aux lecteurs. Les journaux, ayant besoin de « noms » et disposant,

de surcroît, des moyens de procurer une visibilité élevée dans un temps court, avaient toutes chances d'éveiller des vocations d'intellectuels parmi ceux qui, pressés d'accéder à un statut prestigieux sans avoir eu à subir les charges qui, jusqu'alors, lui avaient été associées, se montrent le mieux capables de jouer toutes sortes de double jeu, de la qualité et de l'accessibilité, de l'audace et de l'audience, de la « révolte » et de la conformité. Ainsi tend à se constituer un secteur de « culture intellectuelle moyenne ¹», suscité et entretenu par des croyances caractérisées par le décalage entre des ambitions hautes et les moyens de les satisfaire ; ambitions condamnées à ne se satisfaire qu'à travers des produits culturels ayant les apparences de la qualité authentique.

La presse introduit donc des formes de discours et de consécration qui obéissent à une logique de concentration : les noms qu'il s'agit d'attirer par les gratifications de la reconnaissance publique, ainsi que par des incitations matérielles, sont aussi les plus visibles, c'est-à-dire ceux qui, directement ou indirectement, disposent de positions établies, que ce soit à titre d'auteur célèbre et célébré (livre de poche), de critique, de collaborateur de revue culturelle, de directeur de collection, de conseiller dans l'édition, d'animateur d'émission culturelle, de chroniqueur, ou tout cela en même temps. L'un des symptômes les plus manifestes de cette évolution est l'existence de positions qui se situent à l'intersection du champ de la presse, du champ intellectuel et du champ éditorial. La présence d'intellectuels, réels ou présumés, dans les journaux est publique et même officielle lorsque le nom est affiché dans l'« ours » : Jacques Julliard, André Burguière, Mona Ozouf et, autrefois, François Furet au *Nouvel Observateur* (respectivement comme directeur-adjoint et comme membres de la rubrique « Lettres ») ; Luc Ferry et Bernard-Henri Lévy au *Point* ² ; Jacques Attali à l'*Express* (comme chroniqueur) ; Alexandre Adler, Jean-Claude Casanova, Daniel Cohen, Jean-Paul Fitoussi, Bernard-Henri Lévy et Philippe Sollers au *Monde* (comme éditorialistes associés). En même temps, les journalistes et les intellectuels présents dans la presse écrite tendent à

1. Ce terme ne désigne que les nouvelles formes « intellectuelles » de culture en simili (lire Louis Pinto, « *L'intelligence en action* » : *Le Nouvel Observateur*, Métaillé, 1984, p. 21 sq.).

2. Le propriétaire du *Point* – homme d'affaires bien connu, qui a racheté la société du père de Bernard-Henri Lévy – a pour conseiller Alain Minc, président de la Société des lecteurs du *Monde*.

être présents dans l'édition (Philippe Sollers chez Gallimard, Bernard-Henri Lévy chez Grasset, Jacques Julliard et Olivier Mongin au Seuil, etc.) et dans d'autres médias : Frantz-Olivier Giesbert – directeur des rédactions du *Figaro* (*Figaro*, *Figaro Magazine*), puis transfuge du *Nouvel Observateur*, auteur de romans, animateur de l'émission littéraire « Le gai savoir » sur la chaîne câblée Paris-Première ; Serge July – directeur de *Libération*, participe à l'émission politique de Christine Ockrent sur France 3 et au « Club de la Presse » sur Europe 1 ; Jacques Julliard – débat régulièrement avec Claude Imbert, directeur du *Point*, sur LCI (émission « Imbert-Julliard »), une chaîne également ouverte à Edwy Plenel, directeur du *Monde*, qui y anime l'émission « Le Monde des idées ». Par ailleurs Arte et la chaîne Histoire offrent plusieurs émissions à Alexandre Adler, directeur éditorial de *Courrier International* et membre de la rédaction de la revue *Historia*. Enfin, sur France Culture, des journalistes de presse écrite disposent d'émissions régulières : Sylvain Bourmeau, rédacteur en chef-adjoint des *Inrockuptibles* anime « La suite dans les idées » ; Pierre Assouline, éditeur et directeur du magazine *Lire* et chroniqueur d'essais politiques au *Journal du Dimanche*, anime « Première édition » ; en outre, le samedi matin, France Culture offre une émission de débat et d'actualité à Alain Finkielkraut, « Répliques » ; à Jean-Noël Jeanneney, « Concordance des temps » ; à Alexandre Adler et Jean-Marie Colombani (directeur du *Monde*) et à Ignacio Ramonet (directeur du *Monde diplomatique*) « La rumeur du monde ».

Ces mécanismes de sélection circulaire tendent à favoriser l'apparition et la reproduction d'une catégorie d'individus que l'on peut caractériser d'« essayistes » : leur visibilité auto-entretenu repose sur l'aptitude à produire sur toutes choses, dans l'urgence, avec autant d'assurance que de promptitude, des discours portant les marques extérieures de la méditation distante. La position d'essayiste, loin d'être une désignation malveillante ou polémique, peut être objectivement fondée dans la présence durable, régulière et le plus souvent stipendiée, dans les circuits de grande production culturelle (presse, édition, radio et télévision), présence qui commande assez directement les intérêts (au double sens) et les discours des individus considérés.

Ainsi, en prenant pour objet la population des producteurs médiatiques des visions médiatiques du monde social, on peut espérer se donner les moyens de comprendre le mode de production de l'espace

des thèmes et des problèmes considérés comme dignes d'être évoqués publiquement, et, plus concrètement, de saisir ce que cet espace doit à des nécessités objectives, à des exigences spécifiquement intellectuelles ou à des contraintes imposées par la logique spécifique des médias. Une telle démarche rencontre, entre autres obstacles, un ensemble de discours semi-savants sur la presse et les intellectuels qui trouve dans un regard cynique le meilleur moyen d'échapper à l'objectivation. On doit, en particulier, se défier de mots prêtant à malentendu, comme le montrent les usages courants du mot « médiatique » qui, mêlant des choses aussi différentes que la fréquence d'apparition dans les médias, un programme de vie méthodiquement dirigé vers la séduction du public, la conformité volontaire et délibérée aux normes journalistiques de présentation de soi, l'allure globale (dont on dit qu'elle est « photographique »), la visibilité, peut-être fortuite et momentanée, procurée par une présence non nécessairement recherchée dans les médias et même la notoriété procurée par la polémique et le dénigrement, visent à mouiller tout le monde sous une loi d'airain universelle, et laissent entendre que la quête intentionnelle de manifestation médiatique est le principe caché de toute conduite intellectuelle, y compris de la part d'individus qui, reconnus par leurs pairs, ont eu le malheur de ne pas demeurer dans l'obscurité vertueuse que leur œuvre aurait dû, en toute bonne logique, leur garantir. La figure de l'« intellectuel médiatique » étant désormais constituée comme telle ³, elle se prête à toutes sortes d'utilisations stratégiques – parfois au-delà des limites du cynisme et de l'arrogance – qui permettent de dénigrer des adversaires tout en brouillant l'espace des positions objectives en fonction desquelles les prises de position sur la définition de l'intellectuel (et sur l'intellectuel « médiatique ») prennent sens.

L'étude de la production et des producteurs de tribunes, si elle ne suffit pas à rendre compte, à elle seule, de la définition des sujets dignes de réflexion et de débat public, permet, du moins, de comprendre quelques aspects des mécanismes de la légitimation des pro-

3. Par exemple dans le courrier publié des lecteurs du *Monde* (11-12 avril 1999), un « lecteur fidèle et critique » déclare : « J'éprouve une certaine lassitude à voir défilier sur la question du Kosovo les contributions des intellectuels médiatiques (il manque encore Philippe Sollers mais ça ne saurait tarder). [...] On a vraiment l'impression que l'intelligence et l'esprit d'analyse ne sont pas du côté des "intellectuels". »

duits et des producteurs de l'espace public. C'est pourquoi on s'est proposé de définir un corpus de tribunes dans *Le Monde*, *Libération*, *Le Nouvel Observateur* et *L'Événement du Jeudi* ⁴. La période considérée (1^{er} octobre 1989-30 septembre 1990) a correspondu, sur le plan intérieur, au début du second septennat de François Mitterrand, caractérisé par la rupture avec certains « dogmes » du socialisme et par l'« ouverture » (envers une partie du personnel politique de droite). Mais surtout, elle a été caractérisée, comme on sait, par des événements décisifs sur le plan mondial, chute du mur de Berlin et guerre du Golfe. Par la suite, on pourrait être tenté de relativiser les enseignements d'une étude à laquelle des circonstances aussi exceptionnelles imposent un biais. Il ne s'agit certes pas de minimiser l'importance des événements en question mais de souligner qu'ils ne s'imposent jamais à la conscience et au commentaire qu'en fonction de catégories de perception et de déchiffrement disponibles. Si l'on considère que les deux grands groupes d'événements internationaux de cette période sont surdéterminés par les débats internes des intellectuels – débats souvent marqués par des enjeux proprement nationaux –, on ne peut que constater qu'ils n'ont guère bouleversé les thématiques plus ordinaires, et qu'ils ont même permis de les révéler sous une forme simplement plus intense. Il faut ajouter que cette période, étant marquée par l'extension du genre de la tribune, est intéressante en ce qui concerne plus particulièrement la logique interne des entreprises de presse, du fait qu'on peut observer les effets de cette innovation qui est à la fois médiatique et intellectuelle ⁵.

4. Mes remerciements vont à Marguerite Vasen pour la collecte des données et à Béatrice Coquet pour le travail de documentation.

5. Pour compléter ces précisions méthodologiques, voici un comptage sommaire des tribunes des principaux protagonistes dans deux quotidiens (*Le Monde* et *Libération*) en 2001, 2000, 1999 et 1998 : 1, 2, 5, 4 pour Pascal Bruckner ; 2, 0, 2, 4 pour Régis Debray ; 2, 8, 4, 8 pour Alain Finkielkraut ; 8, 2, 5, 7 pour Bernard-Henri Lévy ; 4, 0, 3, 5 pour Alain Touraine. Une présence certaine donc, mais irrégulière et contingente. Signalons que, à l'égal de la période retenue par l'article, l'année 1999 est déterminante pour l'activité des « tribunistes » : l'intervention de l'OTAN au Kosovo fut en effet l'occasion de faire la publicité d'opinions autorisées du débat public. Le cas de Régis Debray est ainsi exemplaire puisque sa « Lettre d'un voyageur au président de la République », critique de l'intervention de l'OTAN publiée en une du *Monde* (13 mai 1999) déclenche une véritable lynchage médiatique et une rupture de presque deux ans. [ndlr]

La définition du corpus est inévitablement restrictive. D'une part, on a choisi de ne pas prendre en compte d'autres médias, autres journaux, presse audiovisuelle, revues. D'autre part, alors même que les auteurs de tribunes peuvent être présents dans la presse à travers la critique de livres, les nouvelles brèves, etc., on a privilégié un certain type de rubrique⁶. Quant aux lacunes un peu inévitables d'un corpus de ce type, elles peuvent être envisagées non comme de simples déficiences mais, au contraire, comme la forme que revêt l'exercice méthodique d'une sorte de principe de charité : en limitant la taille de l'échantillon, on a été conduit, en effet, à sous-estimer de façon systématique les cumuls de position et la densité des réseaux de relations. Or, du coup, les régularités mises en évidence sur le corpus ainsi constitué ne seront que plus incontestables.

Pour éviter des séparations trop artificielles, on s'est efforcé d'apporter quelques compléments : ainsi a-t-on eu soin de prendre en considération, à côté des tribunes proprement dites, deux types de corpus voisins, celui des interviews et celui des comptes rendus de livres, à condition que ces textes aient été publiés non pas dans les pages des rubriques de livres mais dans des pages ou des rubriques en principe consacrées aux tribunes. Les tableaux correspondants n'ont pas été présentés ici.

Enfin, il n'est pas difficile de proposer une justification des critères en fonction de la nature même de l'objet à étudier. En premier lieu, les titres retenus, étant les plus proches des « intellectuels » dans le champ de la presse, sont ceux qui importent le plus dans la délimitation de la population de ces libres producteurs d'opinions éclairées que veulent être les auteurs de tribunes. En second lieu, même s'il est vrai que les auteurs de tribunes collaborent à d'autres rubriques, à d'autres journaux, à la télévision et à la radio où ils peuvent disposer d'émissions régulières, il n'est pas excessif de considérer que le genre de la tribune

6. Les tribunes peuvent paraître dans des rubriques un peu différentes. Aussi a-t-on dû adopter une définition pas totalement restrictive des tribunes en prenant en compte plusieurs rubriques à côté de celles qui sont plus spécifiquement destinées aux tribunes. Il s'agit des rubriques suivantes : « Courrier », « Débats », « Points de vue », « Témoignages », « Société, « Culture » (*Le Monde*), « L'événement », « Rebonds » (*Libération*), « Tribune », « Politique », « Dossier », « L'Obs de l'économie » (*Le Nouvel Observateur*), « Actualité », « Idées » (*L'Événement du Jeudi*).

bénéficie d'un statut exceptionnel : texte écrit fait pour être lu et même discuté, découpé, cité, il se rattache plus ou moins à la tradition noble où se sont illustrés de grands noms et se trouve ainsi avoir plus d'affinités avec la définition officielle de la contribution au débat public des hommes de savoir que d'autres formes de communication plus relâchées telles que l'interview à la télévision ou le débat en public.

Enfin, il a fallu classer les auteurs en fonction de leurs propriétés. Le critère de profession, s'il est utile jusqu'à un certain point, ne saurait suffire à établir des classes homogènes et cohérentes. En particulier, le groupe des universitaires littéraires aurait dû conduire à inclure certains individus, en fait plus proches de non-universitaires que d'autres membres du groupe considéré. C'est pourquoi on a décidé de découper une catégorie spécifique d'essayistes en distinguant en son sein des universitaires (lorsqu'ils collaborent régulièrement à la presse, publient des essais, etc.), des non-universitaires proches des précédents au moins par leur trajectoire (qui sont généralement employés dans la presse ou l'édition), et des porteurs d'une culture « psy » qui se consacrent à des interprétations psychologiques ou psychanalytiques de l'actualité. Le découpage de cette catégorie, qui pourra sembler à certains un rappel brutal aux hiérarchies intellectuelles, n'est qu'une illustration supplémentaire du principe de charité dans la mesure où on a été conduit à établir de façon décisive une coupure avec d'autres catégories – universitaires de sciences humaines, journalistes, experts – dont certains membres sont souvent très proches. Les experts sont ici non pas des spécialistes reconnus par leurs pairs dans des univers autonomes, mais des individus auxquels il est fait appel dans la presse sur des sujets tenus comme spécialisés : des économistes universitaires, des spécialistes de sciences politiques (politologie, relations internationales...) ; et des juristes, qui sont professeurs de droit, magistrats ou avocats.

LA DÉFINITION D'UN GENRE

À partir du corpus ainsi constitué, il est possible de mettre en évidence les principes de sélection des auteurs de tribunes et des sujets dignes d'être portés sur la scène publique. On doit d'abord souligner l'absence d'individus dépourvus de statut légitime, la probabilité étant quasi nulle qu'une tribune soit signée par un ouvrier, par un employé ou par

Tableau 1 : les auteurs de tribunes

	Auteur au moins 1 article n= 430	Articles n= 556	Auteurs 2 articles et + n=67
Journalistes	11,3	12,4	11,9
Essayistes	15,3	22,5	37,3
<i>dont</i> univ.	6,7	10,2	17,9
<i>dont</i> psy	4,1	6,8	5,9
<i>dont</i> autres	4,4	5,5	13,4
Universitaires lettres	19	17,4	20,8
Experts	11,6	11,1	8,9
<i>dont</i> Sc. po	8,1	8,2	7,4
<i>dont</i> Econ.	3,4	2,8	1,4
Juristes	9	8,6	5,9
Ht fonctionnaires	0,9	0,7	0
Hommes politiques	2,5	2,1	1,4
Entreprise	2,3	1,9	1,4
Universitaires sciences	2,5	1,9	0
Médecins	1,6	1,2	0
Professeurs lycée	1,1	0,8	0
Religieux	1,3	1,4	2,9
Artistes	0,6	0,6	0
Écrivains	7,2	6,1	4,4
Autres	13,0	10,6	4,4
	100	100	100

un petit commerçant – sauf s'il s'agit d'un représentant d'organisation. On peut ainsi interpréter également le faible poids des femmes : 11,3 % des auteurs de tribunes (4,4 % parmi les auteurs de deux tribunes et plus). Sous le rapport de l'activité, le trait principal de la population est la concentration de la parole entre un petit nombre de catégories puisque, à eux seuls, les journalistes, les essayistes, les universitaires lettres et sciences humaines, les experts, et les juristes (professeurs de droit, magistrats, avocats) en constituent les deux tiers. Quant à l'autre tiers, il est constitué par des hauts fonctionnaires, des hommes politiques, des responsables ou des experts issus du monde de l'entreprise,

des scientifiques, des médecins, des professeurs de lycée, des religieux, des artistes et des écrivains, auxquels il faut ajouter des auteurs difficiles à identifier. Parmi les conditions tacites d'accès à l'expression publique figure d'abord la nature du capital culturel possédé : comme le montre *a contrario* le faible poids des scientifiques (2,5 %), les auteurs semblent devoir plutôt détenir une compétence culturelle non « technique » qui n'est jamais aussi bien assurée que par un « nom », une « signature » illustre, gage de qualité auprès des lecteurs. Une autre condition est la distance, au moins apparente, par rapport aux circuits institutionnels d'expression et de représentation publiques, qu'il s'agisse du pouvoir politique, de l'administration ou des partis.

La logique immanente au genre de la tribune tend à favoriser un modèle, celui de l'« intellectuel » dans sa définition journalistique. Il pourrait sembler que le principal groupe (tableau 1) soit celui des universitaires de sciences humaines (19 %), plus important que ceux des essayistes (15,3 %), des experts (11,6 %) et des journalistes (11,3 %). Mais si l'on considère le volume des articles produits, on constate que le groupe d'auteurs le plus nombreux est celui des essayistes (22,5 %), qui devance celui des universitaires de lettres-sciences humaines (17,4 %), celui des journalistes (12,4 %), celui des experts (11,1 %). En effet, les essayistes sont des auteurs particulièrement féconds : au sein de la sous-population des auteurs de deux articles et plus (15,5 % de l'ensemble), ils constituent le sous-groupe de loin le plus important (37,3 %). Les écrivains, groupe assez hétérogène dont les frontières avec d'autres groupes sont inévitablement floues, ont un poids plus modeste que l'on n'aurait pu supposer, sans doute parce que la concurrence des universitaires, et même des essayistes, tend à souligner les limites d'une compétence strictement littéraire qui doit compter avec d'autres mode de consécration.

Les experts en questions politico-économiques, qui ont un poids plus important que les écrivains, paraissent posséder une compétence spécialisée assez nettement distincte de la compétence polyvalente, sinon indéterminée, qui caractérise les « intellectuels ». Or, s'il est vrai que le groupe des auteurs de tribune est structuré par l'opposition entre deux pôles d'inégale importance, on ne saurait pour autant oublier les ressemblances et les affinités qui les rassemblent. Ces experts sont, en effet, moins conformes à une définition interne ou scientifique de la compétence spécifique qu'à la version qu'en proposent des insti-

tutions en grande partie vouées à la reproduction de la culture savante de la noblesse d'État telles que l'École nationale d'administration (ENA) ou Sciences-Po. Parmi eux, les économistes dont le discours peut être jugé trop technique sont moins nombreux que les spécialistes de sciences politiques (3,4 % contre 8,1 %). Pourtant, le poids des politologues, experts pouvant paraître taillés sur mesure pour ces sujets, demeure très modeste : sur 35 spécialistes de sciences politiques, ils ne sont que 3, bien moins nombreux que les 20 spécialistes de l'international (géopolitique, aires régionales et culturelles). Quoique, dans l'espace des tribunes, la science politique soit reléguée à une position marginale, on ne saurait oublier à quel point ses représentants sont présents dans d'autres rubriques, à commencer par la rubrique politique, où ils proposent, de façon régulière, un peu comme les journalistes, des analyses, des commentaires de sondages, etc. Si l'international prime sur le national parmi ces experts, c'est que la tribune invite, en quelque sorte, à « voir grand », ce qui conduit à se détourner des détails « politiques », de la « cuisine » électorale.

Enfin, les mêmes tendances se retrouvent au sein de deux autres populations, celle des personnalités interviewées (au nombre de 83) et celle des personnalités citées qui sont objets de compte rendu (au nombre de 29). Les femmes représentent 7,2 % de la première et 20,6 % de la seconde ; les essayistes 44,8 % et les universitaires de lettres-sciences humaines 31 % de la première population ; les essayistes 33,7 % et les universitaires de lettres-sciences humaines 36,1 % de la seconde. L'individu célèbre ou interviewé est très proche de l'auteur de tribune (il s'agit souvent des mêmes).

À première vue, la distribution des sujets (tableau 2) paraît démentir l'image de narcissisme collectif que l'on aurait pu déduire de la composition de la population. La rubrique la plus importante est celle des sujets internationaux (41,3 %), qui précède de loin les autres rubriques : les débats intellectuels (26,5 %), l'actualité (25,8 %), les sujets divers (6,1 %). Toutefois, il faut remarquer que le choix d'un sujet international n'est pas incompatible avec l'intérêt pour les sujets d'autres rubriques, à commencer par les débats intellectuels, une même tribune ayant pu, dans certains cas, être comptée simultanément dans deux rubriques. Or, il est significatif que les sujets internationaux les plus fréquemment traités (63 % de la rubrique) aient été dotés plus ou moins directement d'enjeux intellectuels que l'on peut regrouper autour de

Tableau 2 : sujets des articles (n = 602)

Monde	41,3 %
– Pays de l'Est (chute du mur de Berlin)	15,6
– Proche-Orient, pays arabes (guerre du Golfe)	10,4
– Europe (construction de l'Europe)	4,4
– Allemagne	3,4
– Afrique	1,6
– Maghreb	1,1
– Asie, Extrême-Orient	0,8
– Chine	0,8
– Divers Europe	0,8
– Amérique latine	0,6
– États-Unis	0,6
– Autres	0,6
Débats intellectuels	26,5 %
– Marxisme, socialisme, idéologies, gauche, intellectuels	7,9
– Intégrisme religieux (foulard islamique)	7,1
– Racisme, antisémitisme, extrême droite	6,3
– Démocratie, grands principes, morale	2,8
– Mythes de notre société	2,3
Actualité politique et sociale	25,8 %
– Justice, affaires	3,3
– École	3,1
– Immigration	2,8
– Économie	2,6
– Médias	2,4
– Politique (partis)	2,4
– Travail, emploi, syndicats	1,8
– Drogue, violence	1,6
– Inégalités sociales	1,4
– Groupes (jeunes, agriculteurs, etc.)	1,4
– Écologie, environnement, technologies	1,1
– Problèmes constitutionnels	0,8
– Femmes	0,4
Sujets divers	6,1%
– Culture	1,4
– Psychanalyse	1,3
– Religion	1,1
– Démographie (natalité)	0,4
– Philosophie	0,4
– Autres	1,1

deux thèmes (la crise du monde soviétique et la guerre du Golfe) propices aux débats internes où se révèle le mieux l'identité intellectuelle : bilan du socialisme, attitude des intellectuels envers la guerre, envers l'islam, etc. Ainsi, qu'elles portent sur une scène nationale ou sur une scène internationale, les tribunes les plus conformes à la définition médiatique du débat public sont surtout celles qui, aux yeux des rédactions, enferment un enjeu « intellectuel », souvent manifesté et entretenu par des réponses nouvelles, un courrier de lecteurs, etc. L'importance de ces tribunes peut être approximativement estimée à la moitié des sujets de tribunes. Des thèmes tels que l'avenir du marxisme ou le foulard islamique ont tout pour revêtir des apparences d'universalité, ils sont tels que chacun peut penser avoir des choses à dire en invoquant de grands principes non justiciables d'un simple traitement technique. Leur rang éminent reflète assez directement la prépondérance des essayistes, grands amateurs de vues panoramiques et de style pathétique. Ces sujets ayant un statut extraordinaire ne peuvent être concédés qu'à ceux dont on est sûr qu'ils sauront manifester le talent tacitement escompté : en ces matières, la concentration autour d'un petit nombre d'auteurs est un gage de crédit. Les sujets ordinaires de l'actualité nationale auxquels se consacrent les journalistes des domaines politique, judiciaire, social et économique représentent le quart des sujets, ils correspondent, aussi bien d'après les groupes considérés que d'après les administrations ou les spécialistes concernés, aux secteurs les moins prestigieux du débat public. Les sujets « à problème » sont surtout la justice et les « affaires » (3,3 %), l'école (3,1 %), l'immigration (2,8 %). La place du monde du travail est relativement modeste (1,8 %).

Ces grandes régularités une fois mises en évidence, il faut dire qu'elles ne s'imposent jamais qu'à la faveur des mécanismes qui sont associés aux positions respectives des différents journaux considérés au sein du champ de la presse. Il est suffisamment patent que chacun d'eux possède sa propre ligne politique et éditoriale, ensemble de préceptes indissociablement économiques et symboliques dont un aspect est la constitution et l'entretien d'un capital de relations, notamment au moyen d'une allocation d'espace rédactionnel : la visibilité procurée à des personnalités est censée renforcer, en retour, le crédit du journal concerné. C'est pourquoi les journaux se distinguent d'abord par le poids relatif des différentes catégories d'agents qu'ils tendent à sélectionner (tableau 3).

Les hebdomadaires, qui disposent d'un espace moindre, sont portés à accorder une place majeure aux essayistes et aux journalistes, et une place parfois insignifiante aux autres catégories, accentuant ainsi des tendances à l'œuvre dans l'ensemble de la presse : il s'agit de permettre de s'exprimer à des « intellectuels » volontiers décrits comme originaux, impertinents, « gêneurs » selon la terminologie en usage au *Nouvel Observateur*. Par contraste, du fait que leur périodicité autorise une plus grande diversité, les quotidiens se caractérisent par une certaine dispersion des catégories, par une présence moindre des essayistes. *Grosso modo*, la composition des groupes d'auteurs de tribunes est semblable – par exemple, la proportion d'essayistes est identique. Toutefois, on peut observer entre *le Monde* et *Libération* des différences qui traduisent des orientations distinctes : il existe en effet des relations relativement systématiques entre les lignes éditoriales des journaux, la sélection des auteurs de tribunes et les thèmes. Journal plus ancien et doté aussi d'un statut plus légitime dans le champ de la presse, *Le Monde* semble le plus propice à l'expression de catégories investies des formes traditionnelles de l'autorité d'institution : juristes, hommes politiques, hauts fonctionnaires et religieux y ont un poids plus grand qu'à *Libération* (20,4 % contre 8,6 %). Doté d'une image plus jeune, *Libération* est un quotidien à la fois plus éloigné des institutions et plus proche des formes nouvelles de compétence savante : les spécialistes « psy », les universitaires de sciences humaines, les experts détenteurs d'une culture de type sciences politiques y sont davantage représentés qu'au *Monde* (38,9 % contre 25,1 %). Alors que *Libération* appelle plutôt les prises de position de « personnalités » dotées de qualités intellectuelles autant que morales, *Le Monde* suscite plutôt des avis de spécialistes entendant apporter un regard nouveau. Un tel contraste reflète deux états successifs de la définition journalistique de l'autorité dans l'espace public : alors que, dans l'état ancien, les hommes politiques et les professeurs de droit (public) étaient prédisposés à exprimer, avec ce qu'il fallait de « hauteur », la diversité des points de vue officiels sur les sujets nobles du débat politique, tout se passe comme si, dans l'état plus récent, les lecteurs étaient précisément conviés à dépasser les apparences officielles, la « langue de bois », pour saisir des enjeux réels, ceux-là mêmes que perçoivent des spécialistes réputés à la fois informés et peu conformistes.

Tableau 3 : auteurs de tribunes par titre

	<i>Le Monde</i> n= 174	<i>Libération</i> n= 227	<i>L'Obs</i> n= 43	<i>L'Évènement</i> n= 10
Journalistes	9,7	10,9	16,2	30,0
Essayistes	16,6	16,6	25,5	50,0
<i>dont univ.</i>	7,4	6,1	13,9	30,0
<i>dont psy</i>	3,4	6,1	0	0
<i>dont autres</i>	5,7	4,3	11,6	20,0
Universitaires lettres	16,6	21,9	18,6	10,0
Experts	9,7	14,0	2,3	0
<i>dont Sc. po</i>	5,1	10,9	2,3	0
<i>dont Économ.</i>	4,5	3,0	0	0
Juristes	9,7	7,4	0	0
Hauts fonctionnaires	2,2	0	0	0
Hommes politiques	5,1	0,4	2,3	0
Entreprise	1,7	3,0	0	0
Universitaires sciences	2,2	2,6	0	0
Médecins	2,2	1,3	0	0
Professeurs lycée	2,8	0	0	0
Religieux	3,4	0,8	2,3	0
Artistes	0,5	0,8	0	0
Écrivains	6,3	9,2	0	10,0
Autres	10,3	10,5	30,2	0
	100	100	100	100

UN NOYAU DE PENSEURS

Évoquer ces données structurales suffit à réfuter le sentiment d'improvisation dans lequel s'entretiennent les agents, à commencer par les rédacteurs en chef, qui pensent n'agir jamais qu'au coup par coup, ce qui exprime, sans doute, une partie de leur expérience ordinaire mais dissimule, derrière l'inspiration apparente, un savoir-faire permettant à la fois de faire face à des situations jamais totalement identiques et de sélectionner sans plan préétabli les individus les plus conformes aux intérêts et à l'image du journal. L'identité sociale des agents élus pour une tribune ne saurait être réduite que par exception (« un professeur en

Tableau 4 : le noyau (n = 31)

	Auteurs	Interviews	Citations	Total
R. Debray	3 (2+1)	3	8	14 (7+3+2+2) • <i>Obs</i>
G. Miller	12	0	0	12 • <i>Libé</i>
A. Touraine	10 (8+1+1)	1	0	11 (8+2+1) • <i>Monde</i>
A. Memmi	9 (8+1)	1	0	10 (8+1+1) • <i>Monde</i>
D. Sibony	9 (8+1)	0	1	10 (9+1) • <i>Libé</i>
S. Daney	8	0	0	8 • <i>Libé</i>
B.-H. Lévy	3 (1+1+1)	0	5	8 (3+2+2+1) • <i>EdJ</i>
M. Duverger	6	0	1	7 • <i>Monde</i>
A. Grosser	7	0	0	7 • <i>Monde</i>
M. Gallo	3 (1+1+1)	0	3	6 (2+2+2)
A. Adler	6	0	0	6 • <i>Libé</i>
A. Finkelkraut	3 (2+1)	3	0	6 (2+2+1+1)
P. Bruckner	3 (1+1+1)	2	0	5 (2+1+1+1)
J. Hadas-Lebel	5	0	0	5 • <i>Monde</i>
M. Ozouf	4	0	1	5 (4+1) • <i>Obs</i>
P. Thibaud	5 (3+1+1)	0	0	5 • <i>Libé</i>
P. Vidal-Naquet	3 (2+1)	0	2	5 (3+1+1)
J. Attali	0	1	3	4 (2+1+1)
P.-H. Jeudy	4	0	0	4 • <i>Libé</i>
Z. Laidi	4	0	0	4 • <i>Libé</i>
M. Samson	4	0	0	4 • <i>Libé</i>
J. Baudrillard	1	0	2	3 (1+1+1) • <i>Libé</i>
J. Berque	3	0	0	3 • <i>Libé</i>
P. Boulez	1	0	2	3 (2+1)
J.-J. Dupeyroux	3 (2+1)	0	0	3 (2+1)
F. Furet	3	0	0	3 • <i>Obs</i>
A. Glucksmann	2 (1+1)	0	1	3 (1+1+1)
Y. Le Bot	3	0	0	3 • <i>Libé</i>
J.-C. Lévy	3	0	0	3 • <i>Libé</i>
J.-F. Lyotard	1	0	2	3 (1+1+1)
O. Mongin	2 (1+1)	0	1	3 (1+1+1)

Lecture du tableau : Régis Debray a publié 3 tribunes (dont deux dans un même journal), répondu à 3 interviews et a fait l'objet de 8 comptes rendus. Sa fréquence d'apparition la plus élevée (7) est au *Nouvel Observateur*, les autres étant de 3, 2 et 2.

colère témoigne... ») aux seules propriétés officielles mises en avant dans des situations publiques d'expression et de présentation, qui, tels les titres nobles d'« universitaire » ou de « philosophe », ne sont le plus souvent que des pavillons de complaisance abritant des activités plus floues ou moins prestigieuses.

Le premier critère pour mettre en évidence le noyau des personnalités dignes de participer de façon éminente à l'espace public est, évidemment, celui de la fréquence des contributions : les auteurs les plus féconds ont toutes chances d'être ceux qui sont les plus appréciés des dirigeants des entreprises de presse, plus ou moins enclins à émettre un jugement favorable envers un individu qui se trouve être, par ailleurs, un familier, un « ami » de la maison ⁷. Une telle proximité ne se réduit pas à la publication relativement fréquente de tribunes, puisque celles-ci ne sont qu'un moment d'un cycle plus global d'échanges au nombre desquels il faudrait compter un ensemble de prestations inégalement formalisées et visibles : les « amis » sont ceux qui savent entrer selon un code de bienséance non écrit dans les circuits de faire-valoir symbolique, prodiguant des avis autorisés d'« expert » ou de « philosophe » sur une question d'actualité, livrant des tuyaux sur le cours des producteurs et des produits dans leur univers d'appartenance, offrant au bon moment leur nom pour la critique d'un livre que tout prédestine à être un « événement », se laissant volontiers interviewer sur un autre sujet et n'hésitant pas à susciter un « débat » ⁸.

La seule propriété d'auteur de tribune – jusqu'alors utilisée pour la construction de la population considérée – s'avérant insuffisante, on propose, en demeurant dans le cadre des seules pages consacrées aux tribunes telles que nous les avons définies, de prendre en compte si-

7. C'est au *Nouvel Observateur* qu'a été inventée la figure de l'« ami ». Journaliste entretenant des aspirations intellectuelles et usant alternativement, comme directeur, de la séduction et de la pression, Jean Daniel a joué un rôle déterminant dans le brouillage des frontières entre le capital intellectuel et le capital social à composante affective de la « maison ».

8. Parmi les proches d'un journal, il en est même qui, à la façon de Philippe Sollers, évitent de s'exprimer sur des sujets et dans une forme plutôt associés à la politique : même s'il ne résiste pas toujours aux tentations vulgaires de l'activisme idéologique, il tend en général à délaisser un genre où, comme on l'a vu, les écrivains ne sont pas très nombreux, et préfère la forme plus noble et moins compromettante de la chronique littéraire ou du papier d'« humeur ».

multanément trois attributs – avoir publié une tribune, être interviewé, avoir bénéficié d'un article (notamment à propos d'un livre) – pour décrire aussi fidèlement que possible le groupe central de ceux qu'un au moins des journaux tient pour une figure de référence de l'espace public. Ce groupe est constitué par les individus ayant eu, à travers trois de ces moyens, une fréquence d'apparition égale ou supérieure à trois (l'un d'entre eux n'a pas publié de tribune dans la période considérée). En fonction des critères de présence ainsi définis, le noyau du groupe est composé de 31 auteurs ayant eu une fréquence égale ou supérieure à 3 (tableau 4). Le capital médiatique d'un individu peut être mesuré par un indicateur seulement approché, la fréquence de ses manifestations médiatiques. Au seuil minimal de présence se trouvent 8 individus ; à l'autre extrême, avec une fréquence égale ou supérieure à 10, se trouvent 5 individus (Régis Debray, Gérard Miller, Alain Touraine, Albert Memmi, Daniel Sibony) ⁹.

On ne sera pas surpris de constater que ce noyau central diffère de la population globale tout en présentant, sous une forme accentuée et condensée, des traits qui s'y trouvent déjà contenus. Une seule femme s'y trouve (Mona Ozouf). Manifestement, les auteurs les plus présents dans ces journaux sont ceux que l'on pourrait situer aux frontières du journalisme, de l'essayisme et de l'université, dans des zones procurant une notoriété importante (attestée par la publication fréquente et rapide dans des collections de poche ¹⁰) : la tribune est une façon d'intervenir dans l'espace public, déjà préparée et préfigurée par une activité professionnelle en affinité avec la culture requise dans les zones frontières. C'est sans doute ce qui permet d'expliquer le poids de responsables ou

9. On remarquera le faible renouvellement de noms en une dizaine d'années : dans le seul *Monde*, on trouve à l'occasion de la guerre du Kosovo, et parfois en une du journal, Jacques Attali, Pascal Bruckner, Régis Debray, Alain Finkielkraut, Max Gallo, Julia Kristeva, Bernard-Henri Lévy, ainsi qu'un nouveau venu à la tribune, Philippe Sollers. Pour rendre compte de cette stabilité, on peut faire l'hypothèse que plusieurs des auteurs de tribune ont accédé à la notoriété vers l'âge de 40 ans, dans une conjoncture favorable au recrutement de penseurs pour médias.

10. Seize des auteurs du noyau sont dans ce cas : Jacques Attali, Jean Baudrillard, Pascal Bruckner, Pierre Boulez, Régis Debray, Maurice Duverger, Alain Finkielkraut, François Furet, Max Gallo, André Glucksmann, Alfred Grosser, Bernard-Henri Lévy, Jean-François Lyotard, Albert Memmi, Alain Touraine, Pierre Vidal-Naquet.

de collaborateurs assidus de certaines revues – *Le Débat* (François Furet, Mona Ozouf), *Esprit* (Olivier Mongin, Paul Thibaud), *La Règle du jeu* (Bernard-Henri Lévy) – où se mêlent culture et actualité, philosophie et politique, étude et interview, dossier et grand débat, etc. Ces revues favorisent un style intellectuel qui se défie des sujets les plus abstraits et les plus inactuels, jugés trop arides pour un public profane, et leur préfèrent des sujets en harmonie avec la définition dominante de l'actualité, celle qui convient notamment aux responsables et aux décideurs ¹¹.

Les thèmes de prédilection ne peuvent être compris que par référence à une histoire collective marquée par la rencontre entre deux temporalités : celle du champ politique et celle du champ intellectuel. En effet, l'invention de positions floues d'essayiste universitaire et de philosophe *free lance* a coïncidé avec la disqualification de prophéties politiques progressistes qui, jusqu'alors, avaient réussi à combler les aspirations de petits porteurs de capital culturel. Pour exister, ces intellectuels en voie de reclassement ont eu à constituer en « censures » les forces intellectuelles et politiques qu'ils ont dû surmonter : ils ont eu besoin que d'autres paraissent encore enchaînés aux vieilles lunes d'un progressisme coupable doublé d'un rationalisme borné, et c'est pourquoi les catégories politiques de déchiffrement du réel s'imposent si naturellement à eux, et avec autant de force, sur les sujets les plus divers ¹². Dans ces moments de protestation grandiloquente où ils se veulent « à contre-courant », ils se donnent le sentiment de coïncider avec la tradition illustre de l'« intellectuel » dont ils ont la bouche pleine. Malgré leurs prétentions affichées d'innovation – dirigées en fait essentiellement contre le « marxisme », en un sens jamais dépassé, de leurs années d'apprentissage –, l'obsession du dépassement à tout prix les porte à apercevoir l'avenir sous les traits d'un passé toujours vivant, et les voue, comme démystificateurs au second degré, à réfuter interminablement les idoles de jadis : secteur public, État-Providence, classes populaires, critique des valeurs, des institutions, etc.

Les grands sujets qui font « débat » rassemblent, dans une même page ou dans un même texte, un grand nombre d'auteurs souvent

11. Sur la position de ces revues dans le champ intellectuel lire Julien Duval, Christophe Gaubert, Frédéric Lebaron, Dominique Marchetti et Fabienne Pavis, *Le « décembre » des intellectuels français*, Raisons d'agir, 1998.

12. Sur la fonction de la censure et des censeurs, lire Louis Pinto, « *L'intelligence en action* »..., *op. cit.*, p. 56 sq.

connus : l'affaire du « foulard islamique »¹³ et l'engagement des « intellectuels » en faveur de la « gauche »¹⁴ ou en faveur d'un camp comme dans le cas de la guerre du Golfe¹⁵. Ce qui excite en général ces auteurs est la possibilité d'affirmer leur point d'honneur intellectuel en répondant aux questions que leur posent, plus ou moins directement, décideurs et journalistes, tout en se donnant le sentiment d'une vaillante solitude aussi bien face aux renoncements des responsables politiques qui hésitent à réprimer le « fanatisme », que face aux illusions des autres intellectuels jugés laxistes et complaisants envers les renoncements des précédents. La rhétorique utilisée s'accompagne d'une dramatisation des enjeux et d'une invocation passionnée de grands principes (démocratie, république, éthique, laïcité, etc.), bien propre, par contraste, à faire implicitement juger inappropriée toute analyse sobre du danger « islamiste » et misérable toute mise en question de la compétence de ces porte-parole de l'« opinion ».

Les auteurs de premier plan contribuent à délimiter l'espace des problématiques à la fois communes et fondamentales sur lesquelles il est indispensable de se prononcer : Alain Touraine a écrit sur l'immigration, sur les « blocages » de la « gauche » et de la « société », sur l'école (« Rétablir l'équilibre de la société », « Société : la forteresse France », « Immigrés : les instruments de l'intégration », « Peut-on être encore de gauche ? », « Identité : la question nationale et la politique française », « L'enseignement supérieur bouge enfin », « Très loin de Nasser », « France : l'hymne à la nation », « Le grand désarroi des intellectuels de gauche », « SOS profs : lettre ouverte à Lionel Jospin ») ; Régis Debray a écrit sur l'école et la république (« Profs, ne capitulons pas », « Le retour de l'histoire », « Êtes-vous démocrate ou républicain ? ») ; et François Furet sur les grands principes de la société démocratique

13. « Profs, ne capitulons pas » rassemble Régis Debray, Alain Finkielkraut, Élisabeth de Fontenay, Élisabeth Badinter, C. Kintzler dans *Le Nouvel Observateur*.

14. « Le grand désarroi des intellectuels de gauche » rassemble Daniel Bensaid, P. Besson, D. Desanti, Max Gallo, Bernard-Henri Lévy, R-V. Pilhes, P. Thibaud, Alain Touraine et Henri Weber dans *L'Événement du jeudi*.

15. *Le Nouvel Observateur* rassemble M. Benamar, Pascal Bruckner, N. Kendal, Olivier Mongin, G. Sitbon et Pierre Vidal-Naquet pour « Quand les intellectuels se mobilisent » ; Bruno Étienne, Jacques Julliard, Mahmoud Hussein, Bernard-Henri Lévy et Gilles Perrault pour « La France doit-elle s'engager aux côtés des États-Unis ? »

(« La démocratie ne peut tolérer l'intolérance », « Quand la démocratie prend partout sa revanche, la révolution commence », « Les socialistes ont-ils encore des idées ? »).

Le poids global des universitaires de lettres-sciences humaines doit peu au secteur traditionnel de l'université (départements, UFR de lettres-sciences humaines). Cet espace est fortement dominé par une institution à la fois marginale et prestigieuse, l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), représentée par un sociologue (Alain Touraine) et, surtout, par des historiens (François Furet, Mona Ozouf) liés à l'un des journaux, *Le Nouvel Observateur*. Les philosophes « purs », qui ne se consacrent pas aux seuls sujets d'actualité, sont absents en dehors de Jean-François Lyotard (1924), théoricien reconnu de la postmodernité et professeur à l'Université de Vincennes – qui intervient d'ailleurs sur des thèmes « inactuels », notamment à l'occasion de la publication de son livre *Heidegger et les juifs*. Les « philosophes » sont plutôt de jeunes auteurs au statut intellectuellement et aussi, parfois, institutionnellement incertains : Alain Finkielkraut (1949), André Glucksman (1937), Bernard-Henri Lévy (1948).

La prise en compte des propriétés liées à l'appartenance universitaire et à l'espace des disciplines révèle la prééminence d'une culture d'allure savante, peu autonome par rapport aux intérêts profanes : historiens, sociologues et philosophes présumés ont en commun de se consacrer à des objets assez directement déterminés par les représentations idéologico-politiques (histoire des idées politiques, analyse politologique, sociologie de la modernité, « philosophie » politique, etc.). Ces « littéraires » occupent dans le champ du pouvoir une position intermédiaire de médiateur entre fractions des classes dominantes et ils se trouvent prédisposés à dialoguer avec des agents situés dans les champs politique et administratif, porteurs de la culture scolairement certifiée, dispensée dans des institutions comme l'Institut d'études politiques et l'ENA à des individus destinés à occuper des fonctions de décision¹⁶. Le poids de cette culture dans le noyau des auteurs de tribune est manifeste à travers nombre d'indices : anciens élèves devenus des décideurs politiques (J. Attali, R. Hadas-Label) et/ou des enseignants

16. Sur la structure du champ des institutions de l'enseignement supérieur, lire Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Minuit, 1989, p. 185 sq.

dans ces institutions – ENA (J. Attali), Sciences-Po (R. Hadas-Label) ; présence de généralistes qui font valoir une culture essentiellement littéraire dans une école d'élite revendiquant l'ouverture et la culture générale – Sciences-Po (P. Bruckner, A. Grosser, Z. Laïdi, Y. Le Bot), HEC (A. Grosser), Polytechnique (A. Finkielkraut), Institut de hautes études de défense nationale (A. Adler). L'intersection entre intellectuels et experts est attestée par tout un ensemble de signes plus ou moins objectivés tels que des rencontres au sein d'instances extra-universitaires ou de la haute administration : présidence de la République (J. Attali, R. Debray) ; gouvernement (M. Gallo) ; cabinets ministériels (R. Hadas-Label) ; Conseil d'État (J. Attali, R. Debray), partis (J. Attali, M. Gallo au parti socialiste), groupes de réflexion et commissions de sages (M. Ozouf, F. Furet, président-fondateur de l'ex-Fondation Saint-Simon) ; Commission de refonte du droit de la nationalité (A. Touraine) ; etc. Des revues auxquelles collaborent nombre de ces personnalités (*Esprit*, *Le Débat*), qui mêlent sujets d'actualité et sujets intellectuels, favorisent les relations sociales d'échange qu'elles contribuent, en partie, à transfigurer en problématique intellectuelle¹⁷.

La cohésion relative de cette population peut être considérée d'abord comme l'un des effets remarquables du fonctionnement du champ de la presse : dès lors que la logique même de la tribune tend à favoriser la production d'un point de vue original, voire personnel, sur un thème d'actualité, les différents journaux sont voués à ménager une place aux agents qui semblent détenir, du fait de leur compétence et surtout de leur notoriété, le type de capital requis. Tout se passe comme si la gestion globale d'un journal incluait l'entretien d'un capital d'intellectuels capables de procurer le double bénéfice du prestige culturel et d'une information de première main sur le cours des idées et les mutations du futur. Ces noms sont à peu près les mêmes, ce qui contribue à en-

17. Oliver Mongin et Paul Thibaud sont des responsables de la revue *Esprit*. Parmi ses collaborateurs assidus *Le Débat* compte François Furet et Mona Ozouf, qui sont liés au fondateur de la revue, Pierre Nora, comme eux directeur à l'EHESS. Dans cette période, ont aussi écrit dans *Le Débat* : Alexandre Adler, Jacques Attali, Jean Baudrillard, Pierre Boulez, Pascal Bruckner, Régis Debray, Maurice Duverger, Alain Finkielkraut, Max Gallo, André Glucksmann, Gérard Miller, Olivier Mongin, Paul Thibaud et Alain Touraine ; dans *Esprit*, à côté d'Olivier Mongin et de Paul Thibaud : Alain Finkielkraut, André Glucksmann, Zaki Laïdi, Jean-François Lyotard et Pierre Vidal-Naquet.

tretenir un sentiment universel d'évidence. Faute d'élucider les conditions et les limites de leur quête de valeurs sûres, les responsables de journaux sont à la fois complices et victimes de cet effet d'allodoxie qui les porte à croire que ces noms si prestigieux à leurs yeux enferment la quintessence de la vie intellectuelle, ne laissant à l'extérieur du cercle médiatique que quelques érudits et autres ennuyeux. Certains candidats au label intellectuel ayant intérêt à ratifier la vision que les journalistes ont du monde intellectuel et qu'ils partagent spontanément, il n'est pas surprenant de découvrir que bon nombre des auteurs de tribunes figurent aussi dans toutes sortes de palmarès, de *hit-parade*, de prix littéraires ou autres (Médicis-essais, Aujourd'hui, Livre politique, etc.), de catalogues et d'études d'allure savante¹⁸. Les détenteurs de crédit médiatique, forme locale de capital intellectuel, sont donc pris entre deux tentations contraires, celle de faire jouer la concurrence entre journaux et celle de consolider leur position sous la forme d'une rubrique plus ou moins régulière. À l'inverse, la concurrence impose aux journalistes à la fois d'attirer des auteurs présents ailleurs et de fixer des noms de façon durable.

Plusieurs auteurs de tribunes qui garantissent la conformité au modèle journalistique de l'intellectuel tendent à circuler entre les différents journaux, un peu à la façon de vedettes affectionnées par la télévision, passant le même soir d'une chaîne à l'autre – Régis Debray, Bernard-Henri Lévy, Max Gallo (1932), Alain Finkielkraut, Pascal Bruckner, Jacques Attali (1943), André Glucksman, Olivier Mongin (1951). Bien connus du public grâce à leurs *best sellers*, ils partagent un certain nombre de propriétés. D'abord la participation à un sous-espace du champ intellectuel, que l'on peut caractériser comme celui de l'essayisme à prétentions philosophiques, qui se signale par une production intellectuelle ayant un caractère extrêmement hybride, allant du reportage

18. Dans ce véritable Panthéon indigène qu'est le *Dictionnaire des intellectuels* dirigé par Jacques Julliard (éditorialiste au *Nouvel Observateur*, proche de la revue *Esprit*, directeur d'études à l'EHESS) et par Michel Winock figurent des grands noms de la presse comme Jean Daniel et Françoise Giroud, ainsi que plusieurs des auteurs de notre échantillon : Jacques Attali, Jean Baudrillard, Jacques Berque, Pierre Boulez, Pascal Bruckner, Serge Daney, Régis Debray, Maurice Duverger, Alain Finkielkraut, François Furet, Max Gallo, André Glucksman, A. Grosser, Bernard-Henri Lévy, Jean-François Lyotard, Olivier Mongin, Mona Ozouf, P. Thibaud, Alain Touraine, Pierre Vidal-Naquet.

sur un sujet d'actualité à l'essai sur l'« esprit du temps », en passant par le roman, la critique littéraire, le pamphlet politico-littéraire, le scénario cinématographique. La seconde propriété majeure réside dans leur trajectoire : leur discours qui vise à une remise en cause des « credos » porte la marque de l'antinomie entre leur position d'anciens aspirants intellectuels soumis à des effets de croyance et leur position actuelle qui suppose une négation des illusions antérieures. Le registre flou de l'essayisme est ce qui, précisément, permet de donner une exemplarité universelle à leurs luttes, interminablement ressassées, pour la parole lucide. S'ils parlent surtout d'eux-mêmes en croyant parler du cours du monde, c'est d'abord parce qu'ils peuvent puiser dans leur expérience mutuellement validée un ensemble relativement cohérent de catégories de pensée qui leur paraît suffisant pour concevoir à peu près toutes choses : le retour du sujet, les problèmes de l'école, la délinquance dans les banlieues, les conflits planétaires, etc. Les individus ainsi réunis dans ce noyau central d'auteurs de tribunes ne se distinguent ni par une compétence déterminable ni même par une œuvre. Ayant commencé par des ouvrages légers et humoristiques écrits en collaboration, Pascal Bruckner et Alain Finkielkraut se sont ensuite portés vers des genres plus graves mais toujours suffisamment grand public. Jacques Attali paraît dédoublé entre deux positions distinctes, celle d'homme d'action et celle d'écrivain et d'essayiste. Max Gallo, qui excelle dans des romans et des biographies historiques, est un auteur doté d'une fécondité considérable. Bernard-Henri Lévy et André Glucksmann doivent leur notoriété à l'image de « nouveau philosophe » acquise vers 1975. Le cas plus complexe de Régis Debray sera abordé plus loin.

Il existe, en outre, des personnalités reconnues auxquelles, du fait de leur spécialité et/ou de la mémoire collective, il paraît difficile, de la part d'un responsable de presse, de ne pas faire appel dans certaines circonstances : tel est le cas de Jacques Berque (1910), professeur au Collège de France, spécialiste du monde arabe, de Pierre Boulez (1925), musicien célèbre, de Jean-Jacques Dupeyroux (1929), autorité en matière de droit social, de Pierre Vidal-Naquet (1930), historien réputé, et connu, en outre, pour ses combats pour de grandes causes. Il va de soi que le crédit de personnages de ce type est un gage pour le journal et pour ses autres collaborateurs, même si leur présence n'est pas nécessairement recherchée avec autant d'ardeur que celle d'autres personnalités.

Cela étant, il reste que le recrutement des auteurs obéit, en partie, à des logiques spécifiques, dictées par la position de chaque journal dans le champ de la presse, et qui se traduisent par des proportions variables d'ouverture ou de fermeture à des candidats déterminés : alors que certains sont liés de façon privilégiée à un seul journal où ils occupent une position de personnalité maison, d'autres semblent, de prime abord, déliés de toute solidarité exclusive. En fait, la plupart des auteurs, y compris les plus mobiles en apparence ¹⁹, sont ancrés dans l'un des journaux, même s'ils parviennent à relâcher les contraintes d'une allégeance exclusive. L'une des fonctions officieuses d'un responsable de rédaction est la gestion de capital social : il s'agit d'en accroître le volume tout en sachant éviter que la diversité ne suscite de trop fortes tensions et dissonances (il arrive que certaines personnalités soient vexées, agacées par ce qui a été publié).

Ainsi, on peut distinguer autant de pôles que de journaux. Le pôle du *Monde*, caractérisé par le primat d'une culture savante à dominante juridico-politique, est le reflet d'une conception ancienne (et tenue pour dépassée) de la parole autorisée qui était fondée sur des valeurs de sérieux et de neutralité : les auteurs de tribunes, souvent plus âgés qu'ailleurs, sont dotés d'une position institutionnelle relativement forte. À côté de l'essayiste et écrivain devenu sociologue universitaire, Albert Memmi (1920), qui dispose d'une chronique conçue comme un ensemble de petits billets sur des sujets de son choix, figurent des personnalités connues du grand public comme spécialistes expérimentés appelés à s'exprimer en qualité d'autorité ultime sur les sujets de leur ressort : Maurice Duverger (1917), ancien professeur de droit constitutionnel à Paris, et éditorialiste du journal depuis 1946, traite de la vie politique française, du système constitutionnel ; Alfred Grosser (1925), qui enseigne la vie politique allemande à l'Institut d'études politiques, « chroniqueur » en différents journaux, dont *Le Monde* depuis 1965, se consacre aux relations franco-allemandes ; Alain Touraine (1925), sociologue connu, directeur d'études à l'EHESS, fournit sur une multitude de sujets l'éclairage de sa discipline. Enfin, le plus jeune des auteurs proches du journal, Raphael Hadas-Lebel (1940), présente, à la façon de Jacques Attali, des attributs de haut fonctionnaire éclairé, patron

19. Par exemple, Pascal Bruckner, qui collabore depuis 1987 au *Nouvel Observateur*, apparaît comme un auteur qui circule entre plusieurs journaux.

d'État (Elf) mais aussi amateur de culture (administrateur puis président du Conservatoire national supérieur de musique de Paris) ²⁰.

Le pôle de *Libération* semble pouvoir être défini par les traits opposés. La « jeunesse » de ses personnages est de nature à la fois biologique et sociale : souvent âgés d'une quarantaine d'années, ils incarnent des univers symboliques marqués comme nouveaux, dominés, et souvent dotés d'un statut marginal, flou ou ambigu (sociologie, psychanalyse, cinéma, relations internationales). Tout se passe comme si, du fait de leur position dominée dans le champ journalistique, ils avaient eu à tirer parti de la nécessité de ne pas faire la même chose que le prestigieux concurrent du soir, et à s'efforcer de modifier les rapports de force symboliques en s'attribuant les vertus de l'innovation (l'« audace », l'« impertinence »), tout en se donnant pour un modèle que les concurrents finiraient peut-être un jour par imiter. La parenté des trajectoires contribue à l'intégration du groupe. Issus, comme les dirigeants et fondateurs du journal, du militantisme d'extrême-gauche (Serge July), et marqués par la culture scolaire et politique dominante parmi les aspirants intellectuels des années 1960 et 1970, les auteurs de tribune ne peuvent offrir de meilleure garantie de correspondance aux exigences de la nouvelle conjoncture idéologique que celle qui se trouve offerte par leur propre histoire. Au-delà de leur spécialité officielle, ils ont en commun une pente globale de trajectoire qui commande la révision désabusée des convictions subversives d'hier, désormais jugées ringardes. Ils s'emploient à donner à leurs humeurs le poids d'une compétence dernier cri. À côté d'un journaliste se consacrant surtout à des reportages – Michel Samson (1949) – figurent un ensemble de spécialistes : un théoricien du cinéma – Serge Daney (1944) –, des experts en relations internationales – Alexandre Adler (1950), Zaki Laïdi (1954), Yvon Le Bot, J.-C. Lévy –, des nouveaux herméneutes de la quotidienneté tels que psychanalystes – Gérard Miller (1948), Daniel Sibony

20. À la fin des années 1980, *Le Monde* traverse une période d'incertitudes et de conflit mettant en cause son identité. L'accession de Jean-Marie Colombani à la direction du journal inaugure un ensemble de transformations au nombre desquelles figure la recomposition du capital social du journal. À travers une personnalité comme Raphael Hadas-Lebel, le journal recherche alors, dans une période de crise appelant le « changement », une formule d'ouverture raisonnable à l'innovation.

(1942) – et sociologues – Jean Baudrillard (1929), H. P. Jeudy. Ancien jeune du parti communiste et responsable de la page « Idées » entre 1988 et 1992, Alexandre Adler représente une (re)conversion réussie dans l'univers des intermédiaires culturels. Non spécialiste universitaire mais situé à l'intersection de plusieurs champs, notamment celui de la presse et celui de la science politique, il peut apparaître, grâce à une combinaison de capital scolaire (normalien, agrégé d'histoire) et de capital social progressivement accumulé, comme un expert dans une multitude de questions – communisme et pays socialistes, relations internationales et évolution planétaire –, parvenant ainsi à combiner les statuts de penseur de la politique, de journaliste, d'entrepreneur de presse et d'enseignant dans une institution de la Défense nationale échappant aux contraintes du système universitaire. S'agissant de la « philosophie politique » nouvelle manière, ce domaine est incarné par un auteur de tribune, Blandine Kriegel (épouse d'Alexandre Adler). À la faveur de l'agrégation de sciences politiques créée en 1973, cette spécialité pouvait offrir à la « science politique » en quête de philosophie des fondements « théoriques » purs, soustraits à la menace des sciences sociales. Professeur de philosophie à l'université, Blandine Kriegel est l'auteur d'un rapport sur « La modernisation de l'État » (1985) commandé par le président de la République.

Le pôle du *Nouvel Observateur* se caractérise par une longue expérience puisqu'on lui doit l'invention de la formule relativement inédite de l'intellectuel médiatique, personnage capable de mettre en œuvre ses talents sur les sujets proposés par la définition dominante de l'actualité. Les « amis » du journal diffèrent à la fois de ceux du *Monde* et de ceux de *Libération*. Davantage liés que les premiers aux institutions d'enseignement en lettres et sciences humaines, ils se distinguent des seconds par un statut universitaire officiel – et en tous cas plus assuré – dont témoigne le poids d'une institution, l'EHESS, où enseignaient François Furet (1927-1997), Mona Ozouf (1931) et bien d'autres historiens – à commencer par un éditorialiste du journal, Jacques Julliard. Dans un journal associé à une image « de gauche », au moins à travers une partie des lecteurs qui continuent à y adhérer, les auteurs doivent paraître s'inscrire dans l'illustre tradition civique de l'intellectuel attaché à des valeurs de réflexion et de justice. Un tel label, dont ils sont très dépendants, les contraint de se donner pour tâche essentielle la critique des modalités antérieures de l'engagement intellectuel. Ayant à compter

avec les censures imposées, du seul fait de leur existence, par les agents occupant les positions les plus autonomes dans le champ intellectuel, ils sont voués à un discours de caractère essentiellement réactif visant à démontrer que la « gauche » n'est pas ou n'est plus ce que certains continuent à croire, et, faisant preuve de courage face à une coalition d'aveuglements « idéologiques » et « corporatistes », à établir que la vraie critique se défie de la critique. La redéfinition de ce qu'il faut entendre par « gauche » se fait presque toujours dans une seule direction, celle de la « complexité », sous la forme d'une révolution conservatrice donnant à voir la contestation de l'ordre social comme le comble du conformisme et le refus de la contestation comme un renversement radical. Pour de telles tâches, un penseur des idéologies politiques tel que François Furet apparaissait bien placé : historien spécialisé dans l'interprétation de la Révolution française, président de l'EHESS entre 1977 et 1985, et, par ailleurs, ancien membre du PCF, fondateur de la Fondation Saint-Simon, lié à des experts, des journalistes et des patrons en France et aux États-Unis, il possédait le crédit nécessaire pour incarner au journal la figure d'un « gèneur » qui, sans refléter exactement la ligne politique effectivement suivie par la direction, pouvait faire passer l'essentiel : la nécessité d'une révision idéologique ²¹.

L'horizon des débats légitimes – débats qui sont censés posséder à la fois une portée publique et une qualité culturelle – est déterminé, dans une certaine mesure, par l'espace de ces journaux de qualité ²². La prétention à exister grâce à des collaborations prestigieuses et à peser sur les thèmes les plus élevés est l'une des médiations par lesquelles tend à se trouver renforcée une logique de concurrence qui oblige chaque position de l'espace à se définir par rapport aux autres. L'un des signes de cette logique n'est autre que l'existence d'une population mobile d'auteurs sollicités un peu partout. Dès lors que le poids des considérations commerciales s'accroît, il apparaît indispensable de cumuler les signes de l'autorité et les profits d'audience, mesurables notamment à travers

21. Lire V. Laurent, « Les architectes du social-libéralisme », *Le Monde diplomatique*, septembre 1998.

22. *L'Événement du jeudi* n'a pas été analysé ici à la façon des autres journaux. Plus récent, doté d'une ligne plus floue et offrant moins d'espace que les concurrents aux tribunes, ce journal apparaît plutôt, au moins à cette époque, comme un lieu de repli ou d'attente pour des candidats virtuels.

les indices de pénétration d'un titre dans un lectorat de « cadres », de diplômés et de jeunes. Dans un état du champ de la presse qui requiert la constitution d'un capital social d'« amis » prestigieux, *Le Nouvel Observateur* a pu bénéficier d'une avance relative sur les autres titres, mais cette avance ne pouvait être préservée que grâce à l'apport régulier d'auteurs nouveaux et prometteurs : la principale limite tient aux catégories de perception des responsables voués à osciller entre la fidélité envers des gloires du passé qu'ils tiennent pour incontestables et des paris hasardeux sur des étoiles montantes. Pour rajeunir l'image inquiétante d'un titre vieillissant, la direction du *Monde* avait le sentiment de devoir surmonter ses inhibitions antérieures, sa « pudibonderie », et s'ouvrir à des nouvelles spécialités, à des auteurs grand public, à de nouveaux thèmes, etc. Inversement, *Libération* ayant à obtenir sa consécration comme journal de référence était conduit à compléter la liste de ses auteurs présumés originaux, audacieux mais insuffisamment connus, par des auteurs tenus pour plus légitimes.

UNE CENSURE INDIGÈNE

Parmi les candidats à la position d'instance suprême en matière d'autorité intellectuelle, plusieurs auteurs peuvent sembler bien placés. En l'absence d'un seul critère manifeste, on peut, du moins, se donner un indice synthétique d'autorité. En effet, certains individus rassemblent deux caractéristiques : la fréquence des occurrences médiatiques et la diversité des lieux où il sont présents. Il s'agit de « vedettes » telles que Pascal Bruckner, Régis Debray, Alain Finkielkraut, Bernard-Henri Lévy et Alain Touraine.

Entre toutes apparaît, dans la période considérée, une figure éminente et exemplaire, un « ami » du *Nouvel Observateur* : Régis Debray. Celui-ci intervient dans les débats majeurs, sur lesquels il pèse et provoque des réponses. Il est, sans doute, l'un des plus capables de rassembler le capital symbolique requis pour mettre en forme, sinon résoudre, une série de dilemmes largement collectifs suscités par le fonctionnement de cet espace spécifique qu'est le champ des producteurs d'opinions légitimes. Présent dans des univers distincts, Régis Debray semble être parvenu à cumuler les capitaux différents tout en obtenant le profit d'échapper aux classements. Son image publique est

celle de la « complexité » : « compagnon » (selon le *Who's who*) d'Ernesto « Che » Guevarra devenu conseiller de François Mitterrand, il est présenté (et se présente) non pas comme un homme d'appareil mais comme un esprit libre refusant toute orthodoxie, capable de retournements, de paradoxes, etc. Écrivain et essayiste, il possède une image publique d'intellectuel sincère et tourmenté ayant des choses à dire et sur le monde et sur soi. Enfin, comme « théoricien », il est l'inventeur d'une discipline nouvelle et faite sur mesure pour son inventeur, la « médiologie », qui veut associer le registre normatif (la critique indigène des nouveaux modes de consécration intellectuelle) au registre « scientifique » (l'histoire planétaire des modes de communication) ²³. Ces caractéristiques de trajectoire expliquent qu'il ait pu devenir, au moins un certain temps, une sorte d'autorité morale et spirituelle, un censeur indigène – figure que, paradoxalement, tend à susciter l'univers des essayistes. En effet, par rapport aux autres candidats virtuels à cette fonction, il jouit de l'avantage de ne s'être pas enfermé dans un registre exclusif, en particulier dans cette variante parodique et petite bourgeoise de l'« intellectuel », adoptée par les essayistes les moins dotés culturellement, contraints de s'abandonner à l'indignation, à la grandiloquence et toujours suspects d'« en faire trop ». Régis Debray est celui dont on peut dire avec plus d'intensité ce qui se doit d'être dit d'un peu tout le monde au sein du noyau des penseurs médiatiques : « Partagé entre l'écriture en solitaire et l'imprécation cathodique, il tente de gérer au mieux les contradictions auxquelles est confronté l'intellectuel d'aujourd'hui. ²⁴»

Cette position (disputée et convoitée) d'instance ultime interne contribue à procurer à l'espace des producteurs légitimes d'opinions légitimes une sorte de clôture sur soi : le censeur est celui qui, en son sein, est en mesure de disqualifier, à travers des verdicts sévères, des

23. Suivant le *Cours de médiologie*, Gallimard, 1991. Dans la présentation de ses « travaux » en vue de l'habilitation à soutenir des recherches, Régis Debray déclare : « La photographie produit l'image-indice, qui reste un objet. Mais l'électronique produit l'image-effet et le numérique l'image-projet (la téléprésence virtuelle comme prolongement et non plus substitut de la présence). "Penser l'image et ses changements", comme le propose François Dagognet, conduit à ordonner une ontologie à une technologie : geste qui est celui-là même de la médiologie. »

24. Rémi Rieffel, article « Régis Debray » du *Dictionnaire des intellectuels*.

concurrents immédiats pour des prises de position jugées indignes éthiquement et/ou idéologiquement, contribuant par ses censures à consacrer les présumés inscrits dans la définition de ce qui est digne d'être offert au débat public et, surtout, à exclure dans l'impensable ce qui n'en relève pas. Un tel statut d'exception est propre à rassurer les journalistes en offrant une caution flatteuse à leur ressentiment : par procuration, ils sont justifiés de ce qu'ils sont et ne sont pas, justifiés de ne pas appartenir à un groupe dont les déficiences sont attestées par celui qui, par ses défis de « gêneur », est capable de « déranger » les doctes et les doctrinaires.

* *

*

La structure de la population des auteurs de tribunes reflète plus ou moins directement la structure du champ de la presse. Si chaque journal est caractérisé par une image qui doit s'efforcer d'être cohérente en raison des attentes réelles ou supposées de son public, il doit aussi compter avec des concurrents qui visent à innover, à conquérir de nouveaux lecteurs, etc. Or, parmi les mécanismes qui tendent à s'imposer au champ de la presse, figure la quête des personnalités pouvant apparaître comme des « intellectuels », noms connus capables d'offrir, dans des conditions optimales de lisibilité et de rapidité, des instruments symboliques non seulement pour déchiffrer des événements déterminés, mais surtout pour délimiter l'espace de ce qui mérite d'être déchiffré, l'espace des problématiques dominantes. Les intellectuels choisis par les médias, en cela bien éloignés du modèle de l'« intellectuel spécifique » cher à Michel Foucault, ne visent pas à mettre en relation un savoir vérifié et documenté avec des matériaux nouveaux, et encore moins à critiquer la construction de l'actualité qui se présente comme allant de soi. La nature du capital culturel qu'ils détiennent ne peut que les maintenir dans les sentiers balisés de l'espace public. Alors que la culture historico-politologique, telle qu'elle est inculquée dans les écoles du pouvoir, permet de proposer un discours d'expert, la culture humaniste de type philosophico-littéraire semble vouée à devenir la caricature d'elle-même sous diverses formes (éloquence prophétique consacrée aux visions panoramiques et aux choix ultimes, nouvelles « disciplines », etc.). Aucune de ces deux cultures ne prédispose à

contester les limites de l'espace du pensable : la conquête d'un label de penseur médiatique appelle à se mesurer sur des sujets comme les valeurs de la démocratie et la refondation de la gauche, et exclut des sujets franchement incongrus, aussi inconcevables que, par exemple, les stratégies des grandes multinationales, les nouvelles formes d'exploitation et de domination, les nouvelles idées reçues et, bien sûr, les rapports entre les intellectuels et les puissances temporelles. La lutte pour la définition de l'espace public est donc l'action primordiale qui est accomplie dans son sein.

LOUIS PINTO

Chercheur au Centre de sociologie européenne, Louis Pinto a publié plusieurs analyses des intellectuels, notamment dans les *Actes de la recherche en sciences sociales* : « Le journalisme philosophique » (1994, n° 101-102) ; « *Tel Quel*. Au sujet des intellectuels de parodie » (1991, n° 89).

Marcel Mauss, le don & la révolution

L'AMNÉSIE DES CONDITIONS SOCIALES de production du discours scientifique, qui accompagne souvent la citation des auteurs consacrés, a pour effet d'évacuer le contenu politique de leurs textes; elle contribue ainsi à entretenir la séparation entre préoccupations politiques et recherches en sciences sociales, alimentant de cette façon aussi bien l'anti-intellectualisme de l'action militante que le mépris pratique de la réflexion savante. De sorte que les engagements politiques de Durkheim, de Weber ou de Mauss ne sont souvent évoqués que sur un mode allusif sans être investis dans l'analyse des textes.

Ainsi, l'« Essai sur le don » de Marcel Mauss ¹, fréquemment présenté comme un chef-d'œuvre des sciences sociales, et si souvent sollicité durant la dernière décennie par les auteurs les plus divers, est presque toujours neutralisé quant à sa portée proprement politique, pourtant longuement développée par Mauss dans ses conclusions. S'impose alors l'exigence de réunir ce qui a été séparé par les multiples

1. Marcel Mauss, « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », in *Année sociologique*, nouvelle série, t. I (1923-1924) [rééd. *Sociologie et anthropologie*, PUF, Paris, 1950, p. 143-279].

exégèses : le savant et le militant qui, dans le cas de Mauss, sont une seule et même personne.

Nombreux sont les sociologues qui lisent ou ont lu Mauss comme d'autres lisent Platon ou Kant : comme un produit pur et désintéressé de la recherche de la vérité, en surplomb par rapport à son temps et aux souffrances de ses contemporains. Cette « éternisation » évacue des dimensions entières de ce texte au profit de débats scolastiques sur la possibilité ou l'impossibilité du désintéressement, la distinction conceptuelle entre le don et l'échange, etc. – alors même que Mauss ne s'attarde pas sur de telles questions.

C'est en réalité à partir des préoccupations politiques de Mauss que l'on peut trouver le principe des problèmes scientifiques soulevés par sa recherche sur le don. Le cas de Mauss montre que l'autonomie des sciences sociales ne se conquiert pas tant par la neutralisation des préoccupations politiques du chercheur que par un type spécifique d'approfondissement de celles-ci : la science des échanges donnée par Mauss dans l'« Essai sur le don » est une science inquiète et soucieuse de son temps.

Au début des années 1920, deux problèmes politiques s'imposent à Marcel Mauss. D'abord le passage en Europe de l'état de guerre à l'état de paix, la réconciliation effective étant la condition nécessaire du retour à la prospérité économique. Il s'agit ensuite d'analyser la situation de la Russie, où la guerre civile et l'autoritarisme bolchevique ont causé d'immenses ravages. Or ces inquiétudes politiques, lisibles dans les articles militants de Mauss, se répercutent dans l'« Essai sur le don », qui théorise ce problème des connexions entre la violence collective et l'activité économique des sociétés : l'étude de l'économie des sociétés dites primitives fournit alors à Mauss le principe d'une proposition de rupture avec l'aliénation capitaliste et de construction d'une économie effectivement solidaire.

APRÈS LE TRAITÉ DE VERSAILLES

L'« Essai sur le don » se trouve éclairé d'un jour neuf depuis l'édition, en 1997, des *Écrits politiques* de Mauss. On y découvre un Mauss engagé dans une grande tâche de pédagogie politique, qui prend forme dans ses articles du *Populaire* et de *La Vie socialiste* principalement.

LES ENGAGEMENTS POLITIQUES DE MARCEL MAUSS

Marcel Mauss (1872-1950) s'engage dans le socialisme pendant ses études. Une continuelle circulation entre recherche scientifique et activité militante caractérise les milieux où il évolue : comme ses amis Lucien Herr, François Simiand ou Charles Andler, il prend le parti de Dreyfus. Parallèlement à la publication de ses premiers articles scientifiques dans *L'Année sociologique*, il devient l'un des proches collaborateurs de Jaurès et participe à la fondation de *L'Humanité* en 1904 (il en sera exclu en 1921 lorsque se consomme la rupture entre communistes et socialistes français).

Mauss conçoit son travail de journaliste comme une action éducative : il s'agit de « faire naître, dans les esprits des individus et dans tout le groupe social, une nouvelle manière de voir, de penser et d'agir ¹ ». Surtout, Mauss travaille à faire connaître l'action nationale et internationale des coopératives, qu'il conçoit comme un moyen de transformer les modes de production et de consommation dans le sens du socialisme, et comme une forme particulièrement prometteuse d'organisation démocratique spontanée. Il est fondateur d'une coopérative ouvrière de boulangerie dans le 12^e arrondissement de Paris.

Il ne dévient plus de cette double ligne militante : action économique par les coopératives, éducation politique par la production journalistique. Celle-ci trouve son point culminant dans les années 1920-1925, avec la rédaction d'une centaine d'articles, principalement dans *Le Populaire*, *L'Action coopérative* et *La Vie socialiste*. C'est aussi pendant cette période qu'il produit quelques-uns de ses plus importants textes scientifiques (dont l'« Essai sur le don ») et fonde, avec Lucien Lévy-Bruhl et Pierre-Henri Rivière, l'Institut d'ethnologie de Paris (1925). Son activité de journaliste connaît ensuite un net ralentissement.

1. Marcel Mauss, *Écrits politiques*, textes réunis et présentés par Marcel Fournier, Fayard, Paris, 1997, p. 76.

À cette époque, il consacre son travail de journaliste à trois sujets. Le premier est l'activité, dans l'Europe entière, de coopératives ouvrières fondées sur l'entraide et la solidarité au sein d'une même classe sociale, contre les circuits habituels des biens de consommation. Le second est relatif aux problèmes d'inflation et de fluctuations des changes monétaires que connaissent les économies européennes au sortir de la Première Guerre mondiale. Enfin, sous le titre général d' « Observations sur la violence », il consacre une série d'articles au bolchevisme et à l'émergence du fascisme en Italie.

La réflexion de Mauss sur les phénomènes économiques se rattache au problème du passage de l'état de guerre à l'état de paix. En 1922, devant les effets désastreux de l'instabilité des monnaies européennes, il signale l'interdépendance des économies nationales, du fait de l'interdépendance de leurs monnaies : « Dans cette course vers le néant, une monnaie entraîne l'autre. » Mauss est scandalisé que la politique de la France se base, dans la négociation du traité de Versailles, sur le slogan unique : « Le boche paiera. » Or le boche ne peut pas payer, car cette politique a entraîné l'Allemagne dans la pauvreté : « Nous souffrons et nous faisons souffrir. [...] Cette politique non seulement nous ruine, mais encore ruine l'Allemagne, et la pauvreté de celle-ci nous ruine encore davantage, en supprimant l'un des meilleurs marchés pour nos produits. » Mauss expose dans le détail certains aspects aberrants de la politique extérieure française, comme les expéditions militaires au Maroc, en Syrie, et l'occupation de la Ruhr : entreprises extrêmement coûteuses, de peu de profit, et qui ont fait sortir du pays une masse considérable de devises françaises. Anticipant sur les richesses promises par la dette de guerre de l'Allemagne selon une illusion démagogiquement entretenue, le gouvernement a mis en circulation une quantité de signes monétaires auxquels ne correspondait aucune richesse réelle. C'est dans cette ivresse de la victoire, cette « folie des grandeurs », que les « dépenses impérialistes » se sont multipliées sous les gouvernements de Clémenceau et de Poincaré. Le principe de ce moment psychologique trouve sa formulation la plus précise dans la deuxième série d'articles consacrés aux changes, en mars 1924 : « Pour le monde entier, la guerre était terminée. Pour M. Clemenceau et pour M. Klotz, elle durait encore. Elle dure encore pour une partie considérable du public français, et pour certains milieux gouvernementaux.

Brusquement, il fallait s'adapter à la paix. M. Klotz ne sut pas. Et le franc tomba. ²»

Le passage de l'état de guerre à l'état de paix nécessite donc plus que la fin des hostilités armées : il faut aussi un changement dans la psychologie collective, c'est-à-dire une conversion massive des psychismes individuels à la logique de la paix. Ce questionnement sur les conditions de possibilité de la paix se retrouve dans l'« Essai sur le don », texte hanté par le thème de la guerre. Ainsi, à propos des Maori, Mauss écrit par exemple : « Refuser de donner, négliger d'inviter, comme refuser de prendre, équivaut à déclarer la guerre ; c'est refuser l'alliance et la communion. » Au sujet du don rituel des îles Trobriand, le *kula*, et des récitations et formules qui l'accompagnent, Mauss écrit : « [Le rituel oral] a pour but d'énumérer tout ce que le *kula* proscriit, toutes les choses de haine et de guerre, qu'il faut conjurer pour pouvoir commencer entre amis. » Quant au potlatch des amérindiens Kwakiutl, il constitue selon Mauss un moment particulièrement instable de la vie sociale, où, à chaque instant, la communion peut basculer en discorde et en violence : pendant cette fête rituelle qui est l'occasion d'une distribution ostentatoire de cadeaux, « la réunion des tribus, des clans et des familles, même celle des nations produit une nervosité, une excitation remarquables : on fraternise et cependant on reste étranger ; on communique et on s'oppose dans un gigantesque commerce et un constant tournoi ». Mais l'intimité du don et de la violence qu'il peut contenir, et dont le paroxysme est l'esclavage pour dette, se laisse aussi déceler dans nos pratiques et nos langues : « Ainsi nous rivalisons dans nos étrennes, nos festins, nos cadeaux, dans nos simples invitations, et nous nous sentons encore obligés à nous *revanchieren*. ³» Le thème de l'immanence de l'agressivité au don, avec la possibilité toujours menaçante que la guerre et l'hostilité se substituent à la paix et l'hospitalité, est omniprésent dans le texte de Mauss. Les dernières pages de l'« Essai sur le don » signalent que les systèmes de dons ont finalement pour fonction de sublimer la possibilité toujours récurrente de la

2. *Ibid.*, resp. p. 477, 480, 606-607, 614-615. Klotz fut ministre des Finances du gouvernement français et négociateur au traité de Versailles.

3. « Essai sur le don », respectivement p. 162, 183, 204-205, 153. Sur le thème de la guerre chez Mauss, lire Marshall Sahlins, *Âge de pierre, âge d'abondance*, Gallimard, 1976, p. 221-236.

violence : « Deux groupes d'hommes qui se rencontrent ne peuvent que : ou s'écarter – et, s'ils se marquent une méfiance ou se lancent un défi, se battre – ou bien traiter. [...] C'est en opposant la raison et le sentiment, c'est en posant la volonté de paix [...] que les peuples réussissent à substituer l'alliance, le don et le commerce à la guerre et à l'isolement et à la stagnation. ⁴» Et Mauss achève son texte par l'évocation de la légende de la Table ronde, emblème du lieu commun où les guerriers renoncent aux armes pour le partage. Le don est l'opérateur social par lequel les hommes se dotent des moyens d'installer la paix. « Le don est Raison. ⁵» La question du passage de la guerre à la paix se laisse rapporter au problème des conditions nécessaires et suffisantes par lesquelles les hommes peuvent entamer des échanges profitables à tous.

On est donc fondé à considérer l'« Essai sur le don » comme une tentative d'élucidation théorique des problèmes économiques qui suscitaient l'inquiétude du Mauss citoyen et militant. Mais ce lien entre préoccupations politiques et travail scientifique apparaît encore plus clairement à la lecture des textes que Mauss a consacrés à la révolution russe.

L'« ESSAI SUR LE DON » & LA RÉVOLUTION BOLCHEVIQUE

Au début des années 1920, la réflexion sur les fondements de la vie économique ne peut manquer de se confronter aux événements en Russie, qui sort à peine de la guerre civile. Plus que partout ailleurs, la violence y a détruit le principe de la vie économique en brisant la confiance des acteurs. Mauss prépare un livre sur le bolchevisme au moment où il rédige l'« Essai sur le don », et une lecture comparative révèle assez vite que ces deux ouvrages traitent, de deux manières différentes, des mêmes problématiques.

Dans son analyse de la politique des bolcheviks, le principal reproche que Mauss adresse au gouvernement de Lénine est de n'avoir pas su s'appuyer sur ce qui, dans la société russe, aurait permis d'établir une véritable économie collectiviste. Excellent connaisseur du mouvement coopératif dans toute l'Europe, Mauss estime qu'avant la

4. *Ibid.*, p. 278.

5. Pour reprendre l'expression de Marshall Sahlins, *op. cit.*, p. 228.

STRUCTURE DE L'« ESSAI SUR LE DON »

L'« Essai sur le don » se compose d'une introduction et de quatre chapitres, dont le dernier est conclusif. L'introduction pose le problème général du don : « *Quelle est la règle de droit et d'intérêt qui, dans les sociétés de type arriéré ou archaïque, fait que le présent reçu est obligatoirement rendu? Quelle force y a-t-il dans la chose donnée qui fait que le donataire la rend?* »¹ En effet, les cadeaux se présentent dans la plupart des sociétés comme volontaires et gratuits, alors qu'ils sont « en réalité obligatoires »², comme l'attestent le scandale et la réprobation en cas d'ingratitude. Le premier chapitre étudie les systèmes de dons en Polynésie, d'abord à Samoa puis chez les Maoris, passage dans lequel Marcel Mauss analyse la notion de *hau*, l'« esprit » dans la chose donnée, à partir des propos tenus à Eldson Best par Tamati Ranaipiri. Puis l'auteur dégage trois obligations observables partout (celle de donner, celle de recevoir et celle de donner en retour), avant de faire une « Remarque » sur le présent fait aux dieux ainsi que sur l'aumône.

Le deuxième chapitre examine les règles de générosité chez les Andamans puis se livre à une interprétation minutieuse du système du *kula* dans les îles Trobriand, tel qu'il fut décrit par Malinowski. Puis intervient l'analyse du potlatch chez les Kwakiutl, sur la base des données fournies par Franz Boas, ce qui permet un retour sur les trois obligations précédemment dégagées et sur la notion de « force des choses ».

Au troisième chapitre, Mauss s'emploie à relire les textes romains puis hindous et à reconsidérer le vocabulaire de l'échange dans les anciennes sociétés germaniques, avant de s'intéresser brièvement aux Celtes et à la Chine. La conclusion tente d'examiner la concordance des données exposées avec les faits économiques et sociaux contemporains. Enfin, par un passage de l'ordre des faits archaïques et « primitifs » à l'ordre du droit contemporain, Mauss dégage de son étude les principes d'une réforme du droit français en matière de redistribution des richesses et de solidarité sociale.

1. Souligné dans le texte original.

2. « Essai sur le don », *op. cit.*, p.148 et 147.

révolution les structures coopératives russes étaient parmi les mieux et les plus largement développées du monde, tant en ce qui concerne la production que la consommation. Le *mir*, l'ancienne communauté de village, constituait de fait une structure économique stable, non capitaliste, et forte de toute une tradition qui aurait pu offrir la cellule de base d'une organisation socialiste de l'agriculture russe. C'est selon lui un excès d'autoritarisme doctrinaire de la part des bolcheviks qui a gâché cette chance historique : « Les bolcheviks, se défiant de tout ce qui est association libre, de tout ce qui est initiative individuelle, sacca-gèrent à coups de décrets, d'interventions brutales dans les administrations les plus belles de ces institutions, sous prétexte de menchevisme, de tiédeur, ou simplement pour supprimer une concurrence et un contrôle gênants. » L'usage de la violence en politique constitue le centre de son analyse du bolchevisme : « Les bolcheviks ont tari la source même de toute vie sociale, la confiance et la bonne foi. [...] Et ceux qui viennent de Russie, même les Russes les plus bolchevisants, disent quel soulagement c'est pour eux de pouvoir se fier au voisin, de pouvoir acheter et de pouvoir vendre, circuler, sans avoir peur d'être dénoncé comme contrevenant à quelqu'un des nombreux règlements contradictoires, offenseur d'un des nombreux tribunaux populaires, sommaires et arbitraires. » Ayant ainsi fait table rase des structures sociales, à vocation socialiste, de l'économie des campagnes russes, les bolcheviks ont, selon Mauss, succombé à l'illusion qu'ils pouvaient construire de nouvelles structures par la loi et par la force. L'échec de la première collectivisation des terres, la famine qui s'ensuivit incitent Mauss à réfléchir aux conditions d'efficacité de la loi dans la vie sociale : il consacre à cette réflexion de longs développements de son « Appréciation sociologique du bolchevisme »⁶.

L'analyse de la révolution russe montre que la loi intervient toujours *a posteriori*, car elle ne crée pas ce qu'elle énonce et ne peut se passer d'une base culturelle dans l'existence des individus réels. Pour que la loi soit efficace, il faut que la vie sociale ait déjà réalisé ce qu'elle décrète, ce qui implique que les psychismes et les pratiques individuels aient en quelque sorte précédé la loi : « Les communistes [russes], sociologues naïfs, ont cru que l'ordre souverain, que la loi peut créer, comme le verbe de Dieu, de rien, *ex nihilo*. [...] Une fois de plus, il faut le

6. *Écrits politiques, op. cit.*, p. 525, 519 et 537-566.

répéter, la loi ne crée pas, elle sanctionne. Le décret peut prescrire des formes à l'action, il ne peut la susciter ni même aisément lui susciter des motifs. ⁷» Ces lignes, par leur lexique même, signalent la dimension intrinsèquement religieuse du bolchevisme. L'action et la pratique peuvent trouver formes et limites dans le cadre de la loi, elles n'y trouvent pas leurs sources.

Dès lors, la question posée au début de l'« Essai sur le don » prend une signification plus précise : « *Quelle est la règle de droit et d'intérêt qui, dans les sociétés de type arriéré ou archaïque, fait que le présent reçu est obligatoirement rendu ?* » Le terme de règle englobe ici les deux aspects du problème de l'action : le droit et l'intérêt, correspondant respectivement aux formes que l'action économique revêt dans une société donnée, et aux motifs de celle-ci. L'« Essai sur le don » tente donc de penser ensemble ce qui, en Russie, a été séparé par les bolcheviks : le motif de l'action économique et son cadre normatif.

La crise économique russe atteste que la loi ne peut aller contre la pratique de la majorité des individus d'une nation ; ce qui montre négativement, selon Mauss, qu'une révolution politique des structures économiques d'une société ne peut abolir la constitution psychologique de l'économie : « C'est que les hommes ne sont pas mus au travail et à la vie sociale par la force, mais par l'intérêt et la bonne foi, en somme par l'esprit dans lequel ils conçoivent leurs rapports entre eux. » Mauss reconnaît dans l'intérêt individuel la limite de l'efficacité de la force en matière politique : « On ne force pas le paysan, même russe, à travailler pour autrui. ⁸» Et c'est dans le cadre de cette réflexion sur les causes et les limites de l'efficacité de la violence politique en Russie que Mauss parvient à une conclusion générale concernant le marché : « On ne conçoit pas de société sans marché. Par ce mot, nous entendons [...] simplement le fait économique que, publiquement, par les alternatives des prix librement "offerts et demandés", le prix se fixe de lui-même ; ou bien le fait juridique que chacun sur la "place" ait le droit d'acheter en paix, et avec sécurité de son titre, ce qu'il veut, et aussi qu'il ne peut pas être forcé d'acheter ce qu'il ne veut pas. ⁹»

7. *Ibid.*, p. 553.

8. *Écrits politiques*, *op. cit.*, respectivement p. 527 et 524.

9. *Ibid.*, p. 541.

Or, l'« Essai sur le don », dès ses premières pages, reformule cette idée : « Le marché est un phénomène humain qui selon nous n'est étranger à aucune société connue ¹⁰ » – proposition capitale pour établir la permanence de certaines formes de l'action économique et, par conséquent, la continuité entre les sociétés dites archaïques et les sociétés occidentales. L'intention qui guide Mauss dans son étude des sociétés éloignées ou anciennes est donc indissociable de son analyse de la révolution russe. Et cette définition très englobante du marché fournie par l'« Appréciation sociologique du bolchevisme » éclaire ce que Mauss entend par « marché » dans son ouvrage sur le don. En effet, si le marché se définit comme possibilité de négocier et de refuser l'échange, le don se caractérise au contraire, dès les premières pages de l'« Essai sur le don », par l'impossibilité de droit de négocier ou de refuser l'échange. C'est pourquoi il y a triple obligation : de donner, de recevoir et de donner en retour.

Dans la pensée de Mauss, marché et don constituent donc visiblement deux espèces du genre « échange », et se définissent par négation réciproque : le marché a les caractéristiques opposées de celles du don, et inversement ; on peut négocier un marché mais pas un don ; on peut refuser un marché mais on ne peut refuser un don sans créer du scandale ou du ressentiment. Ou plutôt : là où il y a négociation et refus potentiel, on peut parler de marché ; là où au contraire l'échange est obligatoire, on peut parler de don. Cette définition relationnelle des termes permet de donner tout son sens à la double thèse de Mauss :

- le marché est un phénomène universel ;
- la triple obligation de donner, recevoir et donner en retour est universelle.

Ce qu'il s'agit alors de chercher c'est, en toute société, la coexistence, complémentaire ou antinomique, mais elle-même universelle, d'échanges obligatoires et d'échanges non-obligatoires. L'économie est ainsi envisagée d'un point de vue vraiment global. Ces définitions, minimales et mutuellement dépendantes, du don et du marché permettent ainsi de placer sous ces deux catégories des phénomènes extrêmement divers d'une société à une autre. Le marché ne s'y trouve pas réduit à sa variante capitaliste ni le don à son idéologie chrétienne. Il conviendrait alors, non pas tant de s'interroger sur l'universalité du don, mais

10. « Essai sur le don », *op. cit.*, p. 148.

plutôt sur cette coexistence universelle des deux espèces de l'échange et sur l'étanchéité relative entre les deux.

LES FONDEMENTS DE LA RÉVOLTE CONTRE L'ORDRE CAPITALISTE

Toutefois, si la violence bolchevique a entraîné la famine et la paupérisation, le système économique capitaliste ne s'en trouve pas pour autant légitimé aux yeux de Mauss.

La principale difficulté à laquelle se trouvent confrontées les sociétés européennes après 1918 est, selon les *Écrits politiques*, la perte de la confiance dans la pérennité des échanges internationaux. La France, comme on l'a vu, dépense un argent qu'elle n'a pas et développe un impérialisme inadapté à son économie autant qu'au contexte géopolitique mondial. La richesse nationale est surestimée, et cette illusion est au principe de la perte de valeur du franc : « Les financiers étrangers savent la valeur exacte de l'or et des marchandises qui couvrent nos billets et nos engagements. [...] Notre papier-monnaie est éprouvé, tout comme autrefois la mauvaise monnaie du roi était éprouvée, par les orfèvres et changeurs. » Mauss reconnaît donc la nullité des rêves d'une absolue maîtrise de la nation sur sa propre monnaie, dans un contexte d'échanges qui tendent à se mondialiser : « Il n'existe pas plus d'étanchéité de la monnaie [...] qu'il n'en existe pour conserver aucune force. [...] Il vaut donc mieux laisser la nature opérer. Que la liquidation se fasse, que les cours s'ajustent d'eux-mêmes. ¹¹» Les *Écrits politiques* attirent ainsi l'attention sur la dimension intrinsèquement psychologique des phénomènes monétaires, et sur l'inanité de toute réglementation, de tout décret, qui irait à contresens du sens commun économique mondial, lequel exprime par les fluctuations monétaires sa confiance dans telle ou telle économie nationale.

L'étranger n'a pas confiance dans l'économie française, dans ses moyens de couvrir ses engagements à court et moyen terme : le franc perd de sa valeur. Mais ce problème conjoncturel n'est qu'un cas particulier du problème plus général du crédit, au sens économique le plus large du terme, qui englobe nécessairement des connotations affectives : anticipation de l'avenir et confiance dans la réciprocité différée, qui font

11. *Écrits politiques*, op. cit., p. 599 et p. 486.

que chacun croit que l'autre va honorer ses engagements. Or c'est cette question des conditions de possibilité de la confiance que Mauss se propose d'élucider dans l'« Essai sur le don » : « *Quelle est la règle de droit et d'intérêt qui, dans les sociétés de type arriéré ou archaïque, fait que le présent reçu est obligatoirement rendu?* » Tandis que les *Écrits politiques* analysent les mécanismes par lesquels l'absence de confiance entre partenaires commerciaux est en train de ruiner l'économie française, l'« Essai sur le don » recherche des invariants dans les différentes formes culturelles que prend la garantie de réciprocité et la construction sociale de la confiance économique, esquissant ainsi les principes d'une théorie des structures imaginaires de l'économie. Diverses croyances recensées par l'« Essai sur le don » révèlent ainsi la forme subjective que revêt l'exigence de réciprocité [voir encadré page 197].

De même que le marché n'est pas l'exclusivité des sociétés capitalistes, ni même des sociétés à monnaie, il s'agit pour Mauss de dégager symétriquement l'actualité de l'archaïque dans nos sociétés, d'assumer ce caractère total du fait social, total en ceci que toute l'histoire, et même la préhistoire, est présente dans le présent social.

Tout particulièrement, les « Conclusions de morale » de l'« Essai sur le don » montrent en quoi la distinction entre droit personnel (l'ensemble des règles juridiques s'appliquant aux personnes) et droit réel (l'ensemble des règles juridiques s'appliquant aux biens) n'est pas absolue dans nos sociétés : « Les choses vendues ont encore une âme, elles sont encore suivies par leur ancien propriétaire et elles le suivent. » Et la persistance, dans le peuple, d'une morale présentant des traits communs avec celle qu'expose Tamati Ranaipiri à Eldson Best (source des réflexions de Mauss sur le *hau*, l'esprit de la chose donnée) n'est pas dénuée de signification politique, de rébellion rentrée contre l'ordre économique établi : « Les préjugés économiques du peuple, ceux des producteurs, proviennent de leur volonté ferme de suivre la chose qu'ils ont produite et de la sensation aiguë que leur travail est revendu sans qu'ils prennent part au profit. De nos jours les vieux principes réagissent contre les rigueurs, les abstractions et les inhumanités de nos codes. ¹²» En effet, les croyances, recensées dans les sociétés dites primitives, d'un esprit et d'une personnalité des

12. « Essai sur le don », *op. cit.*, resp. p. 259 et p. 260.

choses échangées, ne sont nullement absentes de nos sociétés. Elles sont même, en Occident, au principe d'un hiatus entre la théorie économique des savants et des gouvernants et les pratiques des agents, et de certaines revendications, plus ou moins explicites, de ces derniers. La distinction entre droit personnel et droit réel n'a pas atteint, constate Mauss en ses conclusions, une strate moins visible, presque toujours refoulée par la théorie, des croyances et des pratiques économiques. Le paiement ne suffit pas à lui seul, encore aujourd'hui, à aliéner totalement l'objet produit d'avec son producteur. L'« Essai sur le don » mentionne deux développements du droit qui font argument en ce sens.

Tout d'abord, le droit de la propriété intellectuelle et artistique – pour laquelle la législation reconnaît que le créateur ou l'inventeur ont des droits sur leurs productions « au-delà de l'acte brutal de la vente » – marque que ces choses ne peuvent être légitimement coupées de la personne par la simple rémunération. Ensuite, le développement de l'assurance sociale : selon le principe que le travail de l'individu profite à toute la collectivité, la législation reconnaît que « ceux qui ont bénéficié [des services du travailleur] ne sont pas quitte envers lui avec le paiement du salaire » et qu'on lui doit « une certaine sécurité dans la vie, contre le chômage, contre la maladie, contre la vieillesse, la mort ¹³».

13. « Essai sur le don », resp. p. 260 et 261. Pour prolonger la pensée de Mauss sur ce point, on peut interpréter l'histoire du capitalisme au XX^e siècle comme la recherche des moyens les plus rationnels de pratiquer l'aliénation, c'est-à-dire d'effectuer la coupure entre producteur et produit, tout en conservant l'assurance d'un investissement optimal du travailleur dans son travail (garantie de qualité de celui-ci). L'optimisation du rendement sur le mode tayloriste ne contient pas seulement la possibilité de faire des économies d'échelle. Elle est aussi un excellent moyen d'inhiber, par la parcellisation des tâches et l'abrutissement par répétitivité, le rapport subjectif du travailleur à la chose, et par voie de conséquence, d'inhiber aussi toute velléité de sa part de « suivre la chose produite », comme dit Mauss. On pourrait faire des remarques similaires sur les stratégies de sous-traitance, de délocalisation et de parcellisation mondialisée des tâches. Le système de l'actionnariat salarié, vanté il y a peu par une partie de la gauche française, fournit quant à lui une structure où les producteurs ont intérêt à se couper de la chose produite, réaménageant ainsi en une autre forme la dimension subjective de leur travail. Mais cette relation du producteur au produit se laisse déceler encore aujourd'hui dans ces images bien connues, parce que médiatiquement matraquées sur un

LES INTERPRÉTATIONS DU CONTRE-DON : DE MAUSS À LÉVI-STRAUSS

Dans son introduction à l'œuvre de Marcel Mauss, Lévi-Strauss reproche à Mauss d'avoir focalisé son explication de l'obligation de donner en retour sur la seule exégèse des déclarations à Eldson Best d'un informateur maori, Tamati Ranaipiri ¹. Celui-ci expose une croyance indigène : le *hau* est une force qui habite la chose donnée et qui peut être nuisible à celui qui a reçu s'il ne donne pas quelque chose en retour à celui qui a donné. Selon Lévi-Strauss, Mauss est mystifié par cet imaginaire indigène, qui n'est qu'une légitimation particulière de l'exigence de réciprocité, seule universelle. Ainsi, en confondant la légitimation mythique avec la nécessité sociale, il serait passé à côté de la dimension de l'inconscient dit structural (ou symbolique). Mais le *hau* n'est pas une donnée isolée dans l'« Essai sur le don ». Au sujet des *vaygu'a*, ces bracelets et colliers circulant d'île en île lors du *kula* des Trobriandais, Mauss remarque, après Malinowski, que chacun de ces objets « a un nom, une personnalité, une histoire, même un roman ». À propos des indiens Kwakiutl et des objets de cuivre qui sont leurs biens les plus valorisés dans les dons, Mauss, après Boas, rapporte des croyances comparables : chaque ouvrage de cuivre a les attributs d'un être vivant, il « parle, grogne, il demande à être donné » ².

Ce qui intéresse Mauss dans les croyances relatives à un « esprit » des objets du don est donc essentiellement leur caractère de support subjectif, socialement constitué, de l'obligation de donner en retour. Mauss n'est ainsi nullement mystifié par telle ou telle croyance indigène. Il cherche plutôt à recenser les formes mythiques que prend, selon les sociétés, la même nécessité. Les humains s'investissent dans les choses, en un double sens, matériel et idéal : par la production et la circulation pratiques des biens, et par la projection imaginaire en ceux-ci, sur un mode anthropomorphique, chargé d'affectivité, de qualités et d'attributs (conscience de soi, intentionnalité, parole) qui n'appartiennent objectivement qu'aux humains.

1. Préface à Marcel Mauss, *Sociologie et anthropologie*, *op. cit.*, p. IX-LII.

2. « Essai sur le don », *op. cit.*, resp. p. 181 et 225.

VERS UN NOUVEL HUMANISME MILITANT

La lecture des *Écrits politiques* suggère donc d'interpréter l'« Essai sur le don » comme la tentative de prendre en charge le défi intellectuel posé par la révolution russe et les crises économiques de l'après-guerre. La thèse maussienne s'énonce sous la forme d'un ferme « ni capitalisme ni bolchevisme » ; ce qui n'est pas en soi une originalité. La spécificité de la démarche de Mauss est d'aller chercher l'impulsion d'un possible dépassement de cette alternative dans les sociétés réputées primitives. Toute la partie conclusive de l'« Essai sur le don » opère la connexion entre la recherche savante sur ces sociétés et le débat public sur les économies contemporaines. Analyste de la Révolution russe, Mauss caractérise cette dernière comme la « gestation pénible et lente d'un ordre de faits neufs et imprévus ¹⁶» ; parallèlement, l'« Essai sur le don » entend dégager « une forme permanente de la morale contractuelle [...], les formes et les idées qui ont toujours présidé, au moins en partie, à l'échange, [...] des conclusions en quelque sorte archéologiques sur la nature des transactions humaines [...] un des rocs humains sur lesquels sont bâties nos sociétés ¹⁷». Observateur au présent de l'époque la plus violente que l'histoire avait jusqu'alors connue, Mauss fait son travail de chercheur : il tente de dégager le permanent et l'invariant dans les choses humaines, alors que le présent offre toutes les apparences de l'incompréhensible, de l'imprévisible et du danger. La Grande Guerre, les périls économiques qui menacent l'Europe occidentale, la violence bolchevique en Russie, le fascisme italien engagent un nouvel ordre de questionnement et déterminent un basculement du discours anthropologique.

mode misérabiliste, où l'on voit des salariés affligés, parfois pris de sanglots, lors de la fermeture d'une usine ou d'un lieu de production. Quelles que soient les garanties de « reclassement » (qui, le plus souvent n'est qu'un déclassement à peine différé), les sommes versées, le paiement d'indemnités, quelles qu'aient été aussi (et c'est un puissant paradoxe) la dureté des conditions de travail, de tels comportements et sentiments manifestent qu'un investissement affectif de soi (non pas un don de soi) a eu lieu – et que, pour reprendre les termes de Mauss, on n'est pas quitte avec le paiement.

16. *Écrits politiques, op. cit.*, p. 706.

17. « Essai sur le don », *op. cit.*, p. 148.

En 1925, l'ethnographie française est encore principalement l'affaire de missionnaires et de militaires. Cette « science coloniale » a pour objet de connaître les peuples pour mieux les gouverner et, à l'occasion, les exploiter. L'évolutionnisme va de soi : la civilisation occidentale est la norme à partir de laquelle on classe et on ordonne les autres sociétés, plus ou moins « évoluées »¹⁸. Or l'« Essai sur le don », sous bien des rapports, est en rupture avec ce mode de pensée : au lexique de l'évolution se substitue le lexique de la permanence ; à la question des transitions d'une forme de société à l'autre dans une histoire universelle finalisée se substitue le besoin de dégager ce qui ne varie pas quelle que soit la société envisagée. Dès lors, la société « autre » n'est plus seulement, dans le regard du savant, ce qu'il s'agit d'évaluer ou de classer selon le degré de civilisation ; lointaine ou disparue, elle est le recours grâce auquel il nous est possible de reconnaître l'humanité en nous-mêmes, dans ces sociétés européennes convulsives, acharnées à se poignarder elles-mêmes.

Marcel Mauss déroge aux présupposés de l'ethnographie française en ceci que ses conclusions politiques portent non pas sur la politique à appliquer aux autres sociétés, celles des colonies, mais sur la politique des sociétés occidentales. Ce faisant, il contribue à défaire les liens unissant l'ethnographie aux pouvoirs colonialistes. On peut donc d'ores et déjà en déduire que l'« Essai sur le don » a au moins opéré une rupture significative, consistant précisément à passer du principe de l'ethnographie colonialiste « Nous devons connaître les autres pour gouverner les autres » au principe « Nous devons connaître les autres pour nous gouverner nous-mêmes » – conclusion de l'« Essai sur le don ».

18. Sur cette question, on peut se référer à un article de 1950 de Michel Leiris, « L'ethnologue devant le colonialisme » (*Cinq études d'ethnologie*, Gallimard, 1988 [1969], p. 83-113) ; ainsi qu'à James Clifford (*Malaise dans la culture*, Éditions de l'École nationale supérieure des Beaux-Arts, 1996, p. 29-97), où l'on trouve d'excellentes analyses du discours ethnographique selon les modalités qui se différencient avec l'histoire de cette science de restitution de la parole de l'autre. Lire également l'introduction de Jean Jamin à la réédition de Michel Leiris, *Miroir de l'Afrique* (Gallimard, p. 5-59). Jean Jamin cite (p. 14) un article de 1925 de Lucien Lévy-Bruhl, cofondateur de l'Institut français d'ethnologie, demandant aux ethnologues de mettre en valeur « la première des richesses naturelles des colonies : la population indigène ».

Dès lors, on peut attribuer à cette œuvre une place relativement singulière dans l'histoire de la culture moderne. Elle s'inscrit dans le mouvement de désenchantement spirituel qui s'est développé au sortir de la Première Guerre mondiale et témoigne de cette remise en question des institutions par un grand nombre d'intellectuels européens. Mais en même temps, elle veut dépasser cette crise dans une sorte de renversement radical des points de vue savant et militant : tandis que presque toute la tradition humaniste présuppose que c'est la culture écrite, sa transmission et son imposition, qui ont vocation à prédominer et se diffuser mondialement, aux fins de procurer à l'humanité entière le mieux-être qu'elle est supposée attendre, Mauss, pour la première fois probablement dans l'histoire de la sociologie, va chercher dans les cultures non écrites le principe d'une transformation radicale de nos sociétés, seule susceptible, selon lui, de leur procurer la paix durable. En ce sens, passé à peu près inaperçu, c'est avec l'ensemble de la tradition humaniste et de ses présupposés que l'« Essai sur le don » est en rupture.

Il reste enfin à remarquer que l'ensemble du travail analysé ici a eu pour condition nécessaire de production une conjoncture, aujourd'hui à reconstruire, de collaboration fructueuse entre un savant d'une rare érudition et les organes d'une presse militante, soucieuse non seulement de faire progresser son projet politique mais aussi, sur un terme beaucoup plus long, d'éclairer le public sur son propre devenir historique et social. Ce qui suppose, bien entendu, qu'existent des médias assez autonomes et assez puissants pour soutenir un tel projet.

FRANÇOIS ATHANÉ

Doctorant en philosophie à Paris X-Nanterre, François Athané enseigne cette discipline dans le secondaire.

**PIERRE
BOURDIEU**

INTERVENTIONS


**1961
2001**

**Science
sociale**

*Textes choisis et présentés
par Franck Prigent
& Thierry Discepolo*

**et action
politique**

CONTRE-FEUX

 **CONTRE-FEUX**

La sociologie dans les luttes

De la situation coloniale à l'impérialisme néolibéral

Ce que l'on célèbre parfois comme un phénomène prétendument œcuménique de « mondialisation » n'est, la plupart du temps, qu'un des effets les moins aperçus de l'impérialisme.

PIERRE BOURDIEU, « Le pari pour la raison », avril 1995

LES INTERVENTIONS PUBLIQUES DE PIERRE BOURDIEU depuis les grèves de décembre 1995 ont été l'objet de condamnations souvent virulentes, notamment de la part des journalistes et des intellectuels médiatiques dont il analyse le pouvoir dans ses écrits sur la télévision et le journalisme. Il fut alors accusé de découvrir l'action politique « sur le tard », d'abuser de sa notoriété scientifique ou encore de revenir à des figures intellectuelles surannées. Ce qui semblait choquer avant tout, c'était le fait qu'un savant intervienne de la sorte, portant le fer de la critique dans le domaine politique. Les interventions du sociologue dans l'espace public datent pourtant de son entrée dans la vie intellectuelle, au début des années 1960 à propos de la guerre d'Algérie. Dès lors, une réflexion constante sur les « conditions sociales de possibilité » de son engagement politique l'incite à se démarquer aussi bien d'un scientisme donneur de leçons que du spontanéisme, alors si courant, des « intellectuels libres ».

Les trois articles qui suivent font partie des nombreux textes qui ne s'inséraient pas dans l'organisation générale du recueil *Interventions, 1961-2001. Science sociale & action politique*, qui vient de paraître aux éditions Agone et dont cet avant-propos est extrait. Ces textes « politiques » ou « critiques » tiennent avant tout de la mise en situation : invitation à la lecture d'une œuvre souvent neutralisée et rendue inaccessible par ses conditions académiques de réception ; rassemblement d'analyses, d'entretiens et de textes de circonstance, écrits souvent mineurs qui se retrouvent parfois dans les livres sous une forme plus élaborée, plus « savante ». Il s'agit de montrer, à travers les étapes de l'itinéraire du sociologue, replacé dans son

contexte historique, une articulation certaine entre recherche scientifique et intervention politique.

Au travers du parcours de Pierre Bourdieu que ces textes illustrent, c'est finalement la genèse d'un mode d'intervention politique spécifique qui est retracée : science sociale et militantisme, loin de s'opposer, peuvent être conçus comme les deux faces d'un même travail d'analyse, de décryptage et de critique de la réalité sociale pour aider à sa transformation. Cette trajectoire montre comment la sociologie elle-même se trouve enrichie par l'engagement politique et la réflexion sur les conditions de cet engagement.

Cette volonté de « politiser les choses en les scientifiant » et de « penser la politique sans penser politiquement » s'est manifestée dès les premiers travaux de Pierre Bourdieu sur l'Algérie. Le dossier qui suit commence donc par l'un des premiers textes du sociologue, publié dans *Les Temps modernes* en 1962, « extrait d'un ouvrage en préparation qui présentera les résultats d'une enquête par sondage menée en 1960 dans les villes d'Algérie. Le chapitre d'où ces pages sont tirées a pour objet d'élaborer le modèle du processus qui conduit de l'attitude économique traditionaliste à l'attitude capitaliste en même temps que de définir objectivement les conditions matérielles d'existence, les attitudes et les idéologies des différentes classes et de dégager ainsi les différents types d'adaptation à l'ordre économique importé par la colonisation. Dans la société urbaine, le clivage le plus tranché est celui qui sépare les travailleurs permanents et les travailleurs intermittents – chômeurs, journaliers, petits commerçants, trois conditions interchangeables qui, bien souvent, échoient successivement au même individu. L'analyse des statistiques permet en effet de diviser les travailleurs en deux groupes, ceux qui sont stables et le sont alors extrêmement, ceux qui sont instables et le sont non moins extrêmement (soit un sur trois en 1960). Le chômage et l'instabilité de l'emploi placent les sous-prolétaires dans une situation d'insécurité permanente qui menace l'équilibre de la famille [et] compromet l'insertion de l'individu dans la société. [...] C'est à partir de telles analyses qu'il sera ultérieurement possible de présenter un tableau d'ensemble de la société algérienne telle que l'ont faite – ou plutôt dé faite – cent trente ans de colonisation, et, du même coup, de définir à la fois les contraintes qui s'imposent et les ouvertures qui s'offrent aux dirigeants de l'Algérie indépendante. ¹»

1. Pierre Bourdieu, introduction à « Les sous-prolétaires algériens », *Les Temps modernes*, décembre 1962, n° 199, p. 1030-1051.

Les Temps modernes,
décembre 1962

Les sous-prolétaires algériens

LA PRISE DE CONSCIENCE DU CHÔMAGE est contemporaine d'une certaine façon d'éprouver la durée, elle-même inséparable de la signification nouvelle qui est conférée au travail.

L'entrée dans l'économie monétaire s'accompagne de la découverte du temps comme pouvant être perdu, c'est-à-dire de l'opposition entre le temps vide ou perdu et le temps plein ou bien rempli. Ce sont là des notions étrangères, de fait et d'essence, à la logique de l'économie pré-capitaliste. Le temps s'écoule, rythmé par les divisions du calendrier technique et rituel qui impose pour chaque activité un moment, une durée et un rythme particuliers. Si, comme on l'a souvent montré, le temps rythmé n'est pas le temps mesuré, c'est que les intervalles vécus dans une expérience autistique ne sont pas égaux et uniformes. Le temps est appréhendé dans son écoulement au moyen de points de repère qui sont autant d'expériences vécues : soit la saisie impressionniste de nuances qualitatives du monde, « quand le soleil touche la terre » ; soit une expérience corporelle, à *thaoulath*, c'est-à-dire à l'heure où le froid du petit matin fait trembler comme la fièvre (*thaoula*). Ces points de repère ne sont pas points de division, ce qui supposerait la notion d'intervalle régulier et mesuré ; les îlots de durée qu'ils définissent ne

sont pas saisis comme segments d'une ligne continue, mais forment autant d'unités closes sur elles-mêmes et juxtaposées. Par exemple, la semaine est souvent appelée *es-suq*, c'est-à-dire le laps de temps compris entre deux marchés.

L'expérience de la durée, indissociable de l'expérience de l'activité, n'a jamais d'autre référence qu'elle-même. À preuve, si l'unité de durée, c'est le temps qu'il faut pour accomplir une tâche bien définie, par exemple pour labourer une parcelle avec une paire de bœufs ou pour aller au marché voisin, on évalue inversement l'espace en termes de durée ou, mieux, en référence à l'activité accomplie pendant un laps de temps défini, la journée de labeur ou la journée de marche. Mais, fondamentalement de toutes les équivalences, l'expérience unitaire de l'activité ne peut être rapportée qu'à soi ; aussi, ignorant le temps comme contrainte et comme limite, elle est à elle-même sa propre mesure.

Il s'ensuit que si ce temps nous semble vide ou mal rempli, c'est seulement que nous le référons à une mesure totalement étrangère. S'il nous apparaît comme temps dans lequel il ne se passe rien ou peu de chose – et n'est-ce pas là ce que nous entendons quand nous parlons de sous-emploi larvé ? –, c'est simplement qu'il ne s'y passe rien que nous attendions, c'est que la nature et le nombre des événements que nous retenons pour former les séquences temporelles, donc leur tempo, est fonction du principe de sélection que nous appliquons implicitement, en l'occurrence l'idée que nous nous faisons du travail et, par là, de l'existence. Nous sommes pareils au citadin pour qui il ne se passe rien dans les petits villages parce qu'il rejette comme mesquines sans intérêt ce dont la vie des villageois est remplie.

Mais tout cela n'est-il pas vrai du temps du chômeur ou, plus généralement, du sous-prolétaire ? S'il nous apparaît comme temps vide, n'est-ce pas aussi que nous le soumettons à un étalon étranger ? Le temps consacré à la recherche du travail, le temps des attentes devant le bureau de placement, ne se laisse définir qu'en termes négatifs, par opposition au temps du loisir et au temps du travail. Il n'est pas temps passé mais temps perdu ou dépensé. Mais, cette fois, il est vécu comme tel : l'expérience que le chômeur forme de la durée enferme la référence explicite ou implicite à la vision capitaliste du travail et du temps, condition de la conscience du chômage. Au titre de limite, l'attitude de ces paysans est significative, qui se déclarent chômeurs sans qu'un changement décisif se soit produit dans leur situation objective : inclinés, du

fait de la dualité des systèmes de référence, à la réflexivité, ils découvrent l'activité traditionnelle comme chômage qui s'ignore. Le temps chômé est temps vide par opposition au temps que l'économie tournée vers la productivité tient pour pleinement occupé et aussi par opposition au temps propre à l'économie traditionaliste qui, n'ayant d'autre fin que de permettre au groupe de durer, ne pouvait saisir comme vide une expérience de la durée qui était à elle-même sa propre mesure ¹.

Ainsi le chômage comme conscience de chômer est-il le produit aberrant d'un ordre économique et social qui ne donne pas à tous la possibilité d'atteindre la fin qu'il impose avec une nécessité absolue, à savoir l'obtention d'un revenu en argent, et qui tend à faire apparaître comme temps mal rempli, aux yeux même de ceux qui l'accomplissent, toute activité qui n'atteint pas cette fin. Mais en outre, parce qu'ils ne peuvent fournir ce minimum de sécurité et d'assurances concernant le présent et l'avenir immédiat que procurent l'emploi permanent et le salaire régulier, le chômage, l'emploi intermittent et le travail comme simple occupation interdisent tout effort pour rationaliser la conduite économique en référence à une fin future et enferment toute l'existence dans la hantise du lendemain, c'est-à-dire dans la fascination de l'immédiat.

Chômeurs, marchands à la sauvette, revendeurs au détail d'un régime de bananes ou d'un paquet de cigarettes, petits commerçants, artisans traditionnels et tous ces gens dont le gain est une aumône autant qu'un pourboire, gardiens, porteurs, commissionnaires, sont-ils assez assurés du présent pour tâcher de s'assurer de l'avenir ? Ne sont-ils pas condamnés à l'imprévoyance et au renoncement fataliste, expression d'une défiance totale en l'avenir, inspirée par la conscience de ne pouvoir maîtriser le présent ? « Quand tu n'es pas sûr d'aujourd'hui, dit un chômeur de Constantine, comment seras-tu sûr de demain ? » Et ce pêcheur d'Oran : « Plus je gagne, plus je mange ; moins je gagne, moins je mange. » Ces deux formules saisissantes enferment l'essentiel de l'existence des sous-prolétaires. La seule fin de l'activité est la satisfaction des besoins immédiats. « Je gagne mon morceau de pain et c'est tout. » « Ce que je gagne, je le mange. » « Je gagne juste le pain de mes

1. N'est-il pas significatif que les villageois fassent aujourd'hui, comme en témoignent nos observations faites pendant l'été 1962 à Aghbala, la découverte de l'ennui, que l'on assiste à l'apparition d'expressions comme « tuer le temps », « passer le temps » – les seuls à ne pas s'ennuyer étant ces *bouniya*, vestiges du passé, qui sont occupés à « regarder la terre » ?

enfants. » C'en est fini des anciennes traditions de prévoyance. Le citadin tend à ressembler à l'image que formait de lui le paysan de la tradition : « Ce que la journée a travaillé, la nuit l'a mangé »... Parfois, on voit resurgir des conduites traditionnelles, totalement aberrantes dans le nouveau contexte, et inspirées par la hantise de la subsistance : « J'ai les provisions prêtes, dit un petit épicier d'Oran gagnant 400 à 500 F par jour. Si jamais je ne gagne rien, je mange quand même. » Traditionalisme du désespoir, aussi inconséquent que l'existence au jour le jour. Mais comment espérer au-delà du présent, au-delà du pain quotidien, quand cet objectif primordial est à peine satisfait ? « Le salaire est tout juste pour le pain. Mais pour monter, non » (manœuvre dans une poissonnerie de Constantine). Du fait que les sacrifices portent primordialement sur la consommation, les revenus peuvent augmenter sans que l'épargne (ou même l'idée d'épargner) puisse apparaître, tant les besoins excèdent les moyens ². Lorsqu'on leur demande s'ils ont des économies, la plupart des sous-prolétaires rient ou s'indignent. « Des économies ? répond avec un sourire un chauffeur d'Orléansville. Quand je reçois la paye, je suis malade, je ne sais pas comment faire. Moi, je vis au jour le jour. » On s'efforce bien sûr de réduire les dépenses autant qu'il se peut, mais sans procéder jamais à une véritable comptabilité. « C'est moi qui fais le marché, déclare un tailleur d'Oran, je n'ai pas de comptes. Chaque fois qu'il manque quelque chose, je l'achète, je ne fais pas de comptes et je ne sais pas combien je dépense. Je n'ai pas d'économies, si j'en avais, j'aurais ouvert un bazar (*rire*). Tout peut être cher comme tout peut être bon marché, suivant qu'on gagne bien ou non ; quand on a de l'argent, tout paraît bon marché et on dépense, "on s'en fout" [*en français*]. » Pris dans le cercle vicieux de la misère, tous ces hommes sont trop enfermés dans la vie au jour le jour pour songer seulement à l'épargne, qui pourrait seule les arracher à la vie au jour le jour ³.

2. L'analyse des budgets familiaux montre que la part de l'alimentation croît parallèlement aux revenus jusqu'à un certain seuil.

3. Schumpeter a bien montré la fonction de l'épargne : « Le rôle de leur épargne [*il s'agit des entrepreneurs*] consiste à les soustraire à la nécessité des routines quotidiennes imposées par le souci de gagner leur vie au jour le jour et à leur donner le loisir de faire un tour d'horizon, de forger leurs plans et de réunir des concours » (*Capitalisme, socialisme et démocratie*, p. 81). Mais il faut se garder d'oublier que l'épargne elle-même exige que l'on soit soustrait tant soit

Le mode de paiement, particulièrement dans le cas de journaliers, intermittents ou réguliers, tend à faire obstacle à la rationalisation de la conduite économique. « Il vaut mieux être payé au mois qu'à la journée, observe un docker occasionnel d'Alger. À la journée, on n'a jamais rien d'avance. On rentre du travail, on achète la nourriture et tout s'en va. C'est comme si on n'avait rien gagné. Quand on est payé au mois, on peut mettre de côté, acheter des choses, on est tranquille. » S'agirait-il d'une illusion psychologique, cette attitude mérite d'être analysée et cela d'autant plus que l'insécurité créée par le paiement à la journée ne peut que redoubler lorsque le travail est intermittent. En morcelant les revenus en petites sommes immédiatement échangeables contre des biens destinés à être consommés le jour même, le paiement à la journée tend à exclure les dépenses d'équipement qui ne peuvent être pensées (et amorties) que sur une longue période et à enfermer le travailleur dans la vie au jour le jour, qui est synonyme de l'absence de calcul ⁴.

En fait, les sous-prolétaires ne parviennent à vivre ou à survivre qu'en recourant au crédit. En dépit de leur aversion profonde à l'égard des dettes, qu'ils doivent à leur passé de paysan, ils en ont presque tous, au moins chez l'épicier et chez le boulanger ⁵. Le phénomène a un tel caractère de généralité qu'il peut être considéré comme corrélatif

peu à la nécessité des routines quotidiennes. À trois exceptions près, un manoeuvre dont le revenu n'est que 213 NF et deux cafetiers qui déclarent 300 à 400 NF, toutes les personnes qui disent avoir des économies ont un emploi permanent et un revenu supérieur à 500 NF.

4. On rencontre aussi des protestations contre le paiement à la semaine. Du fait que, en Algérie, la stabilité de l'emploi varie avec la longueur de la période de paiement, la préférence pour le paiement au mois ne peut que s'en trouver renforcée.

5. L'aversion du paysan à l'égard du crédit, inséparable de tout le système de valeurs et, en particulier, de la morale de l'honneur, s'exprime dans ce témoignage d'un paysan de la fraction Ouled Hamida (Affeville) : « Je n'arrive pas à joindre les deux bouts... Maintenant, le problème du crédit se pose : je n'aime pas emprunter, car je me sens inquiet, et lorsque je dois quelque chose, je rougis devant celui à qui je dois, et puis les gens ici ne font pas de crédit aux nouveaux venus parce qu'il n'offrent aucune garantie : ni rente quelconque, ni salaire. L'épicier ne veut pas faire crédit : il a peur que tout le monde s'en aille une fois la paix revenue et qu'il n'ait pas la possibilité de se faire rembourser. Il ne fait de crédit qu'à ceux qui possèdent des bêtes et aussi à ses cousins de la même *ferka*, ceux-là, il les connaît. »

de l'urbanisation et comme condition indispensable de l'adaptation à la vie urbaine ⁶. Tout se passe comme si le crédit de confiance venait remplir la fonction qui, dans la société villageoise, était celle des réserves d'une part, et d'autre part des échanges de dons et de services imposés par la solidarité ⁷. C'est lui qui permet aux plus démunis de manger tous les jours ; en dépit de l'irrégularité des rentrées d'argent. Mais le commerçant y trouve-t-il son compte ? Il faut citer les déclarations d'un chauffeur de la RSTA qui, pour avoir fait le métier de laitier pendant plusieurs années, connaît bien la situation du tout petit commerçant : « Le commerçant, explique-t-il, continue à fournir et même à fournir

6. Le montant des dettes est parfois très élevé. Ainsi, une femme de ménage d'Oran qui gagne 18 000 F par mois a 60 000 F de dettes chez l'épicier. Un employé chez un marchand de tissus de Tlemcen 50 000 F chez l'épicier. « J'ai au moins 65 000 F de dettes, déclare un peintre de Saïda : deux mois de travail... J'ai contracté des dettes à cause du mariage de ma fille. Dans un mariage musulman, il faut le trousseau, les bijoux. Tout ça, c'est cher. J'économise sur tout pour rembourser mes dettes. Je ne mange pas bien. Même les cigarettes, je les achète chez l'épicier à crédit. »

7. On verra pourquoi le recours au crédit est à peu près inéluctable à travers le témoignage d'un fellah récemment réplé sur la petite ville de Carnot : « Ici, j'ai des dépenses plus grandes qu'au douer. Les enfants scolarisés occasionnent des frais supplémentaires, habillement, entretien, fournitures scolaires. Je prends du pain, j'ai beaucoup de frais et de dépenses que je n'avais pas avant. Mes besoins sont plus grands à tous les points de vue, légumes et fruits, lait et viande, etc. ; j'ai aussi des besoins nouveaux, le loyer, l'habillement, la scolarisation des enfants. Il faut arriver à vivre comme il est coutume de vivre en ville et cela sans en avoir les moyens. Mon seul recours est le crédit ; heureusement que mon père connaissait beaucoup de monde. Je prends à crédit chez un commerçant que nous connaissions depuis longtemps, originaire du même village que nous. J'ai chez lui une dette de 3 500 à 4 000 F que je n'arrive pas à régler. C'est une faveur quand un épicier consent à vous faire crédit, cela veut dire qu'il a confiance ; il faut que ce soit un ami ou quelqu'un de chez vous, il ne peut pas alors refuser. Mais les commerçants ne peuvent pas faire crédit à tous, c'est à toute la population qu'il faudrait faire crédit. Personne n'a aujourd'hui la possibilité de régler tous ses achats au comptant, le riche pas plus que le pauvre. Le pauvre connaît maintenant le plus grand dénuement ; il n'a plus l'aide qu'il trouvait autrefois auprès d'un plus riche que lui et il est obligé d'acheter, lui aussi, maintenant qu'il est en ville, le peu qui lui était donné par le passé. Le riche d'hier s'est appauvri et a rejoint le pauvre dans le malheur. Personne n'aime le crédit mais tout le monde est content de trouver qui voudra bien l'accorder. »

davantage, et si par exemple on a pris pour 20 000 F, on ne lui paie que 15 000 F ; le mois suivant, c'est à peine si on lui donne 10 000 F. Ça fait déjà 15 000 F de dettes chez lui. C'est comme ça que des commerçants ont des millions qui ne rentrent jamais ; ils ne peuvent rien faire. S'il refuse de servir, il perd ses clients, il n'aura pas pour ça l'argent qu'on lui doit et le peu qu'on lui donne ne rentrera plus. Et puis, il ne peut refuser ; ce n'est pas du luxe, c'est la nourriture de la famille. D'ailleurs, le commerçant fait la même chose chez son fournisseur. Tout ça, ça fait des embrouilles dans la comptabilité et, d'abord, rares sont les commerçants qui ont une comptabilité, il y en a beaucoup qui ne savent pas écrire. ⁸» Le petit commerçant et le sous-prolétaire sont comme enchaînés l'un à l'autre ; le premier parce qu'il doit vendre à crédit s'il veut vendre, le second, parce qu'il ne peut acheter qu'à crédit. Les raisons qui incitent le petit commerçant à accorder le crédit ne se situent pas seulement dans l'ordre de l'intérêt : celui qui refuserait de faire crédit à un père de famille dans le besoin serait déshonoré aux yeux des gens ; parce que, en deçà d'un certain seuil, le crédit tend à se confondre avec l'entraide ou l'assistance et aussi parce que le quartier de la Casbah ou le bidonville constituent un groupe d'interconnaissances dont les membres se sentent liés par une sorte de fraternité, donc tenus aux devoirs de solidarité. Quelles que soient leurs raisons individuelles, les commerçants remplissent objectivement une fonction sociale éminente : du fait qu'ils acceptent d'avancer de la nourriture dans les périodes où l'on est dépourvu, en attendant d'être remboursés lors des rentrées d'argent, ils assurent à leurs clients les plus démunis un minimum de sécurité dans une existence hantée par l'insécurité. Le crédit permet de faire l'économie de la comptabilité, puisque, en l'absence de tout calcul, il tend à rendre possible, de façon quasi automatique, l'étalement dans le temps de revenus caractérisés par leur irrégularité. Mécanisme d'autant plus paradoxal que les petits commerçants ne tiennent à peu près jamais de comptabilité, qu'ils puisent directement dans la caisse pour les besoins de la famille, qu'ils ignorent souvent la notion de bénéfice et n'attendent de leur activité que la sub-

8. 78,5 % de commerçants n'ont aucun diplôme, 20,3 % ont le certificat d'études primaires et 1,1 % le brevet élémentaire. Une exploitation plus fine des enquêtes (au niveau du petit échantillon) permet d'évoluer à plus de 70 % le taux d'analphabétisme. On peut supposer que ce taux est encore plus élevé chez les tout petits commerçants.

sistance. « Où est le bénéfice maintenant ? dit un petit commerçant de Sidi-Bel-Abbès. Aujourd'hui, je travaille à crédit. [...] Je prends à crédit la marchandise et quand je l'ai liquidée, à ce moment-là je paie le grossiste. Des fois, il me reste un peu d'argent et des fois non, je suis obligé d'emprunter ailleurs. » Ainsi, une somme d'incohérences, par la vertu du crédit en chaîne, du grossiste au détaillant, qui ne calcule pas, du détaillant au client, qui ne calcule pas davantage, finit par réaliser une sorte d'équilibre permettant aux couches les plus défavorisées, commerçants et clients, de subsister ⁹.

Cette sorte de régulation quasi automatique est un des mécanismes complexes qui permettent aux plus pauvres de réaliser un équilibre précaire, au niveau le plus bas, en l'absence de tout calcul et de toute rationalisation de l'économie domestique. Ainsi, par exemple, s'il est vrai que les impératifs de la solidarité large peuvent faire parfois obstacle à la formation d'une classe capitaliste en imposant à ceux qui ont réussi d'aider les autres, il reste que l'entraide fraternelle permet aux ruraux déracinés de surmonter la misère et le désarroi en contribuant à leur procurer certaines sécurités indispensables, les secours en nature ou en argent qui les font vivre pendant la recherche de l'emploi ou pendant les périodes de chômage, parfois l'emploi lui-même, souvent le logement. De même, si l'indivision liée à la cohabitation choisie ou forcée interdit souvent la modernisation et les investissements à long terme, elle assure aux plus démunis la subsistance, la pluralité de salaires pour une dépense unique tendant à compenser l'irrégularité et la modicité des revenus. Bref, tout se passe comme si l'incohérence et l'incertitude étaient à elles-mêmes leur propre limite : entre autres choses, l'absence généralisée de régularité et de rationalisation, aussi bien dans les dépenses que dans les revenus, laisse une certaine liberté de jeu ; le fait que l'introduction d'une seule dépense régulière, le loyer par exemple, dans le cas des familles dotées de faibles revenus qui sont re-

9. Les petits commerçants n'attendent de leur activité rien d'autre que de quoi subsister. « Je ne tiens pas de comptabilité, dit l'un d'eux, ce que je gagne, je te bouffe. » Aussi obéissent-ils au principe traditionaliste du maximum de sécurité. L'absence de spécialisation du commerce est inspirée par le souci de réduire au minimum la part du risque et du hasard, en jouant, si l'on peut dire, sur tous les tableaux. De même, les horaires d'ouverture. À mesure que le commerce croît en importance et se modernise, il se spécialise et les horaires deviennent plus précis.

logées dans les HLM, suffit souvent à détruire ou à compromettre cet équilibre périlleux, en apporte la preuve *a contrario*.

Cette existence abandonnée à l'incohérence ne prend vraiment sens ni par rapport à la logique du traditionalisme ni par rapport à celle de l'économie capitaliste. Il serait vain d'essayer de comprendre chaque existence concrète comme une série discontinue d'actes dont certains se réfèreraient aux modèles traditionalistes, certains aux modèles capitalistes. En réalité, telle une forme ambiguë, chaque conduite peut faire l'objet d'une double lecture parce qu'elle porte en elle-même la référence aux deux logiques : en sorte que des conduites capitalistes imposées par la nécessité demeurent essentiellement différentes de conduites capitalistes intégrées dans un plan de vie capitaliste, de même que des conduites traditionalistes, en tant que régressions forcées, sont séparées des conduites traditionnelles par l'abîme que crée la conscience du changement de contexte. C'est ainsi par exemple que l'existence au jour le jour du sous-prolétaire ou du fellah prolétarisé diffère absolument de l'existence entourée de sécurités du fellah d'autrefois. Dans un cas, la recherche de la subsistance est la fin unanimement approuvée et unique que garantissent les règles coutumières ; dans l'autre cas, l'obtention du minimum de survie est la fin importée par la nécessité économique à une classe exploitée. Du fait que le contexte est changé et que tous en ont conscience, du fait que les assurances économiques et la sécurité psychologique qui étaient fournies par une société intégrée et une tradition vivante se trouvent abolies, l'improvisation hasardeuse prend la place de la prévoyance coutumière et de la stéréotypie confortable des comportements. Ainsi, le chômage ou l'emploi intermittent entraînent une désorganisation de la conduite où il faut se garder de voir une innovation supposant une conversion de l'attitude. Traditionalisme du désespoir et défaut de plan de vie sont les deux faces d'une même réalité.

En effet, chômage et emploi intermittent n'ont d'efficacité que destructrice. Ils font table rase des traditions et du traditionalisme mais interdisent l'élaboration d'un plan de vie rationnel, condition de l'adaptation à l'économie capitaliste. « Je vis par *baraka* », dit un chômeur ; et, en fait, l'existence de la plupart des sous-prolétaires, enfermés dans le jour présent, est bien un miracle continué. Tout se passe comme si le défaut d'emploi permanent et du minimum de revenus réguliers qu'il assure, empêchait que la conduite économique et plus générale-

ment la conduite de la vie puissent être soumises au calcul rationnel ; comme si, tant que s'impose le souci de subsister, c'est-à-dire de durer, l'ambition d'entreprendre, c'est-à-dire de prévoir, ne pouvait se former.

Qu'est-ce en effet que « vivre au jour le jour » ? Loin que l'avenir s'annonce dans la conduite présente, loin que le présent s'organise par rapport à un futur abstrait, posé par le calcul et uni au présent dans une relation rationnelle, le jour présent est vécu sans référence aucune, ni intuitive ni rationnelle, au jour suivant. Le journalier qui reçoit sa paie quotidienne achète en rentrant le pain ou la semoule qu'il mangera le soir-même, sans considérer, parce que la situation le lui interdit, ce qu'il adviendra le lendemain. Le morcellement de la durée en unités discontinues tend à condamner l'individu à satisfaire de façon immédiate les besoins immédiats. La conscience hantée par l'incertitude d'un lendemain toujours suspendu est une conscience fascinée, happée par un objectif qui s'impose avec une urgence absolue. Partant, la répression de la réponse immédiate aux suggestions et aux sollicitations objectives et, du même coup, le sacrifice des fins immédiates et pressantes aux fins saisies et choisies par le calcul rationnel, sont inconcevables parce que les besoins primaires ne sont pas de ceux dont la satisfaction peut être différée ou sacrifiée. Dès lors, il est exclu que puisse s'effectuer la hiérarchisation rationnelle des fins qui est la condition du calcul utilitariste, fondement de la conduite raisonnable selon la raison capitaliste. En effet, l'épargne comme l'investissement ou la simple distribution des dépenses dans le temps supposent réalisée la mise en perspective de l'ensemble des fins de l'activité, ou mieux la constitution d'un plan de vie, c'est-à-dire d'un système cohérent et hiérarchisé de fins prévues ou projetées dans lequel le présent se trouve intégré – de sorte que l'activité présente ne prend sens que par rapport à un futur conçu et voulu, et que, réciproquement, le futur projeté s'enracine dans la conduite présente qui travaille à le faire advenir.

S'il faut toujours hiérarchiser selon leur modalité les opinions qui engagent l'avenir, depuis la rêverie jusqu'au projet enraciné dans la conduite présente, il faut se garder d'oublier que le degré d'engagement dans l'opinion formulée est fonction du degré d'accessibilité de l'avenir visé ; or cet avenir est plus ou moins accessible selon les conditions matérielles d'existence et le statut social de chaque individu et, d'autre part, selon le domaine de l'existence qui se trouve engagé : c'est ainsi

par exemple que les opinions concernant l'avenir des enfants, parce qu'elles supposent un plan de vie à deux générations, sont encore plus échevelées que les estimations des besoins.

C'est évidemment chez les chômeurs, les petits commerçants et les manœuvres que l'incohérence des opinions concernant l'avenir est la plus grande. Ainsi, un chômeur de Constantine dépourvu de toute ressource évaluée à 2 000 NF par mois le revenu qui lui est nécessaire pour satisfaire les besoins de sa famille. Interrogé sur l'avenir qu'il souhaite pour ses enfants, il déclare : « Ils iraient à l'école ; quand ils seraient assez instruits, ils choisiraient eux-mêmes. Mais je ne peux pas les envoyer à l'école. Je voudrais, si je pouvais, les instruire pendant longtemps pour qu'ils soient docteurs ou avocats. Mais je ne suis pas aidé. Il m'est permis de faire des rêves. » On observe la même rupture entre les aspirations imaginaires et la situation réelle chez ce chômeur de Saïda qui, après avoir dit qu'il craignait d'être contraint de retirer ses enfants de l'école faute de ressources, souhaite pour sa fille « qu'elle aille jusqu'à la fin, jusqu'à ce qu'elle ait réussi, jusqu'à son bac si elle peut ou jusqu'au brevet ; comme ça elle peut travailler comme institutrice ». Cet autre chômeur de Constantine dit d'une part : « Il faut de l'instruction, mais pour avoir de l'instruction il faut de l'argent », et d'autre part, au sujet de l'éducation de ses filles : « Je les enverrai à Alger, à Paris et même plus loin ; elles continueront jusqu'au bout » ; enfin, en une troisième occasion : « On ne peut pas instruire les enfants. Quand on touche 400 F par jour, qu'est-ce qu'on peut faire ? J'ai envoyé ma fille en colonie de vacances. J'ai été obligé de l'habiller pour l'envoyer. Et je vous assure que ça m'a coûté quelque chose. ¹⁰ » Ce sont les mêmes individus qui, lorsqu'on leur demande s'ils souhaitent que leurs enfants poursuivent leurs études après le certificat d'études primaires, répondent souvent « Oui, jusqu'au bout » ou bien, comme ce manœuvre d'Oran, « Marquez ce qu'il y a de mieux ». Même absence de nuances, même irréalisme dans les opinions concernant le travail des

10. Un autre chômeur de Constantine accumule les affirmations les plus contradictoires au sujet de l'avenir de ses filles : « Je n'enverrai à l'école que les garçons. Pour les filles, il leur faut à chacune un gardien », et plus loin : « Ah ! si elle est instruite, il faut qu'elle travaille [*la jeune fille*] ; elle peut se défendre, ça c'est son affaire. Mais maintenant, même si je crève de faim avec ma femme, je ne la laisserai pas travailler.

femmes ¹¹. C'est en effet chez les individus aux revenus les plus faibles que l'on trouve le taux le plus élevé de réponses tranchées et absolues, positives ou négatives, indifféremment. De même, interrogés sur les causes du chômage, les sous-prolétaires renoncent souvent à répondre ou proposent des opinions sommaires ou contradictoires : « Je ne suis pas instruit », « C'est de drôles de questions que vous me posez là », où encore : « Il y a trop de gens partout. Tout le monde cherche des places. Si j'étais instruit je pourrais vous dire... Mais hélas, je ne connais même pas les chiffres du mètre pliant. Qu'est-ce que vous me demandez des choses comme cela ? » (chômeur, Constantine). Ces hommes pour qui l'expérience du travail dans une entreprise moderne n'est pas moins angoissante et déconcertante, bien souvent, que l'expérience du chômage, ces ruraux, « déruralisés » sans être urbanisés, qui doivent tout découvrir et tout apprendre à la fois du monde technique et du monde citadin (langue française, disciplines de travail, tours de main, instruments de mesure), ces éternels exécutants dont on n'attend par qu'ils comprennent ce qu'ils ont à faire, ces gens qui ne peuvent jamais être sûrs de rien, ni de travailler aujourd'hui, ni de travailler encore demain, ces hommes sur qui s'appesantissent tous les déterminismes et qui ne peuvent trouver, ni en eux-mêmes ni dans leur travail ni dans l'entreprise, de raisons d'adhérer à un emploi qu'ils n'occuperont peut-être plus demain, faut-il s'étonner qu'ils ne puissent forger un système d'opinions cohérentes sur une condition aussi profondément marquée par l'instabilité et l'incohérence ? [...]

L'existence des sous-prolétaires ne peut être décrite que comme elle est vécue, c'est-à-dire en termes d'absence : l'instabilité de l'emploi et l'irrégularité des revenus qui en résulte, l'absence d'assurance concernant l'avenir même le plus proche, la conscience de manquer de tous les moyens indispensables pour s'arracher à l'incohérence et à l'accident, condamnent à la démission et au désespoir, toute possibilité d'espérance étant anéantie par l'inflexibilité du monde. Les sous-prolétaires n'envisagent pas d'échapper à leur condition ; interrogés, ils répondent

11. Les chômeurs ou les manœuvres dont la femme travaille font exception en ce qu'ils introduisent des réserves ; l'impératif catégorique qui interdit le travail des femmes se nuance en impératif hypothétique : « Il ne faut pas qu'elles travaillent, dit par exemple un manœuvre de Constantine (au chômage), si leur mari se suffit. »

le plus souvent par le rire : « Je n'espère rien, dit un journalier du bâtiment résidant à Tlemcen ; pour moi, c'est la pelle et la pioche. » Non seulement toute espérance raisonnable d'ascension sociale leur est interdite mais l'idée même d'une telle espérance : « Je travaille toute l'année à 9 000 F par semaine et 2 000 F de prime par mois. Ça fait 40 000 F. Avec neuf personnes, comment voulez-vous que je vive avec ça ? Je pousse les voitures, on n'a pas le droit de les mettre en marche. Je garde. C'est tous les jours la même chose, depuis longtemps. M'élever ? Vous rêvez, ou vous voulez que je rêve ! Je n'ai pas de métier et ce n'est pas en faisant ce que je fais que je vais en apprendre un. Ah ! si j'étais instruit, j'aurais trouvé un autre travail... J'aurais pu espérer... » (gardien dans un garage, Philippeville).

Si, lorsqu'ils parlent de leur propre avenir, la présence du présent est trop pressante et pesante pour se laisser oublier, ils peuvent, parce qu'on les y invite, s'en arracher un moment : est-ce toutefois pour former de véritables projets, susceptibles de se réaliser et trouvant un commencement de réalisation dans la conduite présente ? [...]

Le projet comme choix réel implique un commencement de réalisation : il suppose à la fois que la fin visée est à distance, en tant qu'elle est à réaliser et qu'elle est accessible, moyennant que certains obstacles soient surmontés. La conscience rêveuse, au contraire, ne peut rendre l'objet accessible qu'en niant l'intervalle et les obstacles interposés, c'est-à-dire en supprimant magiquement la résistance du donné. En fait, l'idéologie du sous-prolétaire est sous l'empire de la raison magique.

Parce qu'il n'est jamais à la hauteur du monde et que ses efforts incessants pour surmonter l'insécurité se heurtent à des obstacles insurmontables, parce que la probabilité qu'il atteigne par l'attitude active et rationnelle les fins les plus vitales et les plus vivement voulues est toujours extrêmement faible, il tend à percevoir l'univers à travers les catégories de la magie. La vie vécue comme jeu de hasard, comme *qmar*, fait surgir des puissances personnalisées, telle le piston, cette *baraka* des sous-prolétaires. Loin d'être suscitée par un libre projet, et soit qu'elle assure des satisfactions symboliques et oniriques, soit qu'elle peuple le monde de pouvoirs bienveillants ou hostiles, la perception magique du monde est le seul recours d'un individu affronté à un univers qui interdit tout projet assuré de chances raisonnables de réussite ; condamné à s'en remettre aux décrets arbitraires du monde, même en

ce qui concerne les valeurs vitales, le sous-prolétaire saisit l'univers comme peuplé de puissances engagées dans un conflit dont son propre destin est l'enjeu. Le piston n'est pas une donnée de l'expérience, mais une donnée de la raison mythique, c'est-à-dire à la fois une force omniprésente et un principe d'explication universel. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer que, la plupart du temps, la notion reste aussi peu déterminée que possible. Ce sont en effet ceux qui disent n'en avoir jamais expérimenté l'efficacité qui en parlent le plus et qui lui confèrent un rôle immense ; les plus favorisés, dont on peut supposer qu'ils en ont bénéficié, en nient souvent l'existence et imputent la réussite, à commencer par la leur, au seul mérite.

On pourrait voir dans le piston un de ces « dieux fonctionnels » caractéristiques, selon Usener, de la religion romaine – puisqu'il agit comme eux dans l'existence quotidienne et au sein de l'environnement familial –, s'il était investi seulement de pouvoirs bien déterminés, tel celui d'assurer du travail¹². Mais en fait, sorte de *mana* ou de *baraka*, il apparaît comme une force à la fois impersonnelle et personnalisée, omniprésente et localisée, qui meut et anime tout l'univers social. « Maintenant, c'est le piston qui passe le premier ! Eh oui ! Quelqu'un à la force du poignet ne peut pas arriver. À mon avis, c'est comme ça, direct, le piston qui marche » (portefaix, Oran). « Nous vivons dans un cas particulier où le piston fait marcher la machine » (employé de commerce, Alger). « Maintenant, tout marche avec le piston, même les machines ! » (manœuvre dans une usine de tabac, Constantine). Ainsi, plus profondément, le piston apparaît comme le langage adéquat d'une existence dont toute la raison ne saurait rendre raison parce qu'elle n'est que fatalité,

12. On trouve d'ailleurs toute une série de déclarations qui vont dans ce sens : « Le piston seul permet aux gens de travailler. Comment voulez-vous qu'un homme sans piston trouve du travail ? » (gardien de garage, Oran), « Il faut vraiment, en Afrique du Nord, être bien pistonné pour avoir une bonne place, [...] sans piston, on ne peut rien » (manœuvre, Oran). « Pour trouver un bon emploi, il faut être pistonné. Mon fils sait lire et écrire, mais sans piston, il ne peut pas trouver d'emploi » (matelassier, Sidi-bel-Abbès). « Sans piston, on ne trouve aucun emploi » (chômeur Tlemcen). « Il n'y a rien à faire sans le piston » (portefaix, Philippeville). « Ici, je te jure, sans piston, on peut courir jusqu'à usure de la plante des pieds et on ne trouve pas » (ouvrier, Constantine). « En Algérie, c'est surtout le piston qui compte, c'est rare si quelqu'un il arrive sans piston » (commerçant, Oran).

hasard et arbitraire. Tout se passe comme si, placé en face d'un monde qui se propose comme attente de l'explicitation signifiante mais qui déjoue et dénonce toute tentative pour imposer une signification, l'homme qui n'entend pas renoncer à déchiffrer et à expliciter, à rendre raison et à raisonner, n'avait d'autre recours que de se payer de mots, le verbalisme étant le dernier refuge de la raison qui refuse de se rendre.

« Ce qu'il faut d'abord (pour avoir une place) ? Ah ! c'est le piston ! Et ça dépend comment on tombe. Quand il y en a vingt par exemple qui demandent du travail et quand il y en a un seul qui rentre, c'est qu'il est pistonné. Le reste, ça compte pas, les enfants et tout. Bien sur, celui qui est instruit, il trouve, c'est pas la même chose ; les copains sont comme moi, ils cherchent, ils travaillent, s'ils trouvent, s'ils ont de la chance » (vulcanisateur, Oran). Dès que l'on entreprend de comprendre, on peut invoquer le piston, explication fictive de ce donné, à la fois nécessaire parce qu'inéluctable, et contingent puisque rien ne sépare ceux qui travaillent de ceux qui ne travaillent pas. On peut aussi enchaîner diverses opinions selon une logique qui ignore le principe de contradiction et qui adopte tour à tour plusieurs systèmes explicatifs. Comme il ne s'agit pas de raisonner de façon juste ou efficace et de s'accorder avec autrui, mais de sauver une apparence de raison, on peut se contenter d'une demi-cohérence et d'une demi-conformité avec le donné. Le stéréotype est un discours qui se situe à mi-chemin entre la fiction et l'expérience, entre le construit et le fortuit : en tant qu'intentionnalité vide, il semble se référer au donné lorsqu'il est entièrement fictif, et il apparaît comme *flatus vocis* alors même qu'il exprime l'expérience, parce que les enchaînements automatiques de mots y tiennent la place des significations authentiques. [...]

Certes, le recours au discours vide, absence sonore de signification qui prétend s'opposer à l'absence de signification, n'est pas le propre des sous-prolétaires, ni en tant que sous-prolétaires, ni en tant qu'Algériens. Cependant, alors que chez les petits-bourgeois, la parole, enflée, bouffie ou boursouflée, n'exprime souvent que l'ignorance d'ignorer, elle conserve toujours, chez les sous-prolétaires, une forme de vérité et de plénitude, parce qu'elle est colorée d'angoisse et de désespoir, parce que, au titre de cri, le son vide de sens exprime dramatiquement une expérience dramatique parce qu'il ne se donne ni comme explication suffisante d'une existence inexplicable, ni même

comme expression adéquate d'une expérience inexprimable, mais s'avoue comme aveu incohérent de l'incohérence insurmontable ¹³.

Le piston maléfique, c'est-à-dire la discrimination, les colons, les Espagnols ou les Italiens, le machinisme, toutes ces puissances personnalisées et ennemies, surgies de l'expérience la plus concrète, sont transfigurées par la raison mythique. Ainsi, la machine est décrite comme un moloch mangeur de travail : « Il y a trop de machine ! Les machines prennent le travail ! » (garçon de café, Affreville). C'est la machine qui a enlevé le pain aux gens ! » (manœuvre, Constantine). « Il faut supprimer ces machines ! Les machines tuent la main d'œuvre ! » (gardien, Tizi-Ouzou). Interjection ou exclamation, le langage magico-mythique a pour fonction non point d'énoncer ou même d'indiquer le monde, mais d'exprimer le sentiment ¹⁴. Aussi la cohérence de cet univers idéologique ne repose-t-elle pas sur des règles logiques mais sur l'unité de sentiment : à un monde hostile, hanté par des puissances magiques, est-il rien que ces hommes dénués et dépourvus puissent opposer, sinon la croyance en la magie ? Le sentiment de la malveillance systématique et méthodique du monde se trouve fréquemment associé à la croyance en la toute puissance du piston : « Ici, dit un marchand de légumes d'Oran, c'est le piston [il frappe le sol avec sa canne] ! Rien d'autre ! "Ils" n'ont pas de considération... » Et un autre, gardien de garage à

13. Les plus lucides parmi les sous-prolétaires ont, à la différence des petits-bourgeois, une conscience explicite de l'incohérence de leur idéologie.

14. On sait que les mots *mana*, *manitu*, *mulungu* sont utilisés comme des exclamations en face de toute chose insolite, étonnante, merveilleuse ou terrifiante. On aura remarqué que l'invocation du piston revêt le plus souvent la forme de l'interjection. Dans la grande majorité des cas, la notion, prise soit comme substantif, au sens de pouvoir, soit comme adjectif, au sens de propriété appartenant à certains, reste aussi peu déterminée que possible (elle est précédée le plus souvent de l'article indéfini) et renvoie à des significations différentes mais confondues : la discrimination, le bakchich et les « connaissances » – l'appui accordé par un parent ou un ami pouvant être compris soit comme manifestation de la fraternité traditionnelle, soit comme défense contre l'oppression coloniale. Ainsi, par exemple, ce peintre d'Oran énumère successivement les différents sens, sans les distinguer nettement : « Pour avoir une bonne place, il faut être pistonné (avec un geste énergique de la main) ! Il faut des « épaules » dures ! (il porte la main à ses épaules) [...] Remarquez, il y a une deuxième façon si on connaît un copain, un parent, il peut aider à rentrer. Mais le plus fort, c'est le piston argent qui compte. »

Oran : « On nous demande le bakchich, sinon "ils" ne donnent pas de travail. Rien ! Il y a du travail, les gens savent lire et écrire, on leur donne toutes sortes de raisons, qu'ils sont vieux (mimique), tout ça... Les Européens, il y en a qui sont faibles, maigres comme des chats et on les emploie. Nous, on est fort et pourtant le gouvernement et la commune ne donnent rien. » Prisonnier de l'ordre colonial, qui est saisi comme l'œuvre diabolique d'un malin génie acharné à surprendre et à déjouer les volontés humaines, que peut-on invoquer sinon une puissance de même nature et de même grandeur ? Que peut-on attendre sinon le miracle, lorsque toutes les conduites rationnelles sont et se savent condamnées à l'échec ? L'attente du miracle, aussi bien dans l'ordre individuel que dans l'ordre collectif, coïncide souvent avec la démission présente. « Là, dit un portefaix d'Oran, dans un État musulman, il n'y aura plus de bakchich, plus de pistons on marchera droit. La mendicité d'abord sera supprimée, le gouvernement la prendra en charge. » Et le mythe du paradis perdu, envers de l'attente des paradis prochains s'exprime aussi parfois : « Il y a beaucoup de chômage parce que beaucoup de réfugiés persécutés des deux côtés sont rentrés dans les villes. Avant les événements, on avait tout pour rien » (fellah replié à Saïda). [...]

C'est pourquoi la quasi-systématisation affective est le type même de la compréhension que le sous-prolétaire se fait du monde économique et social. Le sentiment est en effet le seul principe d'unification d'une expérience dramatique dominée par l'incohérence. La souffrance et le désespoir ne sont jamais appréhendés en pleine lumière et constituent seulement la coloration affective de la conscience ; aussi, le monde naturel ou social, que la raison scientifique conçoit comme déterminé par des lois générales, est-il perçu comme porteur de qualités émotionnelles, menaces ou refus, comme habité par des intentions et animé par des volontés. Parce qu'il ne peut être expliqué par des causes nécessaires et objectives, l'échec, sous la forme du chaînage par exemple, paraît imputable à une intention hostile, incarnée objectivement dans l'ordre social. Cette vision magico-mythique du monde se nourrit de la confrontation avec le patron ou le contremaître européen, avec le colon, qui donnent à la malignité objective un visage, une physionomie et aussi un langage parfaitement adéquat.

Les souffrances imposées par la situation la plus inhumaine ne sont pas motifs suffisants pour que l'on conçoive un autre ordre économique et social ; tout se passe au contraire comme si c'était seulement à

partir du moment où les conditions matérielles d'existence permettent de concevoir un autre ordre économique et social que les souffrances peuvent apparaître comme imputables à un système saisi explicitement comme injuste et inadmissible. Faute de pouvoir opérer cette saisie, les sous-prolétaires tendent à vivre leur souffrance comme habituelle, mieux, comme *naturelle*, au titre de composante inévitable de leur existence. La misère s'impose en effet à eux avec une nécessité si totale qu'il n'est pas d'issue concevable, et cela d'autant moins qu'elle leur apparaît comme le destin commun à tous les Algériens, ou au moins à tous ceux qu'ils peuvent connaître¹⁵; de plus, faute de posséder le minimum de sécurité et de culture indispensable, ils ne peuvent concevoir clairement le changement global de l'ordre social qui serait capable d'en abolir les causes. Après avoir fait visiter sa baraque misérable et fait observer le dénuement de ses enfants, un chauffeur d'Oran ajoutait : « C'est ça, ma vie. Il n'y a que le salaire qui ne va pas. Le reste, nous sommes faits pour ça. » « Chacun son destin », « Chacun sa chance », « C'est la part que Dieu me réserve », « *Mektoub* », autant de formules souvent entendues qui n'expriment plus, comme dans l'ancienne tradition, la remise de soi confiante, mais disent la démission associée au désespoir ou à la révolte. Les sous-prolétaires *sont* misère et dénuement, souffrance et malheur ; ils ne sont pas assez détachés de leur condition pour la constituer en objet.

Par suite, ils en ont une appréhension et une compréhension nécessairement mutilée : tout se passe comme si leur situation ne pouvait leur apparaître que par profils. Cela explique qu'ils tendent à imputer leurs manques à leur être plutôt qu'aux manques de l'ordre objectif : « Chacun sa chance, dit un manœuvre de Constantine. Celui qui n'est pas instruit n'a rien. On le fait peiner jusqu'à ce qu'il met le genou par terre. C'est ça la vie de celui qui ne sait pas lire. » « Maintenant, déclare un garçon de Saïda, nous ne vivons pas comme il y a quarante ans. Nous vivons dans le progrès. Tout se fait et se trouve avec l'instruction. Si j'étais instruit, je ne vivrais pas dans ces conditions. Je ne suis qu'un

15. Plus ou moins clairement, tous savent que la même nécessité s'appesantit sur la grande majorité de leurs compagnons. Lorsqu'on leur demande s'ils connaissent quelqu'un qui a réussi, ils répondent le plus souvent : « Non, je ne connais pas. » « Tous ceux que je connais sont comme moi. » « Je ne connais pas ; personne il est monté dans mon métier. » Et ainsi de suite.

pauvre bourricot » ; et sa femme répète en français la dernière phrase. La conscience des obstacles objectifs à l'obtention d'un emploi ou d'un revenu suffisant les renvoie à la conscience de leurs incapacités, tel le défaut d'instruction et de qualification professionnelle ; ils n'accèdent jamais à la conscience du système comme responsable aussi de leur défaut d'instruction et de qualification professionnelle, c'est-à-dire à la fois de leurs manques et des manques de leur être. Par suite, faute d'appréhender en tant que tel le système dont leur situation est un aspect, ils ne peuvent lier l'amélioration de leur condition à une transformation radicale du système ; leurs aspirations, leurs revendications et même leur révolte s'expriment dans le cadre et dans la logique du système. Bref, si la misère tend à être vécue comme composante inévitable de la condition propre à des individus dont l'essence est de manquer, plutôt que comme effet de l'exploitation, c'est que l'aliénation absolue prive l'individu de la conscience même de l'aliénation.

Ainsi faut-il se garder de voir dans la révolte des sous-prolétaires l'expression d'une véritable conscience révolutionnaire. La protestation indignée contre la méchanceté objective peut en effet coïncider avec l'adhésion à l'ordre objectif. Se révolter contre la méchanceté établie, c'est pas nécessairement mettre en question l'ordre qui fonde la méchanceté. La révolte et la protestation peuvent être une façon l'infériorité en en faisant l'aveu. N'est-ce pas le sens profond de la conduite des faiseurs de demande qui s'obstinent dans la visée de l'impossible comme pour masquer ou compenser, par une opération substituée, une infériorité fondamentalement reconnue ? Le misérabilisme s'inspire en effet de la même logique que la quasi-systématisation affective. En substituant l'intention à la nécessité, on se met à la merci des décrets arbitraires de cette puissance dont on est victime mais dont, en dépit de tout, on attend comme une aumône la satisfaction des espérances vitales. Ce sont les mêmes qui disent « Ils ne veulent pas nous donner du travail » et « Ils ne nous donnent pas assez ». La révolte rageuse nourrie de sentiment et de ressentiment ne fait qu'un, le plus souvent, avec la démission résignée ¹⁶. En effet, le sentiment de la dépendance

16. De façon générale, la conscience politique affective est en avance sur la conscience politique rationnelle ; et tout particulièrement chez les femmes qui ont vécu la guerre plus passivement et passionnellement qu'activement et rationnellement. Chez elles, la sensibilité politique est souvent sans commune

générateur d'attitudes ambiguës, tient lieu de la conscience de l'aliénation, fondement de l'attitude révolutionnaire¹⁷. Parce que tout projet individuel ou collectif leur est interdit, les sous-prolétaires tendent à former d'eux-mêmes la même image que les membres de la caste dominante. « Nous sommes faits pour ça », disent-ils, plus ou moins explicitement ; et les autres : « Ils sont habitués ». Comme le racisme, le misérabilisme est un essentialisme.

Se demander à quelles conditions les individus peuvent cesser de souffrir seulement leur souffrance pour la considérer et la comprendre, c'est s'interroger sur les conditions de possibilité de la position du possible. S'il ne fait pas de doute que les conditions matérielles d'existence ne peuvent à elles seules déterminer la prise de conscience et la saisie du donné comme insupportable ou révoltant, et qu'elles tendent même à l'interdire, il n'est pas moins sûr que la constitution de l'état de choses actuel comme pourvu de telle ou telle signification suppose tout autre chose qu'une sorte de *cogito* révolutionnaire par lequel la conscience se ferait être comme révolutionnaire en s'arrachant au monde, monde auquel elle est présente mais qu'elle ne peut représenter parce qu'elle est englobée en lui et dépassée par lui. S'il est vrai que la constitution du donné actuel comme intolérable et révoltant suppose la position d'un autre état de choses, à la fois absent et accessible, comme fin projetée, il

mesure avec la conscience et la culture politique. Moins instruites en général que les hommes, moins en contact avec l'économie et la vie modernes, elles sont moins préparées à considérer rationnellement leur condition. C'est ainsi par exemple que, lorsqu'elles interviennent dans les entretiens, les femmes invoquent très souvent le piston ou la chance alors que leur mari attribue moins rarement la réussite à l'instruction ou au mérite.

17. L'attente de relations de type paternaliste qui est manifeste chez beaucoup de sous-prolétaires doit sans doute être comprise par référence au modèle des relations interpersonnelles propre à la société traditionnelle ; mais il est certain qu'elle est aussi encouragée, dans le cas des sous-prolétaires, par les conditions matérielles d'existence dans lesquelles ils sont placés et qui favorisent l'attitude de dépendance. De façon générale, la tradition culturelle fournit souvent au misérabilisme des rationalisations et un langage. « Il n'y a pas beaucoup d'emplois, la population a doublé et les gens des douars sont là dans la ville ; peut-être s'il n'y avait pas tous ces gens, il y aurait du travail. Celui qui ment ne fera rien du tout de sa vie, ce n'est pas beau de mentir. Dieu veut la vérité » (ancien marchand de charbon ambulancier, Sidi-Bel-Abbès). « L'homme sérieux et poli trouve du travail » (livreur épicerie, Alger).

reste que la position même du possible suppose la possibilité de prendre un certain recul par rapport au monde. Autrement dit, la prise de conscience n'est pas seulement l'instauration d'un nouveau rapport de soi à soi mais, fondamentalement, l'instauration d'un nouveau rapport entre soi et le monde. En tant qu'arrachement à soi-même et au monde, s'achevant dans la constitution réflexive de soi-même et de sa condition, que suppose la possibilité de se libérer tant soit peu de la fascination qu'exerce le monde. La prise de distance suppose la distance effectivement prise. Bref, la réflexion veut une certaine aisance et, paradoxalement, la prise de conscience de l'aliénation est un privilège qui incombe à ceux qui ne sont plus si totalement aliénés qu'ils ne puissent se déprendre et se reprendre.

Ainsi, ceux qui sont dans la condition de sous-prolétaires ne peuvent la concevoir en tant que telle, parce que cela supposerait qu'ils puissent projeter la possibilité d'en sortir. Parce qu'il ne peut pas ne pas être saisi comme tel, le rêve d'échapper n'est que l'occasion d'éprouver plus cruellement le poids de la nécessité. Prisonniers dans l'exil du présent, tous ces hommes ne peuvent s'en arracher que par le rêve, qui ne promet des satisfactions immédiates, c'est-à-dire magiques, qu'en établissant une séparation tranchée entre le présent, injustice et souffrance, et le futur de l'utopie, porteur de tous les bienfaits. « Moi, je ne suis pas d'accord pour que les femmes et les jeunes filles travaillent maintenant. Après oui, quand ce sera fini, quand l'esprit du mal aura disparu et quand il aura des louis d'or par terre, quand il y aura un l'état musulman ; alors ce jour-là, elle pourra sortir ; je ne trouverai rien à dire » (marchand de friperie, Oran).

L'Algérie avant l'indépendance représente trois départements français où vivent plus d'un million d'Européens et dont l'administration est confiée au ministère de l'Intérieur. La guerre d'indépendance, qui débute en novembre 1954, polarise pendant plusieurs années la vie politique et intellectuelle française. Le Front républicain, qui a porté en 1956 Guy Mollet et les socialistes au pouvoir, conduit à une politique accentuant la répression, notamment avec la loi sur les pouvoirs spéciaux de mars 1956. Cette politique ne manque pas de susciter de multiples réactions parmi les intellectuels : même si on doit, avec Pierre Vidal-Naquet, souligner la diversité des formes d'engagement ¹, la dénonciation de la répression et de la torture constitue la cause la plus généralement défendue par les divers comités de soutien aux Algériens. Parmi les figures marquantes de la scène intellectuelle, Albert Camus, partagé entre le refus des positions des ultras de l'Algérie française et sa réticence à admettre l'indépendance algérienne, choisit de se taire, alors que Jean-Paul Sartre prend position dès 1956 en faveur de la lutte contre la « tyrannie coloniale » ². Il préconise l'indépendance algérienne immédiate et la lutte aux côtés du peuple algérien, tout en dénonçant la torture, témoignant à des procès, participant à des manifestations, signant le « Manifeste des 121 » ³, apportant son soutien au réseau Jeanson d'aide au Front de libération national (FLN). La revue *Les Temps modernes*, dont Sartre est le directeur, devient l'organe du tiers-mondisme laïque, et le livre de Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, qu'il préface, lui donne l'occasion d'affirmer son anticolonialisme et de justifier une violence censée constituer, pour le colonisé, le « moyen de recomposer sa nature humaine ». L'activisme sartrien veut contrebalancer la tiédeur des partis et syndicats de gauche. Dans le camp de la droite libérale, Raymond Aron, qui condamne toute action illégale et clandestine mais dont la *Tragédie algérienne* (1957) est favorable à l'indépendance, se trouve en porte-à-faux dans le journal où il écrit, *Le Figaro*, dirigé par Pierre Brisson, favorable à l'Algérie française.

1. Pierre Vidal-Naquet, « Une fidélité têtue. La résistance française à la guerre d'Algérie », *Vingtième siècle*, avril-juin 1986, n° 10, p. 17.

2. Jean-Paul Sartre, *Situations V*, Gallimard, Paris, 1964, p. 42.

3. « Le "Manifeste des 121 sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie", signé par autant d'intellectuels [...], n'appelait pas à l'insoumission ou à la désertion mais les "respectait" et les jugeait "justifiées". Il proclamait solennellement que la cause du peuple algérien était celle de tous les hommes libres. » (Pierre Vidal-Naquet, *Mémoires II*, Seuil-La Découverte, Paris, 1998.)

Libération,
31 mars 1983

Sartre, l'invention de l'intellectuel total

« **S**ARTRE A DOMINÉ SANS AUCUN DOUTE SA GÉNÉRATION et n'a pas eu de successeur. » Tel est le verdict que la critique scolaire, dans un ouvrage publié vers les années 1970 et consacré à la littérature en France depuis 1945, porte sur l'œuvre de Sartre.

La science sociale n'a pas à prendre partie sur ce verdict, mais à le prendre pour ce qu'il est. c'est-à-dire un *fait social* indiscutable, et à tâcher d'en rendre raison, de le rendre intelligible.

Comment Sartre, l'intellectuel (français) par excellence, a-t-il été possible ? Quelles ont été les conditions sociales de possibilité de l'intellectuel *total*, présent sur tous les fronts de la pensée, philosophe, critique, romancier, homme de théâtre ? Questions typiquement anti-sartriennes : Sartre, créateur de l'intellectuel comme créateur incréé, n'a pas cessé d'affirmer à travers les auto-analyses toujours recommencées, sa capacité d'épuiser la connaissance de sa propre vérité, en tant que personne individuelle et en tant qu'intellectuel. Du même coup, il a *d'avance* récusé comme réductrice toute tentative pour contourner l'incontournable, pour classer l'inclassable, pour penser objectivement le penseur de toute pensée objectivante.

La singularité de Sartre a consisté à rassembler un ensemble de manières jusque là disjointes d'accomplir la fonction d'intellectuel. Seule

une histoire sociale approfondie pourrait montrer que tous les éléments du personnage social de l'intellectuel existaient antérieurement à l'opération de concentration de capital par laquelle Sartre les a réunis en sa personne. Ce que l'on peut évoquer rapidement, c'est la logique du travail d'accumulation grâce auquel Sartre a fait converger sur lui un faisceau de traditions et de manières d'être intellectuel qui s'étaient progressivement inventées et instituées tout au long de l'histoire intellectuelle de la France.

Transgressant la frontière invisible, mais quasi infranchissable qui sépare les professeurs, philosophes ou critiques, et les écrivains, les « boursiers » petit-bourgeois et les « héritiers » bourgeois, la science et le « génie », la lourdeur du concept et la finesse de l'écriture, Sartre constitue le personnage du philosophe écrivain et du romancier métaphysicien. La « révolution » philosophique contre les théories de la connaissance (symbolisées par Léon Brunschwig) est inséparable d'une « révolution » dans l'écriture philosophique. La mise en œuvre de la théorie husserlienne de l'intentionnalité qui porte à substituer au monde clos de la conscience se connaissant le monde ouvert de la conscience qui « éclate vers » les choses vers le monde, vers les autres, entraîne l'irruption dans le discours philosophique de tout un univers d'objets nouveaux (comme le célèbre garçon de café), exclus de l'atmosphère un peu confinée de la philosophie « académique » et jusque-là réservée aux écrivains.

Elle appelle aussi une manière nouvelle, ouvertement littéraire, de parler de ces objets nouveaux. La philosophie descend dans la rue et le philosophe écrit, tradition d'écrivain, à la table des cafés. Comme le manifeste son choix de Gallimard, bastion de la littérature pure, pour publier des écrits philosophiques, jusque-là voués à Alcan, ancêtre des Presse universitaires, Sartre abolit la frontière entre la philosophie littéraire et la littérature philosophique, entre les effets littéraires encouragés par l'analyse phénoménologique et les analyses existentielles du roman métaphysique, *La Nausée* ou *Le Mur*. En dramatisant et en vulgarisant des thèses philosophiques, les pièces à thèse, *Huis Clos* ou *Le Diable*, les prédisposent à entrer dans les salons bourgeois et dans les classes de philosophie.

La critique, traditionnellement impartie aux universitaires, est l'accompagnement indispensable de cette révolution culturelle. Dans les années d'apprentissage, l'analyse des auteurs admirés, tous étrangers au

panthéon scolaire, a sans doute été une manière, un peu académique, de recenser et d'assimiler les techniques constitutives d'un « métier » d'écrivain d'avant-garde intégrant les apports de Joyce, Kafka et Faulkner dans une forme littéraire d'emblée reconnue, et pour cause, comme très « classique » : pas plus qu'en matière de théâtre où il reste plus proche de Giraudoux, autre normalien à succès à succès, ou, à la rigueur, de Brecht – pour *Les Séquestrés d'Alto* –, que de Ionesco ou de Beckett, il n'a réalisé dans le roman la révolution des formes qu'appelaient ses critiques de *Situations*. Le discours critique étant par essence normatif ou, mieux, performatif, il permet en outre de donner les airs d'un constat d'analyste à ce qui est en fait une revendication du monopole de la légitimité littéraire à travers l'imposition d'une nouvelle définition de l'écrivain et de la forme romanesque. Écrire, à propos de Faulkner, qu'une technique romanesque implique une métaphysique, c'est constituer Sartre, contre les Gide, Mauriac et autres Malraux, en détenteur du monopole de la légitimité romanesque, puisque seul détenteur d'un brevet de métaphysicien.

La fonction d'auto-légitimation de la critique ne se voit jamais aussi bien que dans les cas où, côtoyant la polémique, elle s'applique aux concurrents les plus immédiats, comme Camus, Blanchot ou Bataille, prétendants à la position dominante, où il n'y a de place que pour un seul, et aux emblèmes et attributs corrélatifs, comme le droit de revendiquer l'héritage de Kafka, romancier métaphysicien par excellence. Mais les stratégies de distinction que permet la critique ne seraient rien si elle ne s'appuyaient sur une œuvre « totale » qui autorise son auteur à importer dans chacun des domaines de la pratique intellectuelle la totalité du capital technique et symbolique acquis dans les autres.

Imposer comme seule réalisation légitime de l'intellectuel la figure de l'intellectuel total, c'est constituer négativement les concurrents comme intellectuels partiels, voire mutilés : Merleau-Ponty, malgré quelques excursions dans la critique, n'est qu'un philosophe ; Camus, pour avoir naïvement trahi, avec *Le Mythe de Sisyphe* ou *L'Homme révolté*, qu'il n'avait rien d'un philosophe professionnel, n'est qu'un romancier. Blanchot n'est qu'un critique et Bataille un essayiste, sans parler d'Aron, relégué au rang de sociologue ou de politologue et de toute façon disqualifié pour n'avoir pas repris cette autre composante obligée de la figure de l'intellectuel total, l'engagement à gauche.

Préparée par les écrits critiques et les manifestes politiques de l'avant-guerre, et aussi *La Nausée*, immédiatement reconnue comme la réunion « magistrale » de la littérature et de la philosophie, la concentration de toutes les espèces de capital intellectuel qui fonde la figure de l'intellectuel total s'achève dans l'immédiat après-guerre avec la création des *Temps modernes* : institution spécifique de concentration et d'exercice du pouvoir proprement intellectuel, la « revue intellectuelle », qui, comme en témoigne la composition du comité de rédaction, rassemble sous la bannière de Sartre les représentants vivants de toutes les traditions intellectuelles réconciliées dans l'œuvre et la personne du fondateur, permet de constituer en programme collectif le projet sartrien de penser tous les aspects de l'existence (« Nous ne devons rien manquer de notre temps », comme disait la « présentation » du premier numéro) et d'orienter ainsi toute la production intellectuelle, tant dans sa forme que dans ses thèmes (à travers par exemple les sujets proposés pour les numéros spéciaux).

En fait, la réconciliation de toutes les productions culturelles que réalise Sartre reste une forme particulière de l'ambition philosophique, issue du croisement des deux phénoménologies, celle de Hegel, lue par Kojève, et celle de Husserl, revue par Heidegger. À travers elle, la philosophie (qui, avec Kant surtout, s'était affirmée contre les compromissions « mondaines ») obtient dans le champ intellectuel tout entier la position souveraine qu'elle avait toujours revendiquée – sans l'obtenir jamais vraiment que dans le champ universitaire. Et ce n'est donc pas par hasard que l'ambition totalisante, expression intellectuelle de l'ambition du pouvoir absolu, ne s'affirme jamais aussi clairement que dans les ouvrages de philosophie, et d'abord dans *L'Être et le néant*, première affirmation de la prétention à la pensée indépassable qui trouvera son arme absolue dans la dialectique omnivore de la *Critique de la raison dialectique*, ultime effort pour maintenir un pouvoir intellectuel menacé : le volume même de l'ouvrage, qui est celui des sommes ou des traités, l'ampleur du champ des objets abordés, en apparence coextensif à la vie même, l'amour, la mort, le désir, l'émotion, la perception, l'imagination, la mémoire et l'histoire, la hauteur souveraine (marquée entre autres signes par l'absence de références) de la confrontation avec les auteurs du plus haut rang, Hegel, Husserl ou Heidegger, et surtout peut-être la prétention à tout dépasser et à tout conserver, à commencer par l'objet des systèmes de pensée concurrents, comme la psych-

nalyse ou les sciences sociales, tout, dans cette œuvre, atteste la volonté d'exercer sans partage, et sur tous les terrains de l'existence et de la pensée, la préention à s'instaurer en instance fondatrice qui a toujours été celle de la philosophie.

Parmi les stratégies d'annexion, la plus infaillible est celle qui consiste à s'instituer en conscience transcendante capable de livrer à la personne ou à l'institution à laquelle elle s'applique une vérité d'elle-même dont elle est dépossédée. Systématiquement employée dans la lutte contre les sciences humaines, la stratégie typiquement philosophique du dépassement radical (c'était un des « coups » favoris du maître Heidegger) a été au principe de la relation que Sartre a entretenue avec le parti communiste, et, plus tard, avec le marxisme.

Il faut s'arrêter un instant à ce point, et à la relation que Sartre a entretenue avec la politique. Dans le processus d'accumulation des différents traits de la figure de l'intellectuel, Sartre ne pouvait pas ne pas rencontrer le personnage de l'intellectuel engagé et la préention au magistère moral qui s'était affirmé avec Zola et les défenseurs de Dreyfus et qui était devenue si complètement constitutive de la figure de l'intellectuel dominant qu'elle s'était imposée un moment à Gide lui-même : devenu l'incarnation de l'intellectuel par excellence, Sartre devait être affronté à la politique, c'est-à-dire dans la période quasi révolutionnaire qui a suivi la fin de la guerre, au parti communiste. Et la stratégie du dépassement radicale était le moyen tout trouvé de donner une forme théoriquement acceptable à la relation de légitimation mutuelle que les surréalistes avaient instaurée avec le parti dans l'avant-guerre, c'est-à-dire dans une atmosphère intellectuelle et un état du parti communiste tout à fait différents. La libre alliance entre le « compagnon de route » et le parti n'a rien de la remise de soi inconditionnelle (bonne pour le prolétariat, selon l'équation, « le Parti, c'est le prolétariat ») que l'on a voulu y voir : elle est ce qui permet à l'intellectuel de se constituer en conscience fondatrice du parti, de se situer par rapport au parti et au « peuple » dans la relation qui est celle du Pour-soi à l'En-soi, et de recevoir ainsi un brevet de vertu révolutionnaire tout en gardant une pleine liberté sans son activité proprement intellectuelle et en sauvegardant la distance inscrite dans une adhésion qui se vit comme seule capable de se fonder en raison. Cette distance par rapport à toutes les positions établies et à ceux qui les occupent, communistes de la

Nouvelle Critique ou catholiques d'*Esprit* est ce qui définit l'« intellectuel libre », et sa transfiguration dans l'ontologie, le Pour-soi.

On pourrait en effet montrer que les catégories fondamentales de l'ontologie sartrienne, le Pour-soi et l'En-soi, sont une forme sublimée de la relation entre l'« intellectuel » et le « bourgeois », tel que les voit Sartre. « Bâtard » injustifié, défaut de l'« être », pellicule de néant et de liberté entre les bourgeois, les « salauds » de la *Nausée*, et le peuple, qui ont en commun d'être pleinement ce qu'ils sont, sans plus, l'intellectuel est toujours à distance de lui-même, séparé de son être, donc de tous ceux qui ne sont que ce qu'ils sont, par l'écart infime et indépassable qui fait sa misère et sa grandeur. Misère, donc grandeur, ce retournement typiquement pascalien est au cœur de la transfiguration idéologique qui, de Flaubert à Sartre (et au-delà), permet à l'intellectuel de fonder son point d'honneur spirituel sur la transmutation en libre choix de son exclusion des pouvoirs et des privilèges temporels.

Sartre a ainsi exprimé et réalisé, jusque dans sa vie, partagée entre le cabinet de travail et le café littéraire, le manifeste artistique et la manifestation politique, l'inconscient culturel des intellectuels (ou, plus précisément, des professeurs de philosophie français). Il a porté jusqu'à sa dernière limite l'illusion de la transparence à soi-même, de la conscience adéquate de soi qui est au principe du refus désespéré de toutes les détermination et de l'effort pathétique pour arracher la personne de l'intellectuel à toute espèce de réduction au général, au genre, à la classe. Ce n'est pas par hasard que, dans la philosophie comme au théâtre, dans ses romans comme dans ses analyses politiques ou ses essais critiques, Sartre tourne et retourne sans cesse un seul et même problème, celui du statut social de l'intellectuel, mais pour conclure toujours sur la même dénégation (au sens de Freud), condensée dans le schème de la misère et de la grandeur et souvent professée, selon le paradigme de la lettre volée, cher à Lacan, sous la forme de l'aveu excessif et ostentatoire (« Je ne suis qu'un intellectuel petit-bourgeois »). À la faveur de l'universalisation du cas particulier qu'opère toute analyse d'essence appliquée à un vécu non caractérisé dans sa particularité sociale, Sartre convertit en structure ontologique, constitutive de l'existence humaine dans son universalité, l'expérience de l'intellectuel : « bourgeois » capable de rejeter sa classe pour « lutter » avec le « prolétariat » mais voué à être rejeté, pour avoir choisi, par ceux qui n'ont pas choisi, l'intellectuel, paria et privilégié, paria parce que privilégié, privilégié parce que

paria, est voué à la malédiction qui fait son privilège, de la conscience et de la liberté radicale par rapport à sa condition et à ses conditionnements. On comprend que ce message ait trouvé dans le public intellectuel, surtout à un moment où la situation politique et sociale le portaient à l'interrogation anxieuse sur soi, un écho qui va bien au-delà d'un simple accord intellectuel.

Une compréhension plus complète de l'« effet Sartre » supposerait que l'on analyse la demande sociale d'une prophétie pour intellectuels et qu'on en décrive les conditions conjoncturelles, comme les expériences de rupture, de tragique et d'angoisse associées aux crises collectives et individuelles nées de la guerre, de la résistance et de la libération, et surtout les conditions structurales. Il faudrait rappeler au moins les caractéristiques d'un champ intellectuel autonome doté de ses institutions propres de reproduction (École normale supérieure) et de légitimation (revues, cénacles, éditeurs, académies, etc.), et capable de soutenir l'existence indépendante d'une « aristocratie de l'intelligence », séparée du pouvoir, voire dressée contre les pouvoirs. Il faudrait évoquer aussi la définition de l'intellectuel et de l'accomplissement intellectuel que reconnaissent et sanctionnent ces institutions, en particulier les classes préparatoires à l'École normale (khâgnes), le concours d'entrée à cette École et le concours d'agrégation. On sait que Durkheim qui avant choisi résolument le camp des professeurs, de la spécialisation et de la science, dénonçant, dans un de ses premiers écrits, les effets perniciose des exercices scolaires qui, comme la dissertation d'agrégation, demandent de parler *de omni re scibili*. La demande d'intellectuels prophétiques et « l'assurance magistrale » qui est nécessaire pour y satisfaire sont inscrites, on le voit, au cœur de l'institution scolaire contre laquelle s'insurge, en apparence, la prophétie intellectuelle. Elles s'enracinent dans le lieu même de la production de Jean-Paul Sartre, de ses dispositions et de ses titres, c'est-à-dire de tout le capital qu'il investira dans les stratégies de ses débuts.

Ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de philosophie, issu d'une famille bourgeoise et parisienne Sartre, est dans le milieu intellectuel comme un poisson dans l'eau. Réalisation exemplaire de l'héritier hérité par son héritage, il est doté de toutes les propriétés qui sont nécessaires pour réaliser la forme achevée de la figure de l'intellectuel que toute l'histoire du champ intellectuel français semble rétrospectivement avoir préparée pour lui ; à commencer par l'assurance adoles-

cente, capable de se perpétuer atout au long d'une vie, qui est une des conditions tacites de l'occupation des positions dominantes. Le malaise qu'il exprime – par exemple dans le thème de la bâtardise – n'est pas le mal d'être dans le monde intellectuel, mais le mal d'être intellectuel. C'est sans doute ce qui fait que les intellectuels qui ont su reconnaître le plus rassurant des intellectuels dans ce porte-parole de l'angoisse des intellectuels, lui ont accordé le droit d'occuper une position dominante dans le champ intellectuel.

Ceux qui, victimes de leurs rêves d'adolescence, se pressent aujourd'hui pour briguer la succession de l'intellectuel par excellence ont tort d'oublier que les conditions conjoncturelles, mais aussi structurales, qui l'ont rendu possible, sont aujourd'hui en voie de disparition : les pressions de la bureaucratie d'État et les séductions de la presse et du marché des biens culturels, qui se conjuguent pour réduire l'autonomie du champ intellectuel et de ses institutions propres de reproduction et de consécration menacent ce qu'il y avait sans doute de plus rare et de plus précieux dans le modèle sartrien de l'intellectuel et de plus réellement antithétique aux dispositions « bourgeoises » : le refus des pouvoirs et des privilèges mondains (s'agirait-il du prix Nobel) et l'affirmation du pouvoir et du privilège proprement intellectuels de dire non à tous les pouvoirs temporels.

O'Globo (Brésil), novembre 2001
interview avec Luciano Trigo

Incorrigiblement optimiste

— *Depuis le début des années 1990, vous vous êtes investi plus directement dans les luttes sociales auprès des acteurs de terrain. À côté des ouvrages théoriques classiques figurent ainsi Sur la télévision et Contre-feux. Votre engagement politique est-il né de votre travail de chercheur ou aviez-vous au contraire entrepris vos recherches à cause de votre engagement politique ?*

— En pratique, la question ne se pose pas comme ça. J'ai commencé à faire de la sociologie, lorsque j'ai été mobilisé en Algérie, pour des raisons que l'on peut dire politiques. Je voulais essayer de donner aux Français – et tout spécialement aux Français de gauche – qui étaient hostiles à la colonisation sans trop bien savoir ce qu'était la situation algérienne, les moyens de se faire une idée réaliste, informée. Je pensais, dès ce moment-là, qu'il ne suffisait pas de proposer des opinions, même généreuses et progressistes, et que le devoir d'un intellectuel était de donner une vision scientifique de la réalité, bref, des raisons d'agir. J'ai donc entrepris un travail scientifique qui n'était pas à lui-même sa fin, mais qui devrait remplir une fin politique ou, plus précisément, une fin de pédagogie politique. Ce qui est tout à fait autre chose que de chercher à donner des justifications scientifiques à un choix politique prédéterminé.

C'est tout à fait dans la même logique que je me situe aujourd'hui lorsque j'essaie d'encourager des spécialistes à se réunir pour mettre

leurs compétences en commun de manière à fournir aux citoyens démunis tous les instruments scientifiques actuellement disponibles pour poser des problèmes brûlants comme la question palestinienne, le Kosovo ou l'Afghanistan. L'intellectuel collectif – rassemblant des économistes, des sociologues, des historiens, etc. – qui aborde avec toutes les ressources de la science un problème politique d'actualité s'oppose aussi bien au politique entouré de ses experts qu'à l'intellectuel irresponsable (que j'appelle l'« intellectuel négatif ») qui prend position sur tous les problèmes du moment sans autres instruments que son jugement individuel, c'est-à-dire, bien souvent, ses préjugés.

J'appelais depuis longtemps à la création de cet intellectuel collectif qui a fonctionné pour la première fois en 1981, à propos de la Pologne. Si l'intervention sur le terrain de la politique m'est apparue plus nécessaire que jamais depuis les années 1990, c'est que la politique néolibérale (déguisée sous le nom de « mondialisation ») m'a paru représenter une menace sans précédent pour la civilisation et que, à cette menace qui devait une part de sa force à un effet d'imposition intellectuelle (je pense notamment au rôle de l'économie et des économistes), il fallait opposer une résistance proprement intellectuelle.

— *Dès que le sociologue s'engage politiquement, n'y a-t-il pas une ambiguïté qui s'installe ? Dévoile-t-il ou dénonce-t-il les mécanismes sociaux cachés ? Le sociologue a-t-il pour but de décrire ou de prescrire ?*

— La sociologie la plus scientifique est aussi la plus politique. Par exemple, quand je décris les processus d'unification du champ économique mondial comme je le fais dans le dernier chapitre de mon livre *Les Structures sociales de l'économie*, je fais une analyse objective, scientifique, qui est en même temps une intervention politique dans la mesure où elle dément ou démolit tout le discours sur la « globalisation » et la vision néolibérale. Cette vision économique-politique s'incarne dans les actions politiques des gouvernements conservateurs (Reagan, Thatcher, Pinochet et bien d'autres) auxquels elle fournit des justifications et dans les discours des journalistes et des hommes politiques qui prêchent la démolition de l'État, c'est-à-dire des droits acquis des travailleurs, sans que l'on y trouve rien à redire du point de vue de la fameuse « neutralité axiologique ». Que font les économistes les plus en vue sinon prescrire, prescrire et prescrire ? ! Je m'étonne que l'on ne rappelle les savants

à la vertu scientifique que lorsque leurs descriptions ou leurs prescriptions contredisent les préjugés...

— *Si, comme vous le dites, la politique néo-libérale est fondée sur une vision étroite de l'économie, qui a pour objectif de détruire tout ce qui s'oppose au jeu des forces du marché (État, famille, etc.), n'est-il pas trop tard pour résister ? La « globalisation » n'est-elle pas indépassable ?*

— Votre Président a tenu récemment sur les mouvements anti-mondialisation des propos qui ne sont dignes ni d'un ex-sociologue ni même d'un Président. Non seulement il épouse sans sourciller la vision fataliste de la mondialisation (celle d'un déterminisme technologique et économique rejeté à la quasi unanimité par les sociologues) qui convient à tous les gouvernements démissionnaires soucieux de cacher leur démission, mais il a le front de décrire les mouvements antimondialisation comme des « utopies régressives » qui, « au Brésil, sont pour la bureaucratie étatique ». Ce qui lui permet sans doute de justifier subjectivement la conversion qu'il a opérée, comme beaucoup d'autres anciens « gauchistes » des années 1968, d'un radicalisme libertaire faussement progressiste à un néolibéralisme vraiment conservateur. La « mondialisation » n'est pas, comme voudrait le faire croire Cardoso, « la conséquence de transformations du monde sur le plan technologique et économique », mais le produit de décisions et de décisions politiques comme celles par lesquelles les États nationaux se sont dépossédés du pouvoir sur la circulation financière au profit des « marchés financiers » ou des accords léonins du type AGCS, ALENA ou MERCOSUR qui offrent aux puissances économiques dominantes les instruments nécessaires au plein exercice de leur domination.

En fait, la globalisation entendue au sens strict, c'est-à-dire comme l'extension et l'accélération des échanges qui résulte des progrès des moyens de transport et de communication, et qui est, pour une part, inévitable, sert de masque, d'alibi ou de justification, au néo-libéralisme ou, mieux, à une politique consistant à imposer au monde entier la libre concurrence (souvent à sens unique, c'est-à-dire l'ouverture des marchés des pays dominés aux grandes multinationales issues des grandes nations les plus riches), avec toutes sortes de conséquences funestes pour les économies dominées et aussi pour les salariés des économies dominantes (comme les licenciements de masse entraînés par les

fameuses « restructurations » qui sont souvent le produit de la seule recherche du profit maximum).

— *Comment voyez-vous l'action du mouvement anti-globalisation ?*

— La principale vertu de ce mouvement est d'obliger la fameuse « globalisation », que l'on présente comme une sorte de fatalité naturelle, à apparaître dans sa vérité de violence et de violence politique. Mais, bien sûr, pour voir les choses comme ça, il faut éviter de s'en tenir aux apparences, comme font ceux qui enregistrent avec complaisance les moindres manifestations de violence des jeunes manifestants qui osent troubler la paix de ceux qui font régner sur le monde entier la violence impitoyable des « marchés financiers ».

— *Vous avez lancé dès 1998 un appel international pour des états généraux du mouvement social européen afin d'organiser la résistance à l'imposition de l'idéologie néolibérale. Quels sont les résultats de cette initiative ?*

— Seul un mouvement social organisé, s'appuyant sur des traditions et des compétences spécifiques, peut combattre les forces économiques et politiques qui dominent le monde. Il me semble que les pays européens où les structures organisationnelles d'une véritable défense des droits acquis ne sont pas aussi affaiblies qu'ailleurs peuvent être le point de départ d'un mouvement mondial de résistance. Des regroupements existent (comme le syndicat Verdi en Allemagne) et aussi des connexions internationales, avec la Corée, l'Amérique latine, etc. Malheureusement, les intellectuels ne sont pas les plus pressés d'entrer dans ce mouvement à trois pieds, syndicats, associations et chercheurs. Les résultats d'une semaine de rencontre entre ces trois acteurs qui a eu lieu à Athènes en juin vont bientôt être rendus publics. On y verra, je crois, qu'une nouvelle manière de faire de la politique est possible, et nécessaire.

— *Parce qu'ils ont traditionnellement tendance à penser qu'eux seuls représentent le mouvement social, les socialistes et les communistes français n'ont pas pris position sur votre appel. Est-ce possible changer cette mentalité ?*

— Il est certain que les partis de « gauche », et même certains syndicats, ont encore beaucoup de chemin à faire pour être à la hauteur des changements très profonds que les « mouvements sociaux » ont apportés dans la manière de concevoir et de faire la politique. Mais, sous

peine de perdre peu à peu leur base (au profit de syndicats comme SUD), ils seront bien obligés de se réformer et de se transformer.

— *Les mouvements sociaux actuels semblent très dispersés. Une coordination est-elle possible ? Quels devraient être leurs buts communs ?*

— Effectivement, les mouvements sociaux sont aujourd'hui très dispersés, à la fois selon les pays et selon les objets. Et cela se comprend. Ceux que l'on appelle parfois les mouvements des « sans » sont en effet sortis, pour la plupart, d'un effort pour combler des lacunes des mouvements de lutte et de revendication traditionnels, comme le droit aux papiers pour les émigrés en situation irrégulière, le droit au logement, le droit au travail, etc. Ils ont dû aussi innover en matière de méthodes d'action. N'étant pas, le plus souvent, des mouvements de masse, ils ont su recourir à des formes d'action à forte composante symbolique, demandant l'engagement personnel des « leaders » – ce qui les différencie beaucoup des syndicats traditionnels et de leurs routines. Ils s'inspirent le plus souvent, en raison notamment de l'origine de leurs inspireurs, de philosophies libertaires qui les portent à se défier des traditions « centralistes » du syndicalisme traditionnel. C'est pourquoi le rassemblement de toutes les forces de revendication et de critique, syndicats, mouvements et chercheurs, est aussi difficile qu'il est nécessaire.

— *Croyez-vous que les intellectuels doivent former la base des mouvements de lutte sociale ? Il semble pourtant que les intellectuels se font les complices, au moins tacites et passifs, des mécanismes d'oppression...*

— Les intellectuels n'ont pas à jouer le rôle que certaines traditions révolutionnaires leur attribuaient – ou, mieux, qu'ils s'attribuaient. Je pense toutefois que les sociologues qui, par leur métier, sont dotés d'une certaine connaissance de la technologie sociale de l'organisation des groupes, pourraient non seulement encourager les différents mouvements à surmonter les forces de fission qui les animent (et qui sont liées, bien souvent, à des concurrences entre les appareils dirigeants), mais aussi les aider à inventer des formes souples de coordination grâce auxquelles ils pourraient travailler en commun sans rien perdre de leur liberté et de leur originalité.

Mais les intellectuels pris dans leur ensemble ne sont pas du tout l'avant-garde du mouvement social, comme ils le croient parfois. La

plupart d'entre eux ne sont que les relais passifs des forces économiques et politiques dominantes. Je dis bien *passifs* : l'accès à la conscience critique du monde tel qu'il est demande beaucoup de travail, et un travail auquel les intellectuels (je pense par exemple aux philosophes) ne sont nullement préparés, ni par leur formation ni par leurs dispositions, notamment cette sorte d'aristocratie professionnelle qui les détourne des choses triviales de la vie de tous les jours, et tout spécialement des réalités sociales et économiques. En fait, si l'intellectuel critique qui serait nécessaire aujourd'hui ne peut être que collectif et quasi-professionnel, c'est qu'il est de plus en plus difficile d'accumuler les compétences multiples, économiques, sociologiques, historiques, qui sont nécessaires pour comprendre le monde et surtout pour anticiper l'avenir de ce monde et, le cas échéant, le combattre : les journaux et les journalistes, la politique et les politiciens, qui se situent à peu près toujours à l'échelle nationale, manquent et masquent l'essentiel et toute l'information immédiatement disponible sur le monde, à la radio, à la télé ou même dans les journaux, est plutôt un obstacle, un écran, qui détourne des questions essentielles. Je pense, pour ne prendre qu'un exemple, à tous les enjeux vitaux qui sont engagés dans l'AGCS et qui concernent aussi bien la science (et la commercialisation des brevets) que la culture et l'éducation – les journaux en parlent à peine, les politiques n'en discutent pas, ou seulement quand il est trop tard, et tout se trame dans le secret de commissions et de comités tout à fait éloignés des citoyens.

— *En attaquant des figures comme Philippe Sollers ou Bernard-Henri Lévy, vous montrez aussi les effets néfastes de la logique néolibérale dans les univers artistiques et culturels. Par quels mécanismes cela se produit-il ?*

— L'aristocratie, l'incompétence et la légèreté ne suffisent pas à rendre compte de la démission des intellectuels – il faudrait ajouter le dévouement absolu au *scholarship*, qui enferme souvent les meilleurs dans leur tour d'ivoire. Il y a aussi les séductions directes des pouvoirs médiatiques, du journalisme, de la télévision, etc. Ceux-ci peuvent assurer des profits matériels non négligeables (qui expliquent pour une part la véritable *addiction* à la télévision de certains intellectuels médiatiques, comme les deux que vous citez) ; mais ils assurent aussi des profits symboliques et une forme de notoriété superficielle et éphémère, semblable à celle que détiennent les présentateurs et les animateurs d'émissions de

télévision. Il y de plus en plus d'écrivains, et même de philosophes, qui doivent plus leur célébrité à la télévision qu'à leurs livres. Et la confusion est de plus en plus fréquente entre le principe de célébrité traditionnel (c'est-à-dire les œuvres) et le principe de visibilité médiatique.

Ceux qui ont pu se demander pourquoi j'avais fait un sort à des personnages intellectuellement aussi insignifiants que Sollers ou Lévy auront peut-être mieux compris en voyant Sollers entrer dans un dialogue servile – qui a reçu une vaste couverture internationale dans les médias – avec M. Messier, patron de Vivendi, une des multinationales les plus voraces et les plus dangereuses pour l'avenir de la culture et de la vie intellectuelle. Si ces gens m'inspirent un sentiment de scandale, c'est qu'ils opèrent une sorte de détournement du capital symbolique collectif qui a été collectivement accumulé, au cours des siècles, par les artistes et les écrivains et qui est enfermé dans des personnages sociaux comme celui d'écrivain et dans de grands modèles du passé (Joyce, Faulkner ou Kafka) dont nos imposteurs cyniques savent se réclamer.

— *Dans quelle mesure l'autonomie de la production culturelle (littérature, art, cinéma ou sciences sociales) est-elle menacée ?*

— Comme je l'ai dit dans une adresse aux patrons les plus puissants des médias les plus puissants, la culture est aujourd'hui en danger. Je ne puis pas faire ici toute la démonstration, mais comme le montrent à l'évidence les cas du cinéma et de l'édition, la concentration de la production et surtout de la *diffusion* des produits culturels aux mains de quelques grandes firmes multimédias, ne connaissant d'autre loi que celle du profit des actionnaires, menace, et à très court terme, la production des œuvres culturelles les plus rares. Ce que nous appelons littérature, art ou cinéma n'a pu se développer que dans des univers, les champs artistiques, arrachés à la loi brutale du marché, au règne sans limites du commerce et du commercial. Or, l'autonomie de ces univers (il faudrait ajouter la science) est aujourd'hui menacée par l'invasion de la logique du commerce, véhiculée souvent, en toute innocence, par le journalisme, lui-même directement affronté et subordonné à cette logique, à travers notamment des mécanismes comme celui de l'audimat.

— *Vous critiquez particulièrement le rôle des médias. Est-ce parce que les journalistes monopolisent aujourd'hui l'accès à l'espace public ?*

— Il ne fait pas de doute que le champ journalistique (et non tel ou tel journaliste particulier) détient un monopole de fait sur l'accès à l'espace public. Les intellectuels « autonomes » (par opposition aux intellectuels médiatiques) ne peuvent accéder au grand public, à travers les journaux et la télévision, que dans la mesure, et dans la mesure seulement où ce qu'ils ont à dire à un moment donné présente un intérêt pour un individu ou un groupe détenant un certain pouvoir dans le champ médiatique dans la concurrence qui l'oppose à d'autres. Il reste bien sûr les livres, les films, etc., mais l'audience de ces productions dépend beaucoup de la logique des appareils de diffusion (éditeurs, etc.) et de l'action des médias. Actuellement, pour ne prendre qu'un exemple, la critique indépendante a, en France, pratiquement cessé d'exister et les grands journaux (relayés d'ailleurs par les prix littéraires) sont entièrement contrôlés par les éditeurs et par un petit réseau d'écrivains (médiatiques) qui sont en même temps critiques (je pense par exemple à Sollers) et de critiques qui sont à la botte de ces éditeurs et des écrivains médiatiques qui les servent. On peut ainsi assurer le succès le plus extraordinaire à des écrivains parfaitement nuls (pour n'en citer qu'un, Houellebecq) et passer sous silence, plus que jamais, ce qu'il reste d'écrivains véritables, de plus en plus ignorés par les éditeurs et les journalistes (qui sont d'ailleurs de plus en plus nombreux parmi ceux qui décernent et reçoivent des prix littéraires). Et on a la même chose, en pire, dans le domaine du cinéma. (C'est une des raisons pour lesquelles j'ai créé une petite maison d'édition, nommée Raisons d'agir, qui publie, à très bon marché, des livres de combat, comme *Les Nouveaux Chiens de garde* de Serge Halimi sur les connivences entre les grands journalistes, et des livres de recherche, difficiles et difficiles à vendre, mais indispensables à une vie intellectuelle digne de ce nom.)

— *Comment les médias exercent-ils cette censure ?*

— Les journaux et tout l'appareil de diffusion culturelle exercent une censure d'autant plus impeccable et insurmontable qu'elle est plus invisible. Qui pourra s'indigner de la censure d'un livre dont il ne connaît même pas l'existence ?

— *Votre critique du monde économique s'accompagne d'un éloge de la résistance que les chômeurs ou les grévistes lui opposent. On a pourtant l'impres-*

sion, à vous lire, que le pessimisme l'emporte, malgré votre intention de défataliser le monde... Croyez vous encore à la révolution, à l'utopie ?

— Il est vrai que les forces de résistance paraissent dérisoires en face des nouveaux maîtres du monde qui, comme le patron de Vivendi, possèdent à la fois d'immenses pouvoirs économiques et d'immenses pouvoir symboliques, dans l'édition, le journalisme et les médias audio-visuels – et qui n'hésitent pas à intervenir, en première personne, dans la vie intellectuelle, littéraire et artistique. De plus, mais la démonstration serait longue et difficile, les nouvelles forces économiques ont pour effet secondaire de détruire ou d'affaiblir tous les collectifs, depuis la famille jusqu'aux syndicats, et de dissoudre tous les liens de solidarité, notamment tous ceux qui s'étaient construits (comme les mutuelles, les associations d'entraide, etc.) contre la logique réellement barbare du seul profit. Comment décrire tout cela, surtout devant des gens qui, notamment parce que, comme nombre de journalistes, ils participent de la fête, non seulement en tant que spectateurs, mais en tant qu'acteurs, sans apparaître, à tort, comme un pessimiste rabat-joie ? (Je pense que les énormes salaires des grands journalistes vedettes de télévision et de presse écrite – ils cumulent le plus souvent les deux – ne contribuent pas pour rien à leur vision euphorique du monde tel qu'il va...) Or, je témoigne par toute ma pratique (et en ce moment même, en vous disant ce que je dis et qui vise à mettre en garde contre ce que j'annonce et qui s'annonce, et que j'essaie de conjurer par le fait même de l'annoncer) que je suis incorrigiblement optimiste. « Qui accroît sa science accroît sa douleur », disait l'Ecclésiaste. Et il est vrai que, plus j'en apprendis sur le monde social par ma recherche et par mes lectures, plus j'ai des raisons (je dis bien, des raisons) de désespérer de l'avenir ; mais, pour des raisons diverses, et surtout, peut-être, à cause de la fureur ou de l'horreur que m'inspirent certains des possibles que j'anticipe et les serviteurs empressés de ces possibles (je pense aux intellectuels négatifs), je ne puis m'empêcher de repartir toujours au combat. Il y a aussi tous ces hommes et ces femmes réellement admirables (j'emploie ce mot bien que je n'aime pas l'hagiographie) que les quelques actions plus proprement politiques auxquelles j'ai été mêlé m'ont permis de rencontrer. Je ne donnerai qu'un exemple, celui d'Annick Coupé, une des fondatrices du syndicat SUD, qui joue un très grand rôle dans un très grand nombre de mouvements, féministes notamment, et qui est pour moi une anti-

thèse et un antidote parfaits aux intellectuels négatifs et aux *apparatchiks* de parti ou de syndicat qui, eux, seraient vraiment capables de me plonger dans le pessimisme le plus absolu. Ce sont des gens comme cette femme qui peuvent amener à des conduites de résistance les catégories les plus portées à désespérer, et qui font qu'un mouvement comme celui des chômeurs, bien qu'il soit tout à fait improbable sociologiquement (c'est ce qui m'avait fait parler de miracle), est devenu une possibilité et une réalité.

— *Le regard critique du sociologue permet-il encore d'être optimiste face aux derniers évènements comme les attentats terroristes à New York ?*

— Je pense que la sociologie permet de comprendre, au moins dans leur principe, les actions les plus extra-ordinaires, comme les attentats de New York, dont il n'est personne, même parmi les plus bornés et les plus obtus des politiciens américains, qui n'ait compris qu'ils avaient une très forte charge symbolique. Et il est remarquable que les médias, qui n'avaient d'yeux jusque là que pour les utopies militaires les plus folles du type *stars wars*, et qui ne pensaient qu'en termes de missiles, de fusées et de guerre nucléaire, ont soudain découvert, à propos de l'Afghanistan notamment, qu'il fallait interroger les géographes, les linguistes, les ethnologues, les historiens, les sociologues même, pour essayer de comprendre des mouvements qui ne se laissaient pas interpréter dans la logique étroitement rationnelle de la maximisation des coûts et des profits – un peu comme M. McNamara qui a compris, vingt ans après, la vanité des calculs de stratégie rationnelle qui avaient orienté sa politique vietnamienne. Cela, au moment où les damnés de la terre, Afghans ou Pakistanais, apparaissent à la une des journaux et où l'on peut entendre et lire partout les propos, souvent pleins de sagesse, de tous ces musulmans enturbannés qui n'étaient jusque-là l'objet que de l'opprobre et du mépris. J'aurais envie de dire à tous ceux qui ne jurent d'ordinaire que par l'économie qu'une des vertus des crises est de rappeler les limites de l'économie et de ses modèles mathématiques et l'intérêt de la sociologie (ou, plus généralement, des sciences sociales, dont l'économie s'exclut à tort) et de ses modèles qui, pour n'être pas formalisés, ni formalisables, n'en sont pas moins rigoureux et utiles, voire indispensables, à la conduite rationnelle de l'action.

— *La poussée fondamentaliste actuelle constitue-t-elle, selon vous, une forme de résistance à la « globalisation » ?*

— Le fondamentalisme musulman est une réaction extrême, mais intelligible, à la situation qui est faite très globalement aux États et aux peuples arabes et musulmans dans la logique qui régit les univers économiques et politiques aujourd'hui, celle du *double standard*, comme disent les Anglo-Saxons, des deux poids deux mesures. Je pense qu'il n'est personne qui participe d'une façon ou d'une autre, directement ou indirectement, de l'« arabité » ou de l'islam, qui n'éprouve chaque jour des raisons d'être blessé ou humilié, par des actions, des politiques, ou des propos (je pense à toutes les formes de racisme, *hard* ou *soft*, du type : l'islam n'est pas une religion comme les autres). Et si le problème israélo-palestinien est au cœur de cette expérience de l'injustice et du scandale, c'est qu'il concentre et condense au plus haut degré, en dépit de tous les simulacres de solution, cette logique. Si la résistance à l'impérialisme économique et culturel des pays occidentaux, et tout spécialement des États-Unis, a pris la forme d'un fondamentalisme religieux, c'est peut-être que les pays concernés par cet impérialisme ne disposaient d'aucune autre ressource culturelle mobilisable et capable de mobiliser – en partie parce que les pays occidentaux et leurs services secrets avaient travaillé inlassablement, comme ils le font aussi ailleurs dans le monde, à combattre et à tuer dans l'œuf tous les mouvements politiques et culturels progressistes. Je n'ai pas cessé d'entendre le cri de désespoir des intellectuels algériens, syriens, égyptiens, iraniens, libanais, etc. qui appelaient au secours les nations dites démocratiques et les intellectuels de ces pays : ils voyaient en effet que le combat qu'ils ne cessaient de mener, dans leur propre pays, contre les tenants de ce qu'ils considéraient comme un obscurantisme, était de plus en plus désespéré et voué à l'échec à mesure que s'affirmait la politique du *double standard* et l'indifférence des intellectuels occidentaux qui la favorisaient en ne faisant rien ou presque pour la contrecarrer. (Pour vous montrer que ce ne sont pas là des réflexions de circonstance, et que la science sociale peut aussi sinon prévoir, du moins anticiper, je vous renvoie à l'entretien, intitulé « Et si on parlait de l'Afghanistan ? », auquel j'avais convié, il y a déjà près de vingt ans, deux ethnologues suisses, Pierre et Micheline Centlivres, et qui avait été publié dans *Actes de la recherche en sciences sociales*.)

— Vous avez souvent plaidé pour la réhabilitation de l'État social et des acquis sociaux du passé. N'est-ce pas au fond un projet conservateur ?

— Je n'appelle pas à la défense ou à la restauration de l'État en l'état, de l'État tel qu'il est. De même, quand j'encourage l'organisation d'un mouvement social européen, c'est avec la conviction qu'un tel mouvement supposerait et entraînerait une transformation profonde des syndicats européens (surtout français), tels qu'il existent actuellement. Il va de soi que, pour conserver les *droits acquis* dont l'État est le garant, il faut transformer profondément l'État, et ce que j'appelle la *pensée d'État*, qu'il faut comprendre dans ce qu'elle a d'universel, d'irréductible aux intérêts corporatifs et corporatistes de tous ceux qui ont partie liée avec l'État – à commencer par la « grande noblesse d'État », tous ces hauts fonctionnaires hautement privilégiés qui, en attendant d'aller doubler leur salaire dans des entreprises privées, prêchent et organisent aujourd'hui le dépérissement de l'État même dont ils tiennent leur pouvoir et leurs privilèges souvent exorbitants.

Mais pour répondre plus précisément à votre question, je pense que seule une organisation de la forme État est capable, sous condition d'inventer de nouvelles formes de contrôle des fonctionnaires, de contribuer à l'avancement des intérêts collectifs. Cette organisation serait d'autant plus apte à promouvoir des pensées et des actions universelles, dans le domaine politique et juridique notamment, qu'elle reposerait sur une base plus large, européenne plutôt qu'allemande ou française, et mondiale plutôt qu'europpéenne. Je pense ainsi qu'il faut travailler – contre l'idée, ressassée à satiété, que les États-Unis sont les « gendarmes du monde » – à l'invention et à l'imposition d'une instance universelle de gestion des conflits sociaux pris dans leur ensemble – qu'il s'agisse de l'Afghanistan, du problème de la dette, de la Palestine ou des accords commerciaux, de l'Irak ou du prix des matières premières, etc. L'aveuglement associé à une longue habitude d'hégémonie serait-il si immense, si insurmontable, que les Américains ne puissent parvenir un jour (le plus proche possible) à comprendre, dans la logique même de l'intérêt bien compris, qu'ils ne sortiraient vraiment de la logique terrifiante du nouvel équilibre de la terreur dans lequel ils sont entrés que s'ils acceptent de s'appréhender eux-mêmes comme une nation parmi d'autres, fût-ce la première, *prima inter pares*, et de s'asseoir, à ce titre, devant le grand tribunal de tous les pays du monde.

Il n'y a pas d'exception américaine. Et les Américains ne pourront avoir la paix, dans le monde et même chez eux, que s'ils acceptent de ne se penser ni comme des juges chargés d'énoncer le droit ni comme des gendarmes chargés de le faire exécuter, mais d'être, comme tous les autres, à la fois juges et partie, donc autorisés à demander des comptes mais tenus, en bonne réciprocité, à rendre aussi des comptes. Il faut prendre acte du fait que la logique de l'arbitraire régalien – du *Quia nominor leo* [Parce que je m'appelle lion], comme disaient les Anciens – ne peut plus avoir cours dans un univers où les plus faibles peuvent, étant poussés au désespoir et, du même coup, aux dernières extrémités, recourir sans limites à toutes les armes qui sont en leur pouvoir, en face de pouvoirs qui, ne se reconnaissant pas de limites, sont mal placés pour demander aux plus faibles de mettre des limites à leurs faibles pouvoirs.

— *Comment voyez-vous la soumission du gouvernement brésilien et des pays du tiers-monde à la politique économique du FMI et de la Banque mondiale ?*

— Ce serait une longue histoire où l'on pourrait retrouver la parabole du lion qui croit sincèrement (et parvient à le faire croire) que la raison du plus fort est toujours la meilleure, faisant par exemple accepter d'enthousiasme des alliances commerciales du type MERCOSUR – pour lesquelles les Kabyles ont un nom : le contrat du lion et de l'anesse. Paradoxalement, les dominés prennent pour évaluer leur conduite (économique notamment) des catégories de perception et d'évaluation qui leur sont imposées par les dominants : ils se voient et se jugent, en toute sincérité, avec les yeux du dominant. C'est ce que j'appelle la violence symbolique. Et on reviendrait ici au début de l'entretien, c'est-à-dire aux difficultés tout à fait particulières de la lutte contre la « mondialisation », et à la naïveté de ceux qui, comme les journalistes de bonne volonté (et de mauvais entendement), attentifs à la seule violence visible à leurs yeux, celle des pauvres jeunes gens qui se font matraquer (et, éventuellement, tuer) pour défendre l'idée qu'un autre monde est possible, idée insupportable, folle, franchement utopique, contre l'évidence indiscutable que le monde que l'on nous fait, c'est-à-dire celui que la *pax americana* est censée incarner et le cas échéant imposer, fût-ce par la guerre, à tout l'univers, n'est pas le meilleur des mondes possibles (ce qui supposerait qu'il y a encore un choix), mais *le seul monde possible*.

Jacques Bouveresse

Essais II

*L'époque, la mode,
la morale, la satire*

Collection *Revue d'essai*

AGONE

GRMÉN. & TARDU

De la société ouverte à la société concrète

UN DES ÉLÉMENTS ESSENTIELS qui distinguent une « société fermée » d'une « société ouverte » est, selon Popper ¹ le fait que la première peut légitimement être comparée à un organisme, alors que l'application de concepts organicistes à la seconde, pour être fréquente, n'en est pas moins foncièrement inadéquate et ne constitue la plupart du temps qu'une forme de propagande inavouée en faveur d'un retour au tribalisme. « Une société fermée, sous sa forme la plus parfaite, peut, écrit Popper, être comparée avec raison à un organisme. La théorie dite organique ou biologique de l'État peut lui être appliquée dans une mesure considérable. Une société fermée ressemble à un troupeau ou à une tribu, en ce qu'elle constitue une unité semi-organique dont les membres sont tenus ensemble par des liens semi-biologiques, la parenté, le fait de vivre ensemble, de partager des efforts communs, des dangers communs, des joies et des détresses communes. Cela reste un groupe concret d'individus concrets, rattachés les uns aux autres

1. Les citations de K. R. Popper sont tirées de *The Open Society and Its Enemies*, Routledge & Kegan Paul London, 1945, 5^e édition, 1966 [traduction « abrégée » sous le titre *La Société ouverte et ses ennemis*, Seuil, 1979].

non pas seulement par des relations sociales abstraites comme la division du travail et l'échange de marchandises, mais par des relations physiques concrètes comme le toucher, l'odeur et la vue. »

LA SOCIÉTÉ ABSTRAITE, FORME DÉGÉNÉRÉE DE LA SOCIÉTÉ OUVERTE

Le passage de la société « magique, tribale ou collectiviste » à la société ouverte, celle dans laquelle « les individus sont confrontés à des décisions personnelles » (et aux conséquences immédiates ou indirectes, prévisibles ou imprévisibles, qui en résultent pour eux-mêmes et pour la collectivité) entraîne un affaiblissement inévitable des liaisons organiques concrètes et un risque permanent de dégénérescence en une forme d'organisation complètement « abstraite » : « Par suite de la perte de son caractère organique, une société ouverte peut se transformer graduellement en ce que j'appellerais, poursuit Popper, une "société abstraite". Elle peut, dans une mesure considérable, perdre le caractère d'un groupe concret ou réel d'hommes ou d'un système de groupes réels de ce genre. Ce point, qui a rarement été compris, peut être expliqué à l'aide d'une exagération. Nous pourrions concevoir une société dans laquelle les hommes ne se rencontrent pratiquement jamais face à face – dans laquelle toutes les choses sont réglées par des individus isolés qui communiquent par des lettres dactylographiées ou des télégrammes et qui se déplacent dans des voitures fermées. L'insémination artificielle permettrait même la reproduction sans qu'intervienne aucun élément personnel. Une société fictive de ce genre pourrait être appelée une "société complètement abstraite ou dépersonnalisée". Or le point intéressant est que notre société moderne ressemble par beaucoup de ses aspects à une telle société complètement abstraite. Bien que nous ne conduisions pas toujours seuls dans des voitures fermées (et que nous nous trouvions face à face avec des milliers d'hommes qui nous croisent dans la rue), le résultat est fort peu différent de ce qu'il serait si nous le faisons – en règle générale, nous n'établissons pas de relations personnelles avec nos compagnons de marche. De même, l'appartenance à un syndicat peut ne signifier rien de plus que la possession d'une carte et le paiement d'une contribution à un secrétaire inconnu. Il y a un grand nombre de gens vivant dans une société mo-

derme qui n'ont pas ou ont extrêmement peu de contacts personnels, qui vivent dans l'anonymat et l'isolement et, par conséquent, ne sont pas heureux. »

Le phénomène est bien connu et a été régulièrement déploré par les théoriciens de la société contemporaine. Mais, puisqu'il est évident que des sociétés comme les nôtres n'ont pu se constituer et ne peuvent fonctionner que grâce à un système compliqué et raffiné de relations abstraites entre les individus, un appel à la restauration pure et simple des liaisons organiques traditionnelles ne représente malheureusement rien de plus qu'une utopie régressive et une façon de prendre pour la solution ce qui constitue en réalité le problème : vivre dans une société ouverte et, de ce fait, partiellement abstraite, exige de la part de l'individu un effort constant pour être rationnel et responsable et lui interdit de satisfaire ses besoins sociaux sur le mode purement émotionnel et instinctif et, pour cette raison, parfaitement sécurisant, qui caractérise la coexistence et la coopération des éléments au sein d'une unité de type organique. Nous ne pouvons pas empêcher nos sociétés d'être abstraites ; mais nous pouvons et nous devons les empêcher de devenir trop abstraites.

« La liaison principale, constatait Musil ² dans un essai de 1923, est aujourd'hui la profession. Avec la désignation de la profession et un petit supplément, on peut dire aujourd'hui ce qu'il y a de plus important sur un être humain. Lorsqu'on apprend que l'homme est juge ou commerçant et qu'on entend dire, en outre, qu'il est doué ou ne l'est pas dans sa partie, avec peut-être encore le fait qu'il est un type "bien" ou "intelligent", on sait la majeure partie de ce que l'on peut en fin de compte savoir d'un être humain qui vit aujourd'hui. » En dehors de son appartenance à un groupe professionnel et à quelques confréries de type semi-professionnel, l'homme d'aujourd'hui n'a pas d'« idées sélectives et directrices ». Or « les principes, les lignes directrices, les modèles, les restrictions sont des accumulateurs de force ». En leur absence, l'homme est un être complètement amorphe et sans consistance, une sorte de ballon qui se vide complètement lorsqu'il cesse

2. Les citations de Robert Musil proviennent de ses *Essais*, publiés dans *Gesammelte Werke in neun Bänden*, herausgegeben von Adolf Frisé, Rowohlt Verlag, Reinbek bei Harnburg, 1978, Band 8, *Essays 1911-1931* [traduction Philippe Jaccottet, Le Seuil, 1984].

d'être gonflé de l'importance que lui confèrent son métier et quelques activités d'amateur auxquelles il se livre, d'ailleurs, généralement de façon presque aussi méthodique et exclusive. Même ses loisirs ont fini par acquérir largement le caractère fonctionnel et contraignant d'une occupation professionnelle.

LA RELATION PATHOLOGIQUE ENTRE L'INDIVIDU & L'ÉTAT

Rien n'est plus représentatif de la situation de l'homme contemporain que la relation irrationnelle et quasiment pathologique qu'il entretient avec le plus démesuré et le plus abstrait de tous les groupes auxquels il appartient, à savoir l'État lui-même. Comme l'écrit Musil, « la relation habituelle de l'individu à une organisation aussi grande que celle qui est représentée par l'État est le laisser-faire ; en fait, ce mot représente une des formules de l'époque. L'existence collective de l'homme est devenue si étendue en largeur et en épaisseur et les relations constituent un entrelacs si immense qu'aucun œil et aucune volonté ne peuvent plus pénétrer à des distances suffisamment grandes et que chaque homme, en dehors du cercle restreint de sa fonction, reste, comme un mineur, placé sous la responsabilité d'autres hommes ; jamais encore l'intelligence des subordonnés n'a été aussi étroitement limitée qu'aujourd'hui où elle crée tout. Que cela lui plaise ou non, l'individu doit laisser aller les choses et ne fait rien ».

Une société fondée en principe sur l'idée de l'autonomie et de la responsabilité de l'individu peut, du fait de son caractère excessivement abstrait et dépersonnalisé, finir par engendrer chez lui la sensation « exactement inverse » de la dépendance, de l'impuissance et de l'irresponsabilité totales. Il est bien connu qu'un peuple n'est pas la somme des individus qui le composent : il est constitué d'eux et de leur organisation. Et le fait que celle-ci, dans des sociétés aussi gigantesques et aussi compliquées que les nôtres, mène toujours une existence plus ou moins autonome donne à peu près inévitablement naissance à l'idée du « il », du « on » ou du « ça » anonyme, qui peut être considéré comme le véritable auteur de toutes les choses inacceptables que l'individu se contente de laisser faire et le véritable responsable de tous les maux auxquels il se résigne comme à une sorte de fatalité. Notre

« nous » est, comme l'écrit Musil, « un nous auquel la réalité ne correspond pas », la fiction d'une communauté entre des individus qui cultivent des intérêts essentiellement privés et qui, du fait de l'affaiblissement des traditions, ne partagent presque plus rien entre eux, en dehors de motivations hédonistes qui ne créent aucune espèce de cohésion et n'engendrent aucune volonté commune.

DU « IL » AU « NOUS »

Transformer le « il » impersonnel en un « nous » authentique, sans avoir le droit de recourir à la facilité dangereuse que représentent des substituts idéologiques comme la religion, la patrie ou la nation est une des tâches les plus difficiles et les plus urgentes auxquelles se trouvent confrontées aujourd'hui les démocraties modernes. Lorsque la cohésion et la solidarité d'un groupe doivent résulter d'une prise de conscience individuelle et d'un effort concerté et rationnel plutôt que d'un sentiment plus ou moins mystique, elles sont évidemment beaucoup plus difficiles à obtenir et à maintenir. Mais l'avenir des sociétés ouvertes et leurs chances de faire prévaloir contre leurs rivales totalitaires la force de leur faiblesse intrinsèque dépendent, pour une part essentielle, de la solution de ce problème crucial.

Le seul moyen d'échapper, autant que faire se peut, au danger de dépersonnalisation et d'abstraction par lequel toute société ouverte est nécessairement menacée est la constitution de groupes réels ou concrets, qui servent d'intermédiaires entre l'individu et l'État et qui permettent de combler au moins partiellement le gouffre trop souvent infranchissable qui existe entre les décisions personnelles qui gouvernent la sphère privée et les décisions anonymes qui concernent ce qu'on est convenu d'appeler le « bien public », lequel, pour être en principe et par définition le bien de tout un chacun, n'en est pas moins généralement conçu comme n'étant l'affaire de personne en particulier. Une des tares essentielles de la société actuelle est que, comme dit Musil, « il n'y a presque que l'État qui ait développé des "organes" efficients ». Le résultat est que celui-ci « pense, sent, décide, agit dans la plupart des cas pour l'individu avec une procuration générale qui se soustrait à tout contrôle » et que les éléments de l'organisation sont, dans le meilleur des cas, à nouveau des organisations, et non des

individus : « La démocratie n'est pas le règne du *demos*, mais celui de ses sous-organisations. »

Il va de soi que, toutes les fois qu'un groupe agit au nom des individus qui le composent, il y a nécessairement un résidu et un certain sacrifice à consentir. Mais il est indispensable que celui-ci ne devienne pas complètement disproportionné, au point que l'individu ne se reconnaisse plus dans les formes d'organisation qu'il s'est données que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles et épisodiques, comme cela risque fatalement d'être le cas dans des groupes aussi énormes, aussi peu homogènes et aussi menacés par le vieillissement que la plupart des États modernes. Comme l'écrit Musil : « D'ordinaire, l'État "exprime" l'homme là où il entre en contact avec lui. Il n'est donc pas nécessaire d'être un anti-étatiste et l'on peut reconnaître pleinement l'importance de l'État, cela ne reste pas moins, compte tenu de la situation décrite, une idéologie contraire aux faits de voir en lui le représentant des biens les plus élevés, parce que communs à tous, et de lui attribuer, en conséquence, une sorte de volonté d'ordre supérieur ou de le considérer comme une espèce quelconque d'institution pour le perfectionnement de l'homme. »

Toute proposition de désacralisation de l'autorité politique suprême et de transfert d'une partie de ses pouvoirs et de ses responsabilités à des « organes » qui ne sont pas simplement une émanation de sa volonté, mais constituent réellement, pour les individus, le moyen choisi par eux de faire connaître et exécuter la leur, se heurte inévitablement à l'accusation de particularisme de la part des défenseurs inconditionnels de l'État. Sans chercher en aucune façon à nier le problème – qui est réel –, on est forcé de constater que, comme l'a souligné Popper, de nombreux restes de tribalisme subsistent nécessairement même dans les sociétés les plus ouvertes et que l'un des plus typiques est certainement la survivance d'une attitude fort peu rationnelle à l'égard de l'État, considéré comme une institution magique qui ne peut être soumise à la critique sans que l'unité et, par conséquent, l'existence même du groupe social se trouvent directement menacées. L'État est encore souvent traité comme une sorte de fétiche qui a été, selon l'expression de Musil, exempté de l'obligation d'« être considéré comme améliorable de la même façon irrespectueuse que l'installation d'une résidence », c'est-à-dire envisagé comme quelque chose de donné en soi et une fois pour

toutes, et non comme une institution qui doit être formée et peut être transformée en fonction d'objectifs précis. « C'est, observe Musil, un usage que nous faisons de tous nos idéaux, probablement un reste d'époques où il était encore difficile de susciter le respect pour les règles les plus simples autrement qu'en les déclarant tabou. »

LE CORRECTIF LUCIFÉRIEN

Dans l'histoire de la pensée politique depuis les Grecs jusqu'à nos jours, l'exaltation démesurée de l'État alterne régulièrement avec un abaissement tout aussi démesuré. Il est considéré tantôt comme l'institution pédagogique suprême pour la formation et la transformation de l'humanité, tantôt comme le Léviathan qui dévore tout ce que l'homme a de plus personnel, de plus noble et de plus précieux, le monstre qui, comme dit Nietzsche, a volé tout ce qu'il a, y compris les dents avec lesquelles il mord. La relation ambivalente de l'individu à l'État, qui est faite la plupart du temps d'un mélange de respect superstitieux et de haine irraisonnée, a vraisemblablement, comme le remarque Musil, sa racine ultime dans la contradiction qui existe, à un niveau infra-rationnel, entre l'être individuel et l'être social de l'individu lui-même : « Tout individu est partagé entre l'amour et la haine à l'égard de la société, même si les circonstances de la vie font souvent passer l'un des deux inaperçu ou si tous les deux s'affaiblissent jusqu'à l'indifférence. »

Le progrès dans ce domaine ne peut consister que dans l'instauration d'une relation plus rationnelle et moins passionnelle entre l'individu et l'État, aussi éloignée de l'amour et de la haine que de l'indifférence plus ou moins affectée dans laquelle se neutralise le plus souvent l'opposition de l'amour nécessairement frustré et de la haine nécessairement impuissante. L'homme ordinaire réagit à la pression d'une organisation abstraite qui ne le représente pas réellement par toutes sortes de violations et de transgressions des prescriptions et des interdits, par lesquelles il affirme ou se donne l'illusion d'affirmer son individualité. Ce genre de contre-pression a pour effet de modifier insensiblement le cours normal des choses : « Il se forme toujours, malgré toutes les résistances, des idées qui imposent à l'évolution un petit changement ; sur l'Église étatisée agissent des hérétiques, sur l'esprit étatisé les écrits libres, et avant tout ce sont les passions obsédantes

– entre autres, dominant et réglant tout le reste, celle de l'argent – qui constituent le contrepoids humain à l'organisation. Elles ne devraient pas seulement être incriminées, mais comprises comme le correctif luciférien au Dieu très imparfait que constitue l'État. »

Que ce « correctif luciférien » dont parle Musil, par lequel l'individu se soustrait de façon plus ou moins asociale à l'autorité sacro-sainte de l'État, puisse constituer une menace sérieuse et permanente pour des organisations aussi fragiles que celles qui régissent le comportement social des individus dans les collectivités ouvertes, est tout à fait évident. Mais il est aussi, qu'on le veuille ou non, « simplement le revers de l'État, quelque chose qui est fondé dans son essence, la victime, emmurée dans les structures de la cathédrale et les hantant comme un spectre, du sacrifice humain ». Saint-Augustin distinguait entre l'État et le royaume de Dieu, la *civitas Dei*, dans laquelle l'homme, en tant qu'individu, échappe entièrement à l'emprise de la collectivité terrestre. Aujourd'hui, le domaine réservé que constituait autrefois la cité de Dieu est devenu presque entièrement profane ; et elle ressemble, par certains aspects, bien davantage à une association tacite et spontanée de resquilleurs, de fraudeurs et de malfaiteurs divers, qui, comme dit Musil, peuvent aller jusqu'à « mettre en toute insouciance l'État au bord de la tombe ».

Le problème est qu'un État moderne est constitué de millions d'hommes qui se sont retrouvés au même moment « dans un monde dont ils ont des degrés et des modes de compréhension très différents, dont ils exigent des choses tout à fait différentes, dont ils ne voient pas grand-chose de plus que le fil conducteur de leur profit et n'entendent qu'un grand bruit incohérent, dans lequel résonne ici ou là quelque chose qui leur fait dresser l'oreille ». Ceux qui parlent à ce propos, comme s'il s'agissait d'une formule magique, de « l'esprit de la nation » oublient de se demander quel peut bien être l'esprit qui est commun à une université et une prison et ne voient pas qu'en dehors de celles qui s'appuient de façon plus ou moins directe sur des notions que Popper qualifierait de « tribalistes » comme celles de religion ou de race nous n'avons toujours pas, pour l'instant, de nations proprement dites, mais tout au plus le matériau et la substance à partir desquels elles devraient être constituées. Ce qui nous permet d'affirmer qu'elles existent est, en général, simplement le fait que des millions d'hommes qui vivaient

normalement dans la recherche de leur avantage personnel et la peur de la mort ont été capables, dans des circonstances qui s'apparentent précisément à une sorte de soulèvement religieux, de sacrifier leur bien-être et leur vie pour la défense de ce que nous appelons la nation. Une combinaison contingente et artificielle d'intérêts essentiellement privés ne peut se maintenir autrement que par inertie ou en raison de l'intérêt commun qu'il y a à exercer la violence contre d'autres. Mais, comme le fait remarquer Musil, un idéal qui ne se manifeste en quelque sorte que les jours de fête et dans des occasions qui sont de la nature d'une mobilisation « a la même relation à l'homme qu'une maison dans laquelle il ne dort qu'à la Pentecôte des années bissextiles, alors qu'il préfère, en dehors de cela, dormir dans le pré marécageux qui est à côté ».

LE CORRECTIF NON LUCIFÉRIEN

Créer une sorte de mobilisation permanente et pacifique de l'individu en faveur des valeurs rationnelles sur lesquelles elles ont été construites est le problème majeur de toutes les démocraties authentiques. Pour cela, elles doivent faire en sorte que le bien public devienne l'affaire concrète, constante et quotidienne de chaque citoyen et aménager sa position et sa fonction dans la collectivité d'une manière telle qu'il puisse considérer à nouveau celle-ci comme son lieu normal et naturel, et non pas simplement imposé par des nécessités économiques qui restent fatalement beaucoup trop abstraites, en ce sens qu'elles sont de moins en moins susceptibles de créer entre les individus le genre de relations concrètes dont ils ont, aujourd'hui comme hier, un besoin absolument vital.

Le correctif non luciférien indispensable à la pression beaucoup trop unilatérale de la divinité État et au laisser-faire qui en résulte généralement chez l'individu ne peut être que la participation active à des groupes concrets qui représentent un élargissement progressif de la sphère des intérêts immédiats en faveur d'une vision des choses plus générale et plus abstraite, tout en conservant aux relations qui existent entre les individus un caractère suffisamment concret pour qu'ils puissent reconnaître les décisions qui ont été prises en fonction de l'intérêt commun comme étant réellement les leurs et ce qui a été fait comme

fait par eux, ou tout au moins en leur nom. Pour des raisons évidentes, les groupes concrets ne peuvent être que des groupes de dimensions suffisamment restreintes, bien que cette condition nécessaire ne soit évidemment pas automatiquement suffisante. C'est pourquoi la notion de « collectivité locale » est en passe de devenir à son tour une des formules de l'époque et constitue l'une des idées dont tout le monde s'accorde, au moins en principe, pour reconnaître qu'elle est un des éléments essentiels de la solution du problème. Et c'est parce que ce qui est en question n'est pas seulement la rationalité et l'efficacité des décisions politiques et administratives, mais quelque chose qui touche en profondeur à la condition de l'homme contemporain, à savoir le malentendu qui existe entre son être individuel et les formes d'organisation dans lesquelles s'exprime son être collectif, qu'un philosophe peut, je l'espère, être excusé d'intervenir sur une question de ce genre de façon aussi abstraite ou, comme diraient certains, aussi « métaphysique ».

Personne ne détient, bien entendu, la solution miracle qui permettrait de concilier automatiquement le développement de formes d'organisation concrètes et la pratique de la démocratie plus ou moins directe à l'échelle locale avec le maintien des grandes orientations et des grands équilibres, qui incombe à l'autorité centrale. Et il serait tout à fait naïf de croire que l'harmonisation du point de vue local avec la perspective globale puisse être réalisée sans aucune espèce de tension ni de conflit entre les instances concernées. Mais la tension et le conflit constituent justement l'élément moteur et créateur qui distingue les sociétés ouvertes des sociétés fermées et figées.

Il va de soi qu'un programme qui implique une transformation aussi profonde des mentalités et des comportements a quelque chose de profondément utopique. Mais, comme le dit Musil, une utopie n'est pas un but, mais une direction. Elle ne consiste pas dans une anticipation explicite, qui sera presque fatalement contredite par l'évolution des choses dans un avenir proche ou lointain, mais dans une orientation parallèle de toutes les forces et de toutes les aspirations d'une époque en direction d'un futur qui reste pour l'instant nécessairement imprécis.

Comme toutes les idées neuves et révolutionnaires, celle qui consiste à vouloir doter progressivement un pays comme le nôtre d'une véritable administration locale et de collectivités autogérées, directement responsables devant les citoyens et contrôlées par eux, comporte né-

cessairement une bonne dose d'idéalisme. Mais il s'agit d'un idéalisme qui est, à tout prendre, incomparablement plus concret et plus prometteur que la tendance caractéristique de l'époque actuelle à attendre de la figure dangereusement idéalisée de l'État moderne la solution de tous les problèmes. Il ne peut y avoir rien de pire, dans ce domaine, que la politique de l'autruche et rien de plus stérile que l'habitude, malheureusement encore trop répandue, de traiter tous les problèmes politiques et sociaux dans les termes de ce que Popper appelle une « théorie de la conspiration », qui a pour conséquence, dans le cas précis, qu'en vertu d'une conception fétichiste des pouvoirs de l'État et d'une conception complètement individualiste de ceux de l'individu chacun des deux est soupçonné de comploter sournoisement contre les prérogatives de l'autre, à partir du moment où il affirme simplement les siennes.

Le chemin qui mène du dieu ou de la bête État à l'État humain, s'il y en a un, passe nécessairement par la notion de pouvoir local. Il faut naturellement se garder de transformer à nouveau cette idée en un fétiche et admettre qu'elle devra, comme n'importe quelle autre, faire ses preuves. Mais il est indispensable de lui donner la possibilité et les moyens réels de les faire. S'il est permis de donner une dernière fois la parole à l'un des esprits les plus lucides et les plus courageux de notre époque : « Les idées montrent en fin de compte à l'avenir non pas le chemin, mais seulement la direction ; elles sont des filets qui sont jetés sur le futur pour attraper quelque chose et qui sont toujours en partie et jamais entièrement déchirés par lui. » (Musil)

JACQUES BOUVERESSE

Initialement publié en avant-propos à l'*Annuaire des collectivités locales* (1982), ce texte appartient au recueil *Essais II. L'époque, la mode, la morale, la satire*, Agone, Marseille, collection « Bancs d'essais », 2001.



Le texte de Jean Bricmont, « Questions aux "défenseurs des droits de l'homme" » est extrait de *11 septembre 2001. La fin de la fin de l'histoire*, Bruxelles, Aden, 2001.

Éditions Aden, 165, rue de Mérode, B-1060 Bruxelles
<adendif@skynet.be> tél & fax (00) 32 2 5344662

Questions aux « défenseurs des droits de l'homme »

LES ÉVÉNEMENTS DU 11 SEPTEMBRE 2001 sont suffisamment graves pour qu'ils nous conduisent à nous poser des questions de fond. Je vais essayer de m'attaquer à un problème qui me préoccupe depuis longtemps : le tournant pris vers la fin des années 1970 par la plupart des mouvements de gauche ; tournant qui a consisté à remplacer la lutte pour des objectifs socio-politiques tels que le socialisme (entendu sous une forme ou une autre) par celle en faveur des droits de l'homme et de la démocratie. Ce tournant a amené, *in fine*, beaucoup d'intellectuels et d'organisations de gauche à soutenir ou à s'opposer très mollement à la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie. Le problème des femmes afghanes opprimées par les Talibans a pu jouer, pour le mouvement anti-guerre, un rôle similaire à celui joué par les Albanais du Kosovo : ne faut-il pas « faire quelque chose » pour ces femmes ? – c'est-à-dire, en pratique, ne pas trop s'opposer à l'agression américaine.

Je ne veux pas baser ma critique des « droits de l'homme » en me plaçant sur le plan philosophique ou en invoquant les spécificités culturelles. En effet, tant qu'elle est abordée sous cet angle, la critique est facilement réfutable (ce qui explique sans doute pourquoi le débat est si souvent posé en ces termes). De plus, j'admets volontiers que les

droits démocratiques, bien que fort insuffisants, sont bien mieux respectés chez nous que presque partout ailleurs : si je critiquais le gouvernement d'un pays « socialiste » ou musulman comme je le fais ici, je finirais vite en prison. Je n'hésite nullement à admettre cela, sauf que je ne vois aucune raison, contrairement à beaucoup d'intellectuels, pour faire de cette idée une litanie. En effet, le véritable problème est ailleurs. Il est de savoir quelle contribution réelle, pour l'ensemble des êtres humains, apporte à la réalisation effective des droits inclus dans la Déclaration de 1948 le discours qui, en Occident, domine dans bon nombre d'universités, dans des organisations telles que Médecins sans frontières ou Human Rights Watch, ainsi que dans la plupart des mouvements issus de la nouvelle gauche, écologistes par exemple. En gros, ce discours – ou plutôt cette vulgate – donne une vision du monde articulée autour d'un conflit fondamental entre les États occidentaux, démocratiques et soucieux des droits de l'homme, et la plupart des États du tiers-monde ou, en tout cas, tous ceux, parmi ces États, qui s'opposent d'une façon ou d'une autre à la politique occidentale. En vertu de ce conflit, les premiers ont le droit et même le devoir d'intervenir dans les affaires intérieures des seconds : c'est ce qu'on appelle le « droit d'ingérence humanitaire ». Cette ingérence est présentée comme nécessairement bien intentionnée, et tous ceux qui la critiquent, par exemple en rappelant que les plus nobles buts ont toujours été invoqués pour justifier les entreprises les plus discutables, sont immédiatement supposés être secrètement des admirateurs de Saddam Hussein, de Milosevic ou de Ben Laden, si ce n'est d'Hitler ou de Staline. Pire, une bonne partie de la gauche intellectuelle pense que sa mission est de critiquer les gouvernements occidentaux pour leur timidité et leur frilosité : à les écouter, on croirait que le principal problème aujourd'hui vient de ce que l'Occident n'ose pas intervenir à suffisamment d'endroits et avec suffisamment de force pour promouvoir et exporter ses vraies valeurs : la démocratie et les droits de l'homme.

Commençons par une analogie : imaginons un mafioso qui, vieillissant, décide de défendre la loi et l'ordre, de s'attaquer à ses collègues plus petits que lui et de prêcher l'amour du prochain et le respect de la vie. Il garderait néanmoins les biens illégalement acquis et jouirait des rentes que ceux-ci lui procurent. Qui ne dénoncerait là une immense hypocrisie ? Mais personne ou presque ne réagit de la même façon face au discours sur l'Occident défenseur des droits de l'homme et j'avoue

avoir beaucoup de mal à comprendre pourquoi. En effet, demandons-nous au terme de quel processus historique nous sommes arrivés à l'état de civilisation actuel, dont nous sommes si fiers. Certainement pas seulement par la démocratie, le marché libre ou le respect des droits de l'homme. Ni même seulement grâce au génie du christianisme ou des penseurs des Lumières. Guerres, colonialisme, travail des enfants, autocratie, pillages font aussi partie des racines de notre civilisation. De même que la division de la société en classes sociales ne s'explique pas par le fait que les riches se lèvent tôt le matin et travaillent dur, la division du monde entre pays riches et pauvres ne s'explique pas parce que les pays riches ont une « culture » de la démocratie ou de la bonne gestion. Plus précisément, dans la mesure où une telle culture existe, elle est l'aboutissement et non l'origine d'un long processus historique.

Tout le monde sait cela ? Oui et non. Comme toutes les religions, la nôtre – qui n'est plus le christianisme mais plutôt celle de l'Occident comme sommet de la civilisation – se maintient en minimisant certains faits et en exaltant d'autres. On se promènera d'un colloque à l'autre sur « La nature de l'idée européenne » ou « Le concept de démocratie » comme, dans le temps, on passait d'un autel consacré au Sacré-Cœur de Jésus Christ à une statue de la Vierge Marie. Et on lira les grands penseurs du passé en évitant la plupart du temps de s'arrêter sur ce qu'ils ont écrit sur les esclaves, les Noirs ou les Indiens ¹.

Plus sérieusement, on répondra que les droits de l'homme sont une valeur universelle et que rien – aucune particularité économique ou culturelle – ne peut justifier leur violation. Et c'est là que le bât blesse. Premièrement, le mafioso de tout à l'heure n'aurait pas, intellectuellement parlant, tort de défendre la légalité ou l'amour du prochain. Mais il serait hypocrite. La même critique peut être adressée, exactement pour les mêmes raisons, au discours occidental sur les droits de l'homme. En fait, la situation est ici bien pire car nous n'avons pas seulement une vision sélective de notre passé, mais aussi de notre présent. Je ne vais pas passer en revue toutes les dictatures, les coups tordus et les massacres auxquels les États-Unis et l'Europe sont associés depuis

1. On lira le rappel de tels oublis dans le *Discours sur le colonialisme* d'Aimé Césaire, *Présence africaine*, 1955 ; Sven Lindqvist, *Exterminez toutes ces brutes*, Serpent à Plumes, 1999. [ndlr]

cinquante ans, la liste serait trop longue ². Mais le deuxième problème, qui est plus fondamental, est celui du développement : à partir du moment où l'on admet que les droits de l'homme ne sont devenus respectables chez nous (au moins sur le plan interne) qu'au terme d'une longue histoire et en particulier d'un long développement culturel, social et économique, il faut se demander comment des pays qui se trouvent à un autre niveau de développement socio-économique peuvent accéder à celui que nous connaissons et, en particulier, comment ils peuvent le faire tout en adhérant à des normes en matière de droits de l'homme que nos sociétés ne respectaient pas le moins du monde lorsqu'elles en étaient à leur stade de développement. On répondra que respect des droits de l'homme et développement ne s'opposent pas ou sont même complémentaires. Malheureusement, ce n'est pas si simple. Il est facile de donner plusieurs exemples de facteurs qui ont sans aucun doute contribué à notre développement et qui entraînent directement en contradiction avec les droits de l'homme tels que nous les entendons aujourd'hui.

— *Le colonialisme*, qui est évidemment le plus important. On entend parfois répondre qu'il est difficile de mesurer exactement l'impact que celui-ci a eu sur notre développement ainsi que sur le sous-développement des sociétés non européennes. Mais c'est justement là tout le problème : personne ne sait vraiment ce qui permet à une société de se développer économiquement. En particulier, quel est le rôle des facteurs culturels ? Par exemple, comment mesurer l'impact que le sentiment de supériorité raciste, contemporain de l'épopée coloniale, a eu sur notre développement en nous donnant confiance en nous-mêmes ? Est-ce plus ou moins important que l'esprit du protestantisme ? Poser ce genre de questions auxquelles il est très difficile de répondre permet seulement de soulever un coin du voile derrière lequel se cache une multitude de problèmes.

— *L'immigration-émigration*. Lorsque les Européens « faisaient trop d'enfants », il leur était facile de les envoyer peupler le reste du monde. Certains y voyaient même une façon d'éviter les troubles sociaux et les révolutions ³. Mais quand l'explosion démographique dans le tiers-

2. Pour une brève discussion, lire par exemple Noam Chomsky, *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis*, Agone, Marseille, 2001.

3. Comme le disait Cecil Rhodes, « l'empire, je le l'ai toujours affirmé, est une

monde provoque des crises – pensons à l’Algérie –, où peuvent-ils exporter leur trop-plein de population? Chez nous... mais uniquement pour venir faire les sales boulots et dans la stricte mesure où le patronat a besoin de cette main-d’œuvre sous qualifiée et soumise. La situation est légèrement différente de celle des blancs qui s’installaient en Rhodésie en prenant possession de terres qu’ils pouvaient encercler en une journée à cheval. Autre exemple : imaginons que des Ruandais persécutés débarquent avec armes et bagages au Brabant Wallon et en expulsent une partie des habitants pour y créer un État Tutsi. Je doute fort que notre principale préoccupation soit d’exiger que cet État ait des frontières « sûres et reconnues ». En fin de compte, la plus cruelle vérité à propos des grandes déclarations occidentales sur la « libre circulation des personnes » a été exprimée par le dirigeant chinois Deng Xiao Ping, en visite aux États-Unis, qui répondit au président Carter lui demandant d’ouvrir ses frontières : « Certainement, combien de millions de Chinois désirez-vous? »

— *La construction d’États-nations puissants et stables*. Même les États des gouvernements les plus officiellement libéraux ont eu un rôle économique extraordinaire : protection des industries naissantes, infrastructure, contrôle de la monnaie, enseignement, etc. Comment voir aujourd’hui le budget américain de la « défense » – qui dépasse de loin le budget combiné de la Russie, du Japon, de la Chine, du Royaume-Uni et de la France ⁴ – autrement que comme du keynésianisme militaire qui permet de subventionner massivement les industries de haute technologie? Ou encore le récent sauvetage par l’État de l’industrie aéronautique américaine? Pourquoi ne pas laisser la main invisible du marché jouer là son rôle régulateur? Parce qu’il s’agit des répercussions d’événements qui échappent à l’économie? Mais beaucoup de pays du tiers-monde voient leurs industries ruinées suite à des événe-

question d’estomac. Si vous ne voulez pas de guerre civile, il vous faut devenir impérialistes ».

4. En milliards de dollars : États-Unis (343,2), Russie (56), Japon (45,6), Chine (39,5), Royaume-Uni (34,5), France (27). Les États-Unis dépensent donc 69 % de plus que la Russie, le Japon, la Chine, le Royaume-Uni et la France mis ensemble. Par ailleurs, les « États voyous » – Irak, Libye, Corée du Nord, Cuba, Soudan, Iran et Syrie mis ensemble – dépensent pour leurs budgets militaires 14,4 milliards de dollars. On se demande qui menace qui.

ments – des paniques financières, par exemple – sur lesquels ils n'ont aucune prise.

— *Les flux d'argent.* Notre budget à la coopération représente une fraction infime de notre produit national brut [PNB] – et encore faudrait-il retirer tout ce qui est coopération à but militaire ou de promotion économique. Mais ce n'est pas le cas pour le « service de la dette » de nombreux pays du tiers-monde. Dette que nos pays n'ont jamais eu à payer – du moins aussi massivement – lorsqu'ils se développaient. En plus, la dette de pays comme l'Indonésie, par exemple, est surtout héritée de régimes dictatoriaux qui avaient plutôt été « choisis » par l'Occident – c'est-à-dire les pays prêteurs – que par la population locale. C'est un peu comme si j'allais réclamer à M. X les intérêts d'une dette contractée à son insu et en son nom par M. Y, alors que M. Y est en fait mon complice.

On répondra que ces flux d'argent ne s'opposent pas aux droits de l'homme. De même qu'on peut être pauvre mais honnête, les États sont supposés respecter les droits de l'homme indépendamment de toute considération économique. À nouveau, ce n'est pas si simple. C'est le grand « impensé » des discours occidentaux que de limiter les droits inclus dans la déclaration de 1948 aux droits politiques, à la liberté d'expression, de circulation, etc., alors qu'ils incluent aussi des droits à la santé, au logement et à l'éducation. Comment des États étranglés par le service de la dette ou des États dépendant du bon vouloir des marchés ou encore des États ayant perdu tout contrôle de leurs ressources et de leurs territoires suite à des insurrections souvent encouragées de l'extérieur peuvent-ils même tenter de remplir leurs obligations sur le plan des droits économiques et sociaux ? Mais le questionnement peut aller beaucoup plus loin : à partir du moment où l'on prend en compte tous les droits inclus dans la déclaration de 1948, il n'est pas du tout évident que Cuba, qui n'est pas démocratique sur le plan interne, viole plus les droits de l'homme que d'autres États d'Amérique latine, qui sont formellement démocratiques mais dont les efforts sur le plan de l'éducation et de la santé sont bien inférieurs à ceux fournis par Cuba.

En fin de compte, les défenseurs du discours dominant sur les droits de l'homme sont en face d'un dilemme dont je ne vois pas très bien comment ils peuvent sortir. Soit ils soutiennent qu'il existe une autre voie de développement que celle prise par l'Occident, qui serait res-

pectueuse de la démocratie, des droits de l'homme, etc. Mais il faudrait alors au moins dire quelques mots sur cette voie et pas seulement en affirmer l'existence. Ils pourraient dire, par exemple, que toutes sortes de technologies sont disponibles qui n'existaient pas au XIX^e siècle. Mais le transfert de technologie est une opération compliquée. D'une part, les efforts de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) – appuyés par l'Occident – tendent à protéger avant tout la propriété intellectuelle et à interdire les clauses liant les investissements aux transferts de technologie ; d'où la difficulté de produire, par exemple, des médicaments bons marchés. D'autre part, c'est une banalité d'observer que la maîtrise de la technologie suppose l'entretien d'un certain terreau culturel – basé notamment sur une lutte contre l'influence néfaste des superstitions et des religions – qui ne se construit pas en un jour (il nous a demandé des siècles). Enfin, et c'est un problème fondamental du développement : comment imaginer l'extension de notre mode de vie à l'humanité entière sans provoquer une crise écologique sans précédent ? Invoquer les énergies propres qui seront inventées demain est très confortable ; en attendant, nous bâtissons notre confort sur des énergies qui n'ont rien de propre et personne ne peut deviner les effets secondaires nuisibles d'une technologie qui n'existe pas encore – voir l'aventure du nucléaire, qui fut présenté à ses débuts comme une panacée. L'autre possibilité est de déclarer que le développement n'a pas d'importance, que seuls comptent certains grands principes. Mais à moins d'abandonner les profits qui résultent de siècles de violation de ces mêmes grands principes – abandon dont le moins qu'on puisse dire est qu'il ne semble pas être la priorité des « défenseurs des droits de l'homme » –, l'accusation d'hypocrisie peut difficilement être récusée – elle est d'ailleurs régulièrement lancée par les dictateurs du tiers-monde.

Comme répondre à tous ces questionnements ? Faut-il revenir en arrière et « soutenir » différents régimes peu démocratiques comme l'ont fait dans le temps certains courants léninistes ou tiers-mondistes ? Ce n'est nullement mon but. Je plaide d'abord pour un peu de lucidité et de modestie. À commencer par essayer de comprendre la complexité du monde. Quel avenir pour le Kosovo livré à des mafieux et à des nationalistes fanatiques et racistes ? Comment tant de gens de gauche peuvent-ils détourner le regard lorsque les « démocrates » de l'UCK qu'ils ont soutenu créent des régions « *rassenrein* » au Kosovo – en expulsant non seulement les méchants Serbes, tous coupables, mais aussi

les Roms, qui retiennent tellement leur attention lorsqu'ils sont persécutés dans d'autres pays? Que deviendra le Tibet lorsqu'il sera libéré, c'est-à-dire livré à l'héritier direct d'un régime esclavagiste, personnage adulé par de nombreux défenseurs des droits de l'homme mais qui propage un obscurantisme délirant? Je ne prétends pas avoir de réponses à ces questions ou « soutenir » telle ou telle solution. Mais l'honnêteté force à admettre que le problème des droits de l'homme est un problème global et complexe et qu'il est très douteux que les actions de nos gouvernements ainsi que des organisations « humanitaires » qui les encouragent à toujours frapper plus loin et plus fort aient des effets globalement positifs. De plus, ces questions, et bien d'autres, sont rarement posées par la gauche post et anticommuniste. On peut aussi remarquer que, contrairement à ce qui s'est passé dans le mouvement communiste, pour la gauche « interventionniste humanitaire », l'heure des révisions déchirantes et des lendemains qui déchantent est loin d'avoir sonné.

Que faire? Rien? Non. Mais peut-être commencer par se concentrer sur les situations qu'il est facile de comprendre et sur lesquelles nous pouvons espérer avoir une influence réelle, c'est-à-dire l'action de nos gouvernements et de nos États. Comme exiger de leur part un respect absolu du droit international, ainsi que sa démocratisation. Toute la réflexion libérale et démocratique se base sur l'idée qu'il y a en gros trois possibilités de vie en société : le respect du droit comme moindre mal, la guerre de tous contre tous et un souverain qui maintient la paix par la force. Il est très curieux d'observer combien les libéraux et les démocrates plaident, dans les faits, pour la troisième solution dans l'ordre international, la *pax americana*, alors qu'ils la rejettent avec éloquence (et avec raison) dans l'ordre interne. Pourtant, les dangers sont les mêmes dans les deux cas : un souverain poursuivra avant tout ses intérêts et son ordre n'engendrera que révoltes sans fin réprimées dans le sang et engendrant de nouvelles révoltes – voir la Palestine, puis le World Trade Center, puis l'Afghanistan, puis...? D'ailleurs, si l'Occident est si bien placé pour intervenir en faveur des droits de l'homme, que ne l'a-t-il fait à l'époque coloniale, au Congo, en Inde, en Algérie, en Indochine, lorsque aucune entrave juridique ne s'opposait à ses interventions humanitaires?

En second lieu, il faut démonter les légendes sur le caractère humanitaire de nos États qui, comme tous les États, ne sont pas des êtres moraux mais des monstres froids servant les intérêts de ceux qui les

contrôlent. Troisièmement, si nous voulons vraiment « faire quelque chose » ayant des conséquences humanitaires, il y a des milliers d'alternatives au fait d'apporter sa modeste voix au concert de protestations intéressées qui nous sont suggérées par les puissants en fonction des nécessités du moment : les Albanais hier, les femmes afghanes dernièrement. Il faut comprendre une fois pour toutes qu'un certain nombre de causes humanitaires, parfaitement justifiables dans l'absolu, sont mises en avant par les médias et les gouvernements à un moment donné parce que cela permet d'affaiblir et de culpabiliser ceux qui s'opposent à leurs interventions. Défendons plutôt, avant tout, des causes qui ne font pas, chez nous, l'unanimité : les droits nationaux des Palestiniens, la levée de l'embargo sur l'Irak et d'autres pays, l'arrêt des bombardements sur l'Afghanistan ou le retrait inconditionnel des troupes étrangères du Congo. Cela demande plus de courage que de hurler avec les loups et, surtout, le « rendement » humanitaire sera probablement plus grand.

Finalement, il nous faut construire la mondialisation par en bas. Si nous voulons vraiment améliorer le monde, et pas seulement bomber le torse en proclamant de grands principes, exigeons des transferts de science et de technologie et des annulations de dettes sans contrepartie. Essayons d'analyser objectivement, pour voir ce qu'on peut en tirer, les efforts faits pour la santé et l'enseignement dans des pays comme Cuba, même s'il ne s'agit pas là d'une démocratie. Essayons de propager une mentalité rationaliste plutôt que d'encourager l'obscurantisme dans le tiers-monde au nom d'un « respect des autres cultures » totalement hypocrite. Tissons avant tout des liens entre organisations populaires sans se faire d'illusions sur les gouvernements ou les organismes supranationaux – comme toujours dans l'histoire, ceux-ci auront un rôle progressiste uniquement dans la mesure où la pression populaire les y forcera. Alors naîtra peut-être un mouvement de masse, international, réellement attaché aux droits de l'homme, offrant à la majorité de l'humanité une véritable perspective de développement alternatif et détaché à la fois des illusions et des fantômes du communisme et de l'anticommunisme.

Les « secrets » de Wittgenstein

*Notes sur quelques « révélations » faites
au grand public français en commémoration
du 50^e anniversaire de sa mort*

Wittgenstein a aujourd'hui un certain nombre de propriétés sociales qui lui confèrent une grande force d'attraction. C'est un auteur à la fois prestigieux et énigmatique, ou, mieux, chic et obscur. Il peut, à ce titre, être invoqué comme une autorité pour justifier des positions plus ou moins injustifiables. [...] Le rapport de liberté et de rupture qu'il entretient avec la tradition philosophique et la forme aphoristique dans laquelle il s'exprime autorisent ou même encouragent à le traiter comme un auteur n'exigeant ni connaissances préalables ni conditions d'accès. Un des philosophes qui se classe parmi les plus exigeants et les plus rigoureux peut ainsi, sans doute parce que sa complexité et sa subtilité mêmes le vouent paradoxalement aux réductions les plus grossières, se trouver parfois converti en une sorte de philosophe pour non-philosophes.

PIERRE BOURDIEU ¹

AU MILIEU DU TOURBILLON ÉDITORIAL qui entourait l'an dernier le cinquantième anniversaire de la mort du philosophe Ludwig Wittgenstein paraissait un tout petit livre au titre accrocheur : *Carnets secrets* ². De quels « secrets » ces cahiers sont-ils donc tissés ? De quels propos sont-ils remplis ? de quelles pensées ? de quelles réflexions hétérodoxes ? de quelles digressions savantes ? Quels rapports ce journal entretient-il avec l'œuvre du philosophe ? L'introduction du traducteur ne nous en

1. Wittgenstein, le sociologisme & la science sociale », in *Ludwig Wittgenstein, dernières pensées*, J. Bouveresse, S. Laugier & J.-J. Rosat (dir.), Agone, 2002.

2. *Carnets secrets 1914-1916*, traduit de l'allemand et présenté par Jean-Pierre Cometti, Farrago, Tours, 2001, 122 pages.

dit pas grand-chose... Le présent texte et celui d'Aldo G. Gargani, « Le courage d'être », ont pour objet de répondre à ces questions.

La première édition des cahiers 1914-1916 de Wittgenstein date de 1961, et l'édition française de 1971³. Arrêtés sans doute par une conception étroite de l'œuvre savante, les premiers éditeurs en avaient expurgé les passages intimistes et parfois codés, pour ne conserver que les analyses logico-philosophiques⁴. Ce sont toutes ces « chutes » mises bout à bout qui composent l'édition complémentaire qui vient de paraître en français sous le nom de *Carnets secrets*.

Sur les deux années que couvrent la partie « secrète » des cahiers, 267 jours donnent lieu à une entrée, dont 53 jours où le philosophe n'écrit qu'une ligne, 51 deux lignes et 28 trois lignes ; soient 132 jours (la moitié) où les propos « secrets » de Wittgenstein n'atteignent pas quatre lignes... Autant dire que les 97 pages de l'édition française des *Carnets secrets* sont clairsemées.

Pour ce qui est de l'imbrication entre écrits « secrets » (codés ou non), propos de tous les jours et analyses logiques, voir ci-contre un extrait de la Bergen Electronic Edition – qui donne la retranscription des documents codés en « allemand inverse » : le septième jour des *Carnets secrets* correspond au premier jour retenu dans l'édition philosophique (nous avons reproduit en gras les parties de l'édition philosophique et en maigre celle des *Carnets secrets*).

Une fois compris de quoi les *Carnets secrets* sont faits, il n'est pas étonnant que n'y reste à peu près aucune remarque relative au *Tractatus*, auquel Wittgenstein travaillait alors. En fait, on ne peut compter qu'une seule mention directe de l'œuvre en chantier (une formule logique que le préfacier, méticuleux, rapporte à l'aphorisme 4.241 [note 1, p. 29]) et deux références indirectes (une au solipsisme (que le préfacier n'oublie pas de signaler au novice [note 2, p. 80]) et une autre à ses « raisonnements mathématiques » [6 juillet 1916]). Y est-il au

3. Ludwig Wittgenstein, *Notebooks 1914-1916*, G. H. H. von Wright and G. E. M. Anscombe (dir.), English translation by G. E. M. Anscombe, Basil Blackwell, Oxford, 1961, 260 pages [*Carnets 1914-1916*, traduit de l'allemand et présenté par Gilles-Gaston Granger, Gallimard, Paris, 1971, 250 pages].

4. À lire les secrets de polichinelle qu'il cache, le code en question, assez rudimentaire, n'avait sans doute pour fonction que d'interdire des lectures indiscretes en situation de promiscuité. Le titre de *Carnets intimes* aurait sans doute été plus honnête.

22.08.1914

Hgsvsn hxsmn 3 gztv zfu vrvvi
hznwyznq. Ziyvrgv mug org ervpvn
fngviyivxsfitvn & yrhsvi tzna
viumptpmh. Qznn nmxs roovi zfu
nrxsg h uvghv qmoovn. Zppvh tvgs
rn Wfnhg zfu. Nfi af !!!

Die Logik muß für sich selber
sorgen.

Φ (x) Wenn sich syntaktische Regeln
für Funktionen überhaupt aufstellen
lassen, dann ist die ganze Theorie der
Dinge, Eigenschaften etc. überflüssig.
Es ist auch gar zu auffällig daß weder
in den Grundgesetzen noch in den
Principia Math. von dieser Theorie
die Rede ist. Nochmals: denn die
Logik muß für sich selbst sorgen. Ein
mögliches Zeichen muß auch
bezeichnen können. Alles was übe-
haupt möglich ist, ist auch
«erlaubt». Erinnern wir uns an die
Erklärung warum „Socrates ist Plato“
unsinnig ist. Nämlich darum weil wir
eine willkürliche Bestimmung nicht
getroffen haben, aber nicht darum
weil das Zeichen an und für sich
etwa illegitim [~~ist~~ | sei] !

Depuis trois jours nous sommes
enlisés sur un banc de sable. Je tra-
vaille souvent avec de nombreuses
interruptions et, jusqu'ici, sans le
moindre résultat. Je ne parviens, une
fois de plus, à rien de solide. Tout part
en fumée. Allons !

La logique doit prendre soin
d'elle-même.

*Si tant est que l'on puisse établir
des règles pour la syntaxe des fonc-
tions, alors toute la théorie des
choses, des propriétés, etc., est
superflue. Il est aussi trop évident
que dans les Grundgesetze et dans les
Principia ce n'est pas de cette théorie
qu'il est question. Encore une fois :
la logique doit prendre soin d'elle-
même. Un signe possible doit pou-
voir aussi dénoter. Tout ce qui est
simplement possible est aussi légi-
time (permis). Souvenons-nous de
l'explication du non-sens dans
« Socrate est Platon » : c'est nous qui
avons manqué de poser une détermi-
nation conventionnelle, mais non
pas le signe qui pourrait être en soi
et pour soi illégitime.*

moins fait référence aux grands philosophes et à leurs systèmes ? On
n'y trouve que quatre mentions de Russell, deux de Keynes et une de
Frege (mais essentiellement domestiques pour chacune d'elles) ; puis
une de Nietzsche (mais anecdotique).

Peut-être le jeune philosophe nous livre-t-il des références dont, en
philosophe hétérodoxe, il se nourrissait ? Ne sont mentionnés que les
Essays d'Emerson, dont le préfacier ne manque pas de nous indiquer,
suivant l'appréciation de MacGuiness, leur importance pour le *Tractatus*
[note 1, p. 69]. C'est l'*Abrégé des Évangiles* de Tolstoï que le jeune Viennois
cite le plus souvent (5 occurrences), « ouvrage dont Wittgenstein ne se

sépara pas pendant toute la durée de la guerre et qui demeura pour lui un livre de méditation majeur » [note 2, p. 33].

Voit-on émerger des *Carnets secrets* quelques concepts fondamentaux pour la compréhension de l'œuvre difficile du philosophe ? La réponse, positive, est donnée par le préfacier : les « concepts » de « mot rédempteur » et de « vision d'ensemble » (respectivement 2 et 5 occurrences). Toutefois, nous explique-t-il, « le mot utilisé par Wittgenstein pour désigner cette "vision d'ensemble" est *Überblick* et non pas *Übersicht*, mot qui prendra place ultérieurement dans le vocabulaire de Wittgenstein en relation avec sa philosophie des jeux de langage » [note 1, p. 39]. Un peu comme si, dans ses cahiers (secrets) du temps de ses angoisses d'étudiant, Nietzsche avait écrit deux fois le mot « crépuscule » pour décrire la nuit qui vient et qu'on y voie la référence au « crépuscule des dieux »... Quant au « mot rédempteur », nous explique le préfacier, la recherche de ce mot et l'espoir dans la « pensée salvatrice », tout cela « participe du même souci [pour la vision d'ensemble] à ceci près que s'y expriment des connotations morales et religieuses » [*ibid.*]... Bref, une autre soupe, les mêmes trivialités.

Mais de quoi peuvent donc bien être remplis ces carnets s'ils ne contiennent à peu près rien de tout cela qui fait habituellement les documents utiles à la réflexion philosophique ? Le préfacier est clair : la morale, l'éthique, la religion. Voilà. (Cette peau de chagrin est devenue l'enjeu des wittgensteiniens de la vingt-cinquième heure qui font la promotion de l'austère philosophe en déclarant plus importants l'homme et sa vie que son œuvre – dont il devient du coup permis de s'économiser la fastidieuse analyse ⁵.) Il est en effet exact que Dieu (Sa volonté, Son

5. Le traducteur-préfacier des *Carnets secrets* applique dans le champ des études wittgensteiniennes françaises le principe de la *terra nullius*. (Ce très utile concept fut réactivé par les juristes occidentaux pour accompagner le développement des politiques coloniales qui permit aux États européens d'indexer les terres des pays conquis sans même devoir signer de traité en cas de conflit avec les autochtones, *puisque ceux-ci ne travaillaient pas la terre*...) Ainsi, dans la préface et les notes, parmi les 18 ouvrages cités en référence, un tiers sont des auto-citations et les trois seuls ouvrages de commentateurs français cités sont du préfacier. Une pratique courante chez ce « spécialiste » qui ne travaille jamais que des terres en friche, fussent-elles notoirement des plus cultivées. Ainsi, dans sa préface aux *Conversations avec Ludwig Wittgenstein* de Maurice Drury (PUF, 2002) – baratin désormais habituel sur les singularités du philosophe décrites au travers d'anc-

aide, Sa protection, etc.) compte parmi les évocations majeures des *Carnets secrets*, évocation qui atteint un rythme presque quotidien autour d'avril 1916 – quand Wittgenstein se porte volontaire comme éclaireur⁶. Toutefois, on ne quitte guère le stade de la constatation.

S'il est une chose importante que le préfacier passe sous silence, et sur laquelle pourtant les *Carnets secrets* nous rassurent, c'est bien le souci de Wittgenstein pour son travail de logicien – celui qui remplit les carnets de l'édition savante. Ainsi son rythme de travail est-il très méticuleusement mentionné selon le baromètre suivant : 51 « Pas travaillé » ; 9 « Peu travaillé » [dont un « Très... »] ; 6 « Passablement travaillé » ; 43 « Un peu travaillé » [dont deux « Un petit peu... »] ; 6 « Pas beaucoup travaillé » ; 19 « Travaillé » [dont « plus ou moins... » ; « possible de... » ; « non sans (un certain) succès... » ; « avec ou sans résultat... » ; « recommencé à... »] ; 11 « Bien travaillé » [dont 2 « Assez bien... »] ; 22 « Beaucoup travaillé ». (Si le lecteur trouve fastidieux ce compte rendu, qu'il imagine le sentiment qu'il aurait à leur lecture...) Ce qui fait 101 occurrences de travail positif contre 66 de travail négatif. On peut donc affirmer avec certitude que, malgré des conditions peu favorables, la période 1914-1916 sur le front autrichien fut globalement positive pour la rédaction du *Tractatus*.

Il est un autre sujet majeur sur lequel passe le préfacier. La mention de ceux qui furent les pires ennemis du travail dans lequel Wittgenstein avoue puiser constamment le peu de goût à vivre qu'il lui reste : ses

dotes canoniques –, toutes les références mentionnent des auteurs étrangers (dont seulement 5 sur 13 sont traduits en français), le seul auteur français étant encore une fois le préfacier (6 occurrences).

Il semble que ces mauvaises manières commencent à forcer la retenue académique – pourtant proverbiale. Ainsi Christiane Chauviré ne mâche-t-elle pas ses mots pour décrire notre préfacier (« amateurisme aimable... flot de bavardage culturel... rassurantes généralités... alignement d'anecdotes... ») et dénoncer les avantages à faire mine de découvrir un penseur soigneusement épuré de toute difficulté théorique ; on peut juste regretter que l'auteure n'échappe pas elle non plus à l'abus d'auto-citation (« Wittgenstein : soap opera », *La Quinzaine littéraire*, 1-15 avril 2002, n° 828, p. 30).

6. Quelques lignes éparses (durant cette période notamment) ne sont pas sans intérêt quant au type de questions que se pose Wittgenstein sur la nécessité voire l'utilité de vivre, les tentations du renoncement, les désirs et les penchants dans un environnement moral chrétien. C'est le thème du « courage d'être », sujet de la préface d'Aldo G. Gargani publiée ci-après.

compagnons de misère, pour lesquels (à quelques rares exceptions près) il n'a pas de mots assez durs. En 56 occurrences, sous la plume du jeune viennois raffiné qui en ressent du « dégoût » et de la « répugnance », les simples soldats qui l'entourent sont des « canailles », d'« horribles fripouilles », des « ivrognes », des « abrutis », des « grimaces d'humanité », de « véritables larves », de la « racaille » ; le philosophe se sent « cerné par » leur : « vulgarité », « grossièreté », « sauvagerie », « indécence », « bassesse », « stupidité », « méchanceté ». Dans cette situation qui lui rend la guerre plus dure qu'elle n'est par elle-même, les sentiments les plus fréquemment évoqués sont la *fatigue*, l'*épuisement* et la *faiblesse* (15) ; la *dépression*, le *découragement*, la *passivité*, le *désespoir* et le *malheur* (35).

On le voit, les indications personnelles sur son état d'esprit sont très présentes dans les cahiers du jeune homme de 25-27 ans qu'était alors Wittgenstein. Ainsi y trouve-t-on souvent mention de sa mère : avec 11 occurrences, « maman » est la plus citée, après « Dieu » et « David » toutefois [voir plus loin] – mais jamais de « papa »... Notons qu'apparaissent également son frère cadet Paul, un oncle maternel dont Wittgenstein « était très proche – c'est apparemment chez lui, à Hallein, qu'il a mis la dernière main au *Tractatus* pendant l'été 1918 » [note 2, p. 65] ; sa tante Clara – pour qui « il avait une affection particulière, liée aux visites qu'il lui rendait enfant » [note 1, p. 61] ; sa sœur Hermine – « de quinze ans plus âgée que lui, mais dont il fut très proche » [note 1, p. 117]. Enfin, la personne intime la plus citée est le jeune David Pinsent, l'ami du moment, à qui Wittgenstein doit écrire, à qui il a écrit, dont il a reçu une lettre, pour qui il s'inquiète, à qui il pense *beaucoup*, etc. ⁷

Penchons-nous maintenant sur le secret le plus secret des *Carnets secrets* : le rythme des masturbations du philosophe en temps de guerre. Celui-ci est indiqué soit directement – « Actuellement, je me masturbe à peu près une fois chaque semaine et demie » [15 octobre 1914] – soit indirectement, par l'évocation des excès ou des chutes de sensualité à laquelle la masturbation est associée dès les premières mentions – « Je

7. On peut ici voir affleurer un beau sujet à l'encre facile : « Ces relations qui ont parfois revêtu [de la part de Wittgenstein] une grande intensité ou un caractère érotique (dont souvent son ami ne s'apercevait pas ou qu'il ne partageait pas) », suivant l'évocation pudique de McGuinness rapportée par le préfacier [note 1, p. 32].

suis à nouveau très sensuel et je me masturbe / presque tous les jours » [17 février 1915]. Le préfacier ayant laissé complètement en friche ce domaine, nous avons tenté de mettre en relation les deux rythmes fondamentaux de production de Wittgenstein sur lesquels les *Carnets secrets* nous informent : l'analyse logique et la masturbation. Notre comptage s'est toutefois révélé infructueux. En effet, les trois pics de sensualité de l'automne 1914, du printemps 1915 et de mars 1916 ne correspondent systématiquement ni à une période de « Peu travaillé » ni à une période de « Beaucoup travaillé » ; ils ne sont pas non plus particulièrement attachés à telle ou telle personne citée ; on remarquera enfin qu'ils ne sont pas non plus liés aux saisons. Le mystère reste donc complet et nous espérons qu'un commentateur mieux informé prendra la suite de cette première étude que permettent les *Carnets secrets* de Wittgenstein enfin révélés au grand public français pour la commémoration du cinquantième anniversaire de sa mort.

À lire ces quelques pages au titre si racoleur, on peut se demander pourquoi les passages intimes ont été retirés de l'édition de 1961 plutôt que simplement, par exemple, reportés en annexe : élitisme de savant refusant les pratiques de vautour de la presse de magazine ? respect imbécile de la vie privée ? désuète distinction entre témoignage brut et document commenté ? ridicule pudeur à refuser de se soumettre au commerce des icônes ? archaïsme d'universitaire qui méprise l'arrivisme d'une carrière par les mass médias ?... Un peu tout cela sans doute. Mais le revers d'une telle attitude est que les écrits anecdotiques d'un philosophe important peuvent être transformés en produit de commerce sans valeur intellectuelle ajoutée.

Ce qui est regrettable, car un réel travail de mise en perspective du témoignage et de l'œuvre de Wittgenstein reste un enjeu important, notamment dans l'éclaircissement de la fonction thérapeutique défendue par le philosophe et qui doit concerner, en pratique, tout un chacun. C'est ce qu'a fait Aldo G. Gargani pour la préface à l'édition italienne des *Carnets secrets*, que nous donnons à lire ci-après.

THIERRY DISCEPOLO
Marseille, avril 2002

Oets Kolk Bouwsma

**Conversations
avec Wittgenstein
(1949-1951)**

Traduit de l'anglais par Louis Bailly

Collection *Base Zeno*

AGONE
ÉDITIONS & MATHÉMATIQUES

**Wittgenstein,
dernières pensées**

*Pierre Bourdieu
Jacques Boussenois
Christiane Chevassut
Jean-Claude Conant
Vincent Descombes
Lars Hacking
Sandra Leugner
Marie McGinn
Jean-Philippe Narbonne
Hilary Putnam
Layla Razi
Jean-Jacques Rivet
Joachim Schabert*

Collection *Base Zeno*

AGONE
ÉDITIONS & MATHÉMATIQUES

Le courage d'être

Introduction aux Carnets secrets 1914-1916, de Ludwig Wittgenstein

Aucun appel à l'aide ne peut être plus fort que celui d'un seul homme.

WITTGENSTEIN, 1944

ON NOUS A APPRIS à nous représenter l'auteur d'une œuvre philosophique en le séparant de sa biographie. Au milieu, entre les deux moitiés dont est artificiellement composée cette même personne, surgirait l'œuvre théorique, comme une structure autonome et indépendante. Pourtant les *Carnets secrets* de Wittgenstein font voler en éclat cette image fictive dont nous avons longtemps été prisonniers. Et même s'il est évident que dans les affaires philosophiques rien n'est négligé, on peut affirmer que Wittgenstein, comme tous les hommes, a eu une existence exposée aux tourments de la vie, mais également une existence traversée du début à la fin par une souffrance incessante et terrible représentée, ou, mieux encore, auto-représentée par l'intérieur d'une perspective philosophique. Ces *Carnets secrets*, ainsi qu'une longue série de notes éparses, de lettres à des amis et une *Confession* qui ne fut jamais rendue publique, mettent en lumière le point culminant d'une réflexion où les souffrances, les obsessions et les tourments, par lesquels la vie est donnée à chaque homme, se convertissent en expressions philosophiques et celles-ci agissent ensuite en retour sur ce matériau primaire, brut, de l'existence, pour le pénétrer, l'analyser, le guider, mais aussi fatalement pour en exalter la force incontrôlable.

Ainsi, les *Carnets secrets* de Wittgenstein, comme certaines autres notes qui remontent à des époques différentes de son existence, témoignent de cette circonstance au cours de laquelle les hommes sont destinés à se heurter pendant toute la durée de leur vie à quelque chose de plus fort qu'eux et qui est la nature dans laquelle ils existent, mais aussi par laquelle, devrait-on dire plus précisément, ils *ont existé*.

Né à Vienne en 1889, dans une famille très riche et extrêmement cultivée, qui fut le centre d'une intense vie musicale à laquelle avait également pris part Brahms, Ludwig Wittgenstein avait commencé des études d'ingénieur en Allemagne à Charlottenburg (Berlin), puis s'était rendu en 1908 à l'Université de Manchester, en Angleterre, pour entreprendre des recherches dans le domaine de l'aéronautique. C'est alors que son esprit fut attiré par certains problèmes mathématiques qui l'ont ensuite conduit à affronter les questions logiques des fondements des mathématiques. Avec la détermination qui allait caractériser toutes les décisions de sa vie, Wittgenstein abandonna les études d'ingénieur et prit contact avec Frege à Iéna, puis, sur la suggestion de ce dernier, avec Russell à Cambridge, pour étudier la logique et la philosophie, accomplissant des progrès si rapides que le philosophe anglais en fut stupéfait. Wittgenstein avait alors à peine 23 ans et il était rapidement parvenu à travailler avec Russell d'égal à égal. Sans la rencontre avec Russell, Wittgenstein ne serait jamais devenu Wittgenstein, mais bien vite il n'eut plus besoin de Russell, et il produisit très rapidement un travail logique et mathématique qui s'avéra même plus intéressant que celui de Russell. À la fin d'une discussion sur un nouveau livre du philosophe anglais, *The Theory of Knowledge*, au cours de laquelle Wittgenstein lui avait démontré que lui-même avait déjà expérimenté toutes ces voies et toutes ces tentatives, et qu'il s'était rendu compte qu'elles ne menaient nulle part, Russell, bouleversé, avait décidé de ne pas publier son livre, perdant jusqu'à la joie de l'écrire ; il lui aurait semblé faire preuve de malhonnêteté aux yeux de Wittgenstein. Son commentaire final fut très amer et il écrivit à son amie Lady Ottoline Morell : « Bien, bien, c'est la nouvelle génération qui frappe à la porte et je dois lui laisser de la place, si j'y parviens, sinon cela risque de devenir pour moi un cauchemar. ¹ »

1. Lettre de Russell à Lady Ottoline Morrell, in A. G. Gargani, « Introduzione » à Ludwig Wittgenstein, *Libro blu e libro marrone*, Turin 1983, p. VII sq.

Lorsque éclata la Première Guerre mondiale, et après avoir passé une longue période de complète solitude en Norvège pour préparer le *Tractatus logico-philosophicus*, Wittgenstein décida, par une nouvelle et prompte résolution, de s'engager volontaire dans l'armée, malgré l'opération d'une hernie qui l'aurait certainement exempté du service militaire, et il parvint même à dissiper la méprise obstinée des autorités militaires autrichiennes qui supposaient étrangement, comme le raconte sa sœur Hermine ², que son frère Ludwig voulait obtenir une destination favorable et très éloignée du front, alors qu'il insistait précisément pour être envoyé en première ligne, pour obtenir la destination la plus dangereuse possible, qui lui aurait permis de se retrouver face à face avec la mort. Des années plus tard, sa sœur Hermine notait encore : « Je sais avec certitude qu'il n'était pas simplement motivé par le désir de défendre sa patrie. Il avait aussi un désir très intense d'assumer une tâche difficile et de faire quelque chose de différent du travail intellectuel. ³» Toute sa famille fut bouleversée par cette décision qui pouvait compromettre l'accomplissement d'une grande carrière intellectuelle. Ce fut à Cambridge, en 1912, que Russell, dans sa magnifique chambre de Trinity College, dit brusquement à Hermine Wittgenstein, venue rendre visite à son frère, de quinze ans son cadet : « Nous attendons de votre frère le prochain grand tournant de la philosophie. ⁴» Mais Wittgenstein en avait décidé autrement, non pas parce que la philosophie ne lui importait pas, mais parce qu'il pensait qu'il ne serait jamais parvenu à faire de la philosophie s'il n'avait pas affronté d'abord le problème éthique et personnel de son propre caractère ; il voulait savoir quel genre d'homme il était. Ce n'est qu'après avoir fait la lumière sur lui-même, sur la nature de son propre caractère, pensait-il, qu'il pourrait produire un travail philosophique plus authentique et plus avancé. Il voulait savoir quel type d'homme il était et s'efforcer de devenir un homme meilleur pour avancer, ensuite, dans la recherche philosophique. Il ne voulait pas séparer les deux choses, *parce qu'il ne voulait pas produire un travail philosophique en vivant dans le mensonge à propos de lui-même*. Plutôt que de continuer, ce qui était largement à sa

2. Hermine Wittgenstein, « My Brother Ludwig », in *Recollections of Wittgenstein*, R. Rhees (dir.), Oxford 1984, p. 3.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, p. 2.

portée si l'on considère son immense talent et son habileté technique, Wittgenstein avait décidé de s'arrêter, de s'accorder une pause pour se concentrer et pour tenter de se rassembler en lui-même, tout en donnant, en même temps, l'assaut à ses problèmes éthiques, personnels, et à ses questions théoriques. En se mettant en suspens, en s'arrêtant, il voulait composer une expérience d'ensemble qui l'aurait porté au cœur de lui-même ; et à partir de laquelle seulement, il lui aurait été possible de jeter une lumière sur tous les alentours de son existence et de son travail intellectuel.

Les *Carnets secrets* furent écrits par Wittgenstein sur le front oriental, entre 1914 et 1916, au milieu des horreurs de la guerre, alors qu'il était exposé à la fois aux bombardements des batteries russes, à la bassesse, à l'ignominie, à la brutalité de ses compagnons d'armes et enfin à l'impitoyable dureté de son propre jugement avec lequel il traquait ses propres aptitudes et sa propre conduite. Ce jugement aboutissait toujours à la confession qu'il ne se supportait pas lui-même, en quoi il englobait ce qu'il appelait son manque de courage, sa faiblesse ou même son caractère misérable, ses penchants pour l'onanisme, son incapacité à communiquer avec les autres soldats, et aussi, en même temps, son aspiration tenace à parvenir à la décence morale (*Anständigkeit*), sa difficulté à acquérir un regard synthétique (*Überblick*) qui rassemble les manifestations dispersées et fragmentaires de sa vie dans une vision claire. À la base de cette expérience intégrale, il y avait chez Wittgenstein un besoin fondamental de confession. *Sich sammeln* : se recueillir, se prendre, pour ainsi dire, en main, afin d'exprimer uniquement ce que l'on est. Tel est le puissant fil conducteur des *Carnets secrets* de Wittgenstein, qui ont été écrits durant la guerre où il a combattu, mais qui reflètent aussi sa décision première de participer à une guerre armée au cours de laquelle il en aurait aussi mené une autre, une seconde guerre contre lui-même, qu'il devait vaincre seul.

La décision de partir volontaire à la guerre et de s'exposer délibérément aux situations les plus périlleuses avait été conçue par Wittgenstein comme le baptême de feu de son caractère, pour régler ses comptes avec lui-même, pour saisir l'opportunité de devenir un homme décent (*ein anständiger Mensch*), parce que seule la mort libère l'individu, au sens où ce n'est précisément que face à la mort qu'un homme atteint sa propre solitude. Dans cette solitude, à laquelle est associée

l'unique sensation de plaisir consignée dans ces *Carnets* ⁵, il reconnaissait la possibilité de se libérer des difficultés externes ⁶, de résister en dépit de *tous les pouvoirs* ⁷. Ce n'est que dans la solitude, qui resplendissait au voisinage de la mort, que les mots des autres n'auraient pu pénétrer en lui ⁸, et qu'il aurait pu en revanche trouver ses propres mots, dire ce qu'il était précisément, levant le voile sur l'homme qu'il était, mais qu'il n'était pas encore en mesure de reconnaître lui-même. Wittgenstein avait donc entrepris cette recherche obsessionnelle sur lui-même, et il était parti volontaire à la guerre pour mener précisément un travail sur lui-même, puisqu'il considérait que ce n'est qu'en identifiant son caractère, et seulement en écrivant à partir de *l'identification de son caractère*, qu'il allait pouvoir atteindre cette vision unitaire et globale des choses, qui ne peut jaillir de la seule habileté intellectuelle et qui ne peut naître de l'exercice du talent, et dont l'origine ne peut être que dans une impitoyable recherche morale sur soi. Les *Carnets secrets* de Wittgenstein sont le témoignage de cette tension et de cette exaltation à se rassembler en soi-même pour s'auto-déterminer. Cette auto-concentration lui apparaissait comme la seule voie pour pouvoir dépasser la pression intolérable de la vie et pour pouvoir atteindre ce qu'il n'avait jamais réussi à saisir, c'est-à-dire l'identification de son propre caractère, débarrassé des interférences externes, et la capacité de vivre dans « l'esprit » et dans le « présent » ⁹. Deux termes qui sont significativement unis, parce que pour Wittgenstein « vivre dans l'esprit » signifiait parvenir à la transparence de son propre caractère, savoir quel homme il était, et que le « présent » était le point dans lequel l'homme atteint son propre centre et à partir duquel seulement il peut alors jeter un regard limpide et frais sur les choses et sur les alentours de sa propre vie. Une expérience éthique radicale constituait l'alternative pratique fondamentale à laquelle Wittgenstein avait décidé de se consacrer ; mais en transparence on y perçoit une imposante signification philosophique, ce qui,

5. *Carnets secrets*, notes du 20.12.1914.

6. *Ibid.*, notes du 26.08.1914, 04.11.1914 & 29.04.1915.

7. *Ibid.*, notes du 30.10.1914 : « *Aber ich will mich ALLEN Gewalten zum Trotze erhalten.* »

8. *Ibid.*, notes du 9.7.1916 : « *Ihre Worte dürfen nicht in dich dringen* » ; également les notes des 15.09.1914, 11.10.1914 & 04.05.1916.

9. *Ibid.*, notes du 12.10.1914.

désormais, empêchera que soit préétabli, par la technique et l'habileté intellectuelle de l'argumentation, le langage signifiant et vrai, mais impliquera, au contraire, l'attente de ce langage authentique, comme un événement imprévisible et incalculable, s'accomplissant au terme d'une impitoyable et radicale recherche éthique. Cet événement est représenté par le surgissement de ce que Wittgenstein avait appelé « la parole libératrice » (*das erlösende Wort*) et « la pensée libératrice » (*der erlösende Gedanke*)¹⁰.

C'est sur la voie de la réalisation de ce langage que se manifeste la tension existentielle de Wittgenstein, qui prend d'assaut ses propres problèmes, les serre toujours de plus près, et a souvent l'impression d'être sur le point de saisir la parole rédemptrice et libératrice, comme si celle-ci était sur le bout de la langue¹¹, sans pourtant parvenir à s'en emparer et retombant dans la mer infiniment triste et désespérée des événements extérieurs. Les *Carnets secrets* de Wittgenstein sont le compte-rendu de sa « présentation » aux alentours de la parole libératrice et illuminante sans pouvoir en atteindre le centre, qui demeure caché par un voile. Wittgenstein affronte les problèmes les plus radicaux, il s'approche du seuil de leur résolution, mais irrémédiablement se heurte à la porte (la porte qui s'ouvrait, il le découvrit lui-même plus tard, *de l'intérieur*, alors qu'il la poussait encore *vers l'extérieur*). « Je sens que je suis DEVANT la porte de la solution, mais je ne réussis pas à voir suffisamment clair pour pouvoir l'ouvrir.¹² » Mais – et c'est là le point décisif – la difficulté ne semble pas dépendre pour Wittgenstein du manque de talent intellectuel, de l'incapacité à poser des questions subtiles, pas plus que ne dépend de la qualité de ses questions l'incapacité du paysan de Kafka à franchir la porte de la justice, puisque ce sont justement ses incessantes questions qui mènent le paysan à la faillite, à l'épuisement, à l'exténuation et à la mort¹³. C'est la position éthique des questions, en tant qu'elles sont adressées à *ce que l'on a*, plutôt qu'à *ce que l'on est*, qui porte préjudice à la possibilité

10. *Ibid.*, notes du 21.11.1914 et du 17.10.1914.

11. *Ibid.*, notes du 22.11.1914

12. *Ibid.*, notes du 16.11.1914.

13. Franz Kafka, « Devant la loi », in *Œuvres complètes*, « La Pléiade », Gallimard, Paris, 1980, tome I, p. 453 ; sur ce point, lire Gargani, *L'Étonnement et le Hasard*, L'Éclat-Chemin de ronde, Nîmes-Marseille, 1988, p. 119 sq.

d'illuminer la vie. Le paysan de Kafka veut *posséder* la notion de la justice dans son esprit plutôt que franchir directement le seuil, du reste ouvert pour lui seul, afin de vivre dans la justice et selon la justice. C'est pourquoi il ne réussit pas à passer la porte et meurt devant elle, exténué par ses questions qui ne peuvent le soutenir et le maintenir face à la pression de la vie. De manière analogue, pour Wittgenstein, la difficulté à saisir une vérité dépend d'une certaine volonté qui veut se superposer, avec ses idéaux mystificateurs et ses impostures intellectuelles, à une réalité qui doit au contraire être reconnue et estimée pour ce qu'elle est, ni meilleure, ni pire, et qui consiste à régler ses comptes avec soi-même. Par la suite, dans le cours des années 1930, Wittgenstein écrivait : « Quand un objet est significatif et important, ce qui rend sa compréhension difficile, ce n'est pas l'absence d'une compétence quelconque dans les choses obscures et nécessaires à sa compréhension, mais plutôt le conflit entre la compréhension correcte de l'objet et ce que la plus grande partie des hommes veut voir en lui. C'est ce qui rend aussi les choses les plus évidentes les plus difficiles à comprendre. Ce qui doit être surmonté ce n'est pas une difficulté de l'intellect, mais de la volonté. ¹⁴»

Ce thème se prolonge dans les réflexions de Wittgenstein au cours des années suivantes, il accapare toute son existence et traverse toute son œuvre philosophique comme un signe distinctif. Encore une fois : la grandeur ou la misère de l'écriture, dans le langage d'un homme, se mesure à partir du *lieu éthique* que celui-ci a été capable d'atteindre grâce à l'impitoyable exercice du courage sur lui-même. Le courage qui arrache aux illusions et aux fictions de ce que l'on veut être pour déterminer au contraire ce que précisément l'on est. Mais pour y parvenir, une stratégie purement technique n'est pas suffisante, il faut se vaincre soi-même, il faut du courage (*nur Mut*) ¹⁵. Le courage de se rassembler en soi, afin de rompre, non pas tant l'étroitesse de l'intelligence, quand celle-ci travaille seule, que les limites de son propre caractère moral. Et ici Wittgenstein étendait son discours non seulement aux philosophes

14. Ludwig Wittgenstein, *Vermischte Bemerkungen*, G. H. von Wright (dir.) en collaboration avec H. Nymann, Frankfurt a. M., 1977, p. 40-41 [*Remarques mêlées*, TER, Mauvezin, 1984].

15. *Carnets secrets*, notes du 23.01.1015 et du 03.02.1915;

professionnels, mais à tous les hommes. En fait, les gens ne sont pas stupides, avait-il observé, mais « incroyablement limités¹⁶». Cette limite, Wittgenstein la découvre précisément dans la disposition, propre à la majorité des hommes, à se représenter dans ce qu'ils *ont*, plutôt que dans ce qu'ils *sont*. Il devient ici possible d'observer de quelle manière l'épicentre des pensées recueillies dans les *Carnets secrets* se développe ensuite dans le thème principal de l'œuvre suivante de Wittgenstein, accompagnant ses réflexions jusqu'à sa mort. Dans une note de 1946, donc trente ans plus tard, Wittgenstein écrivait : « L'homme voit bien ce qu'il a, mais non ce qu'il est. Ce qu'il est, est pour ainsi dire sa hauteur au-dessus du niveau de la mer, qui en général ne peut pas être mesurée ainsi sur deux pieds. Et la grandeur, ou la mesquinerie, d'une œuvre dépend du niveau où se trouve celui qui l'a faite. On peut dire : il n'est jamais grand celui qui se méconnaît lui-même, qui prend des vessies pour des lanternes. ¹⁷»

La différence entre l'*être* et l'*avoir* est en substance la différence entre la réalité de sa propre nature et les illusions, les erreurs volontaires dans lesquelles l'homme se représente par le biais de ce qu'il a ou aspire à *avoir*. L'*avoir*, la possession, est déjà ce qui nous mène loin de ce que nous sommes ; il n'appartient pas, pour ainsi dire, à nos fibres. Cette différence se retrouve chez Kafka lorsqu'il écrit, dans les *Oktavhefte* : « Il n'y a pas d'*avoir*, il n'y a qu'un être. ¹⁸» La limitation éthique des hommes, et non pas leur stupidité, comme Wittgenstein l'avait révélée ¹⁹, est représentée dans une note de 1947 comme la tendance des plis du cœur humain à se resserrer et à adhérer l'un à l'autre, c'est pourquoi, observait-il, pour ouvrir le cœur il faut, chaque fois, déchirer ces plis ²⁰. Mais pour déchirer le cœur des hommes, qui tend continuellement à se replier sur son étroitesse, il faut payer le prix qui est dû exclusivement aux pensées, et qui est précisément le courage.

16. *Ibid.*, notes du 08.05.1916.

17. Ludwig Wittgenstein, *Vermischte Bemerkungen*, *op. cit.*, p. 96.

18. Kafka, *Journaux*, note du 24.11.1917, in *Œuvres complètes*, tome III, p. 452.

19. *Carnets secrets*, note du 08.05.1916.

20. « *Die Falten meines Herzens wollen immer zusammenkleben, und um es zu öffnen müsste ich sie immer wieder auseinanderreisen* », Ludwig Wittgenstein, *Vermischte Bemerkungen*, *op. cit.*, p. 110.

C'est ainsi que Wittgenstein écrivait en 1946 : « On pourrait fixer le prix des pensées. Certaines coûtent très cher, d'autres non. Et avec quoi se payent les pensées ? Je crois ceci : avec le courage. ²¹»

Pas à pas, la réflexion éthique radicale, selon laquelle un homme doit, sans merci, régler ses comptes avec lui-même, était étendue par Wittgenstein à la définition du travail philosophique comme tel. En 1931, il écrivait que le « travail de la philosophie est précisément le travail sur soi-même. Sur sa propre conception ; sur comment on voit les choses. (Et sur ce qu'on exige d'elles.) ²²» Et quelques années plus tard, en 1937, Wittgenstein refermait le cercle de ce mouvement de recherche, dans le sens où si la philosophie est une réflexion sur ce qui est, la réponse ne peut consister simplement dans une proposition appropriée, logiquement consistante et plausible, mais doit à son tour se convertir dans un mode de vie, dans un nouveau mode de vie qui a pour effet d'effacer les problèmes qui nous tourmentaient. « La solution du problème que tu vois dans la vie est une manière de vivre qui fait disparaître ce qui est problématique. ²³» Ce n'est qu'en se jetant avec courage dans le précipice de ce qui est, sans exception et sans prétexte, que l'on peut jeter une lumière sur la vie, mais à la condition de ne rien excuser, de ne rien cacher et sans jamais rien concéder ²⁴.

Pour saisir une vérité il faut se débarrasser des fausses images, des affirmations superstitieuses sur soi-même, rompre les schémas confirmés qui nous écrasent, mais un homme ne peut accomplir une révolution effective par rapport aux schémas qui le retiennent prisonnier s'il n'accomplit pas surtout une révolution sur lui-même. C'est ce qu'avait écrit Wittgenstein en 1944 : « Révolutionnaire sera celui qui pourra se révolutionner lui-même. ²⁵» C'est pour cette raison que Wittgenstein énonçait dans une autre note de 1947 sa thèse fondamentale, selon laquelle la simple élaboration d'une conception philosophique n'est pas capable de modifier la vision des choses si elle ne parvient pas à impliquer l'élément essentiel qui consiste en une modification de la manière de vivre, puisque c'est seulement dans une nouvelle manière de vivre

21. *Ibid.*, p. 101.

22. *Ibid.*, p. 38.

23. *Ibid.*, p. 58.

24. *Ibid.*, p. 80.

25. *Ibid.*, p. 89.

que les questions qui nous tourmentent, se dissolvent et peuvent même nous paraître superflues ²⁶. Ainsi, pensait alors Wittgenstein, plutôt qu'une continuation de son travail par d'autres, il aurait surtout souhaité *un changement de la manière de vivre chez les autres*. Non pas une école de disciples qui auraient continué son œuvre, mais des hommes qui auraient eu le courage de se révolutionner eux-mêmes. Plutôt que la répétition ou le développement de ses propres idées philosophiques chez les autres, Wittgenstein voulait au contraire susciter la capacité de souffrir (*leidensfähigkeit*) chez les autres, amorçant le processus du règlement de comptes de chacun avec lui-même. La signification d'une œuvre intellectuelle comme une entité en soi n'existe pas, pensait-il ; et cette œuvre ne peut pas non plus avoir de signification *pour les autres* qui soit supérieure à ce qu'elle représente pour celui qui l'a produite : « Ce que tu as produit ne peut avoir une plus grande importance pour les autres qu'elle n'en a pour toi-même. Ce qu'elle t'a coûté, c'est ce qu'ils te payeront. ²⁷»

La raison de cette thèse est claire si on la rattache à la motivation radicale, éthique et existentielle selon laquelle aucun homme ne peut produire une expression qui soit plus vraie que ce qu'il est effectivement, puisque la forme de l'expression authentique et originale est celle qui se produit de l'intérieur, de la perspective intérieure à partir de laquelle on contemple les manifestations de la vie. Et c'est pourquoi, pensait-il, il est impossible qu'une œuvre puisse valoir pour les autres plus que ce qu'elle vaut pour celui qui l'a produite. Elle ne pourra avoir une valeur et une signification pour les autres que dans la mesure où ceux-ci sont prêts à payer le prix qu'elle a coûté à son auteur, c'est-à-dire la même quantité de courage.

Cette réflexion radicale traverse l'œuvre tout entière de Wittgenstein, et elle apparaît même dans un traité consacré aux problèmes les plus abstraits sur les fondements des mathématiques et de la logique. Dans les *Bemerkungen über die Grundlagen der Mathematik*, Wittgenstein insiste encore en disant que seul un changement du mode de vie peut constituer la solution authentique aux problèmes philosophiques ²⁸.

26. *Ibid.*, p. 117-118.

27. *Ibid.*, p. 32 et 135.

28. Ludwig Wittgenstein, *Bemerkungen über die Grundlagen der Mathematik*, H. von Wright, R. Rhees, G.E.M. Anscombe (dir.), Oxford 1956, I, Anhang II,

Qui n'est pas disposé à descendre dans les profondeurs de lui-même, parce que cela fait souffrir, ne peut résoudre les problèmes de la vie, et doit alors rester à la surface sans la capacité et le courage de souffrir ; mais en surface tous les problèmes restent sans solution²⁹. Certes, tous ou presque tous les hommes perçoivent la pression intolérable de la vie, et sont même conscients de la nécessité d'un changement. Mais en même temps, tous ou presque tous les hommes témoignent d'une tendance à *extérioriser* la solution parce qu'ils pensent à un changement extérieur de la vie et non à ce qui est unique et efficace, et qui concerne leur propre comportement³⁰ fondé sur une discipline intérieure sans merci.

En revenant maintenant à ces années au cours desquelles il avait écrit les *Carnets secrets*, Wittgenstein était donc parti à la guerre comme volontaire pour mettre effectivement ses propres pensées et sa propre vie sous la lumière que la menace de la mort allait jeter sur elles. Jamais Wittgenstein n'a cessé de penser que son existence, ou celle de n'importe quel autre homme, ne pouvait consister ni dans la vie protégée dans le seul but de durer, et même de durer le plus longtemps possible, ni par ailleurs dans l'anéantissement de la mort, mais bien dans la relation établie par la confrontation entre la vie et la mort. L'existence humaine n'est pas la manifestation d'une vitalité animale, ni celle d'un destin destructeur et mortifère, mais elle est l'expression de la tension dans laquelle la vie d'un homme se soucie de la présence de la mort, en tant que la mort se révèle être le rayon de lumière sous lequel la vie elle-même s'illumine dans sa réalité. Ainsi le 4 mai 1916, au front, Wittgenstein avait noté : « Peut-être le voisinage de la mort m'apportera la lumière de la vie », et cinq jours plus tard, il avait ajouté : « La mort seule donne à la vie sa signification. » Mais la vie est d'un côté et la mort de l'autre, et l'homme ne connaît pas de plus profonde différence. *Qu'est-ce qui peut mettre l'une en relation avec l'autre, afin que l'une agisse sur l'autre ? En d'autres termes, qu'est-ce qui fait que la mort peut agir sur la vie au point de donner l'illumination dans la parole rédemptrice et libératrice ?* Le facteur qui permet ce lien, c'est le courage d'un homme, l'élément dans lequel la vie d'un homme s'interroge sous

sez. 4. [*Remarques sur les fondements des mathématiques*, Gallimard, Paris, 1983].

29. Ludwig Wittgenstein, *Vermischte Bemerkungen*, *op. cit.*, p. 140.

30. *Ibid.*, p. 101.

la lumière de la mort, pour obtenir la *réponse profonde* sur sa propre nature. En 1946, et donc trente ans après cette note des *Carnets secrets*, Wittgenstein désignait le courage comme l'état de l'existence qui relie la vie à la mort, au sens où celui-ci suscite l'interrogation sur la signification de la vie, dans la perspective de la mort.

« Le courage, non l'habileté, ni même l'inspiration, est le grain de moutarde qui croît jusqu'à devenir un grand arbre. Autant il y a de courage, autant il y a de liens entre la vie et la mort. ³¹»

Wittgenstein était revenu à Vienne à la fin de la guerre, profondément transformé. Son premier acte avait été de renoncer pour toujours à l'important héritage que son père lui avait laissé, en faveur de certains de ses frères, ce qui avait été suivi par la décision de devenir instituteur dans les écoles élémentaires des villages de Basse-Autriche. Dans une lettre du 16 janvier 1918 à son ami architecte Paul Engelmann, qu'il avait fréquenté deux années auparavant à Olmütz lors d'un cours d'instruction pour officiers, Wittgenstein avait décrit la profonde transformation qui s'était produite en lui. Si les *Carnets* de 1914-1916 étaient scandés par l'incessant, l'obsessionnel espoir de devenir un homme décent (*ein anständiger Mensch*), dans cette lettre à Engelmann, Wittgenstein rendait maintenant compte de la direction prise par le processus de sa recherche : « Il y a certainement une différence entre moi maintenant et moi alors, quand nous nous voyions à Olmütz. Et cette différence est, pour ce que j'en sais, que je suis maintenant *un peu* plus décent (*anständiger*). Je veux dire par là que mon indécence (*Unanständigkeit*) est maintenant un peu plus claire pour moi qu'elle ne l'était alors. ³²»

Par conséquent, Wittgenstein mettait en évidence que la profonde transformation morale qui s'était produite en lui ne consistait pas dans la réalisation de la *décence* morale, mais dans la simple *conscience de son indécence*. Il ne s'agissait pas à proprement parler d'un progrès de sa personne, mais plus précisément d'une augmentation de sa conscience à régler ses comptes avec lui-même. Mais ceci était véritablement ce

31. *Ibid.*, p. 79.

32. « *Es ist allerdings ein Unterschied zwischen mir jetzt und damals, als wir uns in Olmütz sahen. Und dieser Unterschied ist soviel ich weiss der, dass ich jetzt ein wenig anständiger bin. Damit meine ich nur, dass ich mir jetzt ein wenig klarer über meine Unanständigkeit bin als damals* », *Recollections of Wittgenstein*, op. cit., p. 192.

que Wittgenstein avait voulu entreprendre depuis les années qui avaient précédé le début de la guerre et qu'il avait exprimé dans une lettre non datée à Russell : « Et je continue à espérer que se produise une explosion finale, et qu'ainsi je puisse devenir un autre homme... Tu crois peut-être que je perds mon temps à penser ainsi à moi-même, mais comment pourrais-je être un logicien si je ne suis pas encore un homme! *Avant toute autre chose*, je dois régler mes comptes avec moi-même!³³»

De cette exigence avait surgi chez Wittgenstein, au début des années 1930, le besoin *d'écrire une confession*. Parce que la confession, c'est-à-dire le règlement de compte avec soi-même, est la graine qui, jetée sur la terre, fera pousser un arbre, une vie nouvelle. La confession, ainsi pensait-il, est la condition pour ne pas se perdre, pour se rassembler en soi-même et préparer une nouvelle forme de vie. En 1931, Wittgenstein avait donc écrit qu'« une confession doit être une part de la nouvelle vie ³⁴». Chaque homme, et lui également, devrait écrire sa propre confession. Mais il ne suffit pas simplement d'écrire sa propre confession, il faut aussi la *soumettre aux autres*, car ce n'est que lorsqu'elle est livrée à l'attention d'autres hommes qu'elle peut effectivement constituer le commencement d'une vie nouvelle. C'est ainsi que j'interprète le fait que lui, Wittgenstein, non seulement a senti le besoin d'écrire une confession, mais a aussi voulu la faire lire à ses amis, ses parents, ses connaissances. Parce que, c'est ce que je pense, instruire un procès intérieur c'est augmenter la conscience et c'est aussi exprimer et déclarer sa propre conscience; mais pour que la confession devienne une part d'un nouveau mode de vie, il faut qu'elle entre dans l'ordre de la réalité, c'est-à-dire qu'elle devienne *un comportement au sein d'autres hommes*. Pour cette raison, c'est ce que je pense, Wittgenstein en 1931 est allé voir son ami Drury avec la confession qu'il avait écrite, en insistant pour qu'il la lise.

« Quand il revint de Norvège – relate Drury –, il me dit qu'il n'avait rien écrit et qu'il avait employé son temps à prier. Il avait ressenti la nécessité de rédiger une confession sur ces choses de sa vie passée dont il avait la plus grande honte. Il insista pour que je la lise. Il l'avait déjà

33. « *aber wie kann ich logiker sein, wenn ich noch nicht Mensch bin! Vor allem muss ich mit mir selbst ins reine kommen* », *ibid.*, p. 190-191.

34. Ludwig Wittgenstein, *Vermischte Bemerkungen, op. cit.*, p. 42.

montrée à Moore, et me dit que Moore avait semblé très troublé à l'idée qu'il devait la lire. Je ne dirai rien, évidemment, sur le contenu de cette confession. ³⁵»

En plus de Moore, Wittgenstein avait fait part de sa confession à Francis Skinner, au directeur pédagogique Koder et à certains membres de la famille Wittgenstein, et puis en 1937 il l'avait également donnée à lire à son ami Paul Engelmann. Cette même année, Wittgenstein se rendit chez Fania Pascal, qui avait été son professeur de russe lorsqu'il avait eu le projet de s'établir en Union soviétique. Dans *A Personal Memoir*, Fania Pascal rapporte qu'elle a toujours voulu mettre par écrit la confession que Wittgenstein lui avait fait connaître parce qu'elle était très significative de la personne de Wittgenstein. Fania Pascal regrette que les circonstances n'aient jamais permis de rendre publique la confession de Wittgenstein, elle regrette que dans son édition des lettres de Wittgenstein, Paul Engelmann ait omis celles contenant la confession alors qu'il s'y réfère explicitement dans une autre lettre. « Je sentais, dit-elle, que je devais me dépêcher de la consigner par écrit parce qu'on ne peut certainement pas attendre d'un anglais qu'il se mette à parler de choses qui lui ont été dites confidentiellement. »

Cela se passait à l'époque du retour de Wittgenstein de Norvège, pendant l'été 1937. Il sonna chez elle un matin, demandant à être reçu immédiatement. Elle était contrariée, probablement parce que l'un de ses enfants n'allait pas bien, et elle lui avait demandé s'il s'agissait d'une chose si urgente qu'elle ne puisse être remise à plus tard. Ce à quoi il avait répondu que c'était urgent et qu'il ne pouvait attendre, alors qu'elle pensait que s'il y avait bien une chose qui pouvait attendre c'était justement une confession faite de cette manière. Mais un homme aussi impatient aurait-il pu attendre ? C'est ce qu'elle avait pensé. Ils étaient ensuite entrés dans le salon et elle se souvient qu'elle le regardait de l'autre côté de la table ; il était resté assis pendant tout le temps de manière rigide et droite avec son imperméable boutonné jusqu'au col. C'est ainsi qu'elle rapporte leur conversation : « Je suis venu faire une confession » – il avait commencé ainsi. Il venait de voir le Professeur Moore pour la même raison. « Qu'a dit le professeur

35. M. O.C. Drury, « Some Notes on Conversations with Wittgenstein », in *Recollections of Wittgenstein*, op. cit., p. 120.

Moore?" Il s'était mis à rire. "Il a dit : 'Vous êtes un homme impatient, Wittgenstein.'" "Eh bien, vous ne saviez pas que vous étiez un homme impatient?" Et Wittgenstein, avec une expression dédaigneuse, avait répondu : "Non, je ne le savais pas." Je peux me souvenir de deux fautes qu'il m'avait confessées : la première concernait son origine juive, la seconde un tort qu'il avait causé quand il était instituteur dans un village en Autriche. ³⁶»

En ce qui concerne le premier point, Wittgenstein avait confessé que la majeure partie des personnes qu'il connaissait, amis inclus, croyait qu'il était juif seulement pour un quart. En réalité, la proportion était exactement inverse, et lui, Wittgenstein, n'avait jamais rien dit pour dissiper ce malentendu. Mais ce n'est qu'à la fin, se souvint-elle, qu'avait été exprimée la partie la plus pénible de sa confession, une circonstance véritablement traumatisante, au cours de laquelle il s'était comporté de manière vile et honteuse. Du reste, tandis qu'il la rapportait, Wittgenstein avait eu beaucoup de mal à se contrôler. Cela s'était produit quelques années auparavant, quand il était instituteur dans une école élémentaire d'un village autrichien et qu'il avait giflé l'une de ses élèves, une petite fille. Celle-ci avait couru chez le directeur de l'école et, quand celui-ci l'avait convoqué dans son bureau, Wittgenstein avait entièrement nié les faits. Cet événement avait fini par le bouleverser, au point même de lui faire penser – c'est ce dont elle se souvenait – qu'il devait vivre une vie totalement solitaire. Il avait dit un mensonge honteux devant le directeur de l'école et, depuis, sa conscience était opprimée par un poids. Fania Pascal avait pensé alors à Rousseau ³⁷, qui rapporte dans ses *Confessions* le tort commis envers une domestique, qu'il fit accuser d'avoir dérobé un ruban alors que c'était lui, Rousseau, qui l'avait volé. Wittgenstein n'avait jamais su s'en sortir dans les situations où il était saisi par un sentiment de culpabilité, si ce n'est de manière radicale et drastique, différemment de l'attitude qu'il adoptait au contraire (ainsi pensait-elle) dans le travail philosophique, où il savait totalement s'assumer et trouver sa place aussi bien avec l'esprit qu'avec le corps. À cause de ce poids insupportable qui l'opprimait, Wittgenstein commentait la signification de ce règlement

36. Fania Pascal, « A Personal Memoir », *ibid.*, p. 35.

37. *Ibid.*, p. 37-38.

de comptes avec lui-même, dans une note du 18 novembre 1937 : « L'année passée, avec l'aide de Dieu, j'ai rassemblé mes forces et j'ai rédigé une confession. Ce qui m'a mené dans un courant d'eau plus pure, à un meilleur rapport avec les hommes et à un plus grand sérieux. Mais maintenant, tout ceci s'est, pour ainsi dire, épuisé et je ne suis pas très loin de là où je me trouvais auparavant. Je suis surtout infiniment lâche (*vor allem bin ich unendlich feig*). Si je ne fais rien de juste, alors je me précipiterai de nouveau complètement dans l'ancien état. ³⁸»

La lâcheté, l'incapacité de régler sans merci ses comptes avec soi-même, constituait pour Wittgenstein l'origine du faux style et de la fausse écriture. En fait, celui qui se comporte comme un imposteur avec lui-même, qui se raconte des mensonges en tombant dans sa propre inauthenticité (*Unechtheit*), pensait-il, ne sera plus en mesure de distinguer le vrai du faux. La mystification de soi était, pour Wittgenstein, la voie terrible de la perte éthique et intellectuelle, parce qu'à partir du moment où un homme écrit quelque chose de différent de ce qu'il est réellement, il ne sera plus capable d'évaluer la différence essentielle entre ce qui est, en lui, authentique et ce qui est faux, et la conséquence la plus générale sera qu'il ne sera plus du tout en mesure de distinguer quoi que ce soit dans le monde. « Si l'on joue la comédie face à soi-même, alors le style se révèle l'expression de cette fiction. Et ce style ne peut plus être le sien propre (*der Eigene*). Celui qui ne veut pas se connaître soi-même écrit une sorte de tromperie. ³⁹»

Plutôt que de poursuivre ce qu'il veut être, et rester ainsi prisonnier d'une fausse représentation de lui-même qui le disperse dans des directions inauthentiques, un homme doit avoir le courage de descendre en lui-même, quand bien même cela lui coûte des souffrances et des tourments. Si un homme veut écrire quelque chose qui ne soit pas l'écriture d'une mystification, pensait Wittgenstein, il doit s'approfondir dans son propre tourment. « Celui qui ne veut pas descendre en lui-même, parce que c'est trop douloureux, reste naturellement à la surface, même dans l'écriture. ⁴⁰»

Mais dire tout cela ne suffisait pas encore à Wittgenstein, et même, cela ne lui suffisait pas du tout, parce que *se limiter* à saisir ce qui lui

38. R. Rhees, « Postscript », *ibid.*, p. 173.

39. « *Wer sich selbst nicht kennen will, der schreibt eine Art Betrug* », *ibid.*, p. 174.

40. « Wittgenstein, MS 120 (1938) », in *Recollections of Wittgenstein*, p. 174.

semblait pourtant une vérité aurait été pour lui un nouveau mensonge. Pour que cela ne se révèle pas comme une nouvelle imposture, il fallait, pensait-il, que celui qui affirme que l'on ne peut écrire qu'en descendant dans la profondeur de sa propre souffrance, le dise exactement depuis le lieu qu'il atteint dans sa propre souffrance. Wittgenstein pensait donc que l'affirmation selon laquelle on ne peut écrire quelque chose de vrai qu'en ayant eu le courage de descendre en soi-même, n'est pas à son tour une vérité que l'on puisse énoncer sans vivre l'expérience du courage nécessaire pour la valider. D'ailleurs, dans une note de 1937, Wittgenstein précisait les choses de la manière suivante : « On ne peut écrire qu'au milieu des souffrances les plus terribles, et cela prend alors une tout autre signification. Mais c'est précisément la raison pour laquelle personne ne doit citer cela comme une vérité, à moins qu'il ne le dise lui-même au milieu du tourment. Ce n'est pas une théorie, ou encore : si ceci est une vérité, alors ce n'est pas celle qu'elle semble exprimer à première vue. Avant d'être une théorie, c'est un gémissement ou un cri. ⁴¹»

Mais, après tout, pourquoi faut-il faire l'expérience de tout ce courage et souffrir malheureusement pour exprimer quelque chose de vrai? Il doit être bien clair que Wittgenstein n'avait pas annoncé la souffrance comme un idéal en soi, ni l'austérité intérieure comme un modèle de vie. Au contraire, la motivation éthique radicale de Wittgenstein qui mène au tourment intérieur a une fonction épistémologique, depuis le moment où il écrit les *Carnets secrets* jusqu'aux notes éparses et aux œuvres plus systématiques composées tout au long de sa vie. Donc si l'on se demande, comme il est juste de se le demander, pourquoi il faut écrire au milieu des tourments, la réponse est précisément que pour saisir quelque chose de vrai à travers l'écriture, il faut se débarrasser de toutes les fausses idéalizations, théories, schémas conceptuels dans lesquels un homme élabore une représentation fictive de lui-même et des choses, qu'il distille à partir du lieu où il s'illusionne d'être. Souffrir, se tourmenter, descendre dans les profondeurs de soi-même signifie, pour un homme, entreprendre le parcours indispensable pour atteindre son lieu éthique, exact et particulier, celui où il se trouve effectivement.

« Il est impossible – écrivait Wittgenstein en 1937 – d'écrire de manière plus vraie sur soi-même que ce que l'on est vrai soi-même. Voilà

41. Ludwig Wittgenstein, *Vermischte Bemerkungen*, op. cit., p. 63.

la différence entre écrire sur soi-même et écrire sur les objets externes. On n'écrit sur soi-même qu'à sa propre hauteur. Là, on n'est pas sur des échasses ou sur une échelle, mais sur ses pieds nus. ⁴²»

L'écriture vraie renvoie à une discipline intérieure impitoyable ainsi qu'à sa condition essentielle préliminaire. Cela signifie que, pour Wittgenstein, on ne peut jeter devant soi un idéal de vérité et ensuite *aller* à sa rencontre. Il n'existe aucun mouvement de ce genre, et l'idée même *d'aller à la rencontre de la vérité* est déjà une fausse idéalisation, l'expression d'une attitude qui superpose un idéal fictif à la réalité. Par conséquent, c'est exactement le contraire, il faut déjà *se trouver* dans la vérité. Nous n'avons pas immédiatement la vérité à disposition (sans quoi son problème n'existerait même pas), et il n'est pas non plus nécessaire chaque fois de *s'y trouver déjà depuis toujours*. On découvre chaque fois une nouvelle vérité, mais chaque fois c'est comme si on se trouvait déjà dans la vérité et non comme si on l'*atteignait*. Mais tout ceci n'a strictement rien à voir avec une conception mystique de la vérité en tant que révélation planant tranquillement au-dessus de notre tête, et nous en attente extatique de l'illumination. Au contraire, la vérité dans laquelle nous devons déjà nous trouver et habiter, pour pouvoir l'exprimer, est un état qui s'acquiert à travers une discipline intérieure impitoyable, et non, par conséquent, par une attitude extatique passive, mais par le travail de l'assujettissement intérieur de nous-mêmes.

« On ne peut pas dire la vérité si l'on ne s'est pas encore dominé soi-même. On ne *peut* pas la dire ; mais non pas parce qu'on n'est pas suffisamment intelligent. Ne peut la dire que celui qui déjà *repose* en elle ; non pas celui qui repose dans la non-vérité et depuis la non-vérité tend la main vers elle, ne serait-ce qu'une seule fois. ⁴³»

Cet assujettissement de soi-même est la condition pour pouvoir écrire exactement à *partir du lieu où l'on se trouve*, et non pas en montant sur les échasses ou les échelles ou en augmentant artificiellement notre taille. Il faut écrire du lieu où l'on est, les pieds nus, et sans grimper sur des échasses ou des échelles et sans se prendre par les cheveux en essayant de s'étirer pour paraître plus grand qu'on ne l'est. Mais c'est pourtant ce que font, pensait-il, la plupart des hommes. Et il faut

42. *Ibid.*, p. 70.

43. *Ibid.*, p. 73.

maintenant se demander ce que sont exactement ces échasses sur lesquelles montent la plupart des hommes, et particulièrement les philosophes. De la réponse à cette question nous obtenons la chose la plus importante que l'on puisse dire sur le rapport entre discipline éthique intérieure et l'œuvre philosophique telle qu'elle est techniquement définie par Wittgenstein, et donc la chose la plus importante sur Wittgenstein. Et nous obtenons en tous cas la raison pour laquelle, quand nous lisons ces *Carnets secrets* et la longue série des notes éparées, nous ne devons pas croire que nous lisons quelque chose qui serait à part ou marginal. Ces échasses, ces échelles, qui altèrent le lieu effectif d'où un homme peut parler, sont précisément les idéalizations et les sublimations constituées par les théories philosophiques. Pour confirmer cela, le moment est venu de lire non plus des notes éparées ou des carnets secrets ou des confessions mais un passage de la seule œuvre (après le *Tractatus logico-philosophicus*) que Wittgenstein ait préparée pour l'impression, à savoir les *Philosophische Untersuchungen*.

« La pensée est entourée d'un halo. Son essence, la logique, présente un ordre, de fait l'ordre *a priori* du monde : c'est-à-dire l'ordre des *possibilités*, qui doivent être communes au monde et à la pensée... Nous avons l'illusion que ce qui est particulier, profond, essentiel dans notre recherche réside dans sa tentative de saisir l'essence incomparable du langage. C'est-à-dire l'ordre existant entre les concepts de proposition, parole, preuve, vérité, expérience et ainsi de suite. Cet ordre est un *sur-ordre* (*Über-Ordnung*) – pour ainsi dire – entre des *sur-concepts* (*Über-Begriffe*). Alors que, naturellement, si les mots "langage", "expérience" et "monde" ont un emploi, celui-ci doit être tout aussi humble que celui des mots "table", "lampe", "porte". ⁴⁴»

Il existe, c'est ce que je pense, un lien essentiel entre la conduite de la rigueur éthique sans merci recommandée par Wittgenstein, son exigence à régler ses comptes avec lui-même et son refus du travail philosophique, quand celui-ci assume la forme d'une théorie sur le langage et sur les fondements des mathématiques. Wittgenstein a vu dans la construction des théories philosophiques une forme de *sublimation* et d'*idéalisation* de nos concepts, de nos pratiques linguistiques. Les

44. Ludwig Wittgenstein, *Philosophische Untersuchungen*, Oxford 1953, I, sec. 97. [*Recherches Philosophiques*, Gallimard, Paris, 1975].

théories philosophiques sont précisément ces échasses et ces échelles sur lesquelles les hommes montent, spécialement quand ils font de la philosophie, pour imposer des modèles idéaux fictifs à la réalité, aux pratiques de langage et aux circonstances de la vie. Construire des théories philosophiques, pensait-il, c'était superposer un idéal à la réalité, précisément dans le sens où les philosophes ne se limitent pas à se servir de modèles ou de schémas idéaux (ce qui est indispensable), mais substituent une idée, un modèle pour représenter la réalité, à la réalité elle-même et, dans ce sens, leurs théories constituent autant de *sublimations* des instruments intellectuels avec lesquels ils travaillent. « Nous vivons justement avec cette idée : que l'idéal "doit" se trouver dans la réalité. ⁴⁵»

Les théories philosophiques sont des illusions et des sublimations parce qu'elles veulent saisir, par des visions englobantes et totalisantes, une variété d'usages linguistiques qui sont des manifestations de la vie et qui ne se laissent pas assujettir à un schéma idéal et préétabli *a priori*. C'est pour cette raison que Wittgenstein a considéré les théories philosophiques comme des échasses ou des échelles qui altèrent la grandeur de l'homme qui y monte *et mystifie le lieu d'où il parle*. Et alors, la recommandation de Wittgenstein de *descendre en soi-même*, même si elle est douloureuse, signifie qu'il faut faire redescendre les hommes, et spécialement les philosophes, des échasses et des échelles sur lesquelles ils sont montés avec l'illusion de dire quelque chose de plus élevé qu'eux-mêmes. Et si on se demande, comme je crois qu'on doit le faire, de quelle *douleur* il s'agit précisément quand Wittgenstein dit que, pour ne pas être superficiels, il faut descendre en soi-même (*in sich selbst heruntersteigen*) même si c'est douloureux, il faut répondre qu'il s'agit d'une douleur qui investit directement le champ de notre affectivité, et non pas d'un échec ou d'un insuccès intellectuel. La douleur, vers laquelle Wittgenstein aurait voulu diriger chaque homme si celui-ci veut dire quelque chose de vrai, correspond à l'état dans lequel un homme, en descendant des échasses de la sublimation de ses propres idéaux, accomplit le renoncement aux sentiments qu'il avait investis dans ses idéaux illusoire. Quand il était encore sur ses échasses, *dans le lieu de sa fausse hauteur*, celui-ci pourra avoir constaté qu'un certain modèle idéal ne fonctionnait pas et en arriver à dire que

45. *Ibid.*, I, sec. 101.

« la logique est un enfer » (*logic is hell*) comme Russell l'avait *effectivement* dit, se rendant compte qu'à la logique, qui prétend gouverner le langage entier, échappent inévitablement de nouveaux phénomènes expressifs qui ne se laissent pas assujettir à l'explication préparée *a priori* ⁴⁶. Mais celui-ci, plutôt que de renoncer à son modèle ou de le modifier, pourrait finir – comme le font la plupart des philosophes – par le sublimer ⁴⁷. Et même, plus un modèle est inadéquat mais est fort l'investissement affectif dirigé sur lui, plus forte est la tendance à le sublimer. C'est ce qu'a fait chaque homme, surtout s'il est philosophe, si bien qu'il est resté sur les échasses de ses idéalizations. Redescendre des échasses pour revenir au lieu qui correspond à sa vraie hauteur n'implique pas qu'un homme se *sacrifie intellectuellement*, mais qu'il *renonce au sentiment* investi dans l'idéal monté sur échasses. Cet homme s'était barricadé à l'intérieur de son idéal parce qu'il *voulait* y être enfermé et parce qu'il était attaché à lui au point de vouloir s'y enfermer. En sortir ne sera pas pour lui le sacrifice de son intelligence, mais de son cœur.

« Comme je l'ai souvent dit – écrit Wittgenstein dans le *Big Typescript* –, la philosophie ne réclame de ma part aucun sacrifice parce que je ne me refuse pas la possibilité de dire quoi que ce soit, mais simplement je renonce à certaines combinaisons de mots en tant qu'ils sont privés de signification. Pourtant, dans un autre sens, la philosophie exige un renoncement, mais un renoncement du sentiment et non de l'intellect. C'est peut-être ce qui rend la chose si difficile pour bien des gens. Il est tout aussi difficile de s'abstenir de l'emploi d'une expression que de retenir ses larmes ou de retenir sa colère. ⁴⁸»

En allant plus loin, nous pouvons assister dans l'œuvre de Wittgenstein à l'élaboration qui soude l'instance éthique de la recherche sans merci et radicale sur soi-même, et du règlement de comptes avec soi-même,

46. Ludwig Wittgenstein, *Vermischte Bemerkungen*, *op. cit.*, p. 63.

47. « Le danger commence lorsque nous notons que le vieux modèle est inadéquat et qu'alors, plutôt que de le modifier, pour ainsi dire nous le sublimerons. Tout ce que la philosophie peut faire, c'est détruire les idoles. Et ceci signifie ne pas en construire de nouvelles – disons "de l'absence d'idoles" », Wittgenstein, MS 213, p. 434-35, cité par A. Kenny, « Wittgenstein on the Nature of Philosophy », in *Wittgenstein and his Times*, B.F. McGuinness (dir.), Oxford 1982, p. 19.

48. MS 213, p. 406, *ibid.*, p. 16.

à l'analyse technique de sa grammaire philosophique. Le but de tout le travail intellectuel de Wittgenstein consiste dans la *thérapie de ces maladies philosophiques* suscitées par un abus de notre langage. Un abus et une mauvaise interprétation de notre langage qui, pour Wittgenstein, prennent leur origine dans les illusions, dans le manque de courage nécessaire pour reconnaître le lieu éthique d'où l'on parle. Ainsi Wittgenstein écrivait dans les *Philosophische Untersuchungen* : « Le traitement d'une question par un philosophe est comme le traitement d'une maladie. ⁴⁹» L'analyse du langage que produit la grammaire philosophique est une sorte de *thérapie psychanalytique* parce qu'elle doit rendre explicite et consciente l'origine d'un facteur inconscient qui tenait les hommes prisonniers et engendrait leurs non-sens, leurs faux problèmes et leurs illusions. Wittgenstein avait déclaré vouloir soulever précisément ces problèmes que les enfants se posent lorsque, par exemple, ils apprennent les mathématiques, et auxquels l'enseignement scolaire ne fournit aucune réponse, ces problèmes que l'enseignement scolaire non seulement ne résout pas mais tend même à réprimer. L'analyse philosophique de Wittgenstein est une sorte de thérapie psychanalytique dans le sens où celle-ci fait ressortir des questions que les hommes ont réprimées dans le cours de leur enfance. Plus précisément, l'aspect psychanalytique de la thérapie philosophique wittgensteinienne consiste exactement dans une pratique d'analyse qui, plutôt que de s'en tenir à de fausses rationalisations de questions et de doutes laissés dramatiquement *irrésolus*, et plutôt que de s'en tenir aux *réponses* apportées ordinairement à ces questions et à ces doutes, *veut faire émerger ces questions et ces doutes pour les faire parler par eux-mêmes, pour savoir ce qu'ils veulent, pour savoir quelle voie ceux-ci voudraient prendre*. L'enseignement scolaire, en revanche, parle à la place de ces doutes et de ces questions, *elle parle pour eux*, et ainsi nous ne savons pas ce que ces questions et ces doutes veulent exactement dire. Ainsi questions et doutes deviennent des contenus réprimés dans notre esprit. Au lieu de la personne qui parle à la place des questions et des doutes, se substituant à ceux-ci, Wittgenstein aurait voulu redonner la parole à ces questions et à ces doutes.

« Le mathématicien – dit Wittgenstein dans la *Philosophische Grammatik* – doit avoir en horreur mes élaborations mathématiques;

49. I, sec. 255 ; aussi, I, sec. 118-19, 133.0, *ibid.*, p. 4.

en effet, son instruction l'a toujours dissuadé de s'abandonner à des pensées et à des doutes comme ceux que moi je développe. Il a appris à les considérer comme quelque chose de suspect et, pour employer une analogie tirée de la psychanalyse (ce paragraphe est une réminiscence de Freud), il a conservé une forme de dégoût face à ces choses comme si elles étaient quelque chose d'infantile. C'est-à-dire que je développe tous ces problèmes qu'un enfant, en apprenant les mathématiques, etc., perçoit comme une difficulté et que l'enseignement réprime (*unterdrückt*) sans les résoudre. Je dis donc à ces doutes réprimés (*unterdrückten Zweifeln*) : "Vous avez raison, demandez et exigez des éclaircissements !" ⁵⁰»

L'élément réprimé, qui engendre non-sens et malaises intellectuels, doit être rendu manifeste et patent. L'affinité de la méthode de Wittgenstein avec celle de Freud est, de plus, éclairée par les circonstances selon lesquelles l'analyse logico-linguistique, pour Wittgenstein, ne doit pas se limiter à décrire une *erreur* mais doit en indiquer aussi l'*origine*, c'est-à-dire qu'elle doit montrer l'*erreur* avec la *source* dont elle provient, parce que ce n'est qu'ainsi que le sujet d'un malentendu philosophique peut s'en libérer. Dans les « Remarques sur le *Rameau d'Or* », Wittgenstein écrit ceci : « On doit commencer par l'erreur pour la mener à la vérité. C'est-à-dire que l'on doit découvrir la source de l'erreur, autrement cela ne sert à rien d'entendre la vérité. Celle-ci ne peut pas pénétrer, si quelque chose occupe sa place. Pour convaincre quelqu'un de la vérité, il ne suffit pas de constater la vérité, mais il faut trouver la voie qui va de l'erreur à la vérité. ⁵¹» C'est une circonstance des plus décisives, celle où le sujet en proie à des inquiétudes, des malaises et des crampes intellectuelles, *fait sien* la reconstruction qui lui est proposée de son erreur. Qu'il dise, par exemple : « Oui, c'est ce que je pense, c'est exactement ce que je pense. »

« Nous ne pouvons convaincre quelqu'un de son erreur que s'il la reconnaît comme l'expression correcte de ce qu'il sent. La question

50. Ludwig Wittgenstein, *Philosophische Grammatik*, Frankfurt a.M., 1969, p. 381-382 [*Grammaire philosophique*, Gallimard, Paris, 1980].

51. Ludwig Wittgenstein, « Bemerkungen über Frazers "The Golden Bough" », in *Synthese*, XVII, 1967, p. 234 [*Philosophica III. Conférence sur l'éthique, Remarques sur le « Rameau d'or », cours sur la liberté de la volonté*, TER, Mauvezin, 2001].

est : ce n'est que lorsqu'il la reconnaît comme telle que celle-ci se révèle comme l'expression correcte (psychanalyse).⁵²»

L'exigence de descendre dans les profondeurs de soi-même pour ne pas se révéler superficiel et victime de fausses conceptions auxquelles nous donnons une expression quand nous montons sur les échasses de la philosophie et de toute idéalisation n'avait donc pas été un thème existentiel de la vie privée de Wittgenstein, parce que c'est aussi la graine à partir de laquelle s'est développée la méthode de son travail philosophique. Dans les mains de Wittgenstein, la philosophie n'est plus une activité constructrice de théories et, dans ce sens, elle n'existe pas non plus au-delà de ses propres problèmes et ne fournit en propre aucune nouvelle information⁵³; elle *résout* plutôt les problèmes en les *dissolvant* dans une disposition de ce qui était déjà connu et vu.

« La philosophie – écrit Wittgenstein – n'est autre que les problèmes philosophiques, les inquiétudes individuelles particulières que nous appelons “problèmes philosophiques.”⁵⁴» Cette activité de dissolution sans merci des problèmes philosophiques est reliée, pour Wittgenstein, à la volonté et à la capacité de descendre dans la profondeur des fondements grammaticaux qui – de la même manière que tous les autres problèmes de la vie – ne peuvent se résoudre qu'en profondeur. « Les problèmes de la vie – dit Wittgenstein – sont insolubles en surface (*Oberfläche*) et ne doivent se résoudre qu'en profondeur (*Tiefe*). Dans les dimensions de la surface ceux-ci sont insolubles.⁵⁵» *Surface* et *profondeur* sont des niveaux distincts de la vie, de même qu'ils sont des niveaux distincts des expressions qui peuvent se former par l'intermédiaire du langage. Ce qui sépare la surface de la profondeur et qui fait qu'un homme s'arrête sur la première, plutôt que de descendre dans l'autre, est encore essentiellement une question de courage. Et, alors, exactement de la même manière que celui qui n'est pas disposé à descendre en lui-même finit par rester superficiel même dans son écriture⁵⁶, de même, celui qui construit ces sublimations d'un idéal

52. Ludwig Wittgenstein, MS 213, p. 410, in A. Kenny, « Wittgenstein on the Nature of Philosophy », *op. cit.*, p. 4.

53. Ludwig Wittgenstein, *Philosophische Untersuchungen*, cit., I, sec. 109 et 122.

54. Ludwig Wittgenstein, *Philosophische Grammatik*, *op. cit.*, p. 193 ; *Philosophische Untersuchungen*, *op. cit.*, I, sec. 92.

55. Ludwig Wittgenstein, *Vermischte Bemerkungen*, *op. cit.*, p. 140.

56. Note 40.

que sont les théories philosophiques, plutôt que de descendre dans la *grammaire profonde* (*Tiefengrammatik*), finit par pratiquer une *grammaire superficielle* (*Oberflächengrammatik*)⁵⁷. Qui se berce des illusions de ses propres sublimations en se hissant sur les échasses des théories philosophiques, plutôt que de descendre impitoyablement dans les profondeurs de lui-même, finit fatalement par être la victime de ses *illusions grammaticales* (*grammatische Täuschungen*)⁵⁸.

L'illusion grammaticale – c'est-à-dire la vision de la vie altérée par l'ambition, qui est « la mort de la pensée » parce que nous voulons voir dans la réalité par arrogance ou parce que nous ne voulons pas souffrir – est le signe, dans tous les cas, d'un acte de courage manqué.

Le courage d'être, la conviction qu'aucun homme ne peut écrire quelque chose de plus grand ou de meilleur que ce qu'il est effectivement, sont des thèmes profondément enracinés dans la culture autrichienne à laquelle appartenait aussi Wittgenstein. Un impératif éthico-linguistique est au centre des écrits théoriques de Karl Kraus, qui avait écrit ceci : « Il y a une chose sur laquelle je ne peux passer : qu'une ligne entière puisse être écrite par une moitié d'homme. Qu'une œuvre soit édifiée sur un caractère qui est comme sable balayé par le vent. »⁵⁹

Pour Kraus, le langage peut saisir une vérité dans la mesure où il est pratiqué et analysé avec courage. Ainsi avait-il écrit : « Nous devons être courageux (*mutig*) et nous occuper de grammaire. »

57. Ludwig Wittgenstein, *Philosophische Untersuchungen*, op. cit., I, sec. 664.

58. *Ibid.*, I, sec. 110.

59. Karl Kraus, né le 28 avril 1874 à Gitschin (Bohème), mort à Vienne le 12 juin 1936, écrivain, poète et essayiste de grande importance dans la littérature de langue allemande des premières décennies du xx^e siècle, il exerça un rôle intellectuel et politique très influent surtout à travers la revue *Die Fackel* [*Le Flambeau*], publiée de 1899 à 1936, dont il fut le fondateur, l'éditeur et, à partir de 1911, le seul auteur. Maître de l'art de l'aphorisme, champion de la centralité du phénomène linguistique, tant d'un point de vue esthétique que d'un point de vue moral, avec son style satyrique et caustique, Kraus soumet à une critique radicale et impitoyable, la culture et la politique de la bourgeoisie autrichienne, dans laquelle il discernait la menace de la destruction des valeurs les meilleures de la tradition autrichienne, destruction qui allait ensuite se réaliser dans l'avènement de l'antisémitisme et du nazisme. Kraus affirma que l'Autriche de son temps constituait un laboratoire de la destruction mondiale.

L'emploi approprié et efficace du langage reposait, pour Kraus, sur une motivation éthique et la vérité résidait dans une forme de langage centrée éthiquement. Dans le langage, l'homme rencontre le miroir de son propre destin éthique : à travers l'emploi impropre et l'abus de mots, il dit un mensonge et commet un crime dont il porte la faute ; à travers l'emploi approprié du langage dans sa profondeur, l'homme retrouve la possibilité de réveiller des pensées authentiques. Pour Kraus, l'homme qui emploie les mots avec un engagement éthique libère le langage de sa tétanie (*Starrkrampf*) et, à son tour, le langage le récompense en lui donnant *une pensée* en échange de chaque proposition. Wittgenstein aurait écrit que son analyse a pour but de supprimer les crampes et les bosses que l'homme attrape quand, en déformant l'emploi du langage, il fait de la philosophie⁶⁰.

Le thème du courage, comme condition essentielle de la conduite éthique et de l'écriture authentique, avait été affronté également par Otto Weininger aussi bien dans *Geschlecht und Charakter*, que dans *Über die letzten Dinge*⁶¹. On peut dire que Wittgenstein a passé une grande partie de sa vie à repenser aux problèmes posés par Weininger ; ce qui est méconnu et, comme tel, engendre la peur, appartient, selon Weininger, à la sphère de l'inconscient (*Unbewusstes*). Par conséquent,

60. Ludwig Wittgenstein, *Vermischte Bemerkungen*, *op. cit.*, 147 & *Philosophische Untersuchungen*, *op. cit.*, I, sec. 119 ; Karl Kraus, *Nachts*, Vienne 1919, p. 210 & *Die Fackel* (1912, p. 12 et 1934, p. 168) ; *Sprüche und Widersprüche*, Vienne 1909, p. 190.

Wittgenstein souligne l'influence de Karl Kraus et, pour ce qui suit, d'Otto Weininger, dans une note de 1931 intégrée dans les *Vermischte Bemerkungen*, *op. cit.*, p. 43.

61. Otto Weininger, né à Vienne le 3 avril 1880, est mort à Vienne, suicidé, à l'âge de 23 ans, le 4 octobre 1903. Fils d'un artisan juif aisé, il soutint sa maîtrise de philosophie à Vienne en 1902 et, l'année suivante, publia l'œuvre qui devait tout de suite le rendre célèbre en lui assurant aussi un nombre exceptionnel de lecteurs, *Geschlecht und Charakter* [*Sexe et Caractère*]. Weininger y soutenait que tous les êtres vivants sont constitués d'un mélange d'éléments masculins (logique, rationalité, moralité, productivité) et d'éléments féminins (irrationnalité et immoralité). Dans un recueil posthume, *Über die letzten Dinge* [*Des fins ultimes*], il développa la thèse d'un symbolisme universel : à travers un système de correspondances, les plantes y représentent les tendances névrotiques et les animaux les tendances criminelles des hommes.

quiconque renonce par peur à explorer son propre inconscient renonce aussi à la valeur et à l'indépendance de son existence ; perd sa propre liberté, devient un *lâche* (*feige*).

« C'est pourquoi il faut surmonter sa peur seulement à travers la conscience sûre de sa propre valeur... La peur face à ce qui est inconnu (*Unbekanntes*) est la peur face à l'inconscient ; en fait, l'homme ne se libère que par rapport à ce dont il est conscient. ⁶²» Pour Weininger, la grandeur (*Grösse*), la pureté (*Reinheit*) et le génie (*Genialität*) ne sont pas – de même qu'ils ne le seront pas pour Wittgenstein – des états qui peuvent être atteints grâce à l'habileté et au talent. Le courage – dont Wittgenstein avait commencé à parler avec une sorte d'exaltation à partir des *Carnets secrets* – était aussi pour Weininger la marque de l'homme grand, pur et génial. Et, pour Weininger, la quantité de courage constituait la condition décisive qui déterminait la qualité d'un homme.

« La quantité de courage (*das Quantum Mut*), que possède un homme, est le signe le plus sûr de sa grandeur, pureté et génialité. ⁶³» Wittgenstein était parvenu à la même conclusion quand il notait : « On pourrait dire : "Le génie est le courage du talent." ⁶⁴» Aussi bien Weininger que Wittgenstein distinguaient le talent et la capacité, du génie. Le talent et la capacité ne suffisent pas à constituer la figure du génie si ceux-ci ne sont pas pratiqués avec courage, c'est-à-dire s'ils ne sont pas soutenus par la disposition éthique d'un homme à se rassembler en lui-même, et à régler ses comptes avec lui-même. Dans sa *confession* (comme nous l'avons vu précédemment), Wittgenstein avait dénoncé sa propre faute de ne pas avoir suffisamment clarifié pour les autres son origine juive. Le problème de la lâcheté, l'exigence du courage nécessaire pour reconnaître son propre caractère *pour ce qu'il est, et non pour ce que l'on voudrait qu'il soit*, se révèlent liés au problème du judaïsme. Mais l'étroit enchaînement des idées de courage, de lâcheté, de connaissance de soi et de judaïsme avait été aussi l'un des thèmes fondamentaux de *Geschlecht und Charakter* de Weininger. Certes, Wittgenstein *ne s'était jamais posé la question d'effacer ou de surmonter le*

62. Otto Weininger, *Über die letzten Dinge*, Munich 1980, p. 148 et 154-155 [*Des fins ultimes*, L'Âge d'Homme, Lausanne, 1981].

63. *Ibid.*, p. 154 ; cf. p. 143, 155-156 & 158.

64. « *Man könnte sagen : "Genie ist Mut im Talent"* », Ludwig Wittgenstein, *Vermischte Bemerkungen*, op. cit., p. 79 ; cf. p. 87.

judaisme (contrairement à ce qu'avait cru Weininger), mais plutôt celle de *le reconnaître* simplement. La lâcheté de Wittgenstein avait consisté dans son attitude à ne pas vouloir reconnaître le trait de son judaïsme. Weininger, en revanche, tout en assumant la notion du judaïsme, non comme un fait anthropologique mais comme un concept éthique et psychologique, avait considéré que le judaïsme était un état ou une condition de l'esprit humain qui devait être dépassé. Substantiellement, le juif, pour le juif Weininger, vit dans la catégorie du genre (*Gattung*), c'est donc un être dépourvu d'individuation⁶⁵. Le juif désigne l'homme qui n'a pas encore réussi à se former en tant qu'individu, comme être indépendant des circonstances extérieures spatio-temporelles. Le judaïsme n'était pas, pour Weininger, une catégorie anthropologique mais un état qui doit être dépassé. Mais pour le dépasser, il faut que le juif engage une lutte sans merci contre lui-même, au cours de laquelle il doit se vaincre lui-même. « Dans ce but, il est nécessaire avant tout que les juifs se comprennent eux-mêmes, qu'ils se connaissent et combattent contre eux-mêmes, qu'ils veuillent dépasser *en eux-mêmes* le judaïsme. ⁶⁶»

Pour Wittgenstein, il ne s'agit pas de dépasser l'élément du judaïsme, qui ne constitue pas en lui-même *une faute*, mais seulement *une différence*. Toutefois, l'exigence éthique et psychologique de descendre en soi-même et d'engager courageusement un combat avec soi-même se manifeste en formulations qui renvoient, par certains aspects, à celles de Weininger. Wittgenstein avait insisté de manière obsessionnelle, des *Carnets secrets* jusqu'à sa mort, sur l'exigence indispensable pour un homme d'affirmer *sa propre* différence. Et donc : ne pas se laisser influencer par les autres ; ne jamais se laisser guider par l'exemple des autres mais par sa propre nature ; ne pas jouer avec la profondeur de l'autre ; sauvegarder sa propre unicité en évitant de considérer son propre caractère de l'extérieur ; ce qui nous vient des autres ne sont que des coquilles d'œuf (*Eierschalen*) ; le courage est toujours originalité ; écrire d'une manière qui provienne *de l'intérieur*. Si, pour Weininger, le judaïsme est une faute, pour Wittgenstein ce n'est donc qu'une différence, et la faute consiste uniquement dans la tentative d'effacer cette

65. Otto Weininger, *Geschlecht und Charakter*, Vienne/Leipzig, 1923, p. 166 [traduction française partielle, *Sexe et Caractère*, L'Âge d'Homme, Lausanne, 1989].
66. *Ibid.*, p. 414.

différence en parlant des juifs, de la part des juifs comme des non-juifs, avec des critères étrangers à ceux auxquels ils appartiennent, avec comme résultat une sur-évaluation ou une sous-évaluation (deux modes alternatifs, mais également destinés à en préparer la persécution, c'est ce que je pense). Dans la confession écrite au cours des années 1930, Wittgenstein avait admis sa propre lâcheté pour ne pas avoir suffisamment éclairci, face aux autres, sa propre origine juive. Dans diverses notes qui remontent aux mêmes années, Wittgenstein avait analysé les traits intellectuels du judaïsme dans lesquels il avait reconnu la nature de son propre travail philosophique. Le juif, comparé à une lande déserte (*eine wüste Gegend*), abritant sous sa surface rocailleuse les masses incandescentes et fluides de l'élément spirituel, a pour Wittgenstein un talent (*Talent*) reproducteur (*reproduktiv*) et est dépourvu de génie (*Genie*) créatif.

« Le "génie" juif n'est qu'un saint. Le plus grand penseur juif n'est qu'un talent. (Moi, par exemple). Le juif – ainsi pensait Wittgenstein – n'est pas capable de faire pousser une petite herbe ou une fleur, mais il est celui qui est capable de reproduire la petite herbe ou la fleur poussées dans l'esprit des autres, et il est ainsi capable de délimiter une image d'ensemble (*ein umfassendes Bild*).

Il est typique de l'esprit juif de comprendre l'œuvre d'un autre mieux que celui-ci ne réussit à la comprendre.⁶⁷ Dans la figure du juif – qui apparaît comme l'homme qui n'a ni racines, ni fondements, qui doit soutenir *sa cause sur le vide* et qui ne dispose que de la perspective à partir de laquelle il comprend ce que les autres hommes construisent –, Wittgenstein fixait le sommet de son propre travail philosophique et, par conséquent, le concept de *l'image d'ensemble, du regard d'ensemble* (*Überblick*). Même la position primordiale accordée à la *description* plutôt qu'à l'*explication*, c'est-à-dire de l'activité théorique constructive qui en vient à être complètement discréditée, est encore, de la part de Wittgenstein, le signe de l'interprétation de son travail philosophique comme une manifestation de la vie juive. Ainsi, non pas construire, non pas inventer des modèles théoriques mais établir analytiquement des *liens intermédiaires*, des liens qui relient un signe à l'autre pour dessiner l'image d'ensemble et claire de la forme de vie dans laquelle les hommes sont immergés. Tout ceci est le destin juif

67. Ludwig Wittgenstein, *Vermischte Bemerkungen*, op. cit., p. 32, 43-44.

que Wittgenstein avait assigné à son propre travail philosophique pour exprimer, par ce travail, ce qu'il était effectivement et devenir ainsi un homme honnête, décent et meilleur.

Dans *Sexe et Caractère*, Weininger avait caractérisé l'homme génial comme l'homme qui se soustrait à l'influence des circonstances extérieures, qui, comme lui, se soustrait même à la grandeur conçue de l'extérieur pour réaliser sa pure grandeur intérieure.

« Le génie excelle dans plus d'un sens, précisément par le renoncement à toute grandeur de l'extérieur (*alle Grösse nach aussen*) et par la pure grandeur intérieure (*die reine innere Grösse*).⁶⁸» Pour Weininger, l'homme qui réussit à descendre dans sa profondeur intérieure, qui est le signe de sa grandeur, est l'homme qui remporte une victoire sur le temps. La mémoire (*Gedächtnis*), dans laquelle l'homme se rassemble lui-même en se soustrayant au flux des événements particuliers et isolés, constitue « la pleine victoire sur le temps ». Le génie était donc, pour Weininger, « l'homme proprement atemporel⁶⁹». Wittgenstein avait lui aussi, à partir des *Carnets secrets*⁷⁰, manifesté le besoin de se soustraire aux circonstances de la vie extérieure pour donner l'assaut à son problème et se rassembler dans son intériorité, pour pouvoir vivre dans ce présent (*Gegenwart*) qu'est la vie intérieure propre de l'esprit (*Geist*)⁷¹. L'homme atemporel de Weininger est l'homme doué de génie, capable, par l'intermédiaire de la mémoire, de rassembler et de relier, dans un cadre d'ensemble, les différentes expériences séparées et discontinues : « Les moments temporels particuliers de la vie ne sont pas donnés dans la mémoire de l'homme doué comme des points isolés... L'observation de soi (*Selbstbeobachtung*) fait au contraire que les expériences particulières vécues apparaissent comme liées d'une manière absolument énigmatique ; les événements ne se succèdent pas comme les tic-tacs d'une montre mais défilent ensemble dans un flux unitaire, dans lequel il n'y a pas de discontinuité. Cette continuité authentique peut rassurer l'homme quant au fait qu'il vit.⁷²» Cette idée de Weininger, selon laquelle la recherche intérieure de soi-même,

68. Otto Weininger, *Geschlecht und Charakter*, op. cit., p. 172.

69. *Ibid.*, p. 166 et 168.

70. *Carnets secrets*, les notes, par exemple, des 11.10.1914 et 04.11.1914.

71. *Ibid.*, note du 12.10.1914.

72. Otto Weininger, *Geschlecht und Charakter*, op. cit., p. 152.

menée avec courage, conduit à une vision d'ensemble des expériences de la vie, se reflète dans le parcours de la recherche de Wittgenstein, puisque, pour lui aussi, descendre en soi-même, se rassembler avec un courage sans merci, est un processus tourmenté à l'extrême, duquel jaillit comme une fleur la représentation claire (*die übersichtliche Darstellung*)⁷³, qui est le but essentiel de son travail philosophique. La recherche des liens, des passages intermédiaires entre les données éparses de notre vie dans un regard d'ensemble (*Überblick*), est l'élément dans lequel se définit, pour Wittgenstein, la fonction même de la philosophie⁷⁴. « Le concept de représentation claire est pour nous d'une importance fondamentale. Il désigne notre forme de représentation, la manière dont nous voyons... Cette représentation claire fournit la compréhension, qui consiste précisément dans le fait que nous "voyons des liens" (*Zusammenhänge sehen*).⁷⁵»

Pour Wittgenstein, la recherche philosophique ne devait donc pas s'exprimer dans des termes de théories, d'hypothèses et de constructions systématiques érigées sur quelque fondement, parce que c'est précisément à cause de l'idée même de la *construction d'une théorie philosophique* que la philosophie devient un problème pour elle-même. Les théories philosophiques, nous l'avons vu précédemment, sont ces échasses (*Stelzen*) sur lesquelles les hommes grimpent pour construire leurs illusions, leurs idoles et pour écrire quelque chose qui diffère de ce qu'ils sont effectivement. Même l'*explication* devait, selon Wittgenstein, disparaître du travail philosophique pour faire place à la simple *description*, parce que la tentative d'expliquer, c'est-à-dire d'indiquer des liens causals sur la base d'un modèle théorique philosophique, constitue en soi une distorsion de la variété des manifestations de la vie humaine. Le besoin de l'explication philosophique exprime l'anxiété de déterminer un fondement pour chaque chose, puisque, sans ce fondement présumé, manque le courage de vivre. C'est ainsi qu'il écrivait : « Chaque explication (*Erklärung*) doit disparaître et seule la description (*Beschreibung*) doit lui succéder.⁷⁶» Par conséquent, ce

73. Ludwig Wittgenstein, *Philosophische Untersuchungen*, op. cit., I, sect. 122.

74. Sur ce point lire Aldo Gargani, *L'Étonnement et le hasard*, op. cit., chapitre X.

75. Ludwig Wittgenstein, « Bemerkungen über Frazers *The Golden Bough* », op. cit., p. 241.

76. Ludwig Wittgenstein, *Philosophische Untersuchungen*, op. cit., I, sect. 109.

sacrifice de la *volonté* et du *sentiment*, et non de l'*intellect*, que le travail philosophique exige de nous est strictement lié à la tâche descriptive que, depuis lors, Wittgenstein a attribué à l'analyse philosophique, c'est-à-dire la description de la forme de vie (*Lebensform*) dans laquelle un individu est plongé. « Ce qui doit être accepté, le donné – pourrait-on dire – ce sont les formes de vie. ⁷⁷ »

Que le travail du philosophe s'exprime comme description, et non comme explication, c'est précisément ce qui correspond à l'exigence, répétée et affirmée, avec insistance par Wittgenstein, selon laquelle un homme doit exactement dire *ce qui est*, plutôt que de produire une idéalisation, une sublimation de soi au milieu des explications, hypothèses et théories. Dans ce sens, la clarté à laquelle nous aspirons doit être une clarté complète ⁷⁸. Cette exigence éthique donne forme à la sémantique de Wittgenstein et s'exprime dans la conception selon laquelle les expressions de notre langage n'ont exclusivement de signification que dans un contexte; c'est-à-dire que le sens d'une parole, d'une proposition, est illuminé par les alentours de la forme de vie à laquelle elle appartient. Et nous devons parler des mots et des propositions de la même manière que nous parlons dans la vie de tous les jours, comme cela se passe dans les manifestations de la vie ordinaire ⁷⁹. Née de la motivation de dire ce qui est et de ne pas se duper en racontant des mensonges et en jouant avec la *profondeur des autres* plutôt qu'avec la *sienne propre*, la philosophie de Wittgenstein n'interfère pas avec l'usage du langage, elle n'en donne aucune fondation, elle « laisse chaque chose comme elle est », elle laisse aussi les mathématiques en l'état, et d'ailleurs les mathématiques ne peuvent pas faire avancer la philosophie ⁸⁰.

Ce que Wittgenstein a fixé, de manière tourmentée, c'est un *paradigme profond de la signification*, en tant qu'il s'agit d'un paradigme sémantique enraciné dans la tâche qui consiste à tracer une vision d'ensemble claire qui se déploie le long d'un tracé de *relations internes* reliant, l'un à l'autre, les aspects des choses ⁸¹. Voir était précisément, pour Wittgen-

77. *Ibid.*, II, p. 226.

78. *Ibid.*, I, sect. 132-133.

79. *Ibid.*, I, sect. 108.

80. *Ibid.*, I, sect. 124.

81. Sur la notion de relation interne, lire Gargani, « Internal Relations, Syntax and use in Wittgenstein's Philosophical Analysis », in *Epistemology and*

stein, *composer* ensemble et relier dans un contexte les aspects des choses qui s'illuminent à travers leurs relations internes. De cette manière, le travail philosophique s'était révélé pour Wittgenstein comme une sorte d'activité composite ; mais en disant que la philosophie était une composition (*dichten*), Wittgenstein mettait en évidence le rapport de son travail avec le présent, le futur ou le passé, et cela était aussi une partie de sa nouvelle confession, et précisément parce qu'il n'avait pas réussi à faire ce qu'il avait voulu. Mais ceci était ce que lui-même était effectivement, et c'était donc *ceci* seulement qu'il pouvait dire.

« Je crois pouvoir résumer ma position par rapport à la philosophie en disant : la philosophie ne devrait proprement n'être que *composer* (*dichten*). Il me semble qu'à partir de cela devrait se révéler dans quelle mesure ma pensée appartient au présent, au futur ou bien au passé. En fait, avec cela, j'ai aussi reconnu que je suis quelqu'un qui ne réussit pas complètement à faire ce qu'il désire. ⁸²» Le regard d'ensemble de la vision claire a ses racines dans la profondeur où un homme est capable de descendre avec courage. Dans cette profondeur, ce que nous trouvons, c'est *l'écho d'une pensée*. En effet, le regard d'ensemble, la vision claire n'est pas une structure déjà organisée de choses et d'événements tels qu'il suffit d'ouvrir un œil pour que tout devienne clair et que l'on y voie. Non, le monde, les différentes manifestations de la vie sont une variété de signes qui se relient et se dirigent dans une forme unitaire seulement à partir d'une expérience intérieure de nous-mêmes ⁸³.

La signification d'un signe, d'une expression, de la physionomie d'une chose ou d'une personne jaillit pour Wittgenstein dans l'illumination (*Aufleuchten*) d'un aspect de la vie qui n'est pas une propriété externe d'un objet, d'un événement, d'un homme, mais qui consiste dans la relation interne dans laquelle un objet, un événement, un homme sont reliés à d'autres objets, événements, hommes. Voir, comprendre une signification, n'est pas voir un signe, en soi indépendant et isolé, mais c'est toujours voir le signe dans un contexte, dans sa connexion avec d'autres signes. Le regard perspicace jaillit d'une pensée qui est

Philosophy of Science, Vienne 1983, p. 482-87 ; « Wittgenstein on International Acts », in *Aesthetics/Ästhetik*, Vienne 1984, p. 211-217.

82. Ludwig Wittgenstein, *Vermischte Bemerkungen*, *op. cit.*, p. 53.

83. Ludwig Wittgenstein, « Bemerkungen über Frazers *The Golden Bough* », *op. cit.*, p. 249.

comme un écho qui résonne au long d'un tracé de relations internes au long duquel un signe, un aspect sont reliés à d'autres signes, à d'autres aspects. *Une pensée qui résonne comme un écho (ein nachhallender Gedanke) est la pensée qui s'illumine dans la vision*⁸⁴. La signification d'une expression, d'une image, devient donc la physionomie d'une pensée en écho dans laquelle un concept trouve sa propre place à côté d'autres concepts de l'expérience. La pensée elle-même était devenue pour Wittgenstein le fait de se souvenir. La pensée est une mémoire ; qui est la mémoire selon laquelle nous interprétons et nous voyons les choses telles que nous les interprétons⁸⁵.

Les objets ont leurs propriétés physiques objectives, mais les aspects selon lesquels nous les percevons ne sont pas à leur tour les propriétés des objets, mais plutôt les relations que ces objets ont avec d'autres objets⁸⁶, à partir d'une perspective intérieure qui est notre manière d'interpréter. La pensée elle-même devient ainsi pour Wittgenstein la résonance des signes qui renvoient l'un à l'autre de l'intérieur. *Penser c'est donc se souvenir*, parce que je ne pourrais pas faire l'expérience d'un événement comme terrible, inquiétant, aucunement banal, si celui-ci n'était pas l'écho d'une chose terrible et d'une inquiétude qui sont déjà en moi. N'est-ce pas pour cela, en effet, que Wittgenstein avait passé sa vie entière à insister sur le fait que, pour pouvoir dire quelque chose de signifiant et de vrai, un homme doit avoir le courage de descendre en lui-même ? Je veux dire, la sémantique de Wittgenstein et le développement technique entier de celle-ci ont leur origine dans l'acte de courage qu'il a exigé de lui-même et de chaque individu qui voudrait dire ou écrire quelque chose.

Si quelqu'un voulait reconnaître le signe distinctif de la culture autrichienne à laquelle appartient Wittgenstein – de Weininger à Musil, de Schönberg à Ingeborg Bachmann jusqu'à Thomas Bernhard⁸⁷ –, il le

84. Ludwig Wittgenstein, *Philosophische Untersuchungen*, op. cit., II, p. 212.

85. « Nous pouvons voir l'illustration [de concept d'une chose] tantôt comme une chose tantôt comme une autre. Nous l'interprétons donc et la voyons (*sehen*) de la manière dont nous l'interprétons (*deuten*) », *ibid.*, p. 193.

86. *Ibid.*, p. 212.

87. Sur certains aspects de ces figures, en rapport avec Wittgenstein, je renvoie à certains de mes travaux : « Wittgenstein's "Perspicuous" Representation and Musil's "Illuminations" », in *Robert Musil und die kulturellen Tendenzen seiner Zeit*, Munich-Salzburg 1983, p. 110-119 ; *Philosophie und Psychologie*, Münch-

trouverait encore dans la motivation éthique par laquelle un homme, pour pouvoir exprimer les aspects de la vie, doit s'arracher avec une détermination sans merci aux fausses images qui le retiennent prisonnier à cause de son manque de courage. La culture autrichienne contemporaine est l'histoire des vicissitudes des intellectuels qui ont dû se battre avec courage contre la peur et la lâcheté; leur idée essentielle a été qu'aucun homme ne peut exprimer la vie s'il ne devient pas aussi *l'artiste de sa propre vie*. C'est-à-dire, un homme qui compose sa propre vie en la bouleversant continuellement, en changeant de métier, de profession, de pays, sans s'asseoir sur ce qu'il a déjà fait, de sorte que pas un seul jour il ne s'assoupisse, ne s'enfonce dans le sommeil et ne se réveille que lorsqu'il est déjà malheureusement emporté par une avalanche.

ALDO G. GARGANI
Berlin, novembre 1986

Traduit de l'italien par Patricia Farazzi

Salzbourg 1984, p. 44-57 ; *L'Étonnement et le hasard*, *op. cit.*, chapitres I, VI, VII ; « Procédures constructives et techniques descriptives : Schönberg-Wittgenstein », *in Sud. Revue Littéraire*, XVI (1986), p. 74-121.

Boursier et normalien, Marcel Martinet (1887-1944) renonce dès 1910 à une carrière universitaire pour se consacrer à la littérature. *Les Temps maudits*, poèmes de protestation contre « le massacre mondial » publiés en Suisse en 1917, demeure son livre le plus connu. La découverte de l'œuvre d'Albert Thierry (1881-1915) – dont il intériorise la notion de « refus de parvenir » – et sa lutte pacifiste aux côtés de Pierre Monatte et d'Alfred Rosmer eurent une influence considérable sur son parcours littéraire et politique dans la gauche révolutionnaire.

Le texte qui suit est extrait de la préface aux *Réflexions sur l'éducation* d'Albert Thierry publiée en 1923 à la Librairie du travail. Il fut réédité dans un recueil de textes rassemblés par Martinet et publié sous le titre *Culture prolétarienne* (La librairie du travail, 1935, réédition Maspéro, 1976).

Nous remercions Monette Martinet de nous avoir autorisé à reproduire ce texte.

Le refus de parvenir

*Cette fusion entre l'idée de civilisation
& l'idée de révolution*

PROGRÈS TECHNIQUE ET PROGRÈS HUMAIN sont intimement confondus, dans une idée de la civilisation, avec l'idée de la révolution. Par cette fusion se déterminent les nécessités de la tâche à accomplir. En elle se résout la vieille contradiction, apparemment insoluble, d'une éducation spécialisée et d'une éducation générale. *La civilisation, la révolution ont un égal besoin, ont le même besoin, de ces deux moyens, de ces deux buts : produire – et faire des hommes, c'est-à-dire établir une société d'hommes.* Elles ont ensemble ce double besoin et s'unissent en lui : révolution nécessaire à la civilisation, et civilisation raison d'être de la révolution.

Où donc former l'œuvre sinon dans son milieu, chez les travailleurs? Mais il faut que les travailleurs sachent, puissent et veuillent : éducation. Ainsi l'alliance se trouve étroitement cimentées en un tout indissoluble : l'éducation entière, culture professionnelle et culture générale, sortira de la production, du travail, c'est-à-dire du syndicat, c'est-à-dire du métier. Et devenant par suite « contrairement à l'abstraction bourgeoise, un degré de la production même [...], elle réclame un rôle actif

dans la civilisation générale. » Voilà pourquoi et comment Albert Thierry écrit ses *Réflexions sur l'Éducation*.

Que trouve-t-il dans l'enseignement actuel? Du vide, et une impuissance fatale à remplir ce vide.

L'école, l'école du peuple, ne forme pas des hommes, c'est trop clair. Mais elle n'enseigne pas non plus à travailler. Elle ne se pose pas, elle ne peut pas se poser la question qui seule permet un effort raisonnable et continuellement contrôlé, la question : pourquoi? Elle ne peut pas, parce qu'elle ne trouverait aucune réponse. Elle n'est pas, elle continue, elle dure, condamnée à ne jamais s'interroger sur le but à poursuivre.

Quand pourtant elle s'interroge, quand certains philanthropes ne peuvent se résigner à la honte d'une telle inégalité entre l'enfance ouvrière et l'enfance bourgeoise, et à l'abandon irrémédiable où toutes deux sont tenues, ils répondent : *éducation intégrale*.

Immédiatement, à toute occasion, Albert Thierry à son tour leur répond. Il leur oppose la réponse des faits, la réponse du bon sens élémentaire, celle que chacun trouverait facilement en soi si le bon sens et le raisonnement direct n'étaient en matière sociale égarés et pervertis par les faux-semblants et les mirages de l'apparence démocratique : *l'éducation intégrale est dans l'état bourgeois impossible ou criminelle*.

Utopie : car l'idée qu'elle suppose, l'application qui en serait tentée, dynamitent toutes les fondations, ruinent toute l'armature de la réalité sociale en régime capitaliste.

Mensonge criminel : car les approximations – les contrefaçons – qui en sont réalisées vont fatalement et de plus en plus iront à l'encontre du but à poursuivre. Au lieu d'émanciper, d'humaniser l'homme, elles l'asservissent et l'abrutissent davantage : elles font de l'enfant ouvrier un traître à sa classe et une machine.

« L'enseignement secondaire n'est ouvert aux fils des travailleurs que par une porte étroite, et il mène aussi directement que possible à renier le travail. »

La porte étroite, c'est la *bourse*, thème à discours ministériels, attendrissante munificence de la république (que les régimes non républicains dispensent tout autant).

La situation créée par la guerre a singulièrement renforcé la critique d'Albert Thierry. Le nombre des candidats aux bourses diminue. C'est que la gratuité de l'instruction n'est rien sans l'entretien. L'entretien jusqu'à vingt, vingt-cinq ans et plus, pour un budget d'ouvriers! Et

l'entretien, c'est trop peu dire. Il ne suffit pas que l'enfant ne coûte rien, il faut qu'il gagne. Dans la civilisation capitaliste, il faut que l'enfant ouvrier, à treize ans, commence à « se suffire » et contribue à avilir le salaire des adultes.

Quelques parents peuvent cependant tenter l'énorme, sacrifice. Pour quel résultat ?

Le risque est gros que ces enfants si coûteux, mais quand même désavantagés encore par rapport aux enfants des riches qui peuvent attendre, deviennent des ratés, des déchets sociaux, ni ouvriers ni intellectuels, faux bourgeois ou mauvais révolutionnaires. Risque aujourd'hui d'autant plus grave que la civilisation est plus abaissée et que les carrières intellectuelles sont donc, et à juste titre, plus dépréciées, car, dans leur moyenne elles *paient* de moins en moins, alors que la subsistance matérielle coûte de plus en plus cher, recouvre de son souci tout le reste de l'existence, y réduit de plus en plus la part d'une vie véritablement humaine.

Risque normal, ajouterait Albert Thierry, car le lycée est l'école professionnelle des riches. Il s'agit pour l'enfant ouvrier de *parvenir*, de se rendre économiquement l'égal des enfants des riches parmi lesquels le voici vivre, et il est plus difficile de commencer une fortune que de la continuer.

Il s'agit de parvenir. C'est-à-dire de se déclasser. De ce terme de « déclassé », étiquette lugubre des déchets de la bourgeoisie, la classe ouvrière peut fièrement retourner le sens, l'appliquer à ceux de ses fils qui l'ont quittée pour passer au camp du profit. Combien sont-ils, les enfants perdus qui, selon la grande expression de Thierry, *refusent de parvenir* ou qui, parvenus et socialement situés dans les rangs de la bourgeoisie, refusent de se déclasser moralement et demeurent fidèles aux intérêts, à la volonté de puissance, au sang de la classe ouvrière ? On peut chercher parmi les directeurs d'exploitations commerciales, agricoles, industrielles, ou parmi ces autres contremaîtres ou fondés de pouvoir de la bourgeoisie, que sont les professeurs, avocats, médecins, « sortis » du peuple – et le mot est juste, ils en sont sortis...

Normalement, ces hommes sortis de lui ne peuvent plus sentir, ne peuvent plus penser avec lui. Normalement – avec plus d'âpreté souvent –, ils sentiront, penseront, agiront contre lui. Au moins sont-ils, eux ces privilégiés, devenus des hommes ? Pas même, car le métier

les tient, les empêche de s'élever réellement à cette culture générale que vantent avec tant d'orgueil les maîtres de la société.

Et la classe ouvrière saluerait comme un bienfait la saignée dérisoire par où s'écoulent et se corrompent ses meilleures forces. Les bourses, illusoire le plus souvent, sont la fabrique, mal agencée mais dangereuse, des plus dangereux « jaunes ».

Les théoriciens bourgeois intelligents et qui ne prétendent pas à l'idéalisme, ne s'y sont pas trompés. Leurs critiques contre les écoles professionnelles et techniques existantes ont pu se mêler avec les nôtres. Ils veulent, réalistes eux aussi, que ces écoles deviennent ce qu'elles ne sont pas, réellement techniques et professionnelles. Mais ici une distinction capitale, que Thierry marque puissamment, en maintes formules aiguës, brillantes, pathétiques, comme ce grand écrivain en trouvait dans sa grande âme. Tandis que nous voudrions rendre ces écoles à leur double destination : pour le travail et pour le peuple, le réajustement que veulent ces porte-parole des maîtres, c'est : pour le travail et contre le peuple. Entre eux et nous l'idée de production est commune. Mais ils n'ont besoin que de bons producteurs enfermés dans leur condition prolétarienne, les cadres restant fournis par les jeunes gens de la haute bourgeoisie, formés aux grandes écoles théoriques, Polytechnique, Normale, École des Mines, Écoles de Hautes Études commerciales, administratives, etc. Le prolétariat – sans parler de l'utopie de telles distinctions dans le travail, utopie où Thierry, reliant Proudhon, dénonce avec force l'une des contradictions mortelles du capitalisme ; le prolétariat peut-il vouloir sa propre condamnation, la résignation à son destin ?

Le « refus de parvenir » du prolétaire capable de parvenir n'a de sens que doublé par la « volonté de parvenir » du prolétariat. Parvenir, et avec soi sauver la civilisation, susciter et assurer une *société d'hommes*.

Pas plus que la société d'esclaves qu'elle est aujourd'hui, une société d'hommes ne saurait être pour Albert Thierry, une société de jouisseurs paresseux, autres esclaves. On trouvera dans son livre sur quelle idée de la Révolution il s'est toujours fondé, sur laquelle il a fondé son idée de l'éducation. Cette éducation, cette éducation *syndicaliste*, sera une éducation secondaire du travail.

L'enseignement secondaire (et supérieur) actuel est, en un sens, un enseignement professionnel. Il prépare « les jeunes gens et les hommes

de la classe dirigeante à *diriger* ». Il essaie du moins de former cette préparation : ne pouvant pas poursuivre un tel but avec certitude et méthode, ne pouvant surtout pas – toujours les formes démocratiques qu'il faut garder – avouer qu'il le poursuit, il est lui-même condamné à demeurer approximatif et empirique. (Que l'on songe à cette fatalité pour comprendre les continuelles modifications infligées à l'enseignement secondaire depuis plus de trente ans – et qu'elles ne peuvent servir à rien : car on veut tirer de lui, ensemble, certaines apparences et certaines réalités, qui sont contradictoires.)

L'enseignement secondaire actuel ne peut pas dans une société désordonnée, être raisonnable, cohérent, complet, mais tel quel, cahincaha, il existe un peu et sa valeur dépasse incomparablement le néant technique, le néant humain de l'école du peuple. Albert Thierry se souviendra de lui pour demander aux ouvriers, pour demander aux instituteurs de penser à un enseignement secondaire du travail.

Qu'est-ce qu'un tel enseignement? D'abord comment et où sera-t-il produit?

Comment? Thierry répond : Le producteur « n'accepte plus l'aumône du capitalisme, d'abord comme trop petite, aussi parce qu'il en suspecte et le titre et l'effigie. »

Où? « Dans l'usine, au chantier, aux séances du syndicat, aux délibérations de la Bourse, dans le tumulte de la grève, il a découvert son trésor à lui. »

Ces formules, que sont-elles d'autre que le commentaire appliqué de la formule universelle qui contient toute la pratique et toute la morale de l'idée moderne de la révolution : « Le prolétariat ne sera sauvé que s'il se sauve lui-même : *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » *Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes.*

La devise marxiste, le vers de l'Internationale, que des millions d'hommes ont lue, ont chanté des centaines de fois, Thierry ne fait que les répéter et les traduire, que préciser leur portée dans un petit aspect, dans un immense aspect de la libération et du salut. Et dans ces conditions données, il répond alors : l'éducation syndicaliste, enseignement secondaire du travail, est un apprentissage *vrai* de la production; en même temps cet apprentissage sera toujours enrichi, perpétuellement replacé dans l'ensemble du monde, par un soin constant de la culture générale, qui ainsi plongera toujours ses racines, les affermira et les nourrira dans ce bon terreau.

Nous ne prétendons pas que Thierry ait fait là une découverte. Beaucoup de nos instituteurs syndicalistes ont réfléchi sur ces questions et bien vu la position du problème. Beaucoup, à l'intérieur de leur métier, malgré leur métier, appliquent autant qu'il leur est possible des idées analogues, mais Thierry embrassant toute la question, liant puissamment toutes ses parties, fournit une direction d'ensemble étonnamment lucide et suggestive, un réconfort et un guide à quiconque travaille pour l'éducation et l'action prolétarienne, à tout éducateur dont une volonté de conservation sociale ne paralyse pas les recherches.

Thierry n'a peut-être rien découvert de plus. Je crois tout de même, pour autant que l'on peut parler de découverte en pareille matière, que, pensées et senties comme il les a pensées et senties, suggérées, exprimées comme il les a suggérées et exprimées, et laissées ouvertes à la méditation et à l'effort de tous ainsi que de grandes routes libres, c'est une découverte que cette idée et cette méthode : *faire des travailleurs qui soient des hommes et qui restent des travailleurs*, les deux tendances étant toujours poursuivies ensemble, se renforçant et s'équilibrant par des répercussions constantes.

Idee et méthode d'une fécondité illimitées parce qu'elles sont le bon sens même. Elles démolissent tous les bateaux d'une éducation intégrale réalisée dans les cadres bourgeois et elles établissent enfin, par le bon sens et dans la vérité de l'action quotidienne, la liaison tant cherchée, si impossible et maintenant si simple. Au prolétariat d'accomplir, pour son salut et pour le salut de la civilisation, ce que la bourgeoisie ne veut pas, ce qu'elle ne pourrait pas accomplir si elle le voulait. Rien de plus foncièrement et de plus simplement antibourgeois que les directives indiquées par Thierry, rien en même temps qui serve avec plus d'efficacité les plus hauts intérêts de la culture humaine : nous retrouvons au point d'arrivée cette fusion entre l'idée de civilisation et l'idée de révolution, qui avait inspiré et conseillé le départ. [...]

Pas de théorie, pas d'utopie, ni celle d'un impossible retour en arrière ni aucune autre. Réalisme de principe et modestie constante dans le développement : l'éducateur Thierry connaît « cette multitude aux millions de voix » qui forme les êtres, et où l'éducation ne jette que quelques voix hasardeuses et contrariées ; il ne s'en fait pas accroire, mais il estime que justement une telle complexité est une raison de plus de vouloir constituer fortement, autour de l'enfant et de l'adolescent, un fort et sain milieu.

Modestie constante et ambition infinie. Que crée l'homme qui ne possède pas l'une et l'autre? Du rudiment, Thierry ne s'élève pas seulement à l'enseignement supérieur, le plus libre, le plus spéculatif, mais jusqu'à l'apprentissage de la cité et au grand besoin humain auquel son cœur semble avoir tant aspiré, jusqu'à l'amour dont il osa parler, vous lirez avec quelle franchise poignante. Ses cadres précis sont assez vastes pour tout contenir, et il n'interdit rien à l'homme de l'immense trésor des hommes, dans cette conquête montante au long de quoi il fixa le travail comme une rampe ininterrompue.

Il est un mot aussi profané que celui de l'amour et dont il n'a pas eu peur plus que des autres mots. C'est celui-ci : morale. Thierry, pour qui l'idée révolutionnaire ne consistait pas à tout biffer en vrac, a reconnu chez l'enfant le courage et la fierté et il a osé croire à la nécessité de l'héroïsme. Il a osé, ce réaliste, par réalisme, penser et dire que l'on n'avait jamais rien accompli, que l'on n'accomplirait jamais rien sans héroïsme.

Héroïsme, oui, sa morale est, autant que celle d'un Nietzsche, une morale de l'héroïsme, de l'héroïsme qui est le nom guerrier du syndicalisme, révolutionnaire tel qu'il l'entendait. Exiger des hommes qu'ils désire être des héros... Tu souris, lecteur. Mais l'homme d'aujourd'hui, qui n'a pas quelquefois voulu être un héros, s'il réfléchit – et qu'est-ce qu'une éducation qui n'enseigne pas à réfléchir? – est-ce qu'il ne faudra pas qu'il s'avoue un pauvre cochon ou un pauvre lâche?

Mais alors c'est une morale pour quelques-uns? Thierry répond que c'est une morale ouverte à tous comme le syndicalisme révolutionnaire était ouvert à tous. Il ne ferme pas plus la porte à personne qu'il ne fermait à chacun aucune porte de la connaissance. Mais il faut mériter d'être. C'est cela toute la morale. Morale pour une minorité, morale pour que cette minorité grandisse, où moyen et but se confondent. Seule morale des révolutionnaires, seule morale des forts que n'étriquent pas une peureuse analyse, un scrupule égoïste et vain : « Le moyen de la révolution, c'est sa fin : tout comme le moyen de la perfection morale, c'est la vertu positive plus que la guerre au vice ; tout comme le moyen de la foi, c'est la foi même. »

D'autres objections apparemment valables, objections d'opportunité.

« Comment! Pas une utopie, ce système, car c'est tout de même un système, si totalement antibourgeois, et donc si totalement irréalisable

dans la société bourgeoise? Mais c'est l'utopie même! Et actuellement surtout, alors que nous n'avons pas assez de toute notre force, de tout nos efforts pour les tâches immédiates, pressantes! »

Ici nous répondrons pour Thierry à cette objection de fausse logique, à cette objection de paresse.

On trouverait chez Proudhon une question : s'il faut faire la révolution pour faire des hommes, ou s'il faut faire des hommes pour faire la révolution? Dilemme insoluble dont on peut penser que Proudhon n'était pas dupe. C'est une de ces belles impossibilités, de ces parfaites contradictions que la vie se charge de résoudre, tout naturellement, tout bêtement, par le fait.

Nous ne serions pas des révolutionnaires si nous ne pensions pas que seule la révolution sociale pourra donner à l'individu humain, aujourd'hui tyran ou esclave, sa qualité d'homme, sa dignité d'homme, pourra seule fonder une société d'hommes égaux et libres. Mais ce sont seulement de tels hommes qui feront la révolution. Alors...

Alors la vie malcommode fort bien de telles contradictions. Alors toutes les œuvres humaines qui valaient d'être accomplies ont toujours été un tissu de telles contradictions, nourricières de vie et d'action. La vie de tout homme en est faite. Et il est vrai que l'œuvre aussi de Thierry en est faite. Ce qu'il y a dans les *Réflexions sur l'Éducation* de plan intégral d'une éducation intégrale ne sera pas, on le sait bien, Thierry le savait bien, réalisé intégralement dans la société telle qu'elle est. Mais ce qui en est réalisable n'aurait pu être conçu, les impulsions qu'il a créées et créera n'auraient pu être données s'il n'avait pas présenté ce plan intégral.

« L'action immédiate nous presse, demande tout de nous. À quoi bon s'occuper aujourd'hui de l'éducation, d'ailleurs impossible dans les vieux cadres? » Autre aspect de la même contradiction. Les hommes qui travaillent le plus savent ceci : *on a toujours le temps*. Et ils savent ceci encore, cette autre contradiction, cet autre double aspect d'une vérité vivante : aucun effort n'est jamais perdu, et : il faut beaucoup d'efforts perdus pour qu'un seul effort aboutisse.

« On a autre chose à faire », raisonnement de ceux qui ne font rien. « À quoi bon l'éducation? », tentation désespérée, mauvaise tentation de l'action. Parce qu'aujourd'hui l'action nous presse, c'est justement pourquoi, aujourd'hui plus que jamais, il faut songer à l'éducation. Faut-il donc tout entreprendre à la fois, par suite tout faire mal? Oui,

il faut tout entreprendre à la fois et, contradiction de plus, il faut quand même travailler avec ordre, parce que la vie est ainsi, parce qu'elle est un tout et n'attend pas. On disait déjà, quand Thierry écrivait, ou dira toujours que l'on a autre chose à faire, parce qu'en effet, ou aura toujours autre chose à faire. Mais on va à cette chose aussi à faire, à moins de compter, pour la révolution, sur un troupeau d'instincts, et d'instincts dévoyés.

La négligence d'une telle partie de notre œuvre marquerait un manque mortel de sérieux et de courage, et fort bourgeois, ajouterait Thierry. La bourgeoisie aussi, nous le lui reprochons tous les jours et nous avons raison, a toujours eu autre chose à faire qu'une éducation intelligente, humaine, non seulement des enfants du peuple, mais des siens propres. Elle aussi a toujours prétendu devoir sacrifier, entre autres accessoires, celui-là, pour courir à l'essentiel : nous voyons le résultat, dont elle crève et dont le monde risque de crever avec elle.

Songent-ils parfois, ceux qui parlent tant d'action et, par un calcul étroit et une logique abstraite, sacrifient tout à leur courte conception immédiate, imaginent-ils parfois une situation révolutionnaire devant laquelle ils se trouveraient sans que personne ait jamais songé à l'éducation des révolutionnaires, des jeunes et des vieux? Croient-ils qu'on improvise aisément, par inspiration mystique, en telle matière? L'exemple des Russes, qui eux pourtant avaient réfléchi sur l'éducation comme sur toutes les données du problème, leurs difficultés, leurs efforts seront-ils perdus?

Contradiction encore, contradiction toujours, et toujours créatrice, le révolutionnaire doit, destructeur, songer, dans la destruction, à la création. Chaque époque, chaque individu fait un dosage entre les deux forces, et ce n'est jamais commode parce que rien n'est jamais commode, mais quel singulier révolutionnaire, bien conforme à l'idée que les bourgeois se forment des révolutionnaires, celui en qui la volonté de destruction ne serait pas engendrée et soutenue par la volonté de création! L'œuvre de Thierry, méditée par ses lecteurs, ses continuateurs, servira puissamment cette création de demain.

Elle servira aux maîtres pour la création d'aujourd'hui. Elle ne peut passer intégralement dans la société présente, c'est entendu. Elle en est la négation. Mais les sociétés qui meurent portent dans leur chair les germes des sociétés qui doivent les remplacer. Dès à présent, l'instituteur syndicaliste saura faire passer dans les faits, dans l'éducation et

dans la vie sociale, quelques-uns des germes, quelques-unes des leçons d'héroïsme, de foi, de fraternité et d'espérance contenues dans ce livre.

Notre époque, plus qu'une autre, a besoin d'un tel livre, elle si battue dans sa foi et dans son espérance, dans ses amours et dans l'amour de soi qu'est le courage de vivre. La classe ouvrière est atteinte aussi par cette gangrène universelle, mais elle n'obtiendra de vaincre que dans la mesure où elle échappera au mal. Le livre de Thierry ne servira pas seulement aux éducateurs. J'ai confiance qu'il aidera plus d'un jeune travailleur, de ceux dont la curiosité est la plus ardente, de ceux dont l'existence est la plus sombre, à voir clairement et vaillamment la route, à se libérer, pour son profit et le profit de tous, d'un individualisme refermé sur lui-même et menacé soit par l'adaptation des déclassés parvenus, soit par la révolte solitaire et sans portée.

MARCEL MARTINET, 1923

Résister aux sirènes du mensonge d'État

Avant-propos à *John Dewey, homme d'action*

DE SON VRAI NOM ANDRÉ GRIOT, Alfred Rosmer est né le 23 août 1877 à Paterson, aux États-Unis, où son père, ouvrier coiffeur originaire de Saint-Étienne, était parti vivre en 1871¹. La famille revient en France en 1884 et s'installe à Montrouge. Il se mêle très tôt aux milieux d'avant-gardes politiques, artistiques et littéraires et prend parti en faveur des dreyfusards. Passionné de théâtre, il choisit son pseudonyme dans le *Rosmerholm* d'Henrik Ibsen (1828-1906), dont il rappelait souvent la phrase : « Jamais victoire n'est gagnée pour une cause qui a germé dans le crime. » Il consacre sa première chronique théâtrale au dramaturge norvégien dans l'hebdomadaire anarchiste de Jean Grave, *Les Temps nouveaux*, mais participe surtout au « noyau » de militants syndicalistes réunis autour de Pierre Monatte, qui publie *La Vie ouvrière*.

En 1912, Rosmer remplace son ami Amédée Dunois à la rédaction du quotidien de la CGT, *La Bataille syndicaliste*, tout en continuant sa collaboration à *La Vie ouvrière*. Opposé à l'Union sacrée dès la déclaration de guerre, il est, en plein accord avec Monatte, l'une des chevilles ouvrières de la minorité internationaliste. C'est à cette époque qu'il noue une forte amitié

1. Lire Christian Gras, *Alfred Rosmer et le mouvement révolutionnaire international*, Maspero, coll. « Bibliothèque socialiste », Paris, 1971.

avec Léon Trotski, qui participe aux réunions hebdomadaires de *La Vie ouvrière*. Les minoritaires de la CGT et de la SFIO fondent, après la conférence de Zimmerwald, un Comité pour la reprise des relations internationales, qui devient, en mai 1919, le Comité pour l'adhésion à la III^e Internationale. À la fin de l'année, Rosmer part pour Moscou comme délégué de ce comité et participe au II^e congrès de l'Internationale communiste avant de devenir membre de son Comité exécutif puis, jusqu'en 1921, de son « petit bureau », aux côtés de Boukharine, Béla Kun, Radek et Zinoviev. Il devient également membre du Comité directeur et du Bureau politique du PCF en 1923-1924. Après la mort de Lénine, les luttes pour le pouvoir s'exacerbent au sommet de l'État-Parti afin d'écarter Trotski et la gauche du parti. Les répercussions sur l'Internationale communiste ne se font pas attendre, avec l'exclusion par le PCF de Boris Souvarine au V^e congrès (juillet 1924) puis, peu après, celles de Delegarde, de Monatte et de Rosmer.

En janvier 1925, Monatte, Rosmer et leurs amis publient une nouvelle revue syndicaliste-communiste, *La Révolution prolétarienne*, dont ils veulent faire « un refuge pour les révolutionnaires sincères qui ne peuvent plus supporter l'atmosphère étouffante du Parti ». Rosmer y participe au travail d'analyse mené sur le devenir du régime soviétique et l'évolution du mouvement communiste international.

En 1929, après le bannissement de Trotski et son exil en Turquie, Rosmer participe à la création de la Ligue communiste – il est l'un des sept membres de son comité exécutif – et devient le rédacteur en chef de son hebdomadaire, *La Vérité* ; toutefois, des divergences de fond (notamment sur le rôle du syndicalisme) et des conflits personnels l'amènent rapidement à démissionner, à la suite d'un désaveu de Trotski en décembre 1930. Les deux hommes restent en froid plusieurs années et ne reprennent contact que durant la période tragique des procès de Moscou, quand Rosmer joue un rôle très important dans le travail des comités d'enquête français et américain.

Trois procès se succèdent d'août 1936 à mars 1938, avec différents accusés, mais toujours avec Léon Trotski comme cible principale. Dès l'annonce du premier procès, dit du « Centre terroriste trotskiste-zinovieviste », où Zinoviev et Kamenev sont les principaux accusés, l'extrême gauche s'indigne et dénonce cette mascarade judiciaire ; mais sa protestation est très isolée dans la mesure où, dans les pays démocratiques, l'alliance antifasciste avec l'URSS contre l'Allemagne nazie prime sur tout autre considération. Parmi différents moyens de protestation, c'est le contre-procès qui est choisi dès l'automne 1936. Des comités d'étude sur les procès sont créés aux

États-Unis, en France, en Grande-Bretagne et en Tchécoslovaquie ². Après le second procès (23-30 janvier 1937), les comités décident de confier au comité américain l'organisation d'une commission d'enquête en vue d'un contre-procès. Rosmer, très actif dans le comité français et connaissant l'anglais, part à New York pour participer à ces travaux.

Comme en Europe occidentale, les partisans de l'URSS aux États-Unis attirent de nombreux intellectuels au nom des réussites mirifiques des plans quinquennaux, de sa nouvelle politique internationale en faveur de la paix et de la « défense de la démocratie ». La journaliste Suzanne La Follette décrit, dans une lettre à Trotski, d'une manière polémique mais non dénuée de pertinence, ces nouveaux milieux intellectuels gagnés par le PC : « Depuis que la ligne du Front populaire et que la révolution sauvent la démocratie bourgeoise, ils ont attiré vers eux toute la racaille sociale et intellectuelle à tel point que tout le pays grouille de "bolcheviks de salons", de petites célébrités appointées qui n'auraient jamais pu aller nulle part sans le vaste détournement du prestige de la révolution d'Octobre, prononçant *ex cathedra* des jugements de toutes sortes du point de vue du marxisme, duquel ils n'ont pas la moindre compréhension. Un vieux socialiste a très bien saisi, l'autre soir, cette phase à la mode lorsqu'il comparait ces fanatiques à ces gogos qui, en 1928, s'éveillaient à l'idée que l'on pouvait devenir riche en achetant des actions à bon marché : "Ils achetèrent la révolution à prix fort, dit-il, et maintenant ils commencent à s'apercevoir que le krach de 1929 les a frappés." ³ »

C'est dans ce contexte que la commission d'enquête se met en place. Elle est présidée par le philosophe John Dewey (1859-1952), professeur à l'Université de Columbia, partisan du pragmatisme et de nouvelles méthodes pédagogiques ⁴. Il a participé aux comités de défense de Sacco-Vanzetti et de Tom Mooney – un syndicaliste accusé à tort d'un attentat à San Francisco en juillet 1916 et condamné à mort, puis à la réclusion à perpétuité. Alors âgé de 78 ans, il est considéré comme « la conscience libérale des États-Unis » et bénéficie d'une aura incontestée. En plus des multiples pressions qui s'exercent contre lui pour qu'il ne s'en occupe pas, son engagement est motivé par la préparation d'un ouvrage de philosophie qui paraîtra en 1939, *Logique, une théorie de l'enquête*.

2. Lire « Les procès de Moscou dans le monde », *Cahiers Léon Trotski*, juillet-septembre 1979, n° 3.

3. « Autour de la commission Dewey », *Cahiers Léon Trotski*, juillet 1990, n° 42, p. 6.

4. Lire Alfred Rosmer, « John Dewey éducateur », *Preuves*, août-septembre 1952, n° 18-19, p. 43-46.

La commission est composée de dix membres parmi lesquels prédominent des personnalités de la gauche américaine. On y trouve le journaliste Suzanne La Folette, qui a dirigé le journal progressiste *The Freeman* ; le critique littéraire du *New York Times* John Chamberlain ; le professeur de sociologie E. A. Ross de l'Université du Wisconsin ; Ben Stolberg, collaborateur à de nombreux journaux ouvriers et auteur d'études sur le mouvement ouvrier américain ; et J. F. Finerty, qui fut le conseiller juridique des comités Sacco-Vanzetti et Tom Mooney. Participent également à la commission les émigrés allemands Otto Rühle – l'un des rares députés socialistes à avoir voté contre les crédits de guerre en 1914-1915, dirigeant de la révolution en Saxe en novembre 1918 et l'un des fondateurs du KAPD – et Wendelin Thomas, leader de la révolte de Wilhelmshaven et ancien député socialiste indépendant puis communiste ; le militant anarcho-syndicaliste italien Carlo Tresca, qui publie aux États-Unis le journal antifasciste et antistalinien *Il Martello*, et Francisco Zamora, éditorialiste à *El Universal* (Mexico) et ancien membre du Comité national de la Confédération des travailleurs mexicains.

La Commission fait le voyage à Coyoacan, du 10 au 17 avril 1937, pour interroger Trotski. À son retour aux États-Unis, John Dewey présente ses travaux dans un meeting new-yorkais dont le titre, « Truth is on the march », fait explicitement référence à l'affaire Dreyfus. En juin, une autre commission auditionne des témoins durant dix jours à Paris. Il est fait de même à New York. En novembre, elle confronte les témoignages recueillis avec les accusations des procès et met au point ses conclusions dans un rapport final approuvé par tous les membres de la commission concluant à l'innocence de Trotski et de son fils, Léon Sedov, et présenté au cours d'un meeting à New York, le 12 décembre.

À la mort de John Dewey, Alfred Rosmer lui consacra l'article que nous reproduisons ici même (initialement paru dans *Preuves*, n° 17, juillet 1952), ultime hommage à un intellectuel isolé qui avait su résister, envers et contre tout, aux sirènes du mensonge d'État pour ce qu'il faut considérer comme une sorte d'affaire Dreyfus internationale manquée.

CHARLES JACQUIER

John Dewey, homme d'action

L'actuel régime de l'Union soviétique cherche à identifier toute opposition politique contre lui à une activité criminelle contre l'Union soviétique et contre son peuple. Il est révoltant de voir l'emploi systématique, par les partis communistes dans le monde entier, de l'odieux amalgame « trotskyste-terroriste-fasciste » pour détruire une opposition politique et justifier les machinations les plus grossières et les assassinats.

JOHN DEWEY

J'AI EU L'OCCASION D'APPROCHER JOHN DEWEY dans la période la plus exceptionnelle de son activité publique, dans des circonstances qui permettent de prendre la vraie mesure d'un homme. L'occasion, ce furent les deux premiers « procès de Moscou ». Une commission internationale d'enquête avait été formée ; il en était le président ; j'étais un des membres. Je travaillai à ses côtés pendant une demi-année, en 1937. Plus tard, durant mon long séjour à New York, je le rencontrai à l'assemblée de la League for Industrial Democracy, dont il était un membre actif, ou chez lui.

Aujourd'hui les « procès de Moscou » sont un des éléments permanents de la politique stalinienne ; leur technique s'est perfectionnée à mesure que la pratique s'en étendait, pénétrait chez les satellites, englobant les diverses catégories d'adversaires du totalitarisme stalinien, des communistes et socialistes fidèles aux prélats catholiques ; une littérature abondante, de *Darkness at Noon* au dernier en date de

ces ouvrages, *Conspiracy of Silence*, d'Alex Weissberg, a étudié plus particulièrement le problème des « aveux »¹. L'opération s'est si souvent répétée et déroulée selon le même mécanisme qu'elle ne provoque plus même de surprise. Mais quand elle surgit soudain, pour la première fois, ce fut une stupeur générale. D'in vraisemblables accusations, une grossière fabrication de « complot » déconcertaient : c'était la tactique du gros mensonge exposée et appliquée par Hitler. Mais il y avait ici un fait nouveau : les accusés s'accusaient eux-mêmes de crimes qu'ils n'avaient pas commis. C'était en août 1936 ; Franco venait de déclencher son soulèvement ; la république espagnole était menacée ; la première contribution de Staline à sa défense était un procès sensationnel, celui d'un « centre terroriste zinoviévo-trotskyte ». Cependant, si grande fut la stupeur que l'indignation et surtout l'action qu'elle aurait commandées restèrent très limitées. On était à l'époque du front populaire ; Hitler menaçait ses voisins ; ce n'était pas le moment de diviser les forces antifascistes ; on se détournait des questions qu'il fallait poser, et les « aveux » étaient un prétexte commode pour les dérobades.

Cependant, dans divers pays, des minorités refusent de se taire ; elles veulent savoir, enquêter, vérifier. Des comités se forment en Amérique et en Angleterre sous le nom de Comité pour la défense de Léon Trotski ; en Tchécoslovaquie, « pour le droit et la vérité » ; en France, c'est le Comité pour l'enquête sur le procès de Moscou. Aucun n'a beaucoup de membres. Pour se battre contre le colosse totalitaire, ils ne disposeront jamais que de minimes ressources ; ils publient des bulletins, des brochures, cherchent à éveiller la conscience des intellectuels et des ouvriers également menacés. Mais ils savent que la vérité est de leur côté et ils se sentent assez forts pour constituer une Commission internationale d'enquête sur les procès de Moscou. John Dewey accepte de la présider : le philosophe était intéressé par cette sinistre « expérience » ; le démocrate était choqué par cette moquerie de justice. Une commission préliminaire va au Mexique pour recueillir le témoignage de Trotski. Une autre, formée à Paris sous la présidence d'un antifasciste authentique, le socialiste Modigliani, interroge d'autres témoins ; au mois de mai, on pense que la commission pourra se réunir et se prononcer.

1. Traductions française : Arthur Koestler, *Le Zéro et l'infini*, Calmann-Lévy, 1945 ; Alexandre Weissberg, *L'Accusé*, Fasquelle, 1953. [nde]

Le jour même de mon arrivée à New York, je participais à une réunion du comité de défense. Je précisais ce que nous avions fait en France et j'insistais sur la nécessité d'une décision rapide. Un second procès avait déjà eu lieu en janvier ; il devenait visible que, sous cette apparence de « justice », le but poursuivi était la destruction de toute opposition ; d'autres procès suivraient. Or nous avons réuni bien assez de matériaux pour démontrer et établir de manière irréfutable la fausseté des accusations et l'imposture de l'accusateur ; par une prompté décision nous pourrions espérer mettre un terme à ces monstrueuses machinations.

Je reprenais ces arguments quelques heures plus tard quand je me trouvais en présence de John Dewey, dans l'appartement qu'il occupait alors près du Central Park. Simplicité et cordialité de l'accueil ; un homme avec qui on se sent tout de suite à l'aise et qu'on a l'impression de connaître déjà. Il m'interroge sur des points qui lui paraissent encore obscurs, sur des personnages dont le rôle reste douteux. Je vois par ses questions qu'il connaît déjà l'affaire à fond, l'a étudiée avec la minutie et le souci d'exactitude qu'il apporte dans ses observations et expériences. Mais il me dit tout de suite que ce que je demande n'est pas possible. La Commission a décidé de profiter des voyages que des membres du Comité vont faire en Europe pour compléter l'enquête, pour vérifier sur place, au Danemark, en Norvège, en Allemagne, les affirmations des accusés ou du procureur ; il sera impossible d'en finir avant l'automne : on me demande de prolonger mon séjour à New York aussi longtemps qu'il sera nécessaire. Je ne puis qu'acquiescer – à regret. Mais je comprends les scrupules de John Dewey, son souci d'éclaircir tous les problèmes posés par les deux procès. Quand Zola prit bravement la tête de la campagne pour la révision du procès Dreyfus, il s'écria : « J'y engage ma vie ! J'y engage mon honneur ! » Les circonstances ne se prêtaient pas à une déclaration de ce genre, mais en prenant la présidence de la Commission, Dewey engageait, lui aussi, sa vie et son honneur, sa réputation intacte d'homme et de savant intègre.

Au cours de mes conversations avec les membres du Comité, j'appris que les menaces, pressions, chantages n'avaient pas manqué. Tout avait été mis en œuvre pour empêcher le Comité de se constituer ; apeurés, des écrivains et des journalistes qui avaient donné leur adhésion se retiraient. Quand les agents staliniens virent que leur campagne

d'intimidation et de calomnie restait malgré tout vaine, et que la Commission allait commencer ses travaux, ils s'en prirent à Dewey lui-même, passant de la main tendue – offre d'un voyage en Russie, « toutes dépenses payées » – aux grossières injures – Dewey est sénile. Ils se heurtent à une volonté inébranlable, affirmée aussi calmement que fermement : la décision de Dewey est prise. Il a renoncé, pour l'heure, à l'ouvrage, important, sur lequel il travaillait : *Logic, the theory of inquiry*; il se met tout entier au service de la Commission. Et d'abord, il lui faut aller au Mexique. Car après l'Allemagne social-démocrate, l'Angleterre travailliste, l'Amérique de Roosevelt refuse à Trotski le visa, même temporaire, de visiteur, qui lui aurait permis de venir à New York. Dewey part accompagné de Suzanne La Follette, secrétaire de la commission, de Ben Stolbert, qui s'adjoindront sur place le socialiste allemand Otto Ruhle, et d'un journaliste américain, Carleton Beals, [qui renoncera] ² quand il craindra de devoir contresigner un verdict condamnant l'instigateur des procès.

Grâce à l'écrivain américain James T. Farrell, nous allons pouvoir suivre John Dewey dans ce voyage mémorable. Farrell était un membre actif du Comité; l'affaire le passionnait; il avait décidé d'accompagner la Commission. « Chaque membre de notre petit groupe, écrivit-il, était pleinement conscient de la signification de ce voyage. Il s'agissait d'une mission pour la vérité et pour la justice. Les implications des procès étaient sinistres. Ce qu'il y avait en eux de terrible et de sordide confondait et effrayait l'esprit... Les réactions de Dewey étaient plus simples et plus courageuses que celles de ses amis libéraux. Il voulait chercher, découvrir la vérité. Si la version officielle est vraie, les collaborateurs les plus proches de Lénine et les leaders de la révolution étaient la pire bande de canailles de l'Histoire; si elle est fausse, c'est une des machinations les plus odieuses qu'on ait jamais vues. Un Américain éminent, connu pour son anticommunisme et son absolue honnêteté, avouait n'avoir pas le courage de fixer sa pensée sur cette alternative... »

Au départ de New-York, Dewey était déjà bien préparé. Durant les longues journées du voyage, il compléta l'étude des comptes rendus officiels – ils avaient été publiés en toutes les langues et distribués gra-

2. Une faute d'impression dans le document original ne nous permet que de rétablir la continuité de la phrase entre crochets, d'après le contexte.

tuitement – et se plongea dans les principaux ouvrages de Trotski, restant enfermé pendant des heures dans son petit compartiment. Avant les procès, et malgré les appréhensions que lui inspirait la politique de Staline, son pragmatisme le portait à la considérer comme mieux adaptée à la situation présente de la Russie que celle préconisée par Trotski ; il n'avait nulle sympathie pour la révolution mondiale. Au retour, quand il avait eu toute possibilité d'étudier Trotski, et de pénétrer sa pensée, il disait : « Il est vraiment tragique de voir une telle intelligence, brillante et originale, s'enfermer dans les absolus. » C'était un compagnon très sociable. Il mangeait toujours de bon appétit et, après le repas, fumait un cigare, buvait un verre de bière. Quand l'un de nous parlait, il écoutait très attentivement, se penchant un peu pour mieux entendre ; le plus souvent, il laissait parler, se bornant à des remarques toujours pertinentes. Les années s'effaçaient, on oubliait totalement que cet aimable vieil homme était John Dewey, le philosophe et éducateur réputé.

« Il était curieux de tout, refusant toute considération particulière du fait de son âge et de son prestige. Il exprimait ses impressions et ses remarques d'une voix lente, traînante, comme les gens de son Vermont natal : sa langue était plutôt terne. Mais ce qui était tout à fait remarquable, c'était son étonnante égalité d'humeur. Pourtant, sans vouloir dramatiser l'événement après coup, le danger n'était pas absent. Des rumeurs arrivaient jusqu'au train, parlant d'un rassemblement de staliniens à la frontière mexicaine, la lecture des comptes rendus nous plongeait dans une atmosphère d'intrigues, de machiavélisme, d'empoisonnements et d'assassinats ; et on ne pouvait ignorer qu'au Mexique la vie humaine n'est pas chère... »

La Commission tint ses séances à Coyoacan, dans la maison que le peintre Diego Rivera avait mise alors à la disposition de Trotski. Des lettres avaient été envoyées à l'ambassade russe à Washington, aux partis communistes des États-Unis et du Mexique, à la Société des Nations, aux organisations syndicales, leur demandant de désigner un représentant qui aurait pleine liberté de produire tout document et de poser toute question. Seuls les staliniens se déroberent : l'occasion était belle cependant de produire leurs « preuves ». L'un d'eux, secrétaire de l'Association des professeurs, un peu gêné de refuser une invitation signée John Dewey, écrivait que « par un devoir de loyauté et en vertu de ses convictions personnelles, il se voyait au regret de ne pouvoir ac-

cepter». La première audience eut lieu le 10 avril 1937, à dix heures du matin, dans une pièce qui était ordinairement le bureau de Trotski, assez grande pour recevoir les représentants des organisations invitées. Comme ses fenêtres s'ouvraient sur la rue, on avait pris quelque précaution. Journalistes et photographes s'affairaient. Dans une atmosphère tendue, comme il est facile de l'imaginer, Dewey et Trotski se montraient parfaitement calmes. Et c'est de son habituelle voix lente que le président Dewey ouvrant la séance déclara :

«Le fait que ces débats, dans lesquels un étranger se défendra devant des étrangers, vont avoir lieu en territoire mexicain est un honneur pour le Mexique, et un reproche pour ces nations dont le régime politique ou la politique présente nous empêchent de nous réunir sur leur territoire... Cette commission, comme des milliers de travailleurs de la ville et des champs, manuels et intellectuels, estime que nul homme ne doit être condamné sans avoir eu la possibilité de se défendre.

La commission préliminaire d'enquête sur les accusations portées contre Léon Trotski au cours des procès de Moscou n'est ici, au Mexique, ni comme tribunal ni comme jury. Nous ne sommes ici ni pour défendre ni pour accuser... mais comme commission d'enquête. Notre fonction est de recueillir tout témoignage que M. Trotski peut nous soumettre, de l'interroger et de transmettre les résultats de notre investigation à la Commission tout entière.

Aux États-Unis, en vertu d'une longue coutume, des citoyens imbus d'esprit civique organisent des comités dans le but d'assurer des procès réguliers chaque fois qu'une suspicion existe au sujet de l'impartialité d'un tribunal... Je ne citerai que deux exemples : les comités de défense de Tom Mooney et de Sacco-Vanzetti, avec lesquels la plupart des membres du Comité de défense de Léon Trotski ont coopéré. La participation à de tels comités n'implique rien de plus que la conviction que l'accusé a droit à un procès loyal. Le cas présent diffère de ceux que j'ai cités en un point important : il n'existe pas de tribunal légalement constitué devant lequel l'accusé puisse plaider son cas. Deux fois, en leur absence, Léon Trotski et son fils Léon Sedov, dont la culpabilité ou l'innocence dépend de celle de son père, ont été déclarés coupables par le tribunal suprême de l'Union soviétique. Et les appels réitérés de Trotski pour que le gouvernement soviétique demande son extradition – ce qui l'aurait amené automatiquement devant un tribunal norvégien ou un tribunal mexicain – ont été ignorés. En consé-

quence, le Comité de défense eut, comme tâche particulière, à procéder à la formation d'un organisme impartial devant lequel ce côté de l'affaire pourrait être entendu. Le simple fait que nous sommes ici est une preuve manifeste que la conscience du monde n'est pas encore apaisée au sujet de cet événement historique... L'impartialité d'un tel organisme ne peut être jugée que d'après la manière dont il conduira son investigation. Si Trotski est coupable des actes qui lui sont reprochés, nulle condamnation ne serait trop sévère. Mais l'extrême gravité de l'accusation est une raison de plus de donner à l'accusé pleine liberté de la réfuter en présentant les preuves et documents qu'il peut avoir en sa possession. Le fait qu'il a repoussé ces accusations ne compte pas pour la Commission. Mais qu'il ait été condamné sans qu'on ait voulu l'entendre est un sujet d'extrême préoccupation pour la Commission et pour la conscience du monde. Parlant maintenant non pour la Commission mais pour moi-même, je dirai que j'avais espéré que pour ces investigations préliminaires, un président pourrait être trouvé dont l'expérience le qualifierait mieux que moi pour cette mission difficile et délicate. Mais j'ai consacré ma vie aux tâches de l'éducation, conçues comme celles de l'instruction publique dans l'intérêt de la société. Si j'ai finalement accepté ce poste de grande responsabilité, c'est parce que je me suis rendu compte qu'agir autrement serait mentir à l'œuvre de ma vie. »

Du 10 au 17 avril, la Commission tint treize séances. Tous les chefs d'accusation, même les plus étranges, furent examinés minutieusement. Il n'y eut qu'un incident. quand le commissaire Carleton Beals se fit provocant pour couvrir sa retraite. Un seul auditeur intervint. Ramon Garibav, représentant de la Maison du Peuple. Il posa des questions que Diego Rivera, alors antistalinien, traduisit. Trotski y répondit dans son exposé final. L'attention de John Dewey ne faiblit pas un seul instant ; il dirigeait les interrogatoires discrètement, les guidant quand il était nécessaire pour recueillir le maximum d'éléments pour le travail de la Commission, veillant à ce que les déclarations et les faits décisifs soient exactement enregistrés par les sténographes. « Une ou deux fois, rapporte Farrel, par exemple quand des déclarations politiques de Trotski heurtaient profondément les convictions démocratiques de Dewey, on pouvait sentir un changement de ton, mais si léger qu'il fallait bien connaître Dewey pour le remarquer. »

Deux hommes d'une stature exceptionnelle, aussi différents l'un de l'autre qu'il est possible de l'imaginer, se trouvaient face à face dans une situation historique; ils se montrèrent tous deux à la hauteur de l'événement. Trotski ne voyait rien d'autre dans le pragmatisme de Dewey que l'empirisme britannique; son respect pour l'homme était d'ordre personnel et, en conclusion de son ultime déclaration, il tint à l'affirmer publiquement. «L'expérience de ma vie, dit-il, où n'ont manqué ni les succès ni les échecs, n'a pas détruit ma foi dans l'avenir de l'humanité; elle lui a donné, au contraire, un fondement indestructible. Cette foi dans la raison, dans la vérité, dans la solidarité humaine qu'à l'âge de dix-huit ans j'emportais avec moi dans les faubourgs ouvriers de Nicolaïev – je l'ai gardée, pleinement. Elle est devenue plus mûre mais non moins ardente. Le seul fait de l'existence de votre Commission – et aussi qu'elle ait à sa tête un homme d'une autorité morale inattaquable, un homme à qui son âge donnerait le droit de se tenir hors des batailles de l'arène politique – renforce l'optimisme révolutionnaire qui constitue l'élément fondamental de ma vie.»

Et Dewey ? Les longues et passionnantes séances l'ont conduit dans les domaines les plus divers, des controverses et polémiques politiques à des débats d'assises où sont évoqués conciliabules mystérieux et complots meurtriers. Il n'est certes pas insensible à l'importance qu'à aujourd'hui le travail qu'il vient d'accomplir, à celle qu'il prendra demain. Pourtant il se bornera à prononcer quelques mots : «Tout ce que je pourrais dire maintenant ne pourrait qu'atténuer la signification de notre labeur commun»; il indiquera ce que vont être les tâches ultérieures de la Commission, et déclarera l'enquête close.

Dès le retour à New York, la Commission organisa un meeting pour mettre le public au courant des résultats de ses investigations; il eut lieu le 9 mai, au Mecca Temple. John Dewey prit pour thème de son discours : «La vérité est en marche», tant le rapprochement avec l'Affaire Dreyfus s'imposait. Les hommes qui, dès le début, s'étaient efforcés d'empêcher l'enquête, redoublèrent d'activité quand ils constatèrent que l'investigation se poursuivait, démasquant les mensonges. Dewey les stigmatisa sans avoir besoin de faire autre chose que de rappeler des faits devenus évidents : «Tenir Trotski pour coupable à cause de son opposition bien connue aux maîtres actuels de l'Union soviétique n'est ni loyal ni juste.» Aux libéraux, il reprocha une «dérobade intellectuelle, bien proche d'une malhonnêteté intellectuelle, car si le

libéralisme signifie quelque chose, c'est un dévouement total et courageux à la libre investigation». Peut-être pensait-il alors à un historien éminent qui, en d'autres circonstances, avait refusé de donner son appui à la Commission. C'était Charles A. Beard ; il avait tenu à dire cependant qu'il ne songeait pas à considérer comme fondées des accusations reposant exclusivement sur des aveux car, ajoutait-il, « d'une longue étude des problèmes historiques, je sais que les confessions, même faites volontairement, ne constituent pas des preuves positives ; l'histoire fournit maints exemples de confessions fausses », mais il justifiait son refus en disant qu'il est presque, sinon entièrement, impossible de prouver une négative dans une telle affaire et qu'en tout cas c'est à l'accusation qu'il incombe de produire des preuves. Bernard Shaw s'était dérobé en disant que Trotski n'avait pas besoin d'un comité pour le défendre : ses œuvres suffisaient bien.

Quand j'arrivai à New York, le secrétariat de la Commission mettait au point la sténographie de cette patiente instruction en vue de la publication qu'allaient en faire les éditeurs Harper et Brothers – sous le titre *The Case of Leon Trotski*. Je fus surpris de voir l'ampleur qu'avait prise l'investigation. Comme, Vychinsky avait invoqué « une connexion historique qui confirmait les thèses de l'accusation sur la base de l'activité politique passée de Trotski », la Commission s'était enfoncée dans l'histoire du bolchévisme depuis ses origines. C'était bien du temple perdu ; la signification des polémiques entre socialistes russes des divers partis et tendances était bien connue, et aussi leur violence de ton. Il était vraiment ennuyeux de voir Dewey s'attarder à questionner Trotski sur le « bloc d'août » – un essai de regroupement d'une partie des socialistes russes – et lui demander si « les menchéviks étaient des laquais du capital » parce que Lénine les avait ainsi qualifiés. Mais, je l'ai dit, la Commission, et Dewey plus particulièrement, voulait pouvoir répondre point par point, même en ses inventions les plus grossières, au réquisitoire du procureur. Trotski s'était séparé de Lénine après le congrès de 1903 et il avait expliqué pourquoi dans une brochure publiée à Genève l'année suivante, en russe, sous le titre : *Nos tâches politiques*. C'était une des « preuves » de Vychinsky. La brochure était devenue très rare. Fort heureusement on put trouver un exemplaire à la Public Library de New York et on en fit faire une traduction.

Au début de décembre, le travail était achevé, et au cours d'un meeting tenu le 19 à New-York, John Dewey put proclamer le verdict de la Commission déclarant Trotski et Sedov non coupables. « Les implications de notre décision unanime, dit-il, sont profondément troublantes... L'actuel régime de l'Union soviétique cherche à identifier toute opposition politique contre lui à une activité criminelle contre l'Union soviétique et contre son peuple. Il est révoltant de voir l'emploi systématique, par les partis communistes dans le monde entier, de l'odieux amalgame "trotskyste-terroriste-fasciste" pour détruire une opposition politique et justifier les machinations les plus grossières et les assassinats. Même dans ce pays, le parti communiste et ses sympathisants libéraux ont recours à cette tactique absolument amoral, exactement semblable à celle du fascisme, pour calomnier et persécuter l'opposition tactique qui conduit à une confusion et à la division des forces de progrès social : elle ne saurait être condamnée plus fortement. » Il qualifia cette attitude des communistes « d'extraordinaire corruption de l'héritage idéaliste de la Révolution russe » ; elle révèle « un danger contre lequel notre peuple doit se défendre, sans illusion et sans compromis ».

Le rapport de la Commission fut publié à New York au début de 1938 sous le titre *Not Guilty*. Aidée et guidée par John Dewey, Suzanne La Follette avait fait un travail dont Farrell, exprimant une opinion commune à tous ceux capables d'en juger honnêtement, put dire qu'il constituait « un modèle pour toutes futures entreprises de ce genre, un exemple de procédure, de raisonnement et de pensée démocratiques, répondant aux exigences des méthodes de libre investigation établies par Dewey ». Les autres membres de la Commission dont, par comparaison, la contribution avait été minime, le signèrent avec fierté : à côté des réquisitoires avilissants il porterait témoignage que, même dans des conditions paraissant désespérées, il est possible de démasquer le mensonge.

Mais pour le présent ? Les résultats immédiats furent décevants. En 1938, Hitler tenait le monde en suspens ; il promettait la paix et faisait une politique de guerre, menaçait et dépouillait ses voisins, obligeait les puissances à pousser leurs armements. À Genève, Litvinov mobilisait les démocraties contre l'agresseur : de Moscou, Staline dirigeait la manœuvre des fronts populaires. Il était l'allié des démocraties, ce n'était pas le moment de lui chercher querelle. En France, ceux mêmes

qui consentaient à lire le résumé du rapport que nous avons publié et en étaient troublés refusaient de tirer les conséquences cependant inéluctables. Leur passivité devant les crimes d'un régime totalitaire laissait la route libre à Staline ; au début de mars, la même sinistre machination pouvait être répétée pour la troisième fois. La faillite des intellectuels était totale ; les ouvriers étaient enfermés dans de fausses «unités»... Aujourd'hui, c'est aux Nations unies que le procureur prononce ses réquisitoires.

ALFRED ROSMER

Boris Souvarine
Cauchemar

en

URSS

Avant-propos
de Charles Jacquier



AGONE
CONEAU & NADÉAU

Mémoires
sociales

En désespoir de cause

*Avant propos à Boris Souvarine,
« Léon Blum, les grandes illusions »*

COMME POURRAIENT LE LAISSER PENSER la collaboration régulière de Boris Souvarine au *Figaro* à partir de février 1937 ou sa participation assidue au comité de rédaction des *Nouveaux Cahiers*, l'ancien secrétaire du Comité de la III^e Internationale aurait entamé durant la deuxième moitié des années 1930 une évolution vers la droite qui se serait achevée après la Seconde Guerre mondiale.

Mais avant de préciser quelle revue ont été les *Nouveaux Cahiers*, il faut rappeler que, depuis 1934, Souvarine ne dispose plus des revues qu'il avait créés et animées, le *Bulletin communiste* (1925-1933) et *La Critique sociale* (1931-1934). En outre, dès 1934-1935, la presse de gauche, et tout particulièrement le quotidien socialiste *Le Populaire*, ne publie quasiment plus d'informations un tant soit peu critiques sur l'URSS afin de ne pas méconter son allié communiste du Rassemblement populaire ni gêner un rapprochement franco-soviétique ¹. Arrivé en France en 1936, Victor Serge

1. Lire Lucien Laurat, « Ce que *Le Populaire* n'a pas dit », *Le Combat marxiste*, n° 10-11, juillet-août 1934, p. 12. *Le Populaire* alla jusqu'à refuser une publicité payante de la Librairie du Travail de Marcel Hasfeld qui venait de publier la brochure de Léon Trotski, *La Bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov*, et celle de Marcel Martinet, *L'Affaire Victor Serge* (« Censure... bolchevique au *Populaire* », *La Révolution prolétarienne*, n° 193, 25 février 1935, p. 6).

décrit ainsi la presse de gauche de l'époque : « Des communistes noyaient la presse et les revues françaises avec une perfection admirable. La revue *Europe*, dont j'étais collaborateur, leur était en quelque sorte vendue. À la *Nouvelle Revue française*, ils étaient chez eux. L'hebdomadaire des intellectuels de gauche, *Vendredi*, financé par des industriels qui faisaient de bonnes affaires en Russie, était "dans la ligne". Je dus cesser une collaboration au *Populaire*, dirigé par Léon Blum, vu certaines pressions au sein de la rédaction. ²»

Faut-il s'étonner que dans un tel contexte Souvarine ait cherché d'autres tribunes pour s'exprimer ? Il a fait lui-même allusion aux *Nouveaux Cahiers* en ces termes : « Au début de 1937, devant l'approche des périls, quelques amis se concertèrent, réunis dans une même volonté de rénovation pacifique, un même effort de compréhension réciproque, une même horreur du parti pris, et ils entreprirent la publication des *Nouveaux Cahiers*, bimensuels. Ils s'appelaient Auguste Detœuf, Guillaume de Tarde, Jacques Barnaud, André Isambert, Henri Davezac. Ils constituèrent un comité de rédaction dont je faisais partie, ce qui me permit de faire appel à la collaboration de plusieurs de mes amis, notamment Simone Weil, Brice Parain, Denis de Rougemont, Marcel Moré, André Lejard, Pierre Kaan, Lucien Cancouët (j'en passe) et, naturellement de Lucien Laurat. ³» Le premier numéro des *Nouveaux cahiers* paraît le 15 mars 1937, après un long processus de maturation. Les fondateurs appartiennent au personnel dirigeant de la grande industrie ou de la haute fonction publique ⁴. Ainsi, Guillaume de Tarde, entré au Conseil d'État en 1910, est un des collaborateurs de Lyautey dans l'administration civile du Maroc, puis dirige l'Office national du commerce extérieur avant de devenir administrateur et président de la Compagnie des chemins de fer de l'Est. Jacques Barnaud, ancien polytechnicien, inspecteur des finances, chef du cabinet de Poincaré puis directeur adjoint du Mouvement général des fonds, quitte la fonction publique pour rejoindre la Banque Worms, dont il devient directeur général en 1930. André Isambert entre en 1925 comme directeur financier à la Compagnie générale d'électricité, où il fera toute sa carrière. Henry Davezac est entré major à la Cour des comptes. Enfin, Auguste Detœuf, ancien polytechnicien et administrateur de la Société Alsthom, est autant un homme de pen-

2. Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire 1901-1941*, Le Seuil, Paris, [1951] 1978, p. 346.

3. « Hommage à Lucien Laurat », *Est et Ouest*, n° 515, 16-30 septembre 1973.

4. Lire Claude Pailat, *Dossiers secrets de la France contemporaine. La guerre à l'horizon (1930-1938)*, Paris, Robert Laffont, 1981, p. 305-314.

sée que d'action, cherchant des voies nouvelles pour une meilleure organisation de l'industrie et de la société. Souvarine est très lié à Detœuf et c'est grâce à ce dernier que Simone Weil eut sa première embauche comme ouvrière dans une usine de la rue Lecourbe ⁵. Par la suite, Detœuf entretient de bons rapports avec Simone Weil malgré de vifs désaccords pendant les grèves de juin 1936 ⁶. Selon Claude Paillat, « au lendemain du 6 février 1934, Isambert s'intègre à un noyau d'hommes divers qui se réunit tous les quinze jours dans un café de la place Saint-Sulpice et pose – sans le savoir – les premiers jalons des *Nouveaux Cahiers*. Chacun défend son point de vue, parlant aussi bien du maintien de la paix que de médecine. On est en rapport avec le célèbre comité des intellectuels antifascistes, et notamment avec Paul Rivet, Francis Perrin (qui écrira dans *Les Nouveaux Cahiers*), avec Henri Bouché, spécialiste de l'aviation commerciale qu'il avait tenté de mettre au service de la SDN – Isambert est proche des dominicains, il se lie avec Emmanuel Mounier et à la revue *Esprit* ⁷ ».

Souvarine s'engage dans cette revue après l'échec d'une décennie de tentatives d'opposition communiste aux marges du mouvement ouvrier. Pour apprécier sa position dans ces années d'avant-guerre, il faut éviter quelques malentendus. En premier lieu, son évolution n'est en rien comparable à celle de nombreux militants ou intellectuels qui, tels un Jacques Doriot, passent dans cette période – souvent sous la pression du stalinisme – du communisme au fascisme. Souvarine ne fut jamais stalinien, son exclusion du parti ayant été prononcée en 1924, juste après la mort de Lénine. Au début des années 1930, il est un des premiers en France à dénoncer le danger nazi et à signaler les étranges complicités entre les totalitarismes « rouge » et brun ⁸; puis il prévoit le retournement de la politique internationale de Staline qui passe de l'antifascisme au pacte soviéto-nazi.

Enfin, Souvarine est un des rares hommes de son temps et de sa culture politique à prendre en compte la démocratie dans sa réflexion politique. Une absence qui caractérise l'ensemble des courants politiques de l'entre-deux guerres : les uns subissent la fascination des dictatures – comme Pierre Drieu La Rochelle, qui hésite longtemps entre fascisme et communisme, ou son ami de jeunesse, Louis Aragon, qui se rallie sans condition au stalinisme ; les

5. Simone Pétrement, *La Vie de Simone Weil*, tome II, Fayard, Paris, 1978, p. 18.

6. Lire « Lettres à Auguste Detœuf (1936-1937) », in Simone Weil, *La Condition ouvrière*, Idées-Gallimard, Paris, 1979 [1951], p. 245-259.

7. Claude Paillat, *Dossiers secrets...*, *op. cit.*, p. 309.

8. Lire Charles Jacquier, « Sombres Jours : Boris Souvarine et l'arrivée d'Hitler au pouvoir », *Communisme*, n° 38-39, L'Âge d'homme, 1994, p. 9-23.

autres se contentent d'une défense du *statu quo* sans comprendre les problèmes que provoque cet attrait fallacieux pour les régimes totalitaires en dehors d'une fascination morbide pour la force brute... Au contraire, Souvarine insiste dès le milieu des années 1920, à la suite de penseurs socialistes comme Rosa Luxemburg, sur l'importance centrale de la démocratie. Ainsi les statuts du Cercle communiste démocratique présentent-ils la démocratie comme « une notion inséparable de l'idée révolutionnaire » : la critique marxiste vise « les contradictions de la pratique, non le principe même » ; il est « impossible d'acquérir une vraie démocratie politique sans la baser sur l'égalité économique » ; il faut refuser de nier le « contenu *relativement* démocratique, conquis sur les privilèges des classes possédantes au prix du sang des prolétaires [de la] démocratie bourgeoise, [pour] conserver et accroître comme un bien précieux les éléments de démocratie historiquement acquis dans la lutte des classes ». La démocratie doit également s'appliquer dans les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier, seule garantie contre les dérives bureaucratiques⁹. Un tel attachement à l'idée démocratique prémunit contre toute dérive autoritaire...

Dans la seconde moitié des années 1930, malgré la fin du Cercle communiste démocratique, Souvarine a toujours des contacts avec les milieux de la gauche et de l'extrême gauche antistaliniennes. Ainsi rencontre-t-il l'ancien communiste yougoslave Anton Ciliga après sa libération des isolateurs d'URSS et son arrivée en France en janvier 1936. Au moment de chercher un éditeur pour la publication de son témoignage sur l'URSS, Ciliga obtient une recommandation de Souvarine auprès de Brice Parain, qui s'occupe du domaine russe chez Gallimard, où son livre sera publié¹⁰. Parmi les anciens du Cercle communiste démocratique, « les liens d'amitié et la communauté de pensée ont, selon Édouard Liénert, persisté entre beaucoup de ses membres, qui ont continué à se retrouver fréquemment¹¹ ». Souvarine continue ainsi de voir ses amis qui ont choisi de militer à la SFIO – notamment autour de la revue de Lucien Laurat, *Le Combat marxiste* –, ou d'anciens communistes comme Amédée Dunois ou Maurice Paz, qui sont revenus au Parti socialiste.

9. Cercle communiste démocratique, *Déclaration et statuts*, Librairie du Travail, Paris, 1931.

10. Lire son témoignage, « La vie troublante de Ciliga, communiste yougoslave », *L'Histoire*, n° 103, septembre 1987, p. 74-77.

11. Édouard Liénert, « D'un cercle à l'autre », in Anne Roche (dir.), *Boris Souvarine et La Critique sociale*, La Découverte, Paris, 1990, p. 48-61.

Comme en témoignage le texte qui suit, Souvarine continue de s'entretenir avec Léon Blum, notamment à propos de la situation en URSS – en 1939, au début de la guerre, celui-ci lui proposa même de tenir une rubrique sur la situation militaire dans *Le Populaire*. Les souvenirs sur Blum que Souvarine livre à *L'Express* en juillet 1981 enrichissent le portrait souvent convenu qu'en ont donné les biographes de l'homme du Front populaire. Ils démontrent également la place centrale de la nature de l'URSS dans les impasses suivies par la majorité d'une gauche qui a toujours très largement refusé de mettre en question son caractère prétendument socialiste, se faisant ainsi la complice d'exactions – équivalentes, sinon pires – qu'elle dénonçait dans d'autres pays.

Il n'en reste pas moins vrai que, durant ces années, Souvarine abandonne définitivement tout espoir de voir à nouveau le socialisme incarner un véritable mouvement d'émancipation sociale, alors qu'il va s'identifier, pour le plus grand nombre et pendant des décennies, au régime soviétique. Tout comme Noam Chomsky aujourd'hui, sans doute Souvarine jugea-t-il, *mutatis mutandis*, que « si le bolchevisme devait être considéré comme faisant partie de la gauche, alors je me dissocierais tout simplement de la gauche ¹². »

CHARLES JACQUIER

12. Noam Chomsky, *De l'espoir en l'avenir*, Marseille-Montréal, Agone-Comeau & Nadeau, 2001, p. 25.

Léon Blum : les grandes illusions

PENDANT L'HIVER DE 1939-1940, la guerre étant déclarée entre plusieurs puissances, un singulier état de choses qu'on appelait la « drôle de guerre » s'était établi en Europe. La Pologne avait été envahie, écrasée, dépecée par les armées de Hitler et par celles de Staline. La France et la Grande-Bretagne, qui avaient d'avance pris fait et cause pour la Pologne, ne surent ou ne purent rien faire pour la défendre, voire pour lui venir en aide. Les engagements contractés envers elle restaient lettre morte. L'armée française, renforcée de ses réservistes après la mobilisation générale, montait la garde derrière la ligne Maginot. Les forces en présence s'observaient, inactives, et dont l'inaction s'entrecoupait de quelques incursions dans les lignes ennemies, de quelques raids d'avions observateurs ou de bombardiers sans missions importantes.

Alors que se prolongeait cette drôle de guerre sans issue prévisible, Staline, avec la lâcheté et la félonie qui le caractérisaient, attaque la faible Finlande à la faveur de la complicité tacite de Hitler, qui lui permettait aussi d'entreprendre sans coup férir l'annexion des pays Baltes et celles de la Bessarabie et de la Bukovine. Cependant qu'en France la perplexité, parfois l'anxiété incitaient à s'interroger en vain quant au cours possible des événements.

Dans cette incertitude générale, j'apprends par une amie commune que Léon Blum désire me parler. J'accepte, bien entendu, le rendez-vous proposé, car une conversation avec lui avait toujours grand intérêt et agrément. Il était un interlocuteur très intelligent et cultivé, un homme affable et séduisant sous bien des rapports, que l'on partageât ou non telle ou telle de ses vues. Quand il me pria de venir chez lui, je me posai inévitablement la question : de quoi s'agit-il ? Et, après y avoir réfléchi, je supposai qu'il serait question de Staline et de la Russie soviétique dans le déroulement de la guerre.

Je me trompais.

En général, Léon Blum se tenait informé des affaires russo-soviétiques grâce à ses contacts fréquents avec Theodor Dan, leader social-démocrate russe en exil, et avec Oreste Rosenfeld, son collaborateur socialiste au *Populaire*, également russe, et même de religion orthodoxe, comme son prénom grec de baptême l'indique, contrairement à ce qu'on pourrait croire à cause de son nom germanique. Mais je lui faisais entendre parfois un son de cloche différent. Or, alors que, partout, on regardait Staline comme l'ennemi de Hitler par excellence, j'avais contredit tout le monde en analysant, pour *Le Figaro* (7 mai 1939), les manigances tortueuses de Staline, afin d'en éclairer le dessein perfide de s'entendre avec Hitler. Personne ne voulait me croire, et on tenait ma démonstration comme inspirée par une animadversion invétérée envers Staline. Mais, après le coup de théâtre du pacte stalino-hitlérien signé par Molotov et Ribbentrop, le 23 août 1939, il fallut se rendre à l'évidence. Léon Blum en fut très impressionné, il commenta ma... jugeote en termes que je n'ose pas reproduire, et, depuis, le thème de la Russie soviétique revenait tout naturellement dans nos échanges de vues. D'autant qu'après le fameux pacte Staline avait conclu un traité d'« amitié » avec l'Allemagne nazie, à laquelle il fournissait des matières premières dont elle avait besoin pour sa guerre contre la civilisation.

Je m'attendais donc à une conversation sur les sinistres visées de Staline dans les perspectives ouvertes par les succès militaires de Hitler.

Au jour dit, je suis chez Léon Blum, quai de Bourbon. Les viles médiocrités d'adversaires sans scrupules, allant jusqu'à lui attribuer une argenterie fastueuse et même la propriété du château des Mesnuls, m'incitent à rapporter d'abord que son domicile était celui d'un homme de goût sachant choisir en artiste son mobilier et ses objets familiers,

sans luxe ostentatoire ni signes extérieurs de richesse. Il venait d'un milieu aisé, avait été maître des requêtes au Conseil d'État et n'avait aucune raison d'habiter un galetas... Cela ne l'a pas empêché de se dévouer entièrement à la classe ouvrière, peu importe, ici, qu'il ait été bien ou mal inspiré. Donc, me voici devant lui et, après un bref échange de politesses, il me pose la question suivante, à mon grand étonnement :

« Est-ce que pendant la guerre de 1914-1918 vous lisiez les articles de critique militaire d'Henry Bidou ?

— Bien sur, répondis-je. Surtout après ma démobilisation, à la fin de mars 1916, car j'ai été rédacteur au *Journal du peuple*, où l'on recevait tous les journaux. Je lisais donc les chroniques militaires de Bidou dans le *Journal des débats* ainsi que les commentaires de Polybe dans *Le Figaro*.

— Donc, dit Léon Blum, vous avez dû remarquer que Bidou, sans être spécialiste, car il était connu surtout comme critique dramatique, écrivait alors les meilleurs articles sur les opérations militaires.

— Plus de vingt ans ont passé, je ne saurais dire si les papiers de Bidou sur de tels sujets, m'ont laissé une impression particulière.

— Je comprends. Toujours est-il que Bidou a été le meilleur commentateur des communiqués officiels sur la guerre. Et voici où je veux en venir : j'aimerais créer dans *Le Populaire* une rubrique traitant de la situation militaire. L'immobilité actuelle des armées à l'ouest de l'Europe ne durera pas toujours, des initiatives seront prises tôt ou tard, et des mouvements auront lieu. J'ai pensé, vous connaissant et ayant lu vos écrits, que vous seriez tout à fait qualifié pour tenir une telle rubrique. »

Comme je n'avais pu retenir une expression de surprise pendant qu'il parlait, il ajouta : « Oh, ne m'interrompez pas, laissez-moi bien vous expliquer. » Et il me fit alors un petit laïus que je ne saurais reconstituer de mémoire, à quarante ans d'intervalle, surtout dans son style si fluide, enveloppant, convaincu et convaincant, spontanément châtié, qui avait suscité l'admiration de Raymond Poincaré lors d'une fameuse séance à la Chambre des députés (j'y étais, dans la tribune de la presse). À la fin, il conclut :

« Alors, qu'en pensez-vous ? »

Très embarrassé, je cherche les mots pour motiver la réponse qui, je le sens, va le décevoir et même le heurter, et je dis en substance : « La tâche du chroniqueur, en pareil cas, est d'expliquer non seulement la

marche des opérations militaires, mais de donner aux lecteurs des raisons d'espérer un tour favorable des événements et d'inspirer un certain optimisme qui aide à vivre. Or c'est justement ce que je suis incapable de faire... »

Mon interlocuteur, dont le visage a changé d'expression, me regarde fixement, traduisant une visible inquiétude, et m'interroge sur un ton pressant :

« Comment ? Que voulez-vous dire ? Expliquez-vous. Vous ne pensez tout de même pas que nous puissions être battus ? » (Ces derniers mots se sont bien gravés littéralement dans ma mémoire.)

« Mais si, dis-je. C'est précisément ce que je pense. J'envisage le pire. Songez que, lors de la Première Guerre mondiale, il a fallu plus de quatre ans à une formidable coalition groupant principalement la France, la Grande-Bretagne, la Russie, l'Italie, les États-Unis et le Japon pour vaincre l'Allemagne. À présent, la France est seule avec la Grande-Bretagne cependant que la Russie, devenue soviétique, l'Italie, devenue fasciste, et le Japon, impérialiste, sont contre nous. Vous savez l'apport minime de l'armée britannique sur le continent au début d'une guerre. Je ne vois donc pas comment la France, presque seule, pourrait venir à bout de la force allemande, supérieure en nombre, disciplinée, fanatisée, chauffée à blanc, ivre de ses premières victoires faciles... »

Léon Blum, comme frappé de stupeur et l'air consterné, reste sans mot dire. Un silence gêné, pesant s'ensuit, que je romps aussitôt :

« Ce n'est pas tout. La France de 1940 n'est pas celle de 1914. Elle a perdu trop de sang dans la dernière guerre. Elle ne s'est pas relevée d'une aussi terrible épreuve, dont l'interminable bataille de Verdun a été la pire, bien que glorifiée par la littérature patriotique. La France n'est plus guerrière, elle est pacifique et pacifiste. Elle est, aussi, de plus en plus égalitaire, et le peuple s'indigne du contraste entre les profiteurs et les victimes du massacre. La résignation actuelle des mobilisés et de leurs familles n'est pas comparable à l'élan national unanime de 1914.

« De plus, le pays est profondément divisé en tendances antagoniques. Les haines de partis sont devenues inexpiables, au point de faire sciemment le jeu de l'ennemi. Les communistes, soumis à Staline, sont au service de l'Allemagne, à part quelques défections, et ils ont entrepris le sabotage de la défense nationale, lequel ne fait que commencer et ira en s'amplifiant. Car, d'abord décontenancés par la trahison de Staline, ils se sont ressaisis et se réorganisent pour l'action clandestine

en faveur d'une paix allemande, vous devez en savoir quelque chose. Leur propagande pour l'arrêt des hostilités, portant uniquement sur la France et la Grande-Bretagne, trouve naturellement des milliers d'oreilles complaisantes. Les désertions se multiplient, à l'exemple des chefs communistes...

« D'autre part, un fait nouveau et gros de conséquences funestes est la perversion morale et civique dans le corps des officiers. Vous n'ignorez pas que, si l'Action française compte peu dans la population, elle a relativement beaucoup d'adeptes dans l'Armée, surtout des sympathisants. Je peux en parler, car j'ai été bibliothécaire de la salle d'honneur des officiers de mon régiment, le 155^e d'infanterie : la plupart des officiers lisaient l'*Action française*, même ceux qui n'étaient pas membres de l'organisation (sauf mon colonel, un MacMahon de Magenta, bonapartiste). Or, contrairement à leur doctrine et à leur tradition, ces messieurs sympathisent maintenant avec Hitler et Mussolini, par haine de la République. Ils envisagent, à contrecœur, de combattre l'Allemagne nazie. On en a des preuves multiples.

« J'ai un ami lieutenant de réserve au 5^e régiment d'infanterie, au front, le même où se trouve le capitaine Brossolette. Il est venu à Paris en permission. Ce qu'il raconte sur le désordre et la gabegie dans l'Armée, sur le comportement des officiers est affligeant au possible. Il a conclu tristement, textuellement : le jour où les Allemands attaqueront, ce sera Sedan. »

Blum m'a laissé parler, me regardant avec une expression d'effroi, son visage reflétant le chagrin et le découragement, n'essayant pas d'opposer d'objections à mes propos sinistres. Sur un ton de résignation et sans se départir de sa courtoisie habituelle, il mit fin à l'entretien en disant : « Alors, puisque vous pensez ainsi, en effet, vous ne pouvez accepter ma proposition. » Et il ajouta seulement : « Les pessimistes sont des spectateurs. » Lui, par nature, faisait toujours montre d'optimisme explicite, nonobstant l'inévitable association d'idées avec le classique *Candide ou l'Optimisme*, de plaisante mémoire et le souvenir d'une ironie indulgente de Clémenceau exercée sur le président Wilson et sa « noble candeur ». Son bel optimisme devait lui inspirer d'in vraisemblables erreurs d'abord sur Hitler, puis sur Staline.

Nous nous séparâmes navrés l'un et l'autre, pour des raisons différentes. Il me revenait à l'esprit le mot d'André Gide selon lequel ce n'est pas avec de bons sentiments qu'on fait de la bonne littérature,

pour le transposer. en pensant que de bons sentiments démocratiques au service d'une juste cause ne suffisent pas pour affronter un ennemi implacable dans une guerre sans merci.

Je n'ai pas revu Blum en France après le désastre qui nous a tous dispersés hors de Paris. Il a été odieusement traité par ses adversaires politiques, parvenus au pouvoir à la faveur du malheur national. Ils l'ont livré à la vindicte de brutes allemandes lâches et cruelles, et il n'a survécu que grâce au dévouement infini de son épouse, qui tint à partager stoïquement son sort en captivité. De retour en France, épuisé par la détention et les mauvais traitements, il n'était plus le même, intellectuellement. Mal informé, tombé sous l'influence de médiocres, de faux témoins et de faux « résistants », il a prononcé un éloge insensé de Staline, que hors de France, j'ai longtemps ignoré. Il a produit aussi, devant une commission d'enquête parlementaire, un témoignage non moins insensé contre le maréchal Toukhatchevski et, de ce fait, à son insu, contre des milliers, des dizaines de milliers, des centaines de milliers d'innocentes victimes de Staline. Je ne l'ai su que beaucoup plus tard, et ce n'est pas ici le lieu de traiter rétrospectivement ces questions inactuelles en apparence, bien que toujours brûlantes.

La paix étant rétablie en Europe, l'évolution intellectuelle et politique de Blum, si respectable qu'elle soit, a de quoi déconcerter les esprits attentifs aux énigmes. Non pas que l'on puisse contester le droit ou le devoir de changer d'avis à la lumière de réalités nouvelles ou des enseignements de l'Histoire. Il s'agit de tout autre chose. En effet, au début du siècle, Blum s'était prononcé sur Marx et sur le marxisme en ces termes : « Nul n'ignore, parmi les socialistes réfléchis, que la métaphysique de Marx est médiocre. Nul n'ignore que sa doctrine économique rompt une de ses mailles chaque jour » (*Revue blanche*, janvier 1900). Et après les deux guerres mondiales, alors que l'évolution naturelle et l'expérience sociale ont pleinement justifié l'essentiel du « révisionnisme » et du réformisme d'Édouard Bernstein, ami proche, exécuteur testamentaire et critique avisé de Marx et d'Engels, les paroles de Blum (qu'il faut ici abréger en les citant) surprennent par leur ralliement à une orthodoxie très antérieure et bien dépassée. À propos d'une inouvelle déclaration de principes socialistes rédigée par lui-même, il affirme, en 1945 :

« Bien que le nom de Marx n'y soit pas prononcé [...], il y a cependant une fidélité parfaite à tous les principes essentiels du marxisme. [...] S'il s'agit de ce qu'on appelle, par une formule que je continue à trouver équivoque, le matérialisme historique... s'il s'agit donc du matérialisme historique en tant que philosophie de l'Histoire, nous continuons à y adhérer pleinement et sans aucune réserve. Nous acceptons dans son intégrité l'analyse de la société capitaliste de Marx. [...] Dans le texte qui vous est soumis, les principes essentiels du marxisme demeurent ».

Dans le même discours, Blum évoque un célèbre épisode du passé, « le débat entre l'idée de réforme, telle que l'avait conçue à cette époque un homme comme Édouard Bernstein, et l'idée de révolution. [...] La réforme, pour nous, je le répète, ne se place pas dans une antithèse avec l'idée de révolution ». En résumé, il préconise « une synthèse vivante pour nous, une synthèse entre la dialectique marxiste [...] et l'idéalisme jaurésien ». Profession de foi que l'on pourrait définir comme un « révisionnisme » à rebours.

Je n'ai revu Blum qu'en 1946, à Washington, où il accomplissait une mission officielle, mais seulement pour une demi-heure de conversation, et à la condition de lui épargner toute fatigue, souci bien légitime de son épouse. Nous avons donc parlé de choses et d'autres en évitant les thèmes épineux. Il m'a fait part de son intention d'écrire sur Origène pour terminer sa vie, ce qui m'a profondément étonné, sachant ce que j'en savais, mais je me suis bien gardé de commenter. Je me bornai à répondre, pour dire quelque chose : « Vous voulez finir comme Herriot a commencé... » Il eut l'air très surpris et dit : « Comment cela ? » Je fus encore plus étonné de son étonnement, car il devait savoir beaucoup mieux que moi, pour plusieurs raisons, que son contemporain Édouard Herriot, normalien comme lui, avait écrit son premier ouvrage sur Philon d'Alexandrie, dont les interprétations allégoriques de difficultés bibliques ont certainement influencé la pensée d'Origène. Mais Blum avait alors 74 ans et sortait d'une épuisante épreuve physique et morale qui explique assez une défaillance de mémoire. J'ignore s'il a tenté de donner suite à son projet.

Quant à son apologie de Staline et à son témoignage à charge contre Toukhatchevski et tant d'autres victimes du stalinisme, il faut les

mettre au compte de l'ignorance et de la « désinformation » dans laquelle sont passés maîtres les staliniens et leurs compagnons de route, socialistes et autres. En outre, il était fidèle à ses amitiés, confiant en ses amis, et il a cru sur parole ce qu'Édouard Bénéš, ignare et trompé, lui avait « révélé » sur le maréchal soviétique et autres « traîtres » imaginaires, sans pouvoir supposer un instant que tout cela n'était qu'une sinistre machination de Staline, dont les services secrets firent d'eux, Bénéš et Blum, leurs pitoyables dupes. Certes, ce n'était plus le Léon Blum d'avant la tragédie des années funestes.

Et pourtant, il a eu la clairvoyance politique et le courage civique de contredire à haute voix les prétentions et les ambitions injustifiables qui se donnaient libre cours en France après la libération du territoire. Dans un discours, le 20 mai 1945, il osait déclamer : « Je ne crois pas, pour ma part, que la Résistance ait créé, au profit de qui que ce soit, un droit au pouvoir. Personne n'a un droit préalable au pouvoir dans une démocratie. La souveraineté populaire a même le droit d'être ingrate. Si l'on pouvait admettre que les services rendus, quels qu'ils soient, donnent à qui que ce soit un droit au pouvoir, réfléchissez que par là même se justifieraient presque toutes les dictatures. Car il n'y a guère de dictatures qui n'aient, à leur origine, la réalité ou l'apparence de grands services rendus à la nation. » Clairvoyance, civisme, sagesse et dignité dont personne ne tint compte, qui restent sans écho et sans effet, mais qui méritent d'être honorés dans une rétrospective historique.

Je ne me flatte nullement d'avoir prévu le désastre sans précédent de l'an 40. Mais sachant par expérience comment la malveillance peut déformer une narration sincère et véridique, je ne puis m'abstenir de commenter *post factum*, et brièvement, mon récit impartial. Donc j'envisageais une défaite finale, inéluctable, pour les raisons exprimées devant un Blum incrédule, mais non une débâcle au premier choc, la débandade qui a eu lieu déjouant même les calculs cyniques de Staline et de Mussolini, ceux-ci spéculant sur l'épuisement réciproque des principaux belligérants. La France n'a pas perdu une bataille, elle a, dès l'abord perdu la guerre, elle a même perdu la tête, elle a tout perdu à cette date, et ce qu'elle devait récupérer par la suite, elle le doit à la Grande-Bretagne, aux États-Unis, et, malgré l'infamie de Staline, aux sacrifices humains sans précédent imposés à l'URSS par son maître. Le

désastre a eu, bien entendu, des causes générales et des causes particulières dont il faut bien dire quelques mots pour ne pas paraître poser au prophète.

À l'appui de mon argumentation sur la France renonçant à ses « vertus guerrières », devenant pacifique et pacifiste, j'aurais pu invoquer le jugement très antérieur de Renan, qui, dans sa *Réforme intellectuelle et morale*, a écrit sur la France d'après les guerres de la Révolution et de l'Empire : « Quiconque connaît la France [...] dans son ensemble et dans ses variétés provinciales, n'hésitera pas à reconnaître que le mouvement qui emporte ce pays depuis un demi-siècle est essentiellement pacifique. La génération militaire, froissée par les défaites de 1814 et de 1815, avait à peu près disparu sous la Restauration et sous le règne de Louis-Philippe.

La guerre de 1914-1918 n'infirme pas cette observation de Renan, car, en 1914, c'est l'invasion de la Prusse orientale par les armées russes de Rennenkampf et de Samsonov qui a permis la victoire de la Marne, suivie d'une interminable guerre statique de tranchées, jusqu'à ce que le poids de l'intervention américaine vienne à bout de l'Allemagne épuisée. Et, puisque je me réfère à Renan, comment ne pas rappeler les pages célèbres, tant de fois reproduites, où il décrit la débâcle de 1871 en des termes étonnamment applicables au désastre de l'an 40, mais dont il faudrait encore accentuer les traits.

Je n'étais pas chez Blum pour faire un amphi, d'autant moins que j'ignorais le motif du rendez-vous. Il y aurait eu encore beaucoup à dire, ne seraient ce que les prévisions de Clémenceau rapportées par Jean Martet et d'autres, notamment : « Retenez bien ce que je vous dis : dans six mois, dans un an, cinq ans, dix ans, quand ils voudront, les Boches entreront chez nous » (*Le Silence de M. Clémenceau*, Paris, 1929). C'est, en effet, ce qui s'est passé. Clémenceau ne parlait pas en l'air, mais en connaissance de cause, il explicitait ses raisons, qu'il a exprimées encore dans son livre *Grandeurs et misères d'une victoire* (Paris, 1930).

Aux généralités dites à Blum, s'est ajoutée la médiocrité des politiciens de droite et de gauche, égaux dans l'imprévoyance, l'impéritie et le laisser-aller, incapables d'agir à temps et à moindres frais contre une menace visible, croissante, manifeste, criante, provocante, intolérable. Tous ont été coresponsables d'une attitude de « laisser-faire, laisser-passer », aucun instrument de mesure ne permettant d'évaluer les

nuances de leurs comportements respectifs. Ainsi la Grande-Bretagne et la France se sont-elles déchargées sur la Pologne de la décision fatale, sans même pouvoir lui venir en aide quand elle a été la première attaquée. À quoi s'ajoute l'aveuglement des chefs militaires et civils assurés de contenir l'ennemi sur la ligne Maginot, sans prévoir la moindre variante, comme s'il existait une règle du jeu que les Allemands auraient violée en envahissant la Belgique et en franchissant les Ardennes.

La principale des causes particulières ayant provoqué la déroute des troupes françaises, selon les survivants que j'ai questionnés, ce fut l'attaque par les engins blindés en liaison avec les avions bombardiers produisant, en piqué, un boucan assourdissant auquel nos soldats n'étaient pas préparés, déchaînant la panique. Une fois de plus nous étions « en retard d'une guerre ». Il a été prouvé que la France n'était nullement en infériorité quant au matériel moderne, mais qu'elle a manqué de chefs capables de s'en servir. Il ne s'agit là ni de « droite » ni de « gauche », mais d'une commune inconscience des hommes responsables.

Et ces considérations ne sont pas inactuelles. Le désarroi apparemment incurable des pays civilisés, surtout des dirigeants, devant le monstre soviétique, justifie la parole de Hegel, qu'on peut citer, sans sacrifier à aucune mode, quand ce philosophe dit quelque chose de clair et de sensé : « L'expérience et l'Histoire enseignent que peuples et gouvernements n'ont jamais tiré aucune leçon de l'Histoire ni agi d'après celles qu'on aurait pu en tirer. »

BORIS SOUVARINE

Abonnement à **AGONE**

pour deux années & quatre numéros :

Particuliers 55 €

Institutions 65 €

(Majoration pour l'étranger : 10 €)

par virement postal sur CCP 8 806 45 M Marseille,
carte bancaire ou chèque à l'ordre de : **AGONE**

Les règlements sont à adresser
BP 2326 • F-13213 Marseille cedex 02

PROCHAINES PARUTIONS

Automne 2002, numéro 28

Lutte des sexes & lutte des classes

Printemps 2003, numéro 29

L'éducation & ses contraires

Automne 2003, numéro 30

Manipulations langagières

Publié avec le concours du Centre national du livre, de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône & de la Ville de Marseille.

POUPEAU / LA RÉCUPÉRATION de la contestation par les médias, **SERGE HALIMI & PIERRE RIMBERT / L'ESPACE**

PUBLIC comme construction journalistique. Les auteurs de « tribune » dans la presse écrite, **LOUIS PINTO / MARCEL MAUSS**, le don & la révolution, **FRANÇOIS ATHANÉ / LA SOCIOLOGIE** dans les luttes.

De la situation coloniale à l'imperialisme néolibéral. **PIERRE BOURDIEU** : Les sous-prolétaires algériens / Sartre, l'invention de l'intellectuel total / Incorrigiblement

optimiste / **DE LA SOCIÉTÉ** ouverte à la société concrète, **JACQUES BOUVERESSE / QUESTIONS** aux « défenseurs des droits de l'homme »,

JEAN BRICMONT / LES « SECRETS » de Wittgenstein. Notes sur quelques « révélations » faites au grand public français en commémoration du 50^e anniversaire de sa mort, **THIERRY DISCEPOLO / LE COURAGE**

D'ÊTRE. Introduction aux Carnets secrets 1914-1916 de Ludwig Wittgenstein,

ALDO G. GARGANI / HISTOIRE RADICALE : Le refus de

parvenir, **MARCEL MARTINET** • John Dewey homme d'action, **ALFRED ROSMER** • Léon Blum, les grandes illusions, **BORIS SOUVARINE** (Avant-propos de Charles Jacquier)

Prix du numéro :
32,95 \$ / 22 €

ISBN
2-910846-58-X

ISSN
Canada 1488-1950
France 1157-6790



9 782910 846510